

L'échec de Rajiv Gandhi

PORTÉ triomphalement au pouvoir en 1984, au lendemain de l'assassinat de son père, M. Rajiv Gandhi subit, cinq ans plus tard, une sévère défaite. En effet, les premiers résultats des élections générales, tenues du 22 au 26 novembre, ont été tout espoir à son parti, le Congrès-I, d'obtenir la majorité absolue au Parlement. Au mieux, le petit-fils de Nehru sera contraint, pour continuer à gouverner, de former une coalition, fatalement fragile, avec de faux amis. Au pis, il lui faudra batailler pour conserver, dans l'opposition, cette fois, la direction d'un Congrès-I agité par l'ampleur de son échec, puisqu'il devrait conserver 200 sièges environ à la Chambre basse, alors qu'il en contrôlait 418 sur les 542 de la précédente législature.

Le verdict des urnes est sûrement sans indulgence à l'égard de ce jeune premier ministre - il n'est âgé que de quarante-cinq ans - dont le bilan n'est pas si négatif. L'économie se porte relativement bien, et l'image de marque de M. Gandhi à l'étranger est loin d'être mauvaise, en dépit du fiasco de l'intervention militaire à Sri-Lanka ou du peu de sympathie que suscite le blocus économique imposé au Népal. Son nom était étroitement associé à l'entrée de l'Inde dans un monde moderne, et, à cet égard, ses opposants font bien pâle figure.

MAIS M. Rajiv Gandhi n'a pas su résister à l'insurection du pouvoir dans cette démocratie à la violence endémique et aux passions profondes. Sans pour autant se prononcer pour une démission, dont les divisions ne se sont estompées que le temps d'une campagne électorale, les Indiens ont voté pour le changement en refusant de lui accorder un vote franc et massif.

Autoritaire, M. Gandhi n'a pas su tenir son gouvernement à l'écart des scandales, ménager l'électorat rural ou prévenir l'exaspération de tensions religieuses toujours à fleur de peau. Il a ainsi donné l'impression qu'il ne dominait plus la situation, et des manœuvres de dernière heure n'ont rien changé. Le succès électoral d'une formation hindouiste, le BJP, qui se retrouvera en position d'arbitre au sein du prochain Parlement, souligne cet échec du premier ministre, qui n'a pas su davantage retenir de nombreux votes musulmans.

L'UNION indienne entre dans une phase difficile de gouvernement. Les projets de société cadent le pas aux appétits de pouvoir et à la quête toujours délicate d'un équilibre entre le centre et la périphérie. Pour succéder, s'il le faut, à M. Gandhi, aucune personnalité ne se dégage encore véritablement, même quand M. V.P. Singh, son principal adversaire, peut se réclamer d'avoir réussi à démythifier l'héritier d'Indira Gandhi, au moins temporairement. Car rien ne permet encore de parier sur la mise à l'écart prolongée d'une dynastie qui, pour l'essentiel, a géré l'Inde depuis l'indépendance en 1947.

Le sous-continent n'y gagne, cependant, pas en stabilité. Au Pakistan, M. Benazir Bhutto, elle aussi l'héritière d'une grande famille à la tragique destinée, a de plus en plus de mal à imposer son autorité. L'Afghanistan et Sri-Lanka demeurent les théâtres de combats apparemment sans fin. A l'échelon régional, la crise de gouvernement en Inde intervient aussi, c'est le moins qu'on puisse dire, à un bien mauvais moment.

Lire page 6 l'article de notre correspondant à New Delhi Laurent Zecchi

M 0147 - 11280 - 4,50 F



3790147004500 11280

Grève générale malgré les concessions successives du pouvoir

L'opposition tchécoslovaque réclame une nouvelle Constitution et des élections libres

Des centaines de milliers de Tchécoslovaques devaient répondre, lundi 27 novembre, au mot d'ordre de grève générale de deux heures, sur tous les lieux de travail et d'enseignement, lancé par l'opposition. Celle-ci, regroupée dans le Forum civique, a présenté, dimanche, après de nouvelles manifestations de masse, un programme en sept points, réclamant notamment une nouvelle Constitution et des élections libres. Le secrétaire général du PCT,

M. Karel Urbánek, a annoncé, lundi matin, à l'issue d'un plénum extraordinaire du comité central du parti, d'autres limogeages au bureau politique ainsi que la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 26 janvier.

La nouvelle direction du PCT
■ Les résultats du référendum en Hongrie page 3
■ La suppression de la police politique en Bulgarie page 4
■ L'intensification des contacts entre la RDA et la RFA
■ Les relations serbo-polonoises page 5
■ L'aide des Occidentaux à la Hongrie et à la Pologne page 25 - section C
■ Un nouveau système économique pour les pays de l'Est page 27 - section C

PRAGUE
de notre envoyé spécial

A Prague, le temps s'est emballé, comme si vingt ans d'un immobilisme apparent devaient être rattrapés en une semaine. Le flux habituel qui conduit une partie des habitants de la capitale en fin de semaine vers leurs résidences secondaires à la campagne s'est inversé.

Pendant tout le week-end, c'est la province qui a déferlé sur Prague pour venir renforcer des manifestations qui rassemblent toujours plus de monde, et dont on voit mal comment elles pour-

raient s'arrêter sans une satisfaction totale des revendications populaires.

La place Venceslas étant devenue trop exiguë, c'est sur l'immense plateau de Letná, où se déroulent habituellement les cérémonies officielles, à la mode communiste, que la foule avait été appelée à se réunir. Ils étaient 750 000 samedi, et 500 000 encore, dimanche 26 novembre, à être venus, malgré la neige et un vent glacé, clamer leur volonté de voir leur pays s'engager sur la voie de la démocratie, réclamer des élec-

tions libres et le départ immédiat des dirigeants du Parti communiste, compromis dans la mise au pas du pays après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, en août 1968.

Le peuple de Prague et d'autres grandes villes de Tchécoslovaquie comme Brno, Bratislava, avait fait une fête monstre, vendredi soir, lorsque la nouvelle de la démission en bloc du bureau politique du Parti communiste avait été annoncée.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

Les comptes de M. Médecin

Inculpé d'ingérence depuis le 17 novembre, M. Jacques Médecin, maire de Nice, fait face à plusieurs enquêtes, judiciaires et fiscales. Au point que certains de ses partisans, pour la première fois, se mettent à douter de son avenir politique.

Les documents saisis au cours des dernières perquisitions au siège de plusieurs associations subventionnées par la Ville de Nice pourraient, en effet, déboucher sur une enquête en détournement de deniers publics. Parallèlement, les enquêteurs examinent les activités des nombreuses sociétés d'économie mixte avec lesquelles la mairie a passé plusieurs contrats.

Bien qu'elle connaisse, aujourd'hui, de rapides développements, « l'affaire Médecin », pourtant, n'est pas nouvelle, mais le dossier avait été bloqué en 1987, alors que M. Chirac était premier ministre. Depuis le début de l'année 1989, les enquêtes ont repris. Au même moment, était nommé un nouveau préfet des Alpes-Maritimes : M. Yvon Olivier, ancien directeur général des impôts.

Lire page 13 - section B

l'enquête de GEORGES MARION

Le regain du Front national

Engrangeant la polémique sur l'immigration, l'extrême droite progresse dans deux législatures et trois cantonales



Lorsque la semaine dernière M. Le Pen affirmait que, selon des politologues américains, le potentiel électoral du Front national se situait aux alentours de 40 %, il passait pour un fanfaron et un farfelu. Il a suffi d'un dimanche électoral pour que l'on commence à rire un peu jaune. Le Front progresse dans les deux

l'émergence de l'extrême droite sur la scène politique, il dépasse les 40 % promis par M. Le Pen.

Il est vrai que ces différents scrutins sont d'abord marqués par une abstention massive (de 49,67 % dans la cantonale du Var jusqu'à plus de 67 % dans les deux scrutins des Bouches-du-Rhône et dans la cantonale des Côtes-du-Nord). Mais plutôt que de conduire à minimiser le succès du Front national, cette abstention - devenue aussi banale qu'inquiétante de scrutin en scrutin depuis les législatives de 1988 - doit permettre de mesurer une nouvelle fois la désaffection de l'opinion à l'égard des grands partis représentés au Parlement. Même si les responsables politiques ont tendance à relativiser le discrédit dont ils sont l'objet, il est clair qu'il y a en France, aujourd'hui, un grave problème de représentativité.

ANNE CHAUSSEBOURG
et JEAN-YVES L'HOMEAU
Lire la suite page 10

Ce livre est une première : il représente la découverte d'un véritable trésor... une synthèse exceptionnelle de tous les domaines de l'art d'avant-garde.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 100 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,90 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Cinéma européen, le mal-aimé

Le Vieux Continent produit plus de cent films par an mais ils ne franchissent pas les frontières nationales

« Quel spectateur se déplacerait aujourd'hui à l'autre bout de Paris pour découvrir un film hongrois ou grec ? Matraqué par les productions américaines à la télévision, le public a perdu sa curiosité pour le cinéma de nos voisins. Distribuer en France un film européen est devenu un véritable suicide. » Ce propos désabusé d'un distributeur indépendant illustre bien l'enjeu des grands prix européens : tenter de ressusciter un marché qui est presque en état de coma avancé.

Les chiffres sont sans appel. En 1988, le Centre national de la cinématographie a délivré cent quatre visas d'exploitation en France à des films américains. La même année on ne décomptait que dix-sept autorisations pour les productions européennes : sept nouveaux films

italiens, trois hollandais, deux allemands, un belge, un danois, un norvégien et un polonais. S'y ajoutaient douze films britanniques, dont une grande partie ne sont que des productions américaines tournées dans des studios anglais.

Ce n'est pourtant pas faute d'œuvres à montrer, car, si la production européenne a diminué globalement de 25 % ces dix dernières années, il se tourne encore, bon an mal an, une centaine de films en Italie, une soixantaine en Allemagne, un peu plus en Espagne et une vingtaine en Suède, en Grèce en Finlande ou en Yougoslavie. Mais ces longs métrages n'ont pas la chance de séduire distributeurs et programmeurs, et ne franchissent pas leurs frontières

nationales. Cette rareté de l'offre a des conséquences automatiques sur la fréquentation. Le cinéma italien qui, à la glorieuse époque des Fellini, Comencini, Scola et autres, représentait 15 % des entrées dans les salles françaises, n'atteignait plus l'an dernier que 3,1 %. Les films britanniques stagnent à 4 % du marché, les allemands à 2 % et aucun pays de l'Est ne dépasse les 0,5 %.

Ces piteux résultats font pourtant de la France la grande vitrine du cinéma européen. Et de loin ! Chez nos voisins, les frontières sont encore beaucoup plus étanches et les salles ne mettent à l'affiche que des œuvres nationales ou la production américaine.

JEAN-FRANÇOIS LACAN
Lire la suite page 17 - section B

Le président des Comores assassiné

Des militaires ont assassiné, dimanche 26 novembre, le président Ahmed Abdallah, au pouvoir depuis 1978. On ignorait encore lundi matin les mobiles et les intentions des putschistes.

Page 8

Rebondissement de la crise au Liban

Vers une épreuve de force entre dirigeants chrétiens ?

page 8

La poussée du deutschmark

Les banques françaises envisagent de relever leur taux de base

page 25 - section C

Les cadres des Verts

Une enquête de la SOFRES sur les responsables du mouvement écologiste

page 9

Le sida en France

Le ministère de la santé prévoit huit mille cas en 1990

page 14 - section B

La programmation militaire à l'Assemblée

Les orientations du gouvernement maintenues

page 14 - section B

La Bourse aux stages

page 44 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Le Sud oublié ou presque
● La chronique de Paul Fabra : « Le danger d'europanisation des Etats-Unis », selon Henry Kauffman

pages 27 à 30 - section C

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

سكنا من الامم

حکومت اسلامی

2 Le Monde • Mardi 28 novembre 1989

DÉBATS

Europe

A l'Est, l'aube de l'Etat de droit

par Raphaël Hadas-Lebel

EN liant l'aide aux pays de l'Est aux progrès de la démocratie, les douze Etats de la CEE ont mis en évidence un phénomène qui n'avait pas été perçu à sa juste mesure : la reconnaissance derrière ce qu'on n'ose plus appeler le rideau de fer, du modèle occidental de la démocratie et de l'Etat de droit.

Comment en douter lorsqu'on voit à Berlin-Est, quelques jours à peine après le départ du plus intégriste des dirigeants communistes, le Comité central du SED se prononcer pour l'élection d'un nouveau Parlement par « un vote secret, libre, démocratique et pluraliste », et le nouveau gouvernement de Hans Modrow retenir en tête de ses priorités le renforcement de l'Etat de droit par une réforme du système électoral, des lois sur la presse, du droit pénal et du régime des voyages ?

Quelques mois plus tôt, à Varsovie, c'est le POUP qui avait dû renoncer au monopole du pouvoir en cédant la conduite du gouvernement à un dirigeant de Solidarité.

Mais c'est probablement à Budapest que la révolution institutionnelle paraît la plus riche en potentialités. Tandis que la nouvelle « République de Hongrie » — qui n'est plus socialiste et populaire — déclare reconnaître à la fois « les valeurs de la démocratie bourgeoise et du socialisme démocratique », les amendements apportés à la Constitution en attendant l'adoption, en 1990, d'un nouveau texte constitutionnel, introduisent la séparation des pouvoirs qui stipulent les Droits de l'homme et du citoyen et instituent l'élection d'un président de la République — les Hongrois en décideront dans quelques jours par référendum — soit au suffrage universel, soit par un nouveau Parlement librement élu.

On retrouve là tous les ingrédients hérités de Locke, Montesquieu et autres philosophes des

Lumières, qui caractérisent les divers régimes politiques occidentaux. Or, depuis des décennies, il était de bon ton d'opposer les « démocraties bourgeoises », regardées comme illusoires et formelles, où les citoyens auraient des droits qu'ils ne pourraient effectivement exercer, et les « démocraties socialistes » qui, seules, parce qu'elles visent à construire une société nouvelle, mériteraient le qualificatif de démocratie réelle.

En fait, même si le processus démocratique n'a pas atteint en URSS le même degré d'avancement, tout a été, sinon déclenché, du moins accéléré par la réforme politique engagée à Moscou par la 19^e conférence du Parti communiste, tenue du 29 juin au 1^{er} juillet 1988, et dont la finalité n'était rien moins, selon les termes de Mikhaïl Gorbatchev, que « d'aboutir à la formation d'un Etat socialiste de droit ».

Dynamique parlementaire

Il s'agissait d'un premier lieu de redonner aux organes élus de l'Etat une existence qui n'avait jusqu'ici été que théorique et formelle face aux instances du parti. De là, la mise en place d'un système représentatif à deux niveaux — le Congrès du peuple de 2 500 députés et le Soviet suprême de 542 membres élus en son sein — et l'instauration d'un chef de l'Etat élu par le Congrès, à la fois président du Soviet suprême et secrétaire général du parti.

Pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, les deux tiers des membres du Congrès (un troisième tiers étant désigné par les « organisations sociales ») ont été élus dans des conditions qui laissent le plus souvent à l'électeur une marge de choix, généralement entre deux candidats, l'un conservateur,

l'autre réformateur. On n'en est certes pas arrivé au suffrage universel libre et secret de nos démocraties, mais le progrès n'en était pas moins réel. De même l'expérience des premières sessions du congrès et du Soviet suprême a montré l'émergence d'un véritable pouvoir parlementaire.

On a vu un député se mettre en concurrence avec Mikhaïl Gorbatchev et recueillir 87 voix. On a vu près de 400 parlementaires contester l'ordre du jour proposé. On a vu des candidats ministres écartés du gouvernement par le Soviet suprême. Quant à la création, au sein du Soviet, d'un « groupe inter-régional » animé notamment par Boris Eltsine et Andréï Sakharov, elle constitue déjà une approche de groupe parlementaire. Même si M. Gorbatchev demeure celui dont tout procède, il reste que les députés ont appris leur métier beaucoup plus vite que prévu.

Les Soviétiques deviennent de plus en plus férus de procédures parlementaires. Fin octobre, le Soviet suprême, jouant d'audace, allait jusqu'à se prononcer contre l'avis de M. Gorbatchev en faveur de l'élection au suffrage universel direct des présidents des différentes Républiques de l'URSS. Plus encore, il proposait de retirer aux « organisations politiques et sociales » le droit de désigner directement le tiers des députés : ce qui privait le Parti communiste du privilège institutionnel de bénéficier de sièges réservés au Parlement.

Ainsi, au fil des sessions, se profile, sous l'effet d'une véritable dynamique parlementaire, l'amorce d'un transfert du pouvoir du Parti communiste, qui l'exerce jusqu'ici sans partage, vers le Parlement, qui n'était qu'une simple chambre d'enregistrement des décisions du comité central et du bureau politique du parti.

Que deviendra, dès lors, l'article 6 de la Constitution de 1977, aux termes duquel le PC « est la force qui dirige et oriente la société soviétique, le noyau de son système politique, des organismes d'Etat et des organisations sociales » ? Depuis les débuts de l'URSS, l'emprise du parti n'était jamais relâchée, se traduisant par la suprématie, à tous les échelons, des organes du parti sur ceux de l'appareil d'Etat. Or la question est d'importance, car c'est au nom de la prééminence du parti conjuguée avec la thèse empruntée à Rousseau et aux conventionnels de 1793 de l'indivisibilité de la souveraineté que les dirigeants soviétiques justifiaient la condamnation des principes du régime représentatif et de la séparation des pouvoirs, chers aux démocraties occidentales.

Rééquilibrage institutionnel

Sur ces sujets centraux, Mikhaïl Gorbatchev a fait preuve jusqu'ici d'une relative prudence. « Le rétablissement de la plénitude du pouvoir des soviets ne signifie nullement un retrait de la place du parti dans le système soviétique », affirmait-il, le 29 novembre 1988, devant le Soviet suprême. Essayant de procéder à une redistribution du pouvoir entre l'Etat et le parti, sans doute entend-il utiliser ce dernier comme un élément moteur dans le processus de changement qu'il anime. Une innovation de procédure a pourtant eu des conséquences inattendues : il s'agit du principe du double mandat, selon lequel les présidents des soviets élus à chaque échelon de l'appareil d'Etat sont en même temps les premiers secrétaires des organisations du parti du niveau correspondant. Désormais, le chef local du parti ne peut plus exercer des fonctions de premier secrétaire s'il a été battu.

Au-delà de ce rééquilibrage institutionnel, la 19^e conférence du parti s'était donné pour second objectif une réflexion en profondeur sur le contenu de l'Etat de droit. « L'Etat de droit, précisait M. Gorbatchev le 29 juin 1988, a pour caractéristique essentielle de garantir la primauté de la loi. Aucun organe de l'Etat, aucun fonctionnaire, aucune collectivité, aucune organisation du parti ou de masse, aucun individu ne peut déroger à la loi. »

Quand on se souvient que les premiers juristes soviétiques — comme Pachoukanif et Stouchka — regardaient le droit comme un vestige, condamné au dépérissement, de la société bourgeoise, cette revanche de la loi ne manque pas de sel. Il est vrai que la Constitution de 1977, reprenant des textes antérieurs, prévoyait déjà dans son article que « l'Etat soviétique, l'ensemble de ses organes fonctionnent sur la base de la légalité socialiste, assurent la protection de l'ordre juridique, des intérêts de la société et des droits et libertés des citoyens. » On sait ce qu'il en a été.

Etrange ruse de l'histoire

Mettre en place un Etat de droit, c'est aussi mettre en forme des libertés et organiser un système judiciaire dont le fonctionnement (qu'il s'agisse du code pénal, du statut de la magistrature ou de celui du barreau) permet d'assurer la défense des droits des individus. A cet égard, le nouveau Soviet suprême s'est donné un ordre du jour chargé : loi sur les associations, loi sur la presse, loi sur la liberté de conscience. On verra ce qui en sortira. La loi d'octobre 1989, qui reconnaît officiellement le droit de grève tout en limitant étroitement l'usage, constitue un bon exemple des difficultés qu'implique la greffe de libertés nouvelles sur un corps qui n'en est pas encore familier.

Appelé récemment en consultation à Moscou, comme expert en contrôle de constitutionnalité, Robert Badinter a été frappé par l'effervescence qui règne dans les milieux juridiques et politiques soviétiques. Une commission élaborant un texte sur le contrôle de constitutionnalité des lois, afin de mettre en œuvre l'article 125 de la Constitution adopté le 1^{er} décembre 1988, qui avait institué un mécanisme inédit de contrôle de constitutionnalité confié à un comité de surveillance de 23 membres élus pour dix ans par le congrès des députés du peuple « parmi les spécialistes de la politique et du droit ». Etrange ruse de l'histoire que celle qui introduit dans le système soviétique un mécanisme qui fut longtemps critiqué à gauche comme antidémocratique et générateur d'un gouvernement des juges.

Nul ne peut dire à coup sûr vers quoi conduira le processus actuel. A supposer que le cours actuel des choses en Union soviétique ne soit pas contrarié par les tensions économiques, sociales et nationales, il y a loin de la volonté de mettre en place un Etat de droit à la réalisation de cet objectif sur le terrain, face aux pesanteurs d'un héritage millénaire.

Les choses seront sans doute plus complexes. Mais que les mérites d'une autre tradition politique, celle qui s'est enracinée depuis deux siècles dans les démocraties d'Occident, aient été reconnus, c'est là un acquis qu'on n'aurait tort de bouder. Pour le reste, il faudra savoir être patient.

► Raphaël Hadas-Lebel est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

En finir avec l'arrogance

par Gilles Martinet

LES Français ont toujours été hantés par la supériorité économique de l'Allemagne. Au lendemain de la guerre et jusqu'au début des années 60, ils ont cru pouvoir enfin parvenir à une situation d'égalité, puis ils ont dû de nouveau admettre le déséquilibre. Cela les décevait, mais ne les inquiétait qu'à moitié dans la mesure où ils pensaient détecter une supériorité politique. Je ne sais si l'exagère en disant que pour beaucoup de nos hommes d'Etat le couple franco-allemand était appelé à fonctionner selon les règles du célèbre jeu télévisé « La tête et les jambes ». Il revenait aux Français, toujours prêts à se considérer comme le peuple le plus intelligent du monde, de lancer des idées et de prendre des initiatives que les Allemands auraient à cœur d'appuyer de tout leur poids.

Et cela, il faut le dire, a souvent été proche de la réalité. De Jean Monnet à Jacques Delors, de Robert Schuman à François Mitterrand, les Français ont apporté à l'édifice européen de grosses pierres que les Allemands aidaient effectivement à mettre en place. Mais il ne fallait pas être grand prophète pour deviner que cette situation changerait dès lors que l'Allemagne ne serait plus contrainte à la modestie politique. Autrement dit, dès lors que les vœux du passé historique se seraient estompés et que la menace que faisait peser sur elle la puissance militaire soviétique viendrait à disparaître, du moins à fortement s'atténuer.

Ce que peut la France

La réalité a dépassé la prévision. La crise pour ne pas dire l'effondrement des systèmes communistes donne à l'Allemagne — avec ou sans réunification formelle — une puissance accrue et la capacité d'initiative politique qui lui a longtemps manqué. Certes, M. Kohl, personnalité de bonne volonté mais de faible rayonnement, est moins à même de l'utiliser que ne l'aurait été les Adenauer, les Brandt ou les Schmidt. Mais c'est là une donnée provisoire qui ne saurait masquer le changement qui vient de se produire.

Face à cette situation, que peut faire la France ? François Mitterrand l'a dit très clairement et très fortement : accélérer les rythmes de la construction européenne et faire de l'Ost politik une politique communautaire. Une attitude frileuse ou manœuvrière, à plus forte raison, une tentative de repli national nous affaibliraient considérablement sans nous donner le moindre avantage. Cependant, il faut bien comprendre que pour être efficace le volontarisme européen implique l'abandon de certaines façons de voir, de parties et d'agis que nous avons hérités du général de Gaulle.

L'arrogance est si naturelle aux Français qu'ils mesurent mal les effets qu'elle provoque. Il est vrai que l'orgueil et l'assurance que nous manifestons en toute occasion ne font pas qu'irriter : il leur arrive d'impressionner. Dans la période la plus sombre de notre histoire, l'arrogance du général de Gaulle a fait merveille. Sans cette arrogance, la France ne serait jamais parvenue à occuper dans l'Organisation des Nations unies le rang qui est aujourd'hui le sien. Mais le rang sans la puissance qui le conforte peut être source d'illusions.

Le général le savait, sinon il n'aurait pas accepté d'appliquer le traité de Rome et il n'aurait pas donné un si grand éclat à la réconciliation franco-allemande. Mais,

en dehors de son utilité commerciale et agricole, l'Europe, alors trop encline à subir l'hégémonie américaine, ne pouvait se justifier, à ses yeux, qu'en servant de caisse de résonance aux idées françaises. Une priorité absolue devait être donnée aux intérêts nationaux. C'est en fonction de ces intérêts que la France se proposait de jouer un rôle mondial et non pas seulement européen. Aussi fallait-il refuser l'intégration politique et conserver en toutes circonstances, y compris en cas de conflit majeur, les mains libres. Tout cela dit sur un ton superbe et quelque peu archaïque.

Les Allemands se sont bien gardés de protester contre ce langage. Mais ils ont retenu le leçon et pourraient bien, demain, nous retourner le compliment. Non pour quitter la Communauté européenne (de Gaulle, lui-même, ne l'a pas fait, se contentant de pratiquer pendant quelques mois la politique de la « chaise vide »), mais pour avoir à leur tour les mains libres et soumettre au contrôle des instances nationales allemandes les nouveaux pas qui doivent être franchis dans la direction d'une Europe monétaire, d'une Europe sociale, d'une Europe intégrée. Le danger n'est pas que l'Allemagne se détache de l'Ouest, le danger est qu'elle devienne quillonnée. Sans le panache et la verbe de la grandeur, mais avec la puissance économique en plus.

Toutes les nations et tous les empires se sont continuellement sous l'effet d'une grande peur, soit — la plus souvent — à partir de l'anneau énergétique d'un fédérateur. Et c'est bien un peu comme cela qu'a été amorcée la construction européenne : d'un côté, la menace soviétique ; de l'autre, la protection dominatrice des Etats-Unis. Cependant, on en est venu progressivement à l'idée d'un fédérateur égaux (donc, pour une part, entre rivaux) d'un ensemble politico-économique capable de peser d'un poids comparable à ceux des Etats-Unis, du Japon et de l'Union soviétique.

L'union est un combat

Entreprises totalement inédites, éminemment raisonnables mais extrêmement difficiles à conduire, car elle implique, pour réussir, des abandons successifs de souveraineté et la renonciation à toute position hégémonique. Or M^{rs} Thatcher, se référant explicitement au général de Gaulle, rejette la supranationalité, cependant qu'une pente naturelle conduit les Allemands non pas à revendiquer publiquement l'hégémonie mais à l'exercer pratiquement. Ce qui était jusque-là dissimulé apparaît au grand jour. L'union européenne est un combat qui entre dans une phase décisive. Si certaines étapes ne sont pas franchies maintenant, elles risquent de ne plus jamais l'être. Certes, nous aurons la libre circulation des capitaux, mais nous n'obtiendrons pas le reste. La logique communautaire cède la place à la logique « mondialiste ». Les effets déstabilisateurs que peut entraîner la crise de l'empire soviétique ne seront pas maîtrisés.

De cela, de nombreux Européens et, parmi eux, beaucoup d'Allemands, sont parfaitement conscients. Tout n'est donc pas perdu pour la cause européenne, et la France, en se portant comme elle le fait à la pointe de ce combat, a un rôle capital à jouer, mais dans un contexte et avec des objectifs qui ne sont certainement plus ceux du temps du général de Gaulle.

► Gilles Martinet est ambassadeur de France.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faivre (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Saut

Administrateur général : Bernard Wout

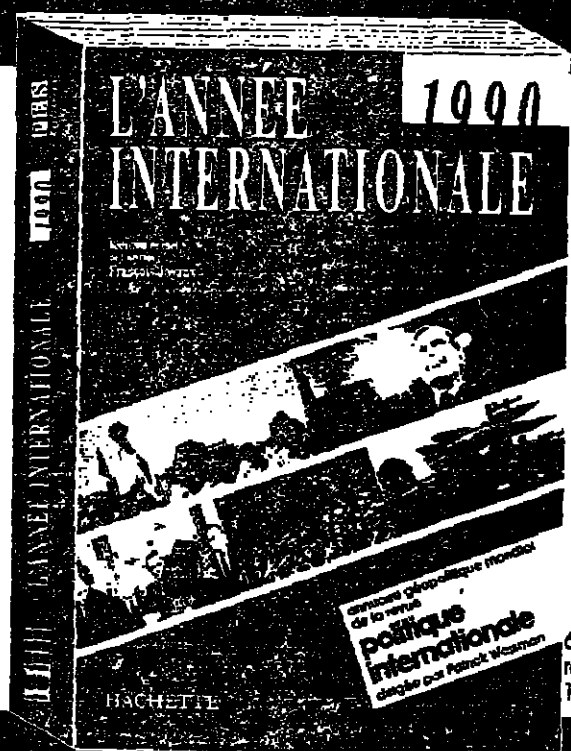
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPA 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Par la force et la vigueur des analyses, la compétence et la renommée des auteurs, L'Année internationale constitue une synthèse inégalée de l'actualité mondiale.

Jean Lecanuet



L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.

TRAIT LIBRE



TCHÉCOSLOVAQUIE : les nouveaux changements à la direction du PC et l'attitude de l'opposition

Une session extrêmement difficile

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Le Comité central du PCT a tenu dimanche 26 novembre sa seconde réunion plénière de crise en trois jours. Ouvert à 18 heures, le plénum s'est prolongé dans la nuit et s'est tenu jusqu'à 10 heures.

A 23 h 30, un porte-parole annonçait à la presse que le Comité central avait décidé de convoquer un congrès extraordinaire le 26 janvier prochain. Un tel congrès, qui permet de renouveler la totalité du

La nouvelle direction du PC

Voici la liste des organes dirigeants du PC tchécoslovaque, désignés à l'issue du plénum du comité central qui s'est tenu dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 novembre : PRÉSIDIUM (bureau politique) : MM. Karel Urbánek, quarante-huit ans ;

Břislav Benda (nouveau) ; Josef Čížek, cinquante-six ans ; Miroslav Huscava, quarante ans ;

Igor Janák, cinquante-neuf ans ; Ivan Knotek, cinquante-trois ans ;

M. Hana Kozesnikova (nouveau) ; MM. Antonín Mladý (nouveau) ; Václav Mohorita, trente-sept ans ;

M. Valérie Petráčková (nouveau) ; MM. Ondřej Šaling, quarante-neuf ans (nouveau) ;

Miroslav Valek, soixante-deux ans (nouveau) ; Miroslav Zajíček, cinquante-quatre ans.

Membre suppléant : M. Miroslav Nemcova, quarante-six ans.

Les secrétaires du Comité central : MM. Karel Urbánek, secrétaire général ;

František Hams ; Otto Liska ; Ivan Knotek ;

Václav Mohorita (nouveau) ; Ondřej Šaling (nouveau) ; Miroslav Zajíček.

Les membres du secrétariat : MM. Zdeněk Horeň ; Josef Mervald.

Comité central, était réclamé par de nombreuses organisations de base et il apparaît, dès lors, que la nouvelle équipe dirigeante ne sera que très provisoire. Le nouveau secrétaire général, M. Karel Urbánek, avait fait valoir dans son rapport que le Forum civique était désormais « une réalité de la vie tchécoslovaque » et que le dialogue avec l'opposition était « la seule solution ». Il proposait aussi de former une « large coalition » avec des membres d'autres partis et des sans-partis en regrettant que cela n'ait pas été fait plus tôt.

Les principaux nouveaux membres du présidium

Miroslav Valek, soixante-deux ans, était ministre de la culture du gouvernement régional slovaque depuis 1969 et président de l'Union des écrivains tchécoslovaques depuis février dernier. Devenu membre du comité central en 1971, il a soutenu les écrivains, les poètes slovaques et la publication littéraire en dépit de la « normalisation ». Il avait démissionné de son poste de ministre de la culture du gouvernement régional slovaque en décembre dernier.

Josef Lemař, soixante-six ans, impliqué dans la « normalisation » après l'écrasement du « printemps de Prague » en 1968, perd non seulement son poste de membre du bureau politique, mais

quitte également ses fonctions de secrétaire du comité central qu'il exerçait depuis 1968 et de président de la commission pour la politique étrangère.

Il a adhéré au Parti communiste en 1943. En 1945, il entre dans l'appareil du PC et devient secrétaire de district de Poprad (Slovaquie centrale). Il poursuit son ascension en devenant, deux ans plus tard, fonctionnaire au comité central du PC slovaque.

M. Lemař, chef d'entreprise, entre au comité central du PCT en 1958. De 1963 à 1968, il est président du gouvernement tchécoslovaque. En pleine période de « norma-

lisation », il est secrétaire du comité central.

Miroslav Zavadil, cinquante-sept ans, a été évincé du présidium et de la présidence de la commission pour la politique sociale au comité central. Il était le patron du Mouvement syndical révolutionnaire (ROH), le syndicat unique. Juste avant le plénum, il avait pré-

senté sa démission du bureau politique et du syndicat.

De 1957 à 1960, il fait des études à la haute école du parti. En 1963, il devient président du comité central de l'Union de la jeunesse tchécoslovaque (CSM). En 1968, il était instructeur au département de l'industrie du comité central du PCT.

De 1984 à 1987, M. Zavadil a occupé le poste d'ambassadeur à Moscou.

Václav Mohorita, trente-sept ans, a brulé les étapes dans l'appareil du parti. Fils d'un général, il a étudié en 1971 et 1972 à l'École du Komsomol (Jeunesse communiste soviétique) à Moscou. En 1978, il entre à la haute école du comité du PCT de Prague. A sa sortie de la haute école, M. Mohorita devient secrétaire du comité central de l'Union tchèque de la jeunesse socialiste. Membre suppléant du comité central en 1986, il en

devient en 1988 membre à part entière et membre du secrétariat.

Ondřej Šaling, quarante-neuf ans, est membre suppléant du présidium. Il milite jusqu'en 1974 dans le mouvement de la jeunesse socialiste. En 1986, il est secrétaire pour le travail idéologique au comité régional du PC slovaque en Slovaquie occidentale. Deux ans plus tard, il devient secrétaire du comité central du PC slovaque à Bratislava. Il était entré en 1988 au comité central.

Le 21 août dernier déjà, il était présent lors de la répression contre les manifestants venus sur la place Venceslas pour protester contre l'invasion des chars du pacte de Varsovie en 1968.

Considéré comme un « dur », il a tenté une volte-face de dernière minute pour se donner l'air d'un réformateur en demandant des « changements fondamentaux » à la direction du parti et de l'Etat et un « programme des mesures concrètes pour résoudre la crise ».

Les partants

Miroslav Stepan, quarante-quatre ans, était le chef du PCT de Prague depuis 1986, poste dont il a démissionné à la veille du plénum. Il était aux yeux de l'opposition l'un des responsables de la répression brutale de la manifestation d'étudiants du 17 novembre à Prague.

ne s'est jamais tu et que la foule pragoise a tout naturellement désigné, presque malgré lui, comme son leader.

Jusqu'à ces derniers jours, Vaclav Havel, cinquante-quatre ans, répétait, en effet, qu'il était avant tout un homme de lettres, auteur dramatique dont les pièces sont interdites dans son propre pays depuis vingt ans, plutôt qu'un politicien, et que l'exercice du pouvoir ne l'intéressait pas : « Je préfère, disait-il, être celui qui fait les lois plutôt que le roi ». La semaine dernière encore, devant la foule qui l'accablait place Venceslas, il s'excusait de vouloir être bref au micro : « Je suis un écrivain, pas un orateur, et, par-dessus le marché, on peut me couper l'électricité à tout moment ».

C'était la réaction naturelle d'un homme qui, avec quelques poignées d'autres, a lutté pendant de longues années contre le totalitarisme dans le plus complet isolement et qui, du jour au lendemain, se retrouve plébiscité par trois cent mille personnes.

Au moment où M. Dubček et ses partisans, les communistes réformateurs de 1968 exclus du parti par centaines de milliers au nom de la « normalisation », renonçaient, traumatisés, à toute activité politique, Vaclav Havel participait, il y a douze ans, à la création de la Charte 77. Au départ, il ne devait s'agir que d'une organisation de défense des droits de l'homme ; mais, dans le climat d'immobilisme qui régnait alors, c'était déjà très politique et les « chartistes » payèrent

cher leur initiative. Havel fut d'abord emprisonné plusieurs mois en 1977, puis de nouveau en 1979, cette fois pour quatre ans, sous l'accusation de subversion. « Je salue le trouble, mais en même temps, je n'aspire qu'au calme », explique-t-il, comme étonné de son propre activisme, dans un livre qui vient de paraître (1). En janvier dernier, il est de nouveau arrêté pour avoir déposé, entouré de manifestants, des fleurs à la mémoire de Jan Palach, l'étudiant qui s'était suicidé par le feu en 1969.

« Fils de bourgeois » Sa condamnation à neuf mois de prison et la répression brutale des manifestations de janvier déclenchent un mouvement qui, en fait, va mûrir jusqu'à aboutir à l'explosion de novembre. Des artistes, des intellectuels, qui s'étaient tus pendant vingt ans, signent des pétitions. L'Occident proteste, des milliers de lettres de soutien parviennent à la prison et le pouvoir finit par faire relâcher Havel au bout de quatre mois et demi. Chez lui et à l'étranger, Vaclav Havel, au théâtre le spécialiste de l'absurde, est devenu le symbole de la contestation en Tchécoslovaquie. et Milos Jakes, alors chef du Parti communiste, s'en exaspère. En juillet, au cours d'une réunion régionale du parti, il reconnaît qu'il vaut mieux laisser Havel tranquille et harceler des opposants moins connus.

Aujourd'hui, l'accélération des événements, la foule de plus en plus nombreuse dans la rue tous les jours, si nombreuse que la place Venceslas ne suffit plus et qu'il faut mobiliser le stade de Letna, le pouvoir qui cède et se désintègre, tout cela pousse Havel au premier plan et, finalement, il s'en accommode plutôt bien.

Le « fils de bourgeois » - le régime a assez exploité ses antécédents familiaux, un père et un grand-père riches entrepreneurs - à la voix rauque reconnaissable entre mille, est tout de suite sensible à l'affection que lui porte la foule, cette foule massive et insoumise. Les badges « I love Havel » fleurissent subitement au revers des manteaux et Havel s'enhardit. Il sait trouver les mots qui touchent, remet en cause le rôle dirigeant du Parti communiste, réclame des élections libres, prend la tête du Forum civique - qui regroupe l'opposition - négocie avec le premier ministre, tape du poing sur la table et traite de « néo-stalinienne » l'équipe qui succède à celle de M. Jakes.

Vendredi, il embrasse M. Dubček sur le balcon de Svobodné Slovo, place Venceslas, sous les vivats des Pragoï. Dimanche, il fait acclamer M. Adamec, ce premier ministre communiste, démissionnaire, qui a entamé le dialogue avec l'opposition : si le parti s'écroule, il faut quand même, faute de solution de rechange, qu'il y ait un gouvernement. Havel remplit sa fonction de « faiseur de roi ».

S'arrêtera-t-il là ?

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Interrogatoire à distance, de Vaclav Havel. Editions de l'Aube, 167 Pages, 89 F.

M. Mauroy : les socialistes ne doivent pas « triompher »

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré, samedi 25 novembre, en conclusion d'un colloque sur « le socialisme de l'an 2000 », que les socialistes ne doivent pas « triompher » devant les bouleversements à l'Est, même s'ils ont « gagné un débat idéologique » face au communisme. « Est-ce que, pour autant, les peuples concernés vont opter pour le socialisme démocratique ? », s'est demandé M. Mauroy. Selon le maire de Lille, « on peut aussi penser que ces peuples, rejetant le commu-

nisme (...) donneront leur préférence à des partis conservateurs, voire réactionnaires ».

L'ancien premier ministre a indiqué qu'il aura plusieurs questions à poser à M. Mikhaïl Gorbatchev, « sur le plan de l'idéologie », lors de sa visite à Moscou en janvier prochain. Il se demande, notamment, « comment un régime peut combiner communisme et liberté » et ce que c'est que « le communisme rénové ».

1789-1989 : ENQUÊTE SUR LE VIEILLESSEMENT DE LA POPULATION FRANÇAISE

LES COMBATS DE LA LAÏCITÉ

LIBRES OU SOUMISES ? LES FEMMES DE BABYLONE

BOLIVAR, LE MYTHE DU LIBÉRATEUR

SCIENCE ET SPIRITISME AU XIX^e SIÈCLE

LE DOSSIER ANGÉLIQUE COTTIN

ETC.

1789-1989 : ENQUÊTE SUR L'ÂGE DES FRANÇAIS

LES FEMMES DE BABYLONE

BOLIVAR, LE MYTHE DU LIBÉRATEUR

SCIENCE ET SPIRITISME AU XIX^e SIÈCLE

LE DOSSIER ANGÉLIQUE COTTIN

ETC.

La « gratitude » de M. Genscher

M. Genscher « n'oublie pas » ce qu'est la Hongrie qui, en commençant à démanteler le rideau de fer en mai dernier et en ouvrant, en septembre, sa frontière aux Allemands de l'Est, a précipité en fin de compte les changements en RDA et la fin du mur de Berlin.

En visite à Budapest, vendredi 24 novembre, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a exprimé à plusieurs reprises sa « gratitude » à ses hôtes, et pas seulement verbalement : il a remis à M. Gyula Horn, son homologue hongrois, un chèque de 500 millions de DM (1,7 milliard de francs) à titre d'aide à la « restructuration économique » de la Hongrie, sans aucune condition quant à son emploi. La Hongrie avait reçu le mois dernier un prêt similaire de plusieurs Länder de la République fédérale.

M. Horn a « renvoyé l'ascenseur » par de bonnes paroles sur la réunification allemande. Après avoir estimé que c'est là « une affaire qui concerne essentiellement les Allemands », le chef de la diplomatie hongroise a ajouté : « Il serait difficile d'imaginer une Europe unie avec une Allemagne divisée ». Nouvelle « gratitude » de M. Genscher, qui a promis d'examiner avec la plus grande bienveillance une demande d'association de la Hongrie à la CEE et d'inciter ses collègues occidentaux à la générosité. « Certains sont si occupés à taper sur le dos des réformateurs polonais et hongrois qu'ils n'ont plus de main libre pour chercher dans leur poche », a plaisanté le ministre de Bonn.

Faible participation au référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel

A une infime majorité, les Hongrois appelés à participer dimanche 26 novembre à la première consultation électorale totalement libre dans un pays d'Europe de l'Est depuis la guerre se sont, apparemment, prononcés pour l'élection de leur président de la République au suffrage universel avant les prochaines élections législatives.

Lundi 27 novembre en début de matinée, sur 91 % des suffrages dépouillés, 50,2 % avaient en effet suivi le Parti socialiste (PSH), successeur du Parti communiste, qui estimait qu'une élection présidentielle organisée les 7 et 14 janvier, soit avant les législatives, devrait permettre une victoire de son candidat, le très populaire ministre d'Etat Imre Pozsgay, qui a joué un

grand rôle dans le mouvement de réformes. Les quatre mouvements d'opposition, à l'origine du référendum, souhaitaient en revanche que le président de la République fût élu par le futur Parlement, qui sera désigné au printemps prochain. Or il y a peu de chances que le PSH puisse obtenir une majorité au sein de la nouvelle Chambre.

L'ambiguïté de ce débat ainsi que la consigne de boycottage lancée par le principal mouvement d'opposition, le Forum démocratique hongrois, expliquent sans doute la faible taux de participation à ce référendum : 53,6 % des électeurs inscrits se sont, en effet, rendus aux urnes. Le premier ministre, M. Miklós Nemeth, s'est

déclaré « satisfait que le référendum se soit tenu dans le calme, conformément aux lois électorales ».

Si les résultats en ce qui concerne la principale question du référendum - la date des élections présidentielles - sont extrêmement serrés, les réponses aux trois autres questions ont été sans ambiguë. Près de 95 % des Hongrois se sont, en effet, prononcés pour la dissolution des milices ouvrières, le retrait des cellules du parti des entreprises et la redistribution du patrimoine de l'ex-parti communiste. Ces mesures avaient d'ores et déjà été décidées par le Parlement. — (AFP, AP.)

1789-1989 : ENQUÊTE SUR LE VIEILLESSEMENT DE LA POPULATION FRANÇAISE

LES COMBATS DE LA LAÏCITÉ

LIBRES OU SOUMISES ? LES FEMMES DE BABYLONE

BOLIVAR, LE MYTHE DU LIBÉRATEUR

SCIENCE ET SPIRITISME AU XIX^e SIÈCLE

LE DOSSIER ANGÉLIQUE COTTIN

ETC.

سكزا من الاصل

صكنا من الاحول

EUROPE

Les bouleversements dans les pays de l'Est et leurs conséquences

Les revendications de l'opposition tchécoslovaque

Suite de la première page

Maïs, dès samedi matin, les Tchécoslovaques étaient à nouveau mobilisés, nullement satisfaits des changements intervenus. L'accession de Karel Urbánek à la tête du PC n'était pas de nature à rétablir la situation de plus en plus compromise pour un parti qui est dans un état quasi désespéré.

Le Forum civique, qui rassemble l'opposition, publiait samedi matin une déclaration qui exprimait bien le sentiment général : « Nous venons d'apprendre par les médias la composition du présidium et du secrétariat du comité central du PCT. Même si certains parmi les plus compromis dont nous avons demandé le départ inconditionnel ont été remerciés, nous restons profondément inquiets quant à la composition des organes représentatifs suprêmes. Certains autres dont nous exigeons le départ restent toujours à leur place, et les nouveaux élus nous font douter de leur capacité à comprendre la crise de notre pays et à la résoudre rapidement et en profondeur. »

Cette motion de défiance à l'égard du bureau politique recevait dès samedi après-midi l'assentiment populaire sous la forme d'une foule immense venue sur le plateau de Letná. Vaclav Havel, incontestable favori des foules, allait même encore plus loin dans l'expression de son mépris vis-à-vis de la nouvelle direction : « Ils sont sûrement des incapables, mais en plus ils sont dangereux. Ils ont à leur disposition une structure de pouvoir stalinienne inchangée. »

Et puis ce fut la surprise : après cette philippique, le dramaturge faisait l'éloge du premier ministre communiste, M. Ladislav Adamec. « Cet homme est le seul qui ait osé entamer le dialogue avec nous.

Mais il a été attaqué pour cette raison par tous les dirigeants du parti. Il a refusé le poste qu'on lui proposait au bureau politique et démissionné de celui de chef du gouvernement car il ne veut plus rien avoir à faire avec ces gens-là », a-t-il ajouté.

L'opposition, ses leaders en tête, avait choisi son homme. Le seul qu'elle estime capable de tenir les rênes du pouvoir dans cette période de transition qui doit « ramener la Tchécoslovaquie au sein de l'Europe libre » comme le proclamait à la tribune un enseignant exclu de son travail en 1968.

Maintenir la pression populaire

Le Forum civique, qui se veut toujours une organisation provisoire appelée à se dissoudre dès que les conditions d'une vie politique démocratique auront été établies, a ainsi défini sa stratégie et sa tactique pour les jours à venir. Il entend maintenir la pression populaire au niveau élevé où elle s'est établie pendant ces dernières semaines. Elle devait se manifester à nouveau lundi lors de la grève de deux heures, qui est bien entendu confirmée. Son objectif, maintenant affiché dans toutes les rues de Prague, est défini dans le communiqué du Forum civique du 25 novembre : « Cette grève doit véritablement devenir un référendum national informel affirmant notre refus de nouvelles humiliations, de nouvelles destructions du pays par les représentants d'un seul parti politique qui s'approprie en permanence le rôle dirigeant. »

Dimanche matin à 11 heures, une délégation du Forum civique, Vaclav Havel en tête, rencontrait une délégation du Front national —

un organisme qui regroupe les partis et organisations de masse sous la houlette du Parti communiste. Cette entrevue selon le porte-parole du Forum civique, le Père Vaclav Malý, constituait « une prise de contact plutôt que le début du dialogue sur le fond des choses qui devrait commencer lors d'une nouvelle rencontre mardi prochain ». La délégation du Forum civique exigeait la libération immédiate de dix-huit prisonniers politiques, une demande à laquelle le chef du gouvernement a accédé sans difficulté. La veille déjà, huit de ces prisonniers, dont Petr Uhl, inculpé la semaine dernière pour « diffusion de fausses nouvelles », avaient été relâchés. De son côté le Forum civique invitait M. Ladislav Adamec à prendre la parole l'après-midi lors de la manifestation du plateau de Letná. Accueilli par des ovations, modérées certes mais sincères, le premier ministre ne tardait pas à susciter réprobation et sifflets en demandant que « la grève de lundi ne soit que symbolique, quelques minutes peut-être, pour ne pas causer de dommages à l'économie ».

La veille, à cette même tribune, un représentant des usines de construction mécanique, CKD, la plus grosse entreprise tchèque, avait répondu par avance à cet argument en affirmant : « On ne nous avait jamais dit que cela portait tort à l'économie d'aller aux multiples manifestations stupides organisées par le parti. » L'entrée en lice des ouvriers, et notamment de ceux de CKD, qui fait figure de symbole comme Boulogne-Billancourt en France, avait sonné le glas des espoirs du parti de pouvoir contrôler la situation en isolant les étudiants et les intellectuels.

A Ladislav Adamec succédait l'autre enfant chéri des foules, celui, qui après Havel, reçoit les acclamations les plus chaleureuses, l'ancien premier ministre Alexander Dubcek, hôte maintenant régulier des meetings pragoïses. « Dubcek au château ! », crie la foule. Ce slogan, répété depuis que le héros malheureux du printemps de Prague a rejoint le mouvement populaire, signifie que la place de M. Dubcek se trouve, dans l'esprit du peuple, au palais du Hradany, occupé pour l'instant par le président de la République, M. Gustav Husak. Alexandre Dubcek demande que l'on « soutienne M. Adamec ».

Dans un style volontiers lyrique — « il n'a pas changé, il est toujours aussi sentimental », constate un manifestant à nos côtés, — Alexandre Dubcek se réjouit de voir « les idéaux et les valeurs qui ont animé une période où l'on voulait construire un socialisme à visage humain revivre dans la nouvelle génération ». M. Dubcek fait également état d'une lettre qu'il a adressée avec des amis au comité central du PCT demandant à cet organisme de condamner l'invasion du pays en 1968, à l'instar de ce qu'a fait le Parti socialiste hongrois.

Le programme du Forum civique

Alors que dans les hautes sphères du Parti communiste la vague de démissions s'accroît, emportant le secrétaire du parti pour la région de Prague, Miroslav Stepan, et le chef des syndicats officiels Miroslav Zavadil — tous deux hannis par l'opposition, — les dirigeants du Forum civique travaillent fébrilement à la rédaction d'une plate-forme programmatique. Celle-ci, qui a fait l'objet d'après discussions dans une formation où l'on trouve côte à côte des partisans du socialisme autogestionnaire, comme Petr Uhl, et des ultra libéraux, comme le professeur Vaclav Klaus qui se présente comme le Milton Friedman tchèque, a été annoncée dans ses grandes lignes à la presse dimanche soir.

Elle comporte sept chapitres traitant de l'Etat de droit, du système politique, des relations internationales, de l'économie, de la justice sociale, de l'environnement et de la culture. Son message essentiel, selon le professeur Klaus est que « la Tchécoslovaquie doit passer, après une période de transition, du totalitarisme à la démocratie. Cela signifie qu'une nouvelle Constitution doit être élaborée, que les formations politiques doivent avoir des chances égales lors d'élections libres ». Pour ces élections, le Forum civique ne semble pas vouloir mettre le

contenu sous la gorge au gouvernement et n'exige pas de date butoir : « En temps normal les prochaines élections au Parlement devraient avoir lieu fin 1990 ou début 1991, mais, comme le prouve assez cette dernière semaine, nous ne sommes pas en temps normal et il se pourrait que ces élections puissent être avancées », a indiqué à ce sujet Vaclav Klaus.

Tout dépend en effet de la bonne volonté que mettra le gouvernement de M. Adamec à répondre aux exigences du Forum civique, qui tient pour l'instant le sort de tout gouvernement entre ses mains. Un chapitre essentiel de la plate-forme de l'opposition concerne les relations internationales. Le Forum civique affirme « ne pas vouloir remettre en cause les engagements internationaux de la Tchécoslovaquie », c'est-à-dire l'intégration du pays au sein du pacte de Varsovie. Cette affirmation s'accompagne néanmoins de l'expression de la volonté de l'opposition d'œuvrer « à la suppression des blocs et à leur remplacement par un système de sécurité collective en Europe ».

Au chapitre économique, le texte, fortement influencé par les conceptions ultralibérales de Vaclav Klaus, affirme que « le rétablissement de l'économie exige un marché sans intervention bureaucratique, combinant différentes formes de propriété ».

Qui va mettre en œuvre ce programme ? Ce n'est pas le Forum civique en tant que tel, puisque ce dernier a annoncé sa propre dissolution comme prochaine. Ce pourrait être, dans une phase de transition, un gouvernement remanié dirigé par Ladislav Adamec. Pour l'avenir, Vaclav Malý ne se fait aucun souci sur la capacité du peuple tchécoslovaque à organiser sa vie démocratique : « Les initiatives se multiplient actuellement pour la création de partis, et il ne faut pas négliger les formations sou-mises jusque-là à l'autorité du Parti communiste, les socialistes et les démocrates-chrétiens du Parti populaire. Leur attitude au cours de ces dernières semaines a montré qu'ils étaient prêts à jouer leur rôle dans le processus de démocratisation en cours. »

LUC ROSENZWEIG

BULGARIE : dissolution du département « politique » de la milice

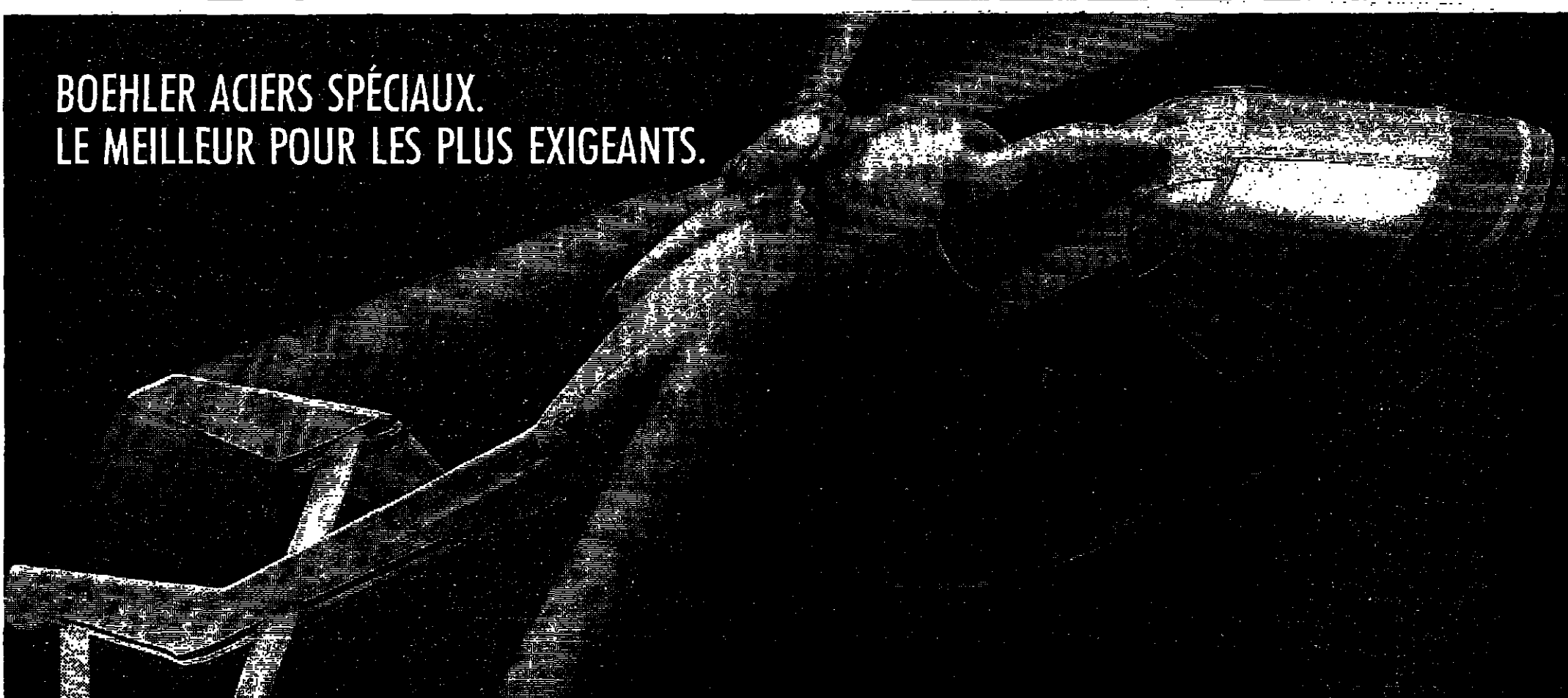
La direction de la milice bulgare a décidé, samedi 25 novembre, en présence du nouveau chef du parti et de l'Etat Petar Mladenov, de dissoudre son département chargé de mener « la lutte contre la diversion idéologique », a annoncé l'agence officielle BTA.

Les activités de ce département étaient basées sur l'article 273 du code pénal, qui interdisait toute propagande antigouvernementale, et qui a été aboli le 17 novembre dernier.

M. Mladenov et les dirigeants de la milice ont constaté au cours d'une rencontre « des erreurs » commises dans le passé en raison d'une « tendance à l'application de la force à la place de la conviction et du dialogue ». Le ministre de l'intérieur Georgi Tanev a déclaré qu'une « simplification de la structure du ministère et une réduction de son personnel » étaient en cours.

Le quotidien du PC, *Robotnichesko Delo*, indique d'autre part que M. Dimitar Stoinov a été libéré lors du plénum du 16 novembre de ses fonctions de membre du bureau politique et de secrétaire du comité central en raison d'« erreurs grossières qui avaient contribué à l'augmentation de la tension dans le pays ». Ministre de l'intérieur de 1977 à 1988, son nom est lié à la campagne de « bulgarisation » forcée des noms des membres de la minorité turque de Bulgarie entamée en 1984.

M. Naicho Papazov, qui est intervenu en sa qualité de président de la commission de contrôle du parti, a reproché pour sa part à M. Stoinov d'avoir « violé la loi sur les arrestations et l'instruction », ce qui a mené à la « condamnation de personnes innocentes ». — (A.F.F.)



BOEHLER ACIERS SPÉCIAUX.
LE MEILLEUR POUR LES PLUS EXIGEANTS.

A CHAQUE FOIS L'INDUSTRIE
AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE VERS DE
NOUVEAUX HORIZONS, BOEHLER EST
À BORD.

Chez Boehler, les corps de rotor en alliage de titane et les mâts en acier à haute résistance sont matricés avec la plus grande précision.



Un hélicoptère est une mécanique de précision, de très haute précision. Jusque dans les moindres détails et plus particulièrement pour les organes de propulsion, où la haute technologie est synonyme de performance, de fiabilité et de sécurité. Ce n'est pas par hasard que Boehler fabrique dans sa forge de précision de Kapfenberg en Autriche des pièces vitales pour hélicoptères. Ces pièces, en alliage de titane et en acier à haute résistance, sont matricées aux cotes de précision les plus serrées. Nous fournissons aussi aux constructeurs

européens manchettes intérieures, corps et mâts de rotor. Boehler participe à la plupart des programmes européens. Nous fournissons aussi, aux meilleurs constructeurs mondiaux des aciers fins sous forme de barres ou de tôles. Quel que soit le moyen de transport utilisé, vous pouvez vous confier à Boehler. Et si un jour, vous devez décoller vers de nouveaux horizons, Boehler travaille aussi pour l'industrie spatiale.

ACIERS SPÉCIAUX
BÖHLER
LE MEILLEUR POUR LES PLUS EXIGEANTS

EUROPE

Les bouleversements dans les pays de l'Est et leurs conséquences

Les contacts politiques s'intensifient entre la RDA et la RFA

BERLIN-EST
de notre envoyé spécial

Les premières neige et l'encombrement des trains ont ralenti, ce dernier week-end, la route des Allemands de l'Est vers l'Ouest. Entre les deux parties de Berlin, malgré une plus grande vigilance des services de douane est-allemands depuis quelques jours, le trafic s'écoule maintenant avec une régularité quasiment routinière et chacun se rend d'un côté à l'autre sans presque plus se poser de questions.

Du coup, on assiste dans les deux sens à une multiplication de rencontres entre responsables politiques, intellectuels de tous bords, historiens de prendre le vent, de nouer des contacts, de voir les possibilités de coopération future.

À la recherche d'idées, Neues Forum était officiellement, samedi 25 et dimanche 26 novembre, présence invitée pour un débat sur les possibilités de développement de l'économie est-allemande. La rencontre avait lieu à Buch, un des quartiers de la périphérie de Berlin-Est, sur le campus de l'académie des sciences est-allemande, un endroit où l'on ne rentrerait, il y a quelques semaines encore, qu'en montrant patte blanche.

Les Allemands de l'Ouest étaient venus en nombre, et de tous les courants politiques. Les Alternatifs de Berlin-Ouest, qui estiment avoir un lien naturel avec les nouveaux mouvements politiques est-allemands, y côtoyaient les représentants des grandes organisations patronales ouest-allemandes. Le président de la fédération de l'industrie, M. Till Neckert, y est allé lui-même d'un discours, samedi, pour pérorer une plus grande autonomie des entreprises en RDA, tandis que les représentants de la gauche ouest-

allemande insistaient sur les limites de l'économie de marché.

Les représentants de mouvements d'opposition sont devenus, pour le moment, un point de passage obligatoire pour les hommes politiques ouest-allemands, même si ceux-ci ne savent pas toujours sur quel interlocuteur ils tombent et ce qu'ils vont avoir à se dire.

Prendre soin du contexte politique

L'important est de montrer que l'on prend dorénavant soin du contexte politique est-allemand. Deux des dirigeants du «*Renouveau démocratique*», les pasteurs Schürer et Eppelmann, avaient été reçus, vendredi, à Bonn par le chancelier Kohl. Le secrétaire général du petit parti socialiste démocrate est-allemand, M. Boehme, a fait une apparition samedi au côté du maire SPD de Berlin-Ouest, M. Momper, lors d'un débat dans la rue avec les Berlinois, dans la partie occidentale de la ville.

Mais il faut aussi soigner désormais les contacts entre des formations qui peuvent paraître avoir entre elles des liens privilégiés. Ainsi des retrouvailles entre les libéraux de M. Genscher et ceux de M. Gerlach, l'ancien compagnon de route de M. Erich Honecker, converti au changement. Les chrétiens-démocrates ouest-allemands ont redécouvert la CDU est-allemande, inféodée jusqu'ici, au sein du club national, aux communistes. Et il faut parier que les Verts s'efforceront sans plus tarder de prendre contact avec le nouveau parti vert est-allemand, qui s'est constitué, à son tour, dimanche à Berlin-Est.

HENRI DE BRESSON

Varsovie attend toujours de Moscou des explications sur le massacre de Katyn

D'accord sur la nécessité de préserver les équilibres de sécurité en Europe, MM. Mazowiecki et Gorbatchev n'ont pas encore réglé le contentieux soviéto-polonais sur le massacre de Katyn. Le dirigeant soviétique réaffirme par ailleurs la nécessité du parti unique, tout en se prononçant, comme M. Dubcek, pour un socialisme «*à visage humain*».

MOSCOU

de notre correspondant

Entre personnes pragmatiques conscientes des «*nouvelles réalités*», mais aussi de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, on peut toujours s'entendre. Telle était l'impression dominante lors de la conférence de presse qu'a donnée, samedi 25 novembre, le premier ministre polonais à l'issue de sa visite officielle à Moscou.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chervomazhe, avait exposé avec une grande netteté, peu avant la visite de M. Mazowiecki, la position de l'URSS à l'égard de Varsovie : «*Nous souhaitons que le gouvernement Mazowiecki surmonte les difficultés de façon que l'économie fonctionne (...). La stabilité de la Pologne constitue un facteur de notre sécurité nationale.*» Le ministre ajoutait : «*Le gouvernement Mazowiecki a contribué à faire baisser la tension en Pologne. On ne pouvait être plus clair.*»

Autrement dit, les préoccupations idéologiques dans les relations entre Moscou et ses alliés du pacte de Varsovie ne comptent plus guère. Le Kremlin craint surtout des débordements incontrôlables qui pourraient menacer à terme sa propre sécurité. Il considère que le maintien du pacte de Varsovie est nécessaire pour l'instant, tout en préconisant la transformation de l'organisation militaire en une organisation plus politique. Sur tous ces points, le premier ministre polonais s'est trouvé en parfaite harmonie avec ses interlocuteurs et a tenu à les rassurer, affirmant notamment que la question de la réannexion allemande n'est pas à l'ordre du jour.

Il a toutefois laissé clairement entendre que les contacts entre Moscou et Varsovie ne reposent sur des bases solides que lorsque la question des fameuses «*pages blanches*», qui encombrèrent les douloureuses relations bilatérales, aura été réglée. Varsovie attend en particulier une «*explication rapide*» de Moscou sur l'affaire de Katyn, ce charnier de Biélorussie où furent découverts les corps de quelque quatre mille officiers polonais exécutés pendant la seconde guerre mondiale.

M. Gorbatchev pour le parti unique

Une commission d'experts avait été créée l'année dernière, lors de la visite de M. Gorbatchev en Pologne, et Varsovie s'impatiente de connaître le résultat de son enquête. A Moscou, la mesure est toujours attribuée officiellement aux troupes nazies alors que, pour Varsovie, le responsable est le NKVD, la police secrète de Staline. Varsovie soutient également que 12 000 à 15 000 Polonais ont trouvé la mort à Katyn.

La Pologne rétablira prochainement ses relations diplomatiques avec Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Shimon Pérès, ministre des finances, devait entamer lundi 27 novembre une visite officielle de trois jours en Pologne qui pourrait être le prélude à la reprise de pleines relations diplomatiques entre ce pays et Israël.

Signe des temps et de la normalisation avancée entre l'Etat hébreu et l'Europe de l'Est, la visite de M. Pérès n'a pas été organisée avec cette discrétion qui avait jusqu'à présent entouré les précédents séjours de dirigeants israéliens dans ce qui constituait le «*bloc*» socialiste. C'est presque d'une visite d'Etat qu'il s'agit : M. Pérès, qui est aussi le chef du Parti travailliste, rencontrera les plus hauts dirigeants polonais ainsi que M. Lech Walesa - et les deux parties l'ont fait longtemps et publiquement savoir à l'avance.

Après la Hongrie, qui a franchi le pas en septembre dernier, la Pologne pourrait être le prochain pays du pacte de Varsovie à rétablir de pleines relations avec Israël. M. Pérès a dit qu'il n'entendait aucunement limiter ses entretiens aux relations économiques bilatérales mais bien aborder les questions politiques : Proche-Orient et bouleversements en cours en Europe. Il pourrait évoquer les mêmes sujets dans quelques jours à Moscou, où il devrait se rendre vers la mi-décembre - et où se trouvera cette semaine le ministre israélien de l'Agriculture, M. Abraham Katz Oz.

Jalouse, la droite israélienne critique ces séjours du ministre des finances à l'étranger. Elle accuse M. Pérès de mener «*une diplomatie parallèle*» aux dépens de MM. Itzhak Shamir et Moshe Arens, le chef du gouvernement et son ministre des affaires étrangères, tous deux représentant le Likoud (la droite) au sein de la coalition d'union nationale.

AL F.

Les Allemands de l'Ouest n'apprécient pas que M. Mitterrand se rende à Berlin-Est avant M. Kohl

BONN

de notre correspondant

L'annonce de la visite du président François Mitterrand à Berlin-Est du 20 au 22 décembre suscite toujours en RFA des réactions qui montrent que les Allemands de l'Ouest se sentent floués par le chef de l'Etat français, qui leur ravit ainsi la primauté d'une rencontre au sommet avec M. Egon Krenz.

Après M. Eberhard Diepgen, pour l'aile droite de la CDU, c'est M. Oskar Lafontaine, vice-président du Parti social-démocrate (SPD), qui a mis le doigt sur la blessure infligée à l'orgueil national et accusé le chancelier Kohl d'attentionisme. «*On attend du gouvernement qu'il agisse avec promptitude, a-t-il déclaré, mais que Mitterrand arrive à Berlin-Est plus tôt que Kohl, cela les Allemands ne le comprendront pas.*»

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, a pour sa part alimenté la polémique avec le chancelier Kohl en déclarant qu'il était «*présomptueux*» de vouloir que la RDA «*se transforme d'abord en une copie de la réalité*» ouest-allemande avant de lui octroyer une aide économique et financière.

Coincé entre l'arbre nationaliste dont la sève nourrit les unions chrétiennes CDU/CSU et l'écorce de l'opposition social-démocrate qui brûle de reconquérir le pouvoir, en 1990, pour gérer cette page spectaculaire de l'Histoire des Allemands, le chancelier Kohl se tait. Il s'est contenté de recevoir à la chancellerie le président du «*Renouveau démocratique*», un des mouvements d'opposition en RDA, et de faire dire par le porte-parole du gouvernement, M. Hans Klein, que le report au début de l'année prochaine de sa visite à Berlin-Est n'était, somme toute, pas définitif. — (Interim.)

Les royalistes dénoncent le «*péris*» de la réunification allemande. — La restauration nationale, principal mouvement royaliste, a tenu, samedi 25 novembre, son congrès annuel au cours duquel il a dénoncé le «*principal péril pour la France qui est celui de la réunification allemande*». M. Pierre Pujot, directeur d'Aspects de la France, l'hebdomadaire du mouvement, a déclaré : «*Ce qui se passe à l'Est avec l'affaiblissement du communisme et le retour des nations est la confirmation des idées de Charles Maurras*». M. Pujot s'est prononcé contre l'accélération de la construction européenne car c'est «*faire fausse route*».

La perestroïka au Sénat, précision. — Le Forum international de politique, que dirige Jean Elleinstein, et de l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) nous demandent de préciser qu'ils étaient conjointement les organisateurs du colloque organisé au Sénat les 22 et 23 novembre sur la perestroïka en URSS (le Monde du 25 novembre). Un compte-rendu des débats de ce colloque sera prochainement publié dans la revue Cosmopolitique (71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris).

Manifestation pour la légalisation de l'église ukrainienne. — Plus de 150 000 personnes ont manifesté, dimanche 26 novembre, dans trois villes, Lvov, Tchernovitzky et Ivano-Frankovsk, pour réclamer la légalisation de l'église catholique ukrainienne et faire pression sur les autorités avant la rencontre, vendredi 1^{er} décembre au Vatican, entre M. Mikhaïl Gorbatchev et le pape Jean-Paul II, ont rapporté des militants à Moscou.

Au moins dix blessés en Géorgie. — Au moins dix personnes ont été blessées, jeudi 23 et vendredi 24 novembre, en Géorgie, lors d'affrontements armés entre nationalistes géorgiens et membres de la minorité osète, selon le nationaliste géorgien Zviad Gamsakhourdia. Alors que les nationalistes réclament l'indépendance de la Géorgie, les Osètes demandent la réunification à la République d'Osétie du Nord, qui dépend de la République de Russie.

Le Komsomol estonien a décidé de se saborder. — Le Komsomol - organisation de la jeunesse communiste - estonien a décidé de se saborder le 1^{er} mars prochain, en raison de sa perte d'influence, a rapporté, dimanche 26 novembre, le quotidien Komsomolskaya Pravda. — (AFP, AP, Reuter.)

LES PRÉCIS DOMAT DE LA RENTRÉE

Droit constitutionnel et institutions politiques
Jean Gicquel et Patrice Gélard
10^e édition, 880 p., 220 F.

Droit de l'urbanisme et de la construction
J.B. Auby et H. Reinert-Marquet
2^e édition, 590 p., 190 F.

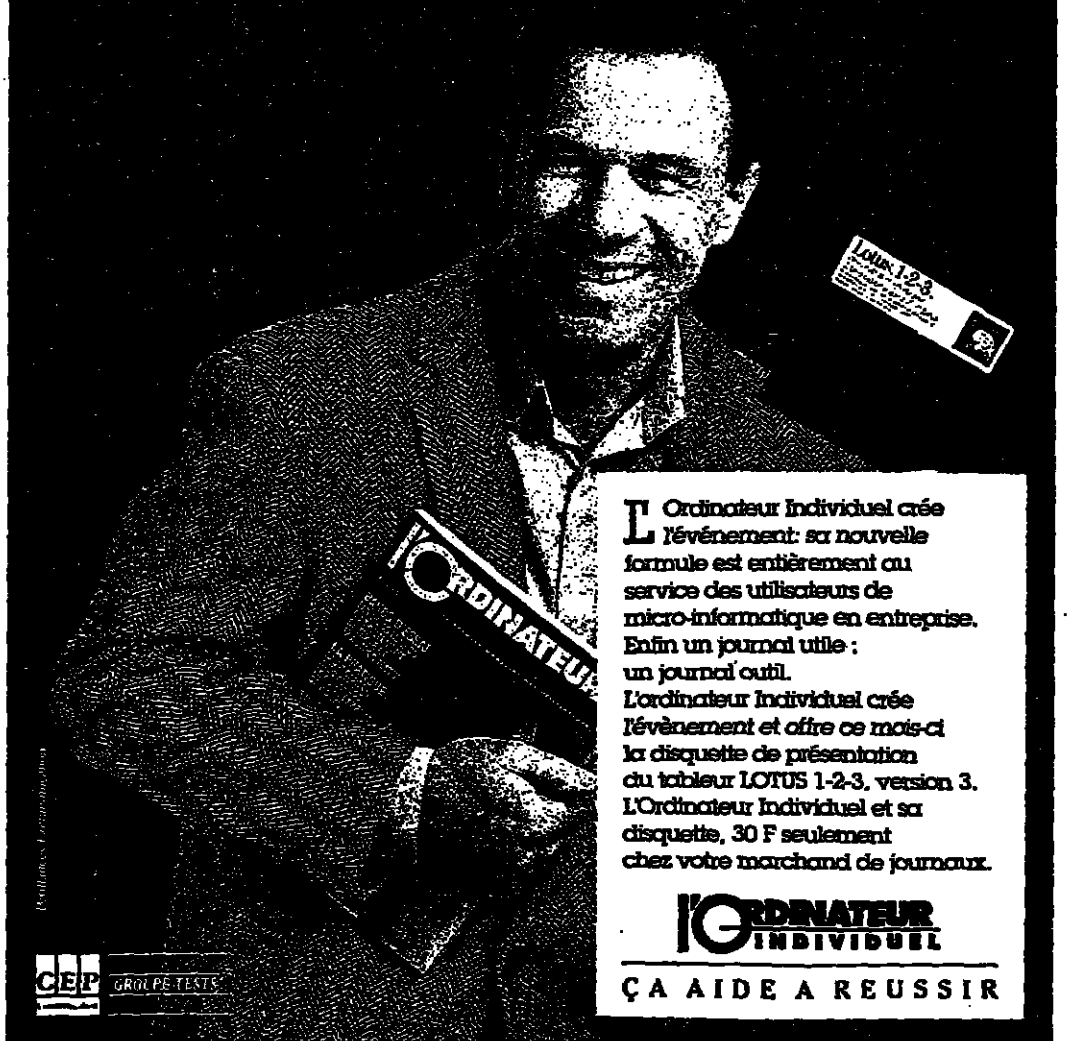
Histoire de l'administration française
18^e/20^e siècle
François Burdeau
374 p., 160 F.

Droit des sociétés
Michel Jeantin
426 p., 150 F.

MONTCHRESTIEN
26, rue Vergeret, 75014 Paris

SI J'AI RÉUSSI À OBTENIR
POUR 30 F SEULEMENT LA DISQUETTE
DE PRÉSENTATION DU CÉLÈBRE
TABLEUR LOTUS 1-2-3, VERSION 3,
C'EST QUE JE LIS
LA NOUVELLE FORMULE
DE L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

Et que son numéro de décembre ne vaut que 30 F.



L'Ordinateur Individuel crée l'événement : sa nouvelle formule est entièrement au service des utilisateurs de micro-informatique en entreprise. Enfin un journal utile : un journal utile.

L'Ordinateur Individuel crée l'événement et offre ce mois-ci la disquette de présentation du tableur LOTUS 1-2-3, version 3. L'Ordinateur Individuel et sa disquette, 30 F seulement chez votre marchand de journaux.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
ÇA AIDE À RÉUSSIR

سكنا من الامم

EUROPE

Redoutant un hiver « durissime »

M. Andreotti propose un pont aérien entre l'Ouest et l'Est

« Que le sommet de Malte ait lieu à bord d'un navire de guerre ne me plaît pas, c'est une image anachronique. A quelques jours du premier voyage officiel de M. Mikhaïl Gorbatchev en Italie — une visite qui, hors la rencontre prévue du numéro un soviétique avec le pape, apparaît aujourd'hui singulièrement dévaluée eu égard à l'événement suivant de Malte, — le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a répondu aux questions du *Corriere de la Sera*.

Foin d'amertume, l'indestructible politicien italien, qui fut vingt fois ministre et cinq fois déjà chef du gouvernement, parle du haut de ses quarante années d'expérience. A Malte, dit-il, il s'agira d'abord de « souligner le soutien américain à la politique de Gorbatchev, et surtout de lancer ce signal avant que survienne le général hiver ». M. Andreotti est en effet convaincu que la saison à l'Est « sera rude, durissime même », et que l'Occident « doit tout faire pour soutenir au plus vite les populations, celles d'URSS comprises ». Pour éviter que les adversaires de la rénovation ne profitent de circonstances transitoires difficiles, en Pologne par exemple, « où la situation est préoccupante », Rome, révèle M. Andreotti, « a proposé de mettre en place un pont aérien d'urgence comme celui qui permit jadis de sauver Berlin ». En Italie même, « des trains de marchandises sont prêts à partir pour Varsovie, mais il y a un retard car les Polonais ne sont pas encore techniquement en mesure de les accueillir ».

La consolidation de la carte européenne, ajoute M. Andreotti, exige « du temps et une grande vigilance ». Faut-il, comme MM. Mitterrand ou Bush, ne pas craindre l'éventuelle réunification de l'Allemagne ? « Pas la peine

d'aller plus loin que les Allemands eux-mêmes (...). Nous devons faire de la politique et non jouer les prophètes ».

Affirmer comme certains que les alliances militaires sont désormais dépassées est, pour M. Andreotti, tout aussi prématuré. « Je pense, dit-il, que les pactes de Varsovie et Atlantique servent encore (...) même si leur contenu peut évoluer. (...) Le lien entre les Etats-Unis et l'Europe (...) correspond aux intérêts soviétiques. En clair,

pour l'Italie, l'idée d'une défense purement européenne n'est pas à l'ordre du jour.

En définitive, pour M. Andreotti, avant de tout bousculer, il convient de voir comment les choses vont évoluer, « ce que M. Gorbatchev entend exactement par maison commune européenne », et c'est notamment pour cela, conclut-il, que « je lui ai demandé de bien vouloir faire sur ce thème un discours à Rome, là où est né le traité du même nom ».

PATRICE CLAUDE

M. Mitterrand participera au sommet de l'OTAN du 4 décembre

M. Mitterrand participera le 4 décembre à Bruxelles au sommet des seize pays de l'OTAN organisé au lendemain du sommet Bush-Gorbatchev au large de Malte, a-t-on appris samedi 25 novembre. Le président français, qui doit lui-même rencontrer M. Gorbatchev deux jours plus tard à Kiev, aura de nouveaux entretiens avec M. Bush le 16 décembre à Saint-Martin dans les Antilles françaises, une semaine après le sommet européen des 8 et 9 décembre à Strasbourg. Dans le passé, notent les observateurs, la France avait plutôt délégué son ministre des affaires étrangères aux sommets de l'OTAN. Cela avait été le cas lorsque M. Ronald Reagan avait fait halte à Bruxelles le 21 novembre 1985, à son retour de Genève où il avait rencontré M. Gorbatchev.

Par ailleurs, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, est arrivé dimanche 26 novembre à La Haye pour une prise de contact avec son nouvel homologue néerlandais M. Ruus Ter Beek, à la veille de la réunion ministérielle annuelle du Comité des plans de défense de l'OTAN à Bruxelles.

M. Cheney devrait évoquer au cours de ces réunions les conséquences pour l'OTAN de la réduction prévue du budget militaire américain, annoncée il y a deux semaines. Le Pentagone envisage de réduire le budget militaire de 180 milliards de dollars sur les années fiscales 1992-1994.

Dans un entretien publié samedi par le *Los Angeles Times*, M. Cheney envisage une vaste restructuration du système de défense américain. « Est-ce que, comme certains l'ont suggéré, les Etats-Unis devraient mettre plus l'accent dans le cadre de l'OTAN sur leur rôle dans le domaine naval et de la suprématie aérienne, alors que nos alliés auraient une plus grande responsabilité pour les forces terrestres ? Toutes ces questions sont à mettre sur la table », déclare-t-il, avant d'insister sur le fait que, en cas de coupes budgétaires importantes pour le Pentagone, il faudrait « préserver nos capacités nucléaires stratégiques » et que les Etats-Unis devraient « rester la principale puissance navale du monde ».

ESPAGNE : après la découverte d'une tonne d'explosifs

Un groupe de terroristes du Hezbollah a été démantelé

L'Espagne semble décidément devenue l'une des terres de prédilection des groupes extrémistes chiïtes en Europe. L'un d'entre eux a été démantelé vendredi 24 novembre alors qu'il s'apprêtait à installer à Valence une tête de pont lui permettant d'opérer dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

MADRID

de notre correspondant

Le délégué du gouvernement dans la communauté autonome de Valence, M. Eugenio Burriel, a expliqué samedi 25 novembre les détails de l'opération. Le coup de filet de la police espagnole fait suite à une enquête de plusieurs mois. En septembre dernier, était arrivé dans le port de Valence, en provenance de Chypre, un bateau, le *Cedcar*, que les responsables de la lutte antiterroriste allaient soumettre à une discrète surveillance.

Le navire, en effet, avait auparavant débarqué à Chypre un conteneur où avaient été défectés des explosifs. Le bateau allait décharger dans les entrepôts du port de Valence un conteneur de conserves alimentaires destinés à une compagnie libanaise d'import-export légalement enregistrée sous le nom de Alisar SA. La police allait ensuite « filer » durant deux mois les personnes ayant accès au conteneur et celui-ci fut finalement ouvert jeudi dernier par la brigade d'information de Valence.

Il contenait, dissimulée dans les boîtes de conserves, environ une tonne d'explosifs ainsi que des détonateurs et deux grenades.

Le lendemain, étaient arrêtés huit ressortissants arabes, trois à Valence et cinq à Madrid. Trois d'entre eux, Abbas Mohammad,

Hallan Ali Sbati et Assan Assan Rahd — c'est en tout cas les noms figurant sur leurs passeports — appartenaient, selon les responsables de la police espagnole, au Hezbollah, le parti de Dieu libanais. Dans une déclaration, dimanche, à une radio de Beyrouth, un responsable de cette organisation a toutefois démenti tout rapport avec ce groupe.

M. Burriel a souligné que la grande quantité d'explosifs découverte à Valence donnait à penser que le rayon d'action du groupe ne se limitait sans doute pas à l'Espagne. Il s'est toutefois montré évasif quant à ses objectifs potentiels, se

contentant de faire allusion à des « intérêts nord-américains, israéliens ou européens ». Il a seulement précisé que l'organisation prétendait utiliser l'Espagne comme dépôt de matériel explosif. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que les fondamentalistes islamistes tentent de faire de la péninsule ibérique une base d'opérations vers l'Europe, ce qui constitue un sérieux motif de préoccupation pour les responsables de la lutte antiterroriste des pays voisins qui appréhendent à cet égard les conséquences de la suppression des frontières entre les Douze.

THIERRY MALINBAK

Un attentat aérien évité de justesse

Le Pakistan met en cause l'Iran

Une terrible catastrophe aérienne provoquée par un acte de terrorisme a été évitée de justesse le jeudi 23 novembre au-dessus de l'espace aérien du Pakistan. Un Boeing-747 de la compagnie saoudienne Saudi Airlines, reliant Islamabad à Djeddah, avec 332 passagers à son bord, avait dû effectuer, jeudi soir, un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Karachi après que les autorités pakistanaïses eurent reçu des informations faisant état de la présence dans l'avion d'une bombe à retardement.

Les fouilles entreprises confirment cette information. Un engin explosif perfectionné, composé de quatre bâtons de dynamite et d'une minuterie, fut découvert. Seul

un mauvais branchement entre deux fils reliant la charge explosive au système de retardement avait permis d'éviter l'explosion. Celle-ci aurait dû se produire quatre-vingts minutes après le décollage.

Le ministre pakistanaïse de la justice, M. Atwar Elhasi a mis en cause le gouvernement de Téhéran. Dans une déclaration rapportée dimanche par le quotidien saoudien *Al-Madina*, le ministre fait état d'« indices sur une probable implication iranienne ». Pour sa part, un autre quotidien saoudien, *Ash-Sharq Al-Awsat*, affirme que « des iraniens, des Pakistanaïses et un Arabe suspects » sont interrogés par la police pakistanaïse. (AFP.)

ASIE

INDE : les élections législatives

Le Parti du Congrès a perdu la majorité absolue au Parlement

Les résultats partiels des élections parlementaires, qui se sont déroulées du 22 au 26 novembre, montrent que, pour la première fois depuis l'indépendance en 1947, le prochain gouvernement ne sera pas soutenu par une majorité homogène au Parlement. Le Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi, qui disposait de 415 sièges (sur 542), a perdu la majorité absolue au Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Alors que le dépouillement du scrutin se poursuivait lundi en fin de matinée, trois grandes tendances apparaissaient. Le Parti du Congrès enregistre une défaite majeure dans ses bastions électoraux du Nord, les Etats dits de la « ceinture hindie » (Uttar-Pradesh, Rajasthan, Bihar, Madhya-Pradesh). L'opposition progresse nettement dans cette région ainsi que dans l'Ouest (Gujarat) et l'Est (Bengale et

Orissa). En revanche, dans le sud de l'Inde, où les formations hostiles au parti de M. Gandhi possédaient quelques fiefs, l'influence du Congrès s'accroît nettement : l'opposition perd les Etats du Karnataka et de l'Andhra-Pradesh. Enfin, la grande surprise de ce scrutin est la « vague » électorale dont bénéficie le BJP (Bharatiya Janata Party), formation hindouiste de droite qui s'est faite le champion du renouveau de la religion hindoue.

Cette situation rappelle celle qui prévalait après les élections générales de 1977 remportées par le Parti Janata : à l'époque le Congrès d'Indira Gandhi avait progressé dans le Sud et subi une large défaite dans le Nord.

Le BJP, dont le président est M. L. K. Advani, disposait de deux sièges dans l'Assemblée sortante. Après ce scrutin, il est probable qu'il sera représenté par plus de soixante députés au Parlement. Selon des résultats portant sur deux cent cinquante-six circonscriptions, le Congrès obtient cent onze sièges, le BJP cinquante-cinq, le Janata Dal, dont le chef de file est M. V. P. Singh, cinquante et un, les deux

partis communistes onze et les formations alliées au Congrès quatre. Si ces résultats se confirment, cela signifierait qu'au sein de l'opposition le Parti de M. V. P. Singh est devancé par son encombrant allié, le BJP, et que celui-ci sera le parti charnière au Parlement. M. Advani a confirmé dimanche soir que sa formation ne soutiendrait en aucun cas le Congrès, mais il a ajouté : « Jusqu'à présent le Janata Dal n'a pas été capable de m'inspirer confiance ». Jusque-là, le BJP se déclarait prêt à soutenir un gouvernement dirigé par M. Singh.

L'attitude de M. Singh

Durant toute la campagne, celui-ci a recherché le soutien des hindouistes tout en prenant ses distances à l'égard du BJP pour ne pas s'aliéner, à la fois, les voix de la communauté musulmane et le soutien des deux partis communistes. Il est fort probable que M. Advani en a conservé quelque rancœur et qu'il va tenir la dragée haute à ses « alliés » du Janata Dal. D'autre part, s'agissant des tensions entre

communautés religieuses, l'émergence du BJP n'est pas un gage de paix civile. Même si son parti est en position de former un gouvernement de coalition dans les jours qui viennent, M. Rajiv Gandhi sera tenu pour principal responsable de la vague anti-Congrès qui s'est manifestée dans la « ceinture hindie », qui a toujours été la terre de mission du parti de Nehru, et les rumeurs concernant une éventuelle scission du Congrès vont reprendre de plus belle. L'opposition, pour sa part, n'est plus très sûre d'avoir un chef de file : M. V. P. Singh aurait déclaré dimanche soir que, finalement, le poste de premier ministre ne l'intéressait pas. Il est vrai que l'ancien ministre des finances est coutumier de ce genre de fausse modestie.

Un homme au moins voit son prestige renforcé, M. Venkataraman. Le rôle du président de la République sera primordial dans les prochains jours. Ve-t-il choisir un premier ministre au sein du parti politique qui a obtenu le plus grand nombre de sièges (ce sera sans doute le Congrès) ou, comme le lui suggère l'esprit, sinon la lettre, de la Constitution, appellera-t-il une personnalité capable de diriger une « majorité stable » ? Autre incertitude : le chef du gouvernement est-il nécessairement le représentant d'un parti unique ou peut-il être le chef de file d'une coalition, en l'espèce le Front national ? La Constitution est muette sur ce point. Le Congrès et le Front national vont tenter dans les jours qui viennent d'élargir leur assise parlementaire en attirant des candidats indépendants ou des petites formations. La Commission électorale a cependant réaffirmé qu'elle ferait preuve de toute la rigueur nécessaire dans l'application de la loi anti-défection qui interdit ce genre de pratique.

LAURENT ZECCHINI

AFGHANISTAN : un Français tué. — Shah Bazgar, un Français d'origine afghane qui travaillait pour deux organisations humanitaires (Afrans et Solidarité-Afghanistan), a été tué vendredi 24 novembre, près de Kandahar, dans une embuscade tendue par les forces de Kaboul. D'autre part, Radio-Kaboul a annoncé samedi qu'un de ses généraux avait été tué à Kandahar. Enfin, deux prisonniers soviétiques vont être remis au Pakistan par les Moudjahiddines à l'ambassade d'URSS à Islamabad.

SUISSE : même si les « non » l'ont emporté

Plus d'un électeur sur trois s'est prononcé pour la suppression de l'armée

Le corps électoral helvétique a rejeté dimanche 26 novembre, par 64,4 % de non contre 35,6 % de oui, une initiative populaire réclamant la suppression de l'armée suisse de milice.

BERNE

de notre correspondant

Si l'issue de la consultation ne faisait guère de doute, le score élevé obtenu par le camp du « non » dépasse les espérances de ses promoteurs et constitue un camouflet pour les responsables militaires.

Alors qu'au début presque personne n'aurait parié un sou sur cette initiative lancée il y a quatre ans par une poignée de pacifistes avec le soutien des jeunes socialistes, un peu plus d'un Suisse sur trois se sera finalement prononcé en faveur de l'abolition de l'armée. Deux cantons habitués à jouer les trouble-fête, Genève et le Jura, se sont même offerts l'audace d'accepter le projet respectivement par 50,4 % et 55,5 % des voix. Et dans un pays où la participation électorale n'est que de 50 %, quel que soit le taux des électeurs se sont rendus aux urnes, soit le taux le plus élevé depuis quinze ans.

Malaise

Ne dissimulant pas leur satisfaction, les auteurs de l'initiative estiment avoir ouvert une première brèche dans le concept même de « consensus national sur l'armée ». Pour eux, « ce résultat est une réaction à l'incapacité manifestée depuis trente ans de repenser une véritable politique de paix ». Par conséquent, le moment leur paraît venu d'élaborer sans plus attendre un authentique service civil pour les objectifs de conscience. « Il a fallu trois tentatives, rappellent-ils, pour imposer le suffrage féminin. Nous suivons la même voie pour faire aboutir l'idée d'une Suisse sans armée ».

Au lendemain de ce vote, les partisans de la défense ne sauraient ignorer l'avertissement ni en minimiser les enseignements. Ils font néanmoins valoir que ceux qui se sont prononcés en faveur de l'initiative n'étaient probablement pas tous des adversaires irréductibles de l'armée mais que nombre

d'entre eux avaient saisi l'occasion d'exprimer leur mécontentement à son égard.

Reconnaissant l'existence de problèmes liés à la défense et au service civil, le chef du département militaire, M. Kaspar Villiger, a admis que certaines réformes étaient à envisager. Plus explicitement, le Parti socialiste, seule formation gouvernementale à n'avoir pas donné de mot d'ordre, considère que le nombre élevé de suffrages recueillis par l'initiative, dénote « une immense malaise » de la population envers la politique militaire. Aussi juge-t-il « inévitable » une réduction sensible des crédits pour l'armement et « indispensable » la création d'un « service civil tel que le pratiquent tous les pays comparables à la Suisse ».

Les écologistes sont également d'avis qu'il faudra « repenser en profondeur » la politique de sécurité de la confédération et renoncer à certaines dépenses militaires comme l'achat d'avions de combat. Pour leur part, les partis « bourgeois » se montrent soulagés par un vote qui à leurs yeux confirme l'attachement de la majorité des Suisses à une défense nationale crédible et au principe de la neutralité armée.

Par ailleurs, le corps électoral a rejeté par 62 % de oui une autre initiative visant à relever les limitations de vitesse de 120 à 130 kilomètres/heure sur les autoroutes et de 80 à 100 kilomètres/heure sur les routes.

JEAN-CLAUDE BURRER

TURQUIE : 21 villageois tués par des rebelles kurdes. — 21 villageois dont 13 enfants d'Irak, près de la frontière irakienne, dans la province de Halikari (sud-est), ont été fusillés dans la nuit de vendredi à samedi 25 novembre par des séparatistes kurdes. Un groupe de rebelles kurdes a rassemblé les 21 villageois (13 enfants, 6 femmes, un millier de l'Etat et un paysan) sur la place principale et les a fusillés avant de s'enfuir vers la frontière, à quarante minutes de marche.

Selon la presse, qui rapporte l'incident, les séparatistes kurdes qui opèrent dans cette région montagneuse, se vengent du meurtre de deux rebelles par des « protecteurs » (milice gouvernementale) de ce village. — (AFP.)

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !

800 voitures en stock permanent en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

* en fonction des options choisies

Plus vite moins cher !

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

AMÉRIQUES

Deux consultations en Amérique latine

HONDURAS : Le candidat de l'opposition, M. Rafael Callejas en tête de l'élection présidentielle

Quelque deux millions trois cent mille électeurs étaient appelés, dimanche 26 novembre, au Honduras, à désigner un successeur au président Jose Azcona Hoyos, ainsi que trois vice-présidents, cent vingt-huit députés et deux cent quatre-vingt-neuf conseillers municipaux.

La disparition mystérieuse de plus de cent mille électeurs sur les listes électorales avait provoqué un vif débat dans le pays au cours des dernières semaines, au point que les élections avaient failli être reportées. A ce climat de fraude, dans un pays où l'armée n'a cédé le pouvoir à des civils qu'en 1981, s'était en outre ajoutée l'incertitude à la frontière du Nicaragua voisin. Les troupes sandinistes étaient soupçonnées de préparer des actions contre les sanctuaires de la Contra, l'opposition armée au régime de Managua, établie au Honduras. Les opérations de vote

se sont pourtant déroulées dans le calme avec un fort taux de participation.

Selon les premiers résultats, très parcellaires (10 % des inscrits), indiqués dimanche par la radio nationale, le candidat du Parti national (opposition conservatrice liée à l'armée), M. Rafael Callejas, serait en tête avec 50,43 % des suffrages contre 43,96 % au candidat du Parti libéral au pouvoir, M. Carlos Florio. Les deux hommes (de formation économique et diplômés, tous deux, de la même université américaine) avaient axé leur campagne sur la crise que traverse ce petit pays, miné par une inflation galopante (25 %) et qui figure parmi les lanternes rouges du continent. S'il est élu, M. Callejas, quarante-six ans, qui, sans posséder de programme plus précis que son rival, a promis de « réparer le désastre » laissé par deux administrations libérales, sera le premier candidat du Parti national à accéder à la présidence en dix-huit ans. — (AFP, Reuters.)

CHILI : série d'attentats revendiqués par la guérilla. — Des guérilleros de gauche ont revendiqué dimanche 26 novembre une série d'attentats qui ont plongé samedi soir la capitale chilienne dans l'obscurité et causé la mort d'un guérillero de seize ans. Au moins deux personnes ont également été blessées dans cette offensive, la plus violente depuis la défaite du général Pinochet lors du référendum de 1988. Cette série d'attentats coïncidait avec le soixante-quatrième anniversaire du président. Une

bombe de forte puissance a explosé, dimanche matin, dans les studios d'une station de radio favorable au gouvernement, et un présumé attentat a été bloqué, a-t-on appris de source proche de la police. Des responsables du gouvernement ont accusé le Parti communiste chilien de tenter de perturber la campagne en vue de l'élection du 14 décembre, qui doit permettre aux Chiliens de se donner un président civil pour la première fois depuis dix-neuf ans. — (Reuters.)

URUGUAY : Les conservateurs enlèvent la présidence et les socialistes la mairie de Montevideo

Selon les premiers résultats partiels, les 2,3 millions d'électeurs uruguayens ont élu dimanche 26 novembre à la présidence de la République le candidat du parti conservateur d'opposition, Parti national blanco, M. Luis Lacalle, tandis qu'ils désignaient pour la première fois comme maire de la capitale un socialiste marxiste, M. Tabaré Vazquez.

Brandissant les drapeaux de leurs partis, des dizaines de milliers de personnes, de gauche comme de droite, se sont réunies dans les rues, dans la nuit de dimanche à lundi, à l'annonce des résultats pour fêter leur victoire.

Ces élections générales, pour élire le président de la République, 99 députés, 30 sénateurs, la plupart des maires et conseillers généraux, sont les premières totalement libres, sans interdiction de partis politiques, depuis la fin de la dictature militaire (1973-1985). Le président Julio Maria Sanguinetti a accédé au pouvoir après le départ de l'armée en 1985, sa formation politique, le Parti Colorado, ayant alors remporté des élections auxquelles de nombreux opposants n'avaient pas eu le droit de participer. Le chef de l'Etat ne pouvait constitutionnellement se représenter. Le candidat de son parti, Jorge Batlle, a pour sa part reconnu sa défaite et félicité M. Lacalle, sénateur, avocat et propriétaire terrien de quarante-huit ans, qui prendra ses fonctions de président le 1^{er} mars prochain pour cinq ans. Ce vétéran de la scène politique uruguayenne, élu pour la première fois député en 1971, ne devrait toutefois pas obtenir la majorité au Parlement et sera obligé de former un gouvernement de coalition. Les

résultats complets de ces élections — pour lesquelles le vote est obligatoire — devaient être connus dans la journée de lundi.

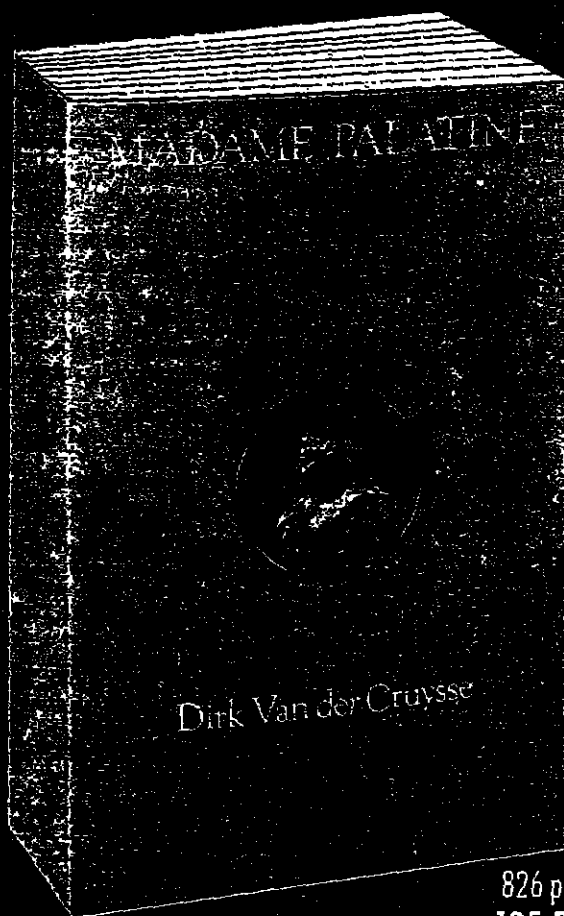
Le nouveau chef de l'Etat cohabitera avec le nouveau maire de gauche à Montevideo, M. Tabaré Vazquez, quarante-neuf ans, un cancérologue très populaire, soutenu par la coalition du « Frente amplio » (Front élargi), regroupant les communistes, les socialistes marxistes, des indépendants, mais aussi des anciens guérilleros Tupamaros. Le poste de maire de Montevideo est d'autant plus important que la capitale regroupe près de la moitié des habitants du pays (trois millions) et donne au pays les deux tiers de ses revenus.

La crise économique

Toutefois, malgré le changement du paysage politique uruguayen la conduite du pays ne devrait pas varier sensiblement, les deux partis conservateurs Blanco et Colorado ayant présenté des programmes similaires prévoyant notamment d'importantes privatisations dans le secteur public lourdement déficitaire. La crise économique qui frappe le pays, l'inflation dépasse les 85 % pour les douze derniers mois, et le départ de nombreux jeunes qui vont travailler en Argentine au Brésil ou en Europe expliquent d'ailleurs l'échec électoral de la précédente administration, même si l'Uruguay continue de payer régulièrement sa dette extérieure de 6 milliards de dollars. Au niveau régional le Parti national blanco de M. Lacalle, qui parvient au pouvoir après vingt-deux ans d'absence, a toujours entretenu des liens étroits avec le parti péroniste de l'actuel président argentin M. Carlos Menem. — (AFP, Reuters, UPI.)

MADAME PALATINE

La Sévigné bavarroise



826 p.
195 F

Rassemblées par Dirk Van der Cruyssen, les huit cent quarante-neuf lettres présentées dans ce livre confirment tout le bien qu'on est en droit de penser de Liselotte, après avoir lu la remarquable biographie que cet historien belge lui a précédemment consacrée.

Bruno de Cosselle, Madame Figaro

l'Histoire
chez
FAYARD

Les lexiques Dalloz

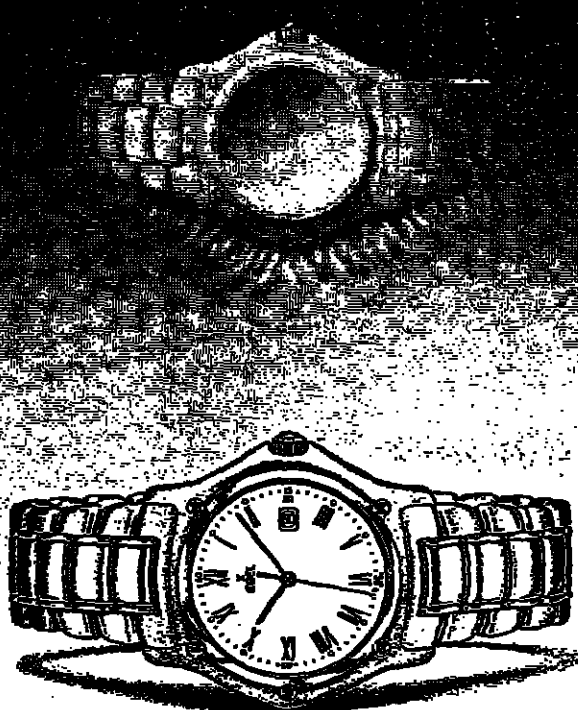
vous font
passer
le mur



lexique
de culture
et
civilisation
allemandes

Dalloz - Les indispensables

EBEL
Les Architectes du Temps



-1911-

Barrier et Fils
Horloger-Jaillier depuis 1901

20, av. Franklin-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 42 69 05 29

MARY HIGGINS CLARK Le démon du passé



Le LIVRE de POCHE

MAURICE DRUON

Les grandes familles (T.1)
La chute des corps (T.2)
à partir du 29.11.89 sur A2 en 4 épisodes de 82 min
avec M. Piccoli, R. Hawn, P. Arditi, E. Bouky

MARIE CARDINAL

Les grands désordres

AMIN MAALOUF

Samarcande

TRUMAN CAPOTE

Prières exaucées

COLETTE

Bella-Vista

HENRI LABORIT

Dieu ne joue pas aux dés

JANINE BOISSARD

Les pommes d'or
Croisière 2

ALAIN GERBER

La Trace-aux-esclaves

DANIELLE STEEL

Traversées

Les langues modernes

RAINER MARIA RILKE

Lettres à un jeune poète

ALDOUS HUXLEY

Le banquet Tillotson

JACK LONDON

Le silence blanc

Biblio

ALEXANDRE VIALATTE

La Maison du joueur de flûte
La Dame du job

JACQUELINE DE ROMILLY

Les grands sophistes dans l'Athènes de Périclès

Policiers/Thrillers

AGATHA CHRISTIE

Un meurtre est-il facile?

TOM CLANCY

Octobre Rouge

MARY HIGGINS CLARK

Le démon du passé

50 كتاب في الأدب

PROCHE-ORIENT

LIBAN : vers une épreuve de force entre dirigeants chrétiens ?

M. Elias Hraoui veut remplacer le général Aoun par un nouveau chef de l'armée

L'épreuve de force semble inévitable entre le nouveau président libanais, M. Elias Hraoui, et le général chrétien Michel Aoun. Le chef de l'Etat s'apprête, dans les jours prochains, à retirer au général le commandement en chef de l'armée libanaise. Ce dernier a répété qu'il était « prêt à se défendre » et qualifié de « fantoche » le gouvernement formé par M. Solim Hoss.

CHTAURA

de notre envoyée spéciale

« Je suis déterminé à gouverner depuis Baabda (palais présidentiel) où siège le général Aoun, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth quand toute cette affaire sera terminée, même si je n'occupe qu'une seule pièce. Baabda sera mon siège, et je ne permettrai pas qu'il y ait deux gouvernements au Liban. » Eli vendredi soir, le nouveau président libanais, M. Elias Hraoui — qui a, depuis dimanche 26 novembre, un gouvernement investi à l'unanimité des quarante-trois députés présents de la confiance du Parlement — n'entend pas traîner pour en finir « avec ceux qui n'ont aucune légitimité ». « Si la situation persiste, a-t-il déclaré, je regrette de dire que le général en assumera les conséquences. Je souhaite qu'il fasse son choix, sinon Beyrouth-Est (chrétien) en subira les conséquences. »

Avant d'ajouter, dans ce qui semble une allusion à une éventuelle attaque-éclair contre le palais de

Baabda : « Nous n'avons pas été élus pour décréter une nouvelle guerre, mais s'il y a une nouvelle explosion de violence, elle ne durera que quelques heures. » En moins de quarante-huit heures, les événements se sont accélérés au Liban. Et tout laisse à penser qu'une épreuve de force pourrait s'engager plus ou moins rapidement entre le président et le général Aoun, qui a, de son côté, qualifié de « fantoche » le nouveau gouvernement, qui, a-t-il dit, « a été désigné par les Syriens ».

Le général Aoun a répondu : « Nous sommes prêts à nous défendre. » Ces bruits de bottes ont nettement accru la tension à Beyrouth, où un certain vent de panique soufflait, dimanche soir, devant la perspective d'une reprise des hostilités, option certes clairement envisagée mais seulement comme un ultime recours. « Je n'ai pas perdu confiance » en un règlement politique, nous a affirmé à cet égard le président Hraoui, avant d'ajouter qu'il avait envoyé des émissaires pour discuter avec le général.

On voit mal toutefois quel résultat pourrait en sortir. C'est la raison pour laquelle la nomination d'un commandant en chef de l'armée, qui devait être annoncée dès la première réunion, dimanche, du gouvernement, a été reportée. Considérée comme la mesure gouvernementale la plus susceptible de créer un certain trouble dans les brigades de l'armée fidèle au général Aoun, et donc de l'affaiblir, celle-ci devrait intervenir, nous a précisé le président libanais, « dans les deux ou trois jours ».

Les hésitations

de M. Saadé

En attendant, pour sa première réunion au Park Hotel de Chtaura, transformé en nouvelle présidence libanaise, le cabinet de quatorze membres (sept chrétiens, sept musulmans) de M. Solim Hoss s'est retrouvé privé de trois de ses titulaires. MM. Georges Saadé, chef du Parti kataeb (Phalanges), et Michel Sassine, membre du Front libanais (coalition des partis chrétiens et de la milice des forces libanaises), étaient absents ainsi que M. Nabih Berri, chef de la Milice chiite Amal.

Ce dernier voulait notamment protester contre le fait qu'on lui avait refusé le portefeuille des finances, confié à un député chiite modéré, professeur d'université, M. Ali Khallil. Après ce mouvement de mauvaise humeur, M. Berri devrait réintégrer le gouvernement.

En revanche, et c'est plus grave sur le plan de l'équilibre prévu par l'accord de Taëf, le Parti kataeb s'apprête à refuser la participation de son chef en estimant que « l'accord de Taëf est un projet de paix et d'entente et non un projet de guerre comme l'évoquent certaines déclarations », dans une claire allusion aux propos de M. Hraoui.

M. Sassine, nommé vice-premier ministre, qui avait lié sa participation au gouvernement à celle de M. Saadé, pourrait, lui aussi, se désister. Reste à savoir si les deux hommes vont clairement faire connaître leur refus — ce qui obligerait à les remplacer, éventuellement prévue, affirme-t-on dans l'entourage du président, mais qui risquerait d'aggraver encore la situation au sein du camp chrétien — ou bien s'ils vont laisser planer le doute quelque temps.

Présentant dimanche au Parlement le programme de son gouvernement, M. Hoss avait déclaré : « Nous ne permettrons à aucune aventure qui menace le destin national de se poursuivre, et nous nous engageons à mobiliser toutes les capacités et toutes les possibilités pour éliminer la situation de partition qui prévaut (...). Nous remercions le triumvirat et la Syrie. »

L'émissaire spécial du comité tripartite, M. Lakhdar Ibrahim, absent lors de l'élection de M. Hraoui — laquelle ne s'est pas déroulée dans les conditions de neutralité prévues par l'accord de Taëf, les services de renseignement syriens étant omniprésents, — se trouvait dimanche à Chtaura où il a eu notamment deux entretiens avec le nouveau président.

En fait, si sous la pression des événements et celles, corollaires, de Ryad, Washington et Damas, le président Hraoui a pu former un gouvernement, le problème posé par le général Aoun reste entier, et les menaces de guerre évoquées demeurent très difficiles à concrétiser. Rien ne peut être entrepris sans le concours de la Syrie. Jusqu'où ira-t-elle ?

Le président et son gouvernement vont engager des contacts internationaux pour essayer d'apaiser le général Aoun à se démettre, tant il est évident qu'il ne se soumettra pas. Le président Hraoui, dont la légitimité comme pour son prédécesseur a été reconnue par toutes les grandes puissances, entend bien demander à celles-ci d'assumer leurs responsabilités, c'est-à-dire de l'aider à s'imposer.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le dernier hommage à René Moawad

ZGHORTA

de notre envoyée spéciale

Obliant le tourbillon politique que vit le Liban, le village de Zghorta a fait, samedi 25 novembre, un adieu quasi familial et poignant à « son » président assassiné, ainsi qu'à six de ses gardes du corps, dont les cercueils, ceints du drapeau libanais, avaient été placés de chaque côté de celui de René Moawad.

Entourés d'un très important dispositif de sécurité, assurés par la gendarmerie libanaise et les marada, milice de M. Soleiman Frangieh, ces obsèques nationales se sont déroulées en l'absence du nouveau président de la République, M. Elias Hraoui, du premier ministre, M. Solim Hoss, qui s'est rendu dimanche à Zghorta, et du président du Parlement, M. Hussein Husseini, qui avait envoyé des représentants. La Syrie avait délégué une importante délégation, conduite par un des vice-présidents, M. Zouheir Machara, et le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh.

M. Lakhdar Ibrahim, émissaire spécial du triumvirat arabe, revenu au Liban pour la circonstance, représentait celui-ci, alors que la France — seul pays occidental dans ce cas — avait délégué M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux relations culturelles. Plusieurs députés résidaient dans le village chrétien contrôlé par le général Michel Aoun

F. CH.

حكومة الانتداب

OCÉAN INDIEN

COMORES

Le président Ahmed Abdallah a été assassiné

Le président des Comores, M. Ahmed Abdallah Abderrehmane, a été assassiné dimanche 26 novembre, peu avant minuit, lors d'une attaque lancée contre son palais par des éléments incontrôlés de l'armée régulière, a-t-on appris lundi matin.

L'un des membres de la garde présidentielle, le lieutenant Jassar, a également été tué au cours de l'affrontement. Les obsèques du président Ahmed Abdallah devraient avoir lieu lundi à 11 heures (heure locale, sur l'île d'Anjouan), dont il est originaire. Le président de la Cour suprême assure l'intérim conformément à la Constitution.

Complots et sous-développement

Avec Ahmed Abdallah disparaît sans doute le président le plus haut en couleur et le plus contesté de l'Afrique francophone. Un personnage dont le commerce posait des problèmes de conscience à la gauche et dont les colères à propos de Mayotte — l'île restée un territoire français d'outre-mer après que le reste de l'archipel eut opté pour l'indépendance en 1975 — agitaient souvent la droite. Mais aussi le chef tout-puissant d'un pays auquel sa position géographique dans l'océan Indien confère un intérêt dépassant ses maigres ressources économiques.

Originaire de l'île d'Anjouan, l'homme dont les tentes traditionnelles se remuaient lors des sommets franco-africains ou à la tribune d'honneur des défilés du 14 juillet à Paris, mena parallèlement une carrière politique et des activités de commerçant enrichi par le commerce du riz, principale nourriture de ses concitoyens, dont il avait le monopole à l'importation. D'abord conseiller de l'Union française, il siégea en 1959 au Sénat, comme représentant ou comme député à l'UDR. De cette époque, il garde une connaissance profonde de la classe politique française et s'en sert à l'occasion de ses nombreux voyages en France, une fois parvenu à la magistrature suprême.

Quelques semaines après qu'il eut précipité le processus d'accession de l'archipel à la souveraineté internationale en proclamant unilatéralement l'indépendance, il fut chassé du pouvoir par M. Ali Solih, qui incarne brièvement l'espoir de démocratisation et assurait vouloir rétablir des relations normales avec Paris. Déjà à l'époque, parmi les ambiguïtés de la décolonisation « à la française », il y avait le fait que l'ancienne métropole finançait 80 % du budget comorien. Mais le successeur se révéla vite pire que le prédécesseur, qui reprit le pouvoir trois ans plus tard. L'arbitraire sanguinaire d'Ali Solih avait été tel que l'événement fut perçu comme une libération par la majorité de la population.

Néanmoins, l'opération n'avait réussi qu'avec le concours d'une équipe de mercenaires commandés par le colonel Bob Denard, ancien du Congo et du Biafra. Converti à l'islam sous le nom de Moustapha Madjoud, celui-ci assumait quelques mois le commandement de l'armée comorienne dans la grande indigestion de l'OUA. Salué comme un « héros » par son obligé, il quitta provisoirement les Comores, mais la garde présidentielle resta constituée de mercenaires, avec l'aide de l'Afrique du Sud.

De Klerk a tenté le dialogue avec l'Afrique noire, Ahmed Abdallah étouffait toujours par la franchise avec laquelle il avait ses relations avec Pretoria. La rumeur voulait que son pays ait servi de base de transit pour l'acheminement d'armes aux rebelles

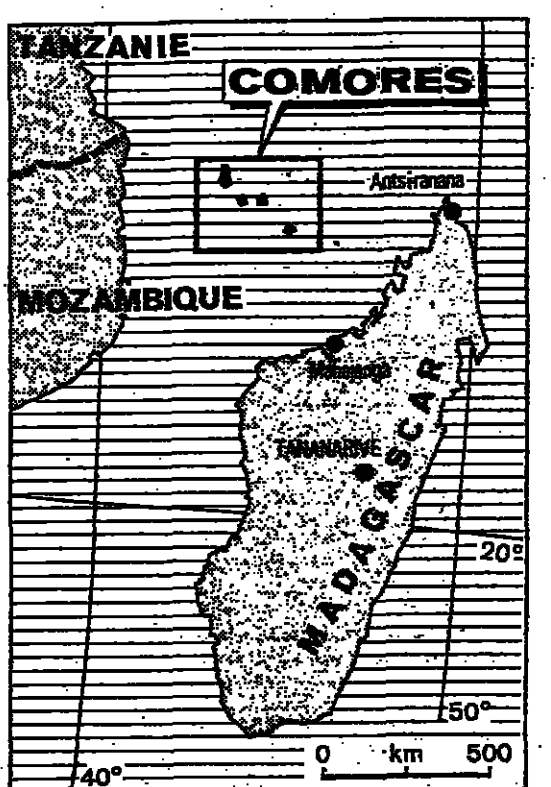
mozambicains de la RENAMO, à l'époque où l'Afrique du Sud cherchait à déstabiliser ses voisins. En tout cas, les investissements sud-africains dans les infrastructures, touristiques des Comores se font au grand jour.

Tout en arbitrant de nombreux opposants en exil, la France restait cependant le principal partenaire. La note a été de quelque 130 millions de francs pour Paris cette année. On parlait d'un prochain voyage de M. Mitterrand dans ce pays où les principaux services publics sont dirigés par des Français.

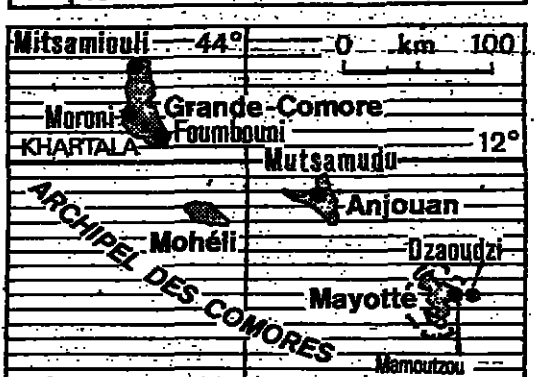
Habile à souffler le chaud et le froid, Ahmed Abdallah accusait récemment Paris d'autoriser le terrorisme à Mayotte (le Monde du 25 novembre). Selon lui, les personnes qui ont mis le feu au gouvernement d'Anjouan et ceux qui « pillent » trouvent refuge dans l'île française. En fait, l'agitation

Un deuil de quarante jours a été décrété dans les trois îles de la République fédérale islamique des Comores (Grande-Comore, Anjouan et Mohéli). L'assassinat du président Abdallah, qui était âgé de soixante-dix ans, survint trois semaines après un référendum à l'occasion duquel les électeurs avaient, le 5 novembre, autorisé le président à se présenter pour un troisième mandat de six ans.

Selon les résultats officiels, 92,5 % des électeurs avaient approuvé la modification de la Constitution dans ce sens. Ce scrutin avait été marqué par une série de violences et d'arrestations. Des urnes avaient été détruites et un incendie allumé dans la résidence du gouverneur d'Anjouan.



L'archipel des Comores a une superficie de 2 170 kilomètres carrés et une population d'environ 500 000 habitants. Moroni, la capitale, ne compte que 20 000 habitants. Les langues officielles sont l'arabe et le français. Mayotte, restée française, abrite 52 000 personnes sur 400 kilomètres carrés.



tient aux conditions dans lesquelles le chef de l'Etat venait de se faire élire. Selon les chiffres officiels, 92,5 % des Comoriens avaient dit « oui », le 5 novembre, à un projet de réforme constitutionnelle permettant au chef de l'Etat, âgé de soixante-deux ans, de briguer un troisième mandat de six ans. L'opposition en fait état de dizaines d'arrestations opérées pour enrayer l'agitation au lendemain de ce scrutin.

Plus de deux cents personnes avaient été incarcérées à l'occasion des élections législatives en mars 1987. Le coup d'Etat, qui vient de réunir après de nombreuses tentatives infructueuses, place de nouveau Paris dans l'embarras. Outre la délicate affaire de Mayotte, les Comores posent avec acuité le problème du respect des droits de l'homme dans les anciennes colonies restées protégées.

JEAN DE LA GUERIVIERE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk ne veut pas d'un gouvernement de transition

Washington. — Le président Frederik De Klerk a exclu la mise en place en Afrique du Sud d'un gouvernement de transition formé de Blancs et de Noirs pendant la durée de rédaction de la nouvelle Constitution, dans une interview publiée, dimanche 26 novembre, par le Washington Post.

C'est la première fois que M. De Klerk rejette une proposition de négociation essentielle du Congrès national africain (ANC), mouvement anti-apartheid interdit en Afrique du Sud, indique le quotidien.

« Nous ne sommes pas prêts à évoluer vers une situation où un gouvernement légalement élu est suspendu et des gouvernements

interimaires accèdent au pouvoir », a déclaré M. De Klerk. Lorsque la nouvelle Constitution aura été négociée avec les Noirs sous la surveillance de l'ancien gouvernement blanc, les autorités de Pretoria devront l'accepter et céder la place à un nouveau gouvernement, a-t-il ajouté en substance au cours de cette interview, la première accordée à un quotidien depuis son élection en septembre.

M. De Klerk a souligné que, quel que soit le régime politique issu des négociations, le pouvoir serait partagé sur la base des groupes raciaux et non conformément au principe du gouvernement par la majorité. Il a exclu que son

gouvernement abroge la loi de 1950 classant de sa naissance chaque Sud-Africain dans un groupe racial. Ce texte, a-t-il estimé, est « fondamentalement lié » à la Constitution actuelle, et son abrogation doit aller de pair avec la rédaction d'une nouvelle loi fondamentale.

M. De Klerk a écarté l'éventualité d'un règlement rapide du conflit racial dans son pays. « Tous les problèmes de l'Afrique du Sud » ne vont pas être résolus « en six ou neuf mois », a-t-il estimé. Evoquant le sort de Nelson Mandela, il a indiqué que la libération du dirigeant de l'ANC était « toujours à l'étude ».

Une enquête de la SOFRES sur les cadres du mouvement écologiste

Une culture « radicale » de rejet soude les Verts contre les partis, le clivage droite-gauche et les alliances électorales

Les militants écologistes n'apprécient pas les socialistes et ils sont hostiles aux partis de droite, ils n'aiment ni l'armée ni le communisme, ils sont assez contents d'eux-mêmes et ils ne reconnaissent qu'une étoile : leur chef. Ce sont quelques-uns des résultats d'une enquête effectuée par la SOFRES pour le Monde, lors de l'assemblée générale du mouvement, les 18 et 19 novembre à Marseille. Cette enquête est la première d'une série qui permettra de mieux cerner dans les prochains mois, à l'occasion de chaque congrès, les cadres des partis politiques français.

Les plus optimistes dans les rangs socialistes diront qu'il ne faut désespérer de rien, pas

même des Verts. Les plus pessimistes feront remarquer que tout les sépare des écologistes. Pour preuve, cette véritable culture du refus qui perle tout au long de l'enquête et qui confine au culte de l'« anti-système ». Les défenseurs de la nature — ils placent l'environnement et les valeurs sociétales devant les questions économiques et sociales dans l'ordre de leurs priorités — refusent de s'inscrire dans le clivage gauche-droite et ils rejettent les partis (le Front national, le RPR, le PS et le PCF) ainsi que leurs dirigeants, à l'exception de leur, M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle et chef de file aux élections européennes, dont la cote de sympathie parmi les cadres ne met que plus en évidence la « note » d'antipathie obtenue par M. Brice Lalonde, secrétaire

d'Etat à l'environnement, perçu comme un « traître à la cause ». Les cadres des Verts sont fortement critiques à l'endroit de M. Michel Rocard en ne lui accordant un « satisfait » que dans un seul domaine : la sécurité. Il s'agit, dans leur esprit, d'un compliment à rebours. Et pour boucler ce survol du refus tous azimuts d'où la CFDT sort quelque peu épargnée, il n'est pas inutile de remarquer que les écologistes sont plus que circonspects à l'égard d'une alliance ou d'un accord politique de pouvoir avec les socialistes.

La donnée la plus frappante est sans doute la « radicalité » idéologique que les militants expriment vis-à-vis de la gauche politique. Une radicalité qui n'est pas sans rappeler celle dont précisément le PS s'est fait le vecteur dans la décennie qui a précédé son accession au pouvoir.

Elle saute aux yeux sur le chapitre militaire (refus du service armé, désarmement nucléaire unilatéral) et se prolonge sur le chapitre européen (rejet de la construction à douze au profit de la proposition soviétique de la « maison commune » développée par M. Mikhaïl Gorbatchev). Cette « radicalité » apparaît encore dans le souhait massif des Verts de voir accordé le droit de vote aux immigrés dans les scrutins locaux. Il se trouve même une majorité relative pour étendre ce droit à toutes les élections.

Partisans du « barrage » au second tour

Pour autant, ces caractéristiques qui les placent aux antipodes des socialistes n'en font pas des partenaires inaccessibles pour eux. Car les cadres du mou-

vement écologiste, cette enquête le montre aussi, sont « guettés » par la politique. M. Waechter s'accroche à la formule « ni gauche ni droite », mais pratiquement les cadres manifestent une réelle hostilité à l'égard de la droite, qui trouve un prolongement électoral. Ils n'aiment pas la gauche mais ils combattent la droite. Le classement qu'ils font des dirigeants de droite montre que l'axe gauche-droite ne leur est pas totalement étranger. Majoritairement, ils sont favorables au contrat municipal qui semble les rapprocher des critères de responsabilité dont ils sont très éloignés en matière sociale et économique.

Si M. Waechter se refuse à « marchander » avec le gouvernement un éventuel mode de scrutin proportionnel et si les cadres du mouvement sont majoritairement opposés à un pacte

de gouvernement, ces derniers, en revanche, n'en sont pas moins prêts à envisager une telle éventualité sous des conditions précises dont certaines ne sont pas exorbitantes. Parmi celles-ci, le mode de scrutin arrive en tête chez les élus qui savent pourtant montrer, sur d'autres sujets, une radicalité plus abrupte que celle des simples militants.

Partisans du « barrage » en matière électorale au second tour — en opposition au « soutien » — les Verts vont être confrontés à cette expression politique publique après le premier tour des législatives partielles de Marseille et de Deux qui, dimanche 26 novembre, a laissé en lice les deux candidates de l'extrême droite pour laquelle l'adoption des écologistes est la plus puissante, juste avant le communisme.

OLIVIER BIFFAUD

L'environnement avant l'emploi

Quelles sont, selon vous, les priorités pour la France (1) dans les prochaines années ?

	Participants Assemblée générale écologiste novembre 1989	Comparaison avec électeurs écologistes enquête SOFRES septembre 1989
	% Rang	% Rang
Protéger l'environnement	73 1	70 2
Réduire les inégalités sociales	54 2	50 3
Lutter contre les exclusions	49 3	41 11
Défendre les libertés	46 4	22 6
Créer des emplois	24 5	77 1
Faire face au problème de l'immigration	15 6	19 8
Renforcer l'économie française	6 7	37 4
Faire progresser l'unité entre les Français	6 7	2 13
Maintenir les avantages sociaux	6 7	14 10
Moderniser la France	5 10	10 12
Assurer la sécurité des citoyens	3 11	27 3
Assurer le rôle de la France dans le monde	3 11	17 9
Respecter de l'ordre dans le pays	2 12	12 11
Maintenir le pouvoir d'achat des Français	2 12	22 6
Sans réponse	23	0

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

M. Waechter premier de la classe

La note de sympathie pour les leaders politiques (de 0 à 10).

Gauche :	
— François Mitterrand	3,6
— Jacques Delors	3,6
— Jack Lang	3,5
— Michel Rocard	3,4
— Pierre Juquin	3,2
— Lionel Jospin	2,6
— Laurent Fabius	2,5
— Jean-Pierre Soisson	1,9
— Jean-Pierre Chevènement	1,7
— Georges Marchais	0,8
Droite :	
— Simone Veil	3,4
— Michel Noir	2,9
— Raymond Barre	2,6
— Valéry Giscard d'Estaing	1,5
— Jacques Chirac	1,2
— François Léotard	1,2
— Charles Pasqua	0,6
— Jean-Marie Le Pen	0,2
Ecologiste :	
— Antoine Waechter	8,2
— Brice Lalonde	1,9

Pacifisme, tiers-mondisme et régionalisme

— Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé aux mesures suivantes ?

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	Sans réponse
Le retrait de toutes les forces nucléaires en Europe	100 %	83	12	1	3
L'abandon sans préalable par la France de sa force nucléaire	100 %	66	19	8	4
Le droit de vote aux immigrés pour les élections locales	100 %	58	27	5	4
Le droit de vote aux immigrés pour toutes les élections	100 %	20	28	27	8
L'interdiction du port du voile islamique à l'école	100 %	24	18	26	11
Le développement du salaire au mérite dans les entreprises	100 %	6	28	30	12
L'annulation totale de la dette des pays pauvres envers la France	100 %	56	28	7	6
L'attribution aux régions de pouvoirs importants (par ex. sur les impôts ou le contenu des programmes scolaires)	100 %	46	35	9	8

D'abord faire barrage

Quand un candidat écologiste ne peut pas se maintenir au second tour, est-ce qu'il doit, à votre avis, appeler les électeurs à voter pour le candidat d'un autre parti ?

Et doit-il appeler les électeurs à faire barrage contre le candidat d'un autre parti ?

	Appeler à voter pour un candidat	Appeler à faire barrage contre un candidat
	%	%
Oui, dans certains cas	34	58
Non, dans aucun cas	62	37
Sans réponse	4	5
	100	100

Pas d'accord politique avec les socialistes

Si dans les prochains mois les socialistes proposent au Mouvement écologiste un accord politique et une participation au gouvernement, pensez-vous que les écologistes devraient accepter ou refuser ?

Après les prochaines élections législatives, si les écologistes ont des députés, pensez-vous qu'ils devraient accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec les socialistes ?

Et un pacte de gouvernement avec l'UDF et le RPR ?

	Avant les législatives	Après les législatives
	Accord de gouvernement avec les socialistes	Avec l'UDF et le RPR
Les écologistes devraient accepter	17	25
Les écologistes devraient refuser	76	60
Sans réponse	7	15
	100	100

Fiche technique

Cette enquête a été réalisée les 18 et 19 novembre 1989, auprès de 361 participants à l'assemblée générale du Mouvement écologiste réunis à Marseille. Le questionnaire avait été distribué à l'ensemble des participants, soit environ six cents personnes.

Pacte de gouvernement sous conditions avant les législatives

A quelles conditions, selon vous, les écologistes devraient-ils accepter un pacte de gouvernement avec les socialistes (1) avant les prochaines élections législatives ?

— Un changement radical de la politique d'environnement	46
— Le droit pour les ministres écologistes de ne pas être liés par la discipline gouvernementale	45
— L'adoption de la représentation proportionnelle pour les législatives	43
— L'attribution de ministères importants aux écologistes	26
— La mise au point d'un programme commun	19
— Autre condition	22
— Sans réponse	8

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Le club Emergence pour la création d'un ministère de la population, de l'intégration et de la coopération. — Le club Emergence, proche du PS et regroupant des Français d'origine maghrébine, a demandé dimanche 26 novembre, dans un communiqué adressé au premier ministre, la création d'un ministère de la population, de l'intégration et de la coopération. Le club a également demandé le droit de vote pour les immigrés aux élections locales « comme élément décisif pour une réelle intégration » ainsi que la création d'un Conseil national des musulmans de France, « organe de régulation pour un islam tolérant et ouvert ».

Les élus communistes sont contre la fermeture de Renault-Billancourt. — Au cours de son sixième congrès, l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) a adopté, dimanche 26 novembre à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), une motion faisant part au gouvernement de sa « détermination à tout mettre en œuvre pour que l'usine Renault de Boulogne-Billancourt poursuive et développe son activité ». Le maire de Romainville, M. Robert Clément, conseiller général de Seine-Saint-Denis, membre du comité central du PCF, qui a été réélu à l'unanimité président de l'association, a déclaré que les élus communistes « n'entendent pas se transformer en relais d'une politique qui va à l'encontre des intérêts des gens ».

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in International Management
A.C.B.S.P.

FLIÈRES D'ADMISSION
3^e CYCLE Diplôme de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
1725 rue de Chaillot (métro Mouton), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

Les écologistes préfèrent la CFDT
La note de sympathie pour les partis et pour les syndicats (de 0 à 10).

Les partis politiques :

- Parti communiste 1,4
- Formations d'extrême-gauche 2,5
- Mouvement des radicaux de gauche (MRG) 2,3
- Parti socialiste 3,4
- Mouvement écologiste 9,1
- Centre des démocrates sociaux (CDS) 2,3
- Parti républicain 1,4
- UDF 1,8
- Front national 1,1
- Front national 0,2

Les syndicats :

- CGT 4,7
- FO (Force ouvrière) 2,8
- FEN 3
- FNSEA 1,3
- CNPF 1

Les Verts contre le service militaire
Quel est votre souhait en ce qui concerne le service militaire obligatoire ?

- Son maintien à deux mois 6%
- Sa réduction à six mois 19%
- Sa suppression 64%
- Sans réponse 11%

"GRAND JURY" RTL - Le Monde
lundi 18h30 en direct sur

ANDREÏ GRATCHEV animé par Olivier MAZEROLLE

avec Jacques AMALRIC, et Bernard GUETTA (Le Monde), Pierre-Marie CHRISTIN, et Bernard POIRETTE (RTL)

RTL

52 من الامم

هكذا من الاول

POLITIQUE

Deux élections législatives partielles

Marseille : l'« effet mosquée »

Inscr., 61 604 ; vot., 20 061 ; abst., 67,43 % ; suffr. expr., 19 861. M. Jean-François Maitié, UDF-PR, 7 785 (39,19 %) ; M. Marie-Claude Roussel, FN, 6 564 (33,04 %) ; Michèle Poncet-Ramade, PS, 2 602 (13,10 %) ; MM. Robert Allione, PC, 1 471 (7,40 %) ; Gérard Monnier-Bezombes, Verts, 1 264 (6,36 %) ; Didier Tureau, Parti nationaliste français, 151 (0,76 %) ; Pierre Avossa, Mouvement républicain français, 23 (0,11 %). Il y a ballottage.

Rapports des résultats des 5 et 12 juin 1988 : 1^{er} tour. — Inscr., 63 028 ; vot., 40 833 ; abst., 36,48 % ; suffr. expr., 39 613. MM. Jean-Claude Gaudin, UDF-PR, 17 276 (43,61 %) ; Jean-Victor Cordomier, PS, 11 010 (27,79 %) ; Jean Geland, FN, 8 061 (20,34 %) ; Robert Allione, PC, 3 013 (7,60 %) ; Jean-Pierre Castellan, RPR diss., 253 (0,63 %). 2^e tour. — Inscr., 63 028 ; vot., 43 908 ; abst., 30,33 % ; suffr. expr., 43 002. MM. Gaudin, 26 074 (60,63 %), REELU ; Cordomier, 16 928 (39,36 %).

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'« effet mosquée » associé à la question du vote islamique ont joué à plein au premier tour de l'élection législative partielle de Marseille, caractérisée, à la fois, par une forte poussée du Front national et un important recul du Parti socialiste. Même s'il faut tenir compte du taux d'abstention-record le score de la candidate lepeniste, Mme Marie-Claude Roussel, est, de loin, le meilleur enregistré dans cette circonscription par le FN. Arrivé en deuxième position derrière M. Jean-François Maitié, ancien suppléant de M. Gaudin et candidat unique de l'opposition, M. Roussel obtient, avec 33,04 % des voix, près de treize points de plus que le candidat du FN aux élections législatives de 1988. M. Le Pen, lui-même n'avait recueilli, dans cette cir-

conscription, que 24,24 % au premier tour de l'élection présidentielle, et la liste du Front conduite par M. Gabriel Domenech, que 11,58 % au premier tour des dernières élections municipales. Or M. Roussel, avait fait toute sa campagne sur les problèmes de l'immigration, et plus particulièrement contre le projet de construction d'une « mosquée cathédrale » annoncé, un mois avant le scrutin, par le sénateur (Majorité présidentielle) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux. Affiches (« Tchador, mosquée, assez ! »), tracts avec pétition (« Je dis non à la mosquée cathédrale »), visites méthodiques de quartier : cette campagne, couronnée par un meeting de M. Jean-Marie Le Pen, a porté auprès des Marseillais, dont 57 %, selon un sondage du *Méridional*, se sont prononcés contre le projet de mosquée. « A la lumière des derniers événements », s'est félicitée Mme Roussel, « ils se sont rendus compte qu'ils ne seraient bientôt plus chez eux ».

Avec seulement 13,10 % des voix, la candidate, recordienne, de la Majorité présidentielle, Mme Michèle Poncet-Ramade, réalise en revanche le plus mauvais score obtenu par le PS si l'on excepte le résultat, sans grande signification, de la liste de la gauche unie aux dernières élections municipales (8,58 % contre 34,68 % à la liste Vigouroux, qui lui était opposée). Elle perd 14,6 points par rapport aux précédentes élections législatives et près de dix points par rapport au score de M. Mitterrand à la dernière élection présidentielle. Même lors des dernières élections européennes, très peu favorables à la majorité, la liste Fabius avait fait mieux avec 16,31 % des voix. Toujours déshérités depuis les municipales, les socialistes marseillais se seraient certainement passés de ce test électoral.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, M. Yves Vidal, a estimé que ce revers était dû, notamment, au départ en campagne très tardif de Mme Poncet-Ramade après que M. Vigouroux eut fait savoir, au der-

nier moment, qu'il n'aurait pas de candidat (devant lequel le PS était prêt à s'effacer). Il a néanmoins reconnu qu'« une partie de l'électorat du PS était manifestement démobilisée à Marseille », tout en critiquant l'attitude de M. Vigouroux. « La différence entre lui et nous, a-t-il souligné, c'est que nous, on fait, c'est vrai, de la politique. On est présents dans tous les combats, même les plus difficiles, pour faire avancer nos idées alors que, lui, il reste à la maison ».

ON VA ENFIN POUVOIR RASER LES MOSQUÉES QU'ON VA REFUSER DE CONSTRUIRE !



lorsqu'il y a des risques. — Le recul socialiste n'a pas profité, au demeurant, au candidat des Verts, le député européen Gérard Monnier-Bezombes, qui, est loin d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé : franchir la barre des 10 % que M. Waechter avait fixés aux dernières élections européennes. Le candidat du PC, M. Robert Allione, n'a pas souffert, lui, de l'effondrement des régimes communistes des pays de l'Est. S'il perd, en raison du grand nombre d'abstentions, la moitié des voix qui s'étaient portées sur son nom aux législatives

de 1988, il reste, en pourcentage, exactement au même niveau.

La poussée du Front national, enfin, paraît s'être exercée, partiellement, au détriment de M. Maitié, qui a pourtant fait une campagne très active. Avec 39,20 % des suffrages exprimés, le conseiller municipal (UDF-PR) de Marseille, qui est également élu d'un canton situé dans la circonscription, ne retrouve pas le score obtenu par M. Gaudin aux législatives de 1988 (43,61 %). L'érosion des voix du candidat de la droite est un peu plus faible par rapport à l'élection présidentielle (41,28 %, au total, pour MM. Chirac et Barre). M. Maitié a jugé « scandaleux » le taux d'abstention lors de ce premier tour « alors que, le même jour, les Hongrois, eux, participent pour la première fois à des élections libres ». En dépit de la progression du FN, il a annoncé qu'il « n'aurait pas l'intention de changer de discours. J'ai basé ma campagne sur les valeurs fondamentales de l'homme, a-t-il déclaré, et je continuerai à les défendre, car je ne peux pas admettre l'exclusion et l'intolérance. Mais je dirai ce que je pense de la façon, la plus franche, la plus directe, la plus honnête ». M. Maitié est le seul à avoir obtenu, de justesse, les 12,5 % des inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour. Mais la candidate du Front national, arrivée en seconde position, est autorisée par la loi, à se présenter contre lui dimanche prochain dans un duel qui sera inédit dans cette circonscription. M. Vidal a d'ores et déjà indiqué que le PS n'appellerait les électeurs de Mme Poncet-Ramade « à faire barrage au Front national », que dans la mesure où la droite « se démarquerait clairement du FN ».

GUAY PORTE

Dreux : « MFS » au zénith

Inscr., 60 605 ; vot., 26 701 ; abst., 55,94 % ; suffr. expr., 26 272. M. Marie-France Stirbois, FN, cons. mun., cons. rég., 11 644 (44,49 %) ; M. Michel Lethuillier, RPR, 6 452 (24,55 %) ; Claude Nespolous, PS, 4 762 (18,12 %) ; Gérard Laboureur, Verts, 1 281 (4,87 %) ; Michel Legendre, MRG, 1 108 (4,21 %) ; M. Gisèle Quéiré, PC, 1 021 (3,89 %) ; M. Serge Jones, RPR diss., 481 (1,83 %) ; il y a ballottage.

Rapports des résultats des 5 et 12 juin 1988 : 1^{er} tour. — Inscr., 60 162 ; vot., 39 551 ; abst., 34,25 % ; suffr. expr., 38 579. M. Martial Tangouard, RPR, 15 897 (40,88 %) ; M. Jacques Gaspard, PS, 13 063 (33,59 %) ; Marie-France Stirbois, FN, 6 134 (15,77 %) ; Gisèle Quéiré, PC, 1 778 (4,55 %) ; M. Christian Maget, MRG diss., 1 212 (3,11 %) ; Jacques Lefebvre, FNPF (2,86 %). 2^e tour. — Inscr., 60 158 ; vot., 43 584 ; abst., 27,55 % ; suffr. expr., 42 567. M. Tangouard, 23 768 (55,83 %), REELU ; M. Gaspard, 19 799 (44,16 %).

DREUX

de notre correspondant

La candidate du Front national, M. Marie-France Stirbois, récolte les fruits de sa campagne sur fond de refus des immigrés et de vote islamique. Avec 44,49 %, elle boucle les candidats de la droite et de la gauche traditionnelles, qui n'ont pas su mobiliser leurs électeurs. Si les législatives partielles ne font jamais des records de participation, « MFS » — c'est son surnom à Dreux — obtient pour sa part 5 000 voix de plus qu'aux législatives de juin 1988, où elle totalisait 15,77 %. A Dreux même, le parti de M. Jean-Marie Le Pen est passé de 16,72 % aux municipales de 1983 à 21,78 % à la présidentielle de 1988, puis 22,2 % aux municipales de mars dernier pour atteindre 49,05 % au soir du 26 novembre. Dans sept des huit cantons de la deuxième circonscription

d'Eure-et-Loir, M. Stirbois arrive en tête. Elle a même la majorité dans les cantons de Dreux-Sud (53,39 %) et de Dreux-Ouest (52,6 %), où l'électorat est pourtant traditionnellement favorable à la gauche. A Vernouillet, commune limitrophe de Dreux où le maire socialiste est réélu tranquillement depuis plus de trente ans, M. Stirbois crée le plafond avec 54,19 %.

M. Michel Lethuillier, candidat RPR, ne totalise que 24,55 %. Il est second et il compte près de 5 000 voix de retard sur la veuve de l'ancien numéro deux du Front national. Une campagne timide, la démission de la coalition RPR-UDF née aux sénatoriales de septembre dernier expliquent pour beaucoup cet échec de celui qui défend les couleurs de son prédécesseur RPR, M. Martial Tangouard, élu au Sénat, qui avait conservé en 1988 son siège avec 55,83 %.

M. Claude Nespolous (PS) n'a guère en plus de chance. Avec 18,12 %, il est loin du score obtenu par Mme Françoise Gaspard, candidate en juin 1988 (33,59 %).

PCF et MRG enregistrent également des reculs, et les Verts perdent plus de quatre points par rapport aux européennes (8,46 %).

L'abstention, très forte (près de 56 %), s'explique sans doute par le nombre des candidats (sept) et le lassitude du corps électoral après sept élections en moins de deux ans. Mais le succès de « MFS » s'explique aussi par son dynamisme face aux candidats PS et RPR, qui offraient un profil de véritables « suppléants ».

Au deuxième tour, les électeurs devront choisir entre M. Stirbois et M. Lethuillier. M. Nespolous qui ne peut se maintenir faute d'avoir obtenu un nombre de voix au moins égal à 12,5 % des inscrits, a décidé, pour faire barrage à l'extrême droite, d'appeler ses électeurs à reporter leurs voix sur le candidat du RER. Dans la deuxième circonscription de Dreux, on n'a jamais vu ça.

(L'Indr.)

Le regain du Front national

Suite de la première page

Les grandes formations perdent assez largement la maîtrise du jeu électoral, bousculées qu'elles sont par un vote protestataire dont bénéficient à la fois le Front national et, dans une moindre mesure, les Verts.

Les élections partielles favorisent traditionnellement l'expression de protestations de toutes sortes, mais elles sont aussi souvent un signe avant-coureur des grands courants d'opinion. Ainsi la victoire de M. Mitterrand, en 1981, était-elle lisible sur une longue série de partielles qui l'avaient précédée. Il en est allé de même pour le recul brutal de la gauche à partir de 1982.

Le Front national a évidemment engrangé plusieurs semaines de polémique sur le voile islamique. On pourrait dès lors analyser son succès comme une affaire de circonstances. Il faut plutôt s'interroger sur les conséquences qu'aura la persistance d'un débat plus général sur l'immigration et l'intégration des immigrés. La position « équilibrée », comme dirait M. Mitterrand, adoptée par le ministre de l'Éducation nationale dans l'affaire du voile, est largement désavouée par les Français, selon le sondage SOFRES-*Nouvel Observateur* (1). Et si elle est massivement approuvée par les plus jeunes (entre 18 et 24 ans), ces derniers votent peu ou pas du tout. Quant à l'UDF et au RPR, ils ont exprimé des positions confuses sur ce sujet et se sont contentés de critiquer la « lâcheté » d'un ministre, M. Jospin, qui « botte en touche en direction du Conseil d'État ».

De surcroît, la droite classique (le candidat du RPR à Dreux, celui de l'UDF à Marseille) se sont eux-mêmes pris au piège d'une surenchère du Front national, en se situant sur les mêmes terrains de campagne que lui. A Dreux, de 1983 à mars dernier, RPR et FN gagnaient de concert la municipalité : à Marseille, M. Jean-Claude Gaudin a toujours menagé la droite extrême sans prendre garde qu'il la confortait et la banalisait. M. Noir, qui recevait lundi le président de la République à Lyon, dont il est le maire, y puisera sans doute la confirmation du bien-fondé des thèses hérétiques qu'il défendait en 1987 : aujourd'hui, la droite ne perd pas seulement son âme, mais elle perd aussi les élec-

tions. Même si, cette fois, ce n'est pas au profit des socialistes.

Cette nouvelle poussée de ferveur aura peut-être l'avantage d'accélérer la réflexion du gouvernement sur les dossiers de l'immigration et de l'intégration, alors même que M. Harlem Désir et SOS-Racisme — auxquels M. Mitterrand a rendu visite lundi 20 novembre à l'occasion de leur banquet annuel — continuent à lui reprocher son inaction depuis juin 1988. SOS-Racisme, qui appelle à un grand rassemblement le 9 décembre, dans le Var, demande depuis quelques semaines la création d'un ministère de l'intégration ; M. Rocard annoncera jeudi la mise en place d'un secrétariat général permanent, chargé de l'intégration des immigrés. Le premier ministre marche sur des œufs, car l'opinion publique est réfractaire à une politique de tolérance, ce se trouve partagée entre l'intégration des immigrés et leur renvoi dans leurs douars d'origine (2).

Le « déficit électoral » de M. Rocard

A l'évidence, M. Rocard a mangé son pain blanc. Car aux difficultés de gestion des questions d'immigration, qui sont largement devant lui, vont s'ajouter celles qui viennent de l'insatisfaction de ses propres troupes, les unes et les autres contribuant à creuser ce « déficit électoral ». Qu'on lui impute au sein du PS. Il est devenu banal de dire que le premier ministre a aussi le président de la République ne parviennent pas à transformer leur popularité maintenue en bulletins de vote. Si ce reproche s'adresse d'abord à M. Rocard, il finira bien par atteindre un jour M. Mitterrand.

Si l'on se réfère à la *Lettre à tous les Français* du candidat Mitterrand, l'intégration n'est pas le seul dossier laissé en jachère. La lutte contre les inégalités sociales, dont la dernière enquête du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) montre qu'elles s'accroissent depuis 1982, n'est pas mieux traitée.

Quant aux socialistes militants, ils peuvent aussi s'en prendre à eux-mêmes tant leurs débats préparatoires à leur congrès de mars prochain apparaissent égotiques, démotivés, et, au moment où

L'Europe de l'est est en proie à une « révolution tranquille » — hors du temps, ils atteignent à la caricature dans les Bouches-du-Rhône : la candidate officielle du PS à l'élection législative apparaît comme une kamikaze parce que le maire de Marseille, M. Vigouroux, a refusé le combat ; au premier tour de la cantonale de Salon-de-Provence, le candidat « vigouriste » devance l'orthodoxe socialiste mais, au total, la majorité présidentielle enregistre une perte sévère.

Les socialistes sont d'autant plus mal en point qu'ils ne peuvent même pas compter sur un renfort institutionnel des Verts : selon l'enquête réalisée pour le *Monde* (lire page 9) les cadres et militants de ce mouvement sont allergiques à toute alliance avec qui ce soit, et singulièrement avec le PS.

Pour les socialistes comme pour la droite classique, ce dimanche a été un petit Waterloo. M. Le Pen — dont l'ambition est de supplanter la droite classique comme force d'alternance, ou d'être le « pilier » de celle-ci en alliance avec le RPR et l'UDF — appelle les électeurs à faire du 2 décembre prochain, jour du second tour, « l'Austerlitz de l'idée de la France française ». Se lèverait alors, sur la démocratie française, un soleil noir...

ANNE CHAUSSEBOURG et JEAN-YVES LHOMEAU

(1) Selon l'enquête de la SOFRES publiée par le *Nouvel Observateur*, 66 % des personnes interrogées (mille personnes, 7 au 10 novembre) désapprouvent la position de M. Jospin « refusant d'exclure de l'école publique les jeunes musulmans qui portent le foulard ».

(2) 48 % des personnes interrogées par la SOFRES se prononcent pour l'intégration des immigrés, 46 % souhaitent le départ de ceux qui vivent en France.

Après du premier ministre

Un secrétaire général de l'intégration des immigrés

Le gouvernement envisage « de nommer un secrétaire général permanent auprès du premier ministre, chargé du problème de l'intégration des immigrés », a déclaré samedi 25 novembre le président de SOS-Racisme, M. Harlem Désir, à l'issue d'une entrevue d'une heure un quart avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

Ce secrétaire général permanent aurait pour mission de préparer les travaux et de vérifier le suivi des décisions d'un comité interministériel comprenant les différents ministères concernés, indique-t-on à Matignon.

La décision serait prise jeudi 30 novembre au cours d'un comité interministériel consacré à la politique d'intégration des résidents d'origine étrangère », ajoute-t-on de même source en soulignant que le secrétaire général permanent pourrait être relayé par des correspondants auprès des préfetures.

Le président de SOS-Racisme a renouvelé au premier ministre sa proposition de créer un ministère de l'intégration, estimant « qu'un ministre aurait plus d'autorité qu'un secrétaire général permanent ».

De leur côté, les associations Choisir, Le Club des égaux et France Plus organisent, mardi 28 novembre, à 20 heures, à la Mutualité, un meeting placé sous la présidence de Henri Noguéres et Ariane Mnouchkine sur le thème : Pour la défense de la laïcité. Pour la dignité des femmes.

A Lyon

M. Le Pen célèbre « la capitale de la résistance à l'occupation islamique »

LYON

de notre bureau régional

« Au nom de la France qui combat pour ses libertés, merci à Lyon qui fut la capitale de la résistance face à l'occupation allemande et qui l'est encore aujourd'hui face à l'occupation islamique ». A peine débarqué du TGV pour rejoindre les extrémistes la manifestation organisée par ses amis, samedi 25 novembre, à Lyon, pour protester contre le projet de construction d'une mosquée dans un quartier excentré de la ville, M. Jean-Marie Le Pen remercie la foule qui l'écoute place des Jacobins et l'évalue à dix mille personnes. Les services de police, au même moment, estiment à trois ou quatre mille le nombre des manifestants.

C'est une foule ordinaire qui défile cet après-midi : de jeunes ménages vengés avec leurs enfants en bas âge, de vieux couples bras dessus, bras dessous et quelques belles dames communistes dans leur manteau de fourrure.

Ceint de son écharpe bleue de parlementaire européen, le chef de file régional du Front national, M. Bruno Gollnisch, ouvre la marche en compagnie de ses collègues de l'Assemblée de Strasbourg, M. Martine Lehideux, M. Marie-France Stirbois, candidate à l'élection législative partielle de Dreux et M. Bruno Mégret. Beaucoup de photographes amateurs se bousculent en tête du défilé parmi les photographes de presse.

Rue de la République, la grande artère de Lyon, les adolescents qui font la queue pour voir *Noë blanc* se replient sans mot dire, le long de la façade du cinéma, à l'approche du cortège. Seul l'un d'eux se risque à lancer un furtif et ironique « Heil Hitler ». A ses côtés, deux jeunes Noirs restent impassibles. Les très nombreux bedards sem-

blent regarder la manifestation d'un air amusé. Peut-être parce que c'est la première fois que l'électorat lyonnais de M. Le Pen à Lyon (près de 17 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1988) se montre ainsi à visage découvert. Beaucoup sourient d'entendre le nom de leur nouveau maître à ce point brocardé, ce qui est nouveau à Lyon. Outre les habituels slogans « La France aux Français », « Les Arabes y'en a marre », la foule ne cesse en effet de crier « Ni chel Noir ni mosquée », « Michel Noir à Alger », « Michel Noir au placard », « Michel Noir trahison », « Le Macque Noir est un Judas », proclame encore une banderole.

En queue de manifestation, la présence de quelques jeunes gens aux cheveux ras et souvent munis de matraques provoque quelques heurts rapidement maîtrisés. « Pique lui sa carte », entend-on ainsi dans le cortège alors qu'un jeune immigré brandit ostensiblement sa carte d'identité française. Celui-ci sera d'ailleurs bien vite protégé par un groupe de passants munis mais soudain solidaires. Place des Terreaux, devant l'hôtel de ville, une jeune fille qui arbore un keffiyeh palestinien se fait traiter de « salope ». Mais, cette fois, c'est le service d'ordre du Front national qui intervient pour calmer l'ardeur de ses troupes.

A l'issue de la manifestation, tandis que le président du groupe du Front national au conseil régional, M. Gollnisch, l'instige, tout à la fois, l'Amicale des Algériens et les chrétiens de gauche — « l'Alliance du cinéaste et du goupillon » — M. Le Pen dénonce la capitulation de M. Michel Noir. « Nos prêtres ne seront pas des imams, dit-il, moi, je respecte les mosquées dans leurs pays d'origine ». Puis il conclut son bref discours par un appel à bien comprendre la signification des paroles de notre hymne national : « qu'un sang impur abreuve nos sillons ».

JEAN-LOUIS SAUX

Les lexiques Dalloz savent parler de politique sans être partisan

lexique de politique

Dalloz - Les indispensables

POLITIQUE

Quatre scrutins cantonaux

Salon-de-Provence : le FN et les Verts font le jeu

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Sans projet de mosquée ni affaire d'actualité concernant les immigrés, le candidat du Front national, M. Philippe Adam — presque un inconnu — est arrivé en tête du scrutin organisé pour pourvoir le siège de M. André Vallet, maire (Majorité présidentielle), de la ville, devenu sénateur, a dû abandonner en raison de la loi sur le cumul des mandats.

En dépit d'une participation électorale (39,53 %) inférieure de dix points à celle du précédent scrutin de septembre 1988, M. Adam a recueilli mille cent voix de plus et progressé de 9,2 points en pourcentage. Avec 23,22 % des suffrages exprimés, il est parvenu à devancer d'une courte tête M. Maurice Mérendol, maire (PS) d'Arles, qui bénéficiait, pourtant, du soutien de M. Vallet ainsi que de celui du sénateur et maire (Majorité présidentielle) de Marseille, M. Robert Vigouroux, venu participer, sur place, à une réunion publique en sa faveur.

Sa performance ne peut s'expliquer que par le climat créé en France par l'affaire du voile islamique. M. Mérendol, par ailleurs secrétaire général de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, l'emporte nettement en revanche sur M. Jean-Pierre Maggi, maire (PS) de Velaux, qui était officiellement investi par la fédération socialiste du département. Le PS a essuyé, dans cette circonstance, un nouveau camouflet qui pouvait être cependant prévu en raison de l'influence de M. Vallet dans sa ville qui représente environ la moitié de l'électorat du canton. M. Vallet détenait le siège depuis 1982. De fait, M. Mérendol a obtenu 60 % du total de ses voix à Salon. M. Maggi, lui, seulement 17 %.

La gauche, en demeurant, n'a pas de quoi pavoiser. Elle est, en effet, minoritaire à Salon comme dans l'ensemble du canton, alors que M. Vallet avait recueilli, en 1988, 51 % des suffrages exprimés dès le premier tour (sans atteindre, pour deux cent vingt-huit voix, le quart des inscrits).

Le candidat unique de l'opposition, M. Antoine Toran, maire (RPR) de Lançon-de-Provence, perd, pour sa part, sept points par rapport au score réalisé par le candidat RPR en 1988 qui n'avait pas, il est vrai, de concurrent de droite. Absents du dernier scrutin, les Verts font, quant à eux, une percée remarquée avec 9,75 % des voix. Aucun candidat n'a franchi la barre des 10 % des inscrits, mais M. Adam et Mérendol sont autorisés à se maintenir et s'affrontent donc au second tour dont l'issue dépendra, essentiellement, du vote des électeurs de M. Toran.

M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a annoncé que le PS appellerait à voter pour M. Mérendol.

GUY PORTE

BOUCHES-DU-RHÔNE : canton de Salon-de-Provence (1^{er} tour).

Inscr., 47 666 ; vot., 18 444 ; abst., 61,30 % ; suffr. expr., 18 378. MM. Philippe Adam, FN, 4 268 (23,22 %) ; Maurice Mérendol, maj.p., 4 233 (23,03 %) ; Antoine Toran, div.d., 3 860 (21 %) ; Jean-Pierre Maggi, PS, 2 574 (14 %) ; Patrick Sauvage, écol., 1 791 (9,74 %) ; Jean-François Gapt, PC, 1 128 (6,13 %) ; Jean-Pierre Paulin, div.d., 520 (2,82 %) ; Jean-Max Jalla, div.d., 3 (0,01 %) ; Pierre-Louis Camasé, CNI, 1. Il y a ballottage.

Allier : canton de Jalligny-sur-Beaune (2^e tour).

Inscr., 4 120 ; vot., 2 992 ; abst., 27,37 % ; suffr. expr., 2 920. MM. Marcel Achard, PS, m. de Jalligny-sur-Beaune, 1 560 voix (53,42 %) ; ELU, Etienne Livronet, div. d., 1 360 (46,57 %).

[Le candidat socialiste, maire de la commune chef-lieu depuis mars dernier succède à Pierre Gourd (PS), récemment décédé qui occupait ce siège depuis 1949. Au premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 4 121 ; vot., 2 945 ; abst., 28,96 % ; suffr. expr., 2 786 ; MM. Achard, 1 233 voix (44,24 %) ; Livronet, 1 572 (55,76 %) ; Gérard Lamotte, PC, 292 (10,48 %) et Alain Campagnon, FN, 83 (2,97 %). En 1988, Pierre Gourd avait été réélu au second tour avec 1 871 voix (55,63 %) contre 1 492 (44,36 %) à M. Livronet, (UDF) sur 4 281 inscrits, 3 423 votants (soit 79,5 % d'abstentions) et 3 363 suffrages exprimés.]

Côte-d'Or : canton de Saint-Brisot-Nord (1^{er} tour).

Inscr., 10 515 ; vot., 3 465 ; abst., 67,04 % ; suffr. expr., 3 407. MM. Christian Daniel, div. d., 1 026 voix (30,11 %) ; André Gacel, PS, adj. au m., 840 (24,65 %) ; M^{me} Françoise Trabat, PC, adj. au m., 589 (17,28 %) ; MM. Marc Boivin, Verts, 483 (14,17 %) ; Raymond Blanc, FN, 221 (6,48 %) ; Gérard Gantier, div., 208 (6,10 %) ; Patrick Goufflon, UDB, 40 (1,17 %). Il y a ballottage.

[M. Claude Sauter, PS, élu sénateur le 24 septembre dernier, qui est maire de Saint-Brisot, a renoncé au siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1983 pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. Dans ce canton traditionnellement favorable à la gauche, le PS enregistre un recul sévère de plus de 20 % tandis que le PC en gagne 8,76. Bien qu'arrivé en tête, le candidat l'Union de l'opposition est en recul de 3,73 points. Le Front national, de son côté, progresse de près de deux points et les Verts, absents lors du précédent scrutin de 1988, ont obtenu de plus de 14 % des voix.

En 1988, M. Sauter avait été réélu au second tour avec 2 616 voix

(59,54 %) contre 1 777 (40,45 %) à M^{me} Madeleine Le Mor, UDF-FR, sur 10 701 inscrits, 4 253 votants (soit 57,45 % d'abstention) et 4 393 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 10 701 ; vot., 4 298 ; abst., 59,92 % ; suffr. expr., 4 193 ; M. Sauter, 1 884 voix (44,93 %) ; M^{me} Le Mor, 1 419 (33,84 %) ; Françoise Trabat, PC, 693 (16,52 %) et M. André Bourges, FN, 197 (4,69 %).

VAR : canton de Solliès-Pont (1^{er} tour).

Inscr., 13 340 ; vot., 6 714 ; abst., 49,67 % ; suffr. expr., 6 623. MM. Guy Menut, PS, m. de Solliès-Pont, 2 289 voix (34,55 %) ; Bruno Aycard, RPR, m. de Belgentier, 2 268 voix (34,23 %) ; Régis Chevrot, FN, 1 190 (17,95 %) ; M^{me} Clémentine Garbarino, PC, 493 (7,44 %) ; M. Claude Mouries, Verts, 384 (5,79 %). Il y a ballottage.

[Le Conseil d'Etat avait confirmé la décision du tribunal administratif d'annuler le scrutin de 1983 qui s'était tenu par la réélection de M. Menut (PS), conseiller général depuis 1974 et maire de la commune chef-lieu depuis 1976. Avec un nombre de voix rigoureusement équivalent, le conseiller sortant invalidé enregistre une progression de 2,64 % en raison d'une augmentation de l'abstention (+ 6,89 points). Son principal adversaire, M. Aycard (RPR), a réduit le handicap qui le séparait du conseiller sortant. Alors qu'en 1988, cet écart était de 426 voix, il n'est plus que de 21 suffrages. M. Aycard, qui bénéficie du soutien de l'UDF, progresse de plus de 8 %. Si le Parti communiste recule de 3,57 points, le Front national en gagne 7,48.

En 1988, M. Menut avait été réélu au second tour avec 2 544 voix (50,28 %) contre 2 508 (49,74 %) à M. Aycard sur 12 763 inscrits, 7 253 votants (soit 56,90 % d'abstention) et 7 052 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 12 731 ; vot., 7 284 ; abst., 42,78 % ; suffr. expr., 7 173 ; MM. Menut, 2 289 (31,91 %) ; Bruno Aycard, RPR, 1 863 (25,97 %) ; Françoise Pantaucet, UDF, 1 472 (20,52 %) ; Jean-Claude Cossu, PC, 790 (11,01 %) ; Eugène Roussignol, FN, 752 (10,48 %) ; M^{me} Marie Bus, écol., 7 (0,09 %).

Les débats au sein du PS

M. Mauroy rappelle à M. Fabius qu'il aura besoin un jour de tous les « mitterrandistes »

M. Pierre Mauroy a déclaré, dimanche 26 novembre, au « Forum » de FR3 et Radio-Monte-Carlo, qu'un vote des militants sur une motion de M. Laurent Fabius en vue du congrès du PS de mars prochain, à Rennes, « serait préjudiciable non seulement pour le parti, mais pour Laurent Fabius lui-même ». Le premier secrétaire du PS a expliqué que si le président de l'Assemblée nationale « veut arriver à ce qu'il souhaite un jour, peut-être, il lui faudra le rassemblement de tous les socialistes, de tous les mitterrandistes ». « Je ne pense pas », a déclaré M. Mauroy, que, au niveau où il est, il ait quelque chose à gagner à casser les mitterrandistes.

M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a déclaré, dimanche, que l'appel qu'il avait lancé avec son homologue de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, pour le rassemblement du courant mitterrandiste avait « déjà recueilli de nombreuses réponses positives ». Le sénateur de Paris, faisant allusion à M. Fabius, a dénoncé comme « dérisoires » les « faux clivages que certains voudraient instaurer », et il a affirmé que le PS manquera « gravement » à ses responsabilités « si les débats de son prochain congrès se fourvoyaient en querelles personnelles, totalement inutiles ».

M. Mermaz a déclaré, lundi matin 27 novembre, sur TF 1, qu'il entend « rassembler pas seulement un côté, mais les deux » et que l'unité du courant mitterrandiste suppose que la direction du PS « transforme profondément ses méthodes de gouvernement et de gestion du parti, pour que chacun soit impliqué ». « Il faut que Laurent Fabius, a dit M. Mermaz, se sente bien dans sa famille, que, dans ce noyau central du parti, il soit pleinement reconnu, qu'il ait sa place entière. Il n'est pas néces-

saire de se compter pour parvenir à ce résultat ».

M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications et de l'espace, partisan de M. Fabius, a soutenu, samedi 25 novembre, à l'occasion de la célébration des soixante-dix ans de gestion socialiste de la commune de Wahagnies, dans le Nord, qu'il faut refuser « les débats subalternes » et que, « dans un parti démocratique, c'est aux militants de s'exprimer ». Citant Pierre Mendès-France, M. Quilès a déclaré que « le contrôle souverain des militants dans les partis est indispensable ».

Dans le département voisin, celui du Pas-de-Calais, où il présentait aux militants socialistes, le même jour, sa contribution, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a déclaré que les événements d'Europe de l'Est ont pour conséquence d'« accroître l'importance du congrès de Rennes » et la nécessité d'y parvenir à une « synthèse ».

Pour M. Poperen, il est peu probable qu'un tel accord entre les divers courants du PS puissent être obtenu lors de la réunion du comité directeur le 13 janvier prochain. M. Jean-Marc Ayrault, député de la Loire-Atlantique, maire de Nantes, proche de M. Poperen, a expliqué, dimanche, au « Grand Jury RTL-le Monde », que la synthèse doit se faire « au congrès et pas avant ». M. Ayrault refuse une entente « d'appareils, entre quelques-uns qui se mettraient d'accord au cours d'une nuit pour se répartir les places ». Pour le maire de Nantes, le congrès de Rennes « doit être celui de la libre parole », un congrès « décisif », dont la « question principale [sera] de savoir comment on peut assurer un plus juste partage dans une société développée comme la nôtre, comment on peut créer les conditions de la justice sociale et comment on peut redonner confiance à [une] base sociale qui est, aujourd'hui, désemparée ».

TENTATIVE



PAR 100 AIR PORTUGAL

L'accueil. Pour vous seul. Votre siège préféré, près de la fenêtre.
Une coupe du meilleur champagne. Ou deux...
Et puis votre repas, cuisine portugaise: une cuisine qui monte. Vins fins portugais: des vins de haute volée. Et un service à la hauteur.
Un vrai restaurant, rien que pour vous, en plein ciel. Vous le retrouverez à chaque fois que vous prendrez la classe «Navigator».

Avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.
Celle qui reconnaît la bonne cuisine.
Alors tenté?



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



50 من الاموال

VER
VANTS:

La programmation militaire à l'Assemblée
Mistral, les missiles du sida en France en 1990

15 Danse : Jérôme Robbins à Paris
16 Musique : un entretien avec David Byrne

17 Les prix du cinéma européen
21 Voile : autour du monde en solitaire

L'enquête fiscale et judiciaire sur M. Jacques Médecin et la gestion de Nice Opéra

Les comptes d'un maire sous les feux de la rampe

Inculpé d'ingérence, le maire de Nice, M. Jacques Médecin, fait l'objet de plusieurs enquêtes, fiscales et judiciaires. Policiers et inspecteurs des impôts passent au crible la comptabilité des associations municipales et des sociétés d'économie mixte. Un objectif : savoir à quoi ont été utilisées les importantes subventions accordées aux associations par la ville et dont une partie a été versée sur des comptes situés à l'étranger, dans des paradis fiscaux.

En 1986, un proche de M. Médecin avait assuré à la douane que le maire de Nice était l'un des bénéficiaires de cet argent. L'enquête fiscale demandée alors à M. Alain Juppé, ministre du budget de M. Chirac, avait été bloquée. Cette enquête redémarre aujourd'hui.

NICE

de notre envoyé spécial

Ce n'est encore, certes, qu'un frémissement, mais il est plus sûr à le penser : cette fois M. Jacques Médecin est bien en difficulté. Le maire de Nice, lui, demeure confiant. Ou du moins, assure qu'il l'est. Cela fait si longtemps qu'on cherche à le chasser de sa mairie qu'il ne va pas s'en aller de ce poste. « Comptez sur moi », dit-il. Comme toujours, il va se battre. Il se bat déjà, refuse, promet de saisir les tribunaux et, pour l'instant, accable ses adversaires — préfet des Alpes-Maritimes ou secrétaire fédéral du Parti socialiste — de sarcasmes (Le Monde du 18 novembre).

Ses partisans sont ravis : la pièce est toujours aussi bonne et « Jacques » toujours lui-même ; il va, comme à l'habitude, retourner la situation. Bel optimisme. Car, cette fois, les investigations judiciaires menées depuis plusieurs semaines

par les policiers parisiens de la sous-direction des affaires économiques et financières, pourraient bien se révéler comme la plus dangereuse des épreuves qu'il ait à affronter. Le 17 novembre, par M. Pierre Bérard, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, M. Médecin fait mine de n'y voir qu'un « acte normal de procédure judiciaire », conséquence d'une « cabale » qui ne saurait aboutir. Pourtant au vu des pièces saisies au cours des perquisitions menées à Nice ces deux dernières semaines, l'instruction judiciaire pourrait ne pas en rester à cette seule qualification. Est en question désormais, non plus la publicité trop généreuse donnée par des associations municipales à une publication, l'Action Nice-Côte d'Azur, éditée par une société longtemps propriété du maire (c'est ce mécanisme qui est à l'origine de l'inculpation pour ingérence), mais l'ensemble du financement du « système Médecin », voire la provenance de certains de ses revenus personnels.

Ces questions se posent avec acuité après l'examen des pièces trouvées lors des perquisitions faites, le 27 octobre, aux deux domiciles personnels de M. Médecin — son appartement de fonction de président du conseil général, à la préfecture de Nice, et sa villa, sur les hauteurs de la ville — comme aux sièges des associations municipales. Dans le coffre de Nice Opéra, association chargée en principe de promouvoir à l'étranger l'art lyrique niçois, les policiers ont ainsi saisi une somme de 530 000 francs en billets de 500 F. Interrogés, les dirigeants de Nice Opéra ont été incapables d'en expliquer la provenance, déclarant ne pas savoir pourquoi cette somme se trouvait dans leur coffre. Or Nice Opéra est l'une des plus importantes associations qui gravitent autour de la municipalité. Depuis deux ans, elle concentre l'attention de l'administration des impôts.

Les comptes de Nice Opéra

C'est en effet en avril 1987 qu'une vérification fiscale est entreprise au siège de l'association. Vérification de routine, comme cela arrive à des milliers de contribuables, même à Nice. Organisme sans but lucratif, l'association gère l'Opéra de Nice. Elle a pour président-fondateur M. Jacques Médecin, pour directeur artistique M. Pierre Médecin, frère de Jacques, et pour directeur général

M. Lucien Salles, père de Rudy Salles, actuel député RPR des Alpes-Maritimes.

L'examen des comptes permettrait de constater que Nice Opéra, qui, en principe, ne vit que de subventions municipales (1) et de la vente des places de concert, verse de confortables salaires à ses dirigeants. En 1984, M. Pierre Médecin bénéficiait d'un traitement de 415 000 F, ainsi que de divers avantages en nature. Son épouse, M^{me} Eliane Schauf, caennaise, se verra offrir un cachet de 130 000 F pour trois semaines de prestations lyriques. Plusieurs fonctionnaires municipaux sont également rémunérés, directement ou indirectement, par l'association qui, par ailleurs, contribue au budget de Radio Baie des Anges, antenne privée récemment médiatisée créée par... M. Lucien Salles, qui y fait employer sa belle-fille, épouse de Rudy Salles.

En 1982, Radio Baie des Anges a signé avec l'Opéra de Nice une convention pour favoriser « la pro-

posée le premier versement trimestriel prévu par le contrat.

Sociétés en cascade

Explication apparemment simple mais que la poursuite de l'enquête va quelque peu malmenier. Bien qu'officiellement établie à Los Angeles, Costa Real est en réalité une société paramédicale aux activités insaisissables. Personne, d'ailleurs, n'attendra jamais les « nouveaux talents » qu'elle est censée découvrir pour l'Opéra de Nice ni ne verra les films vidéo qu'il lui faut distribuer. A Los Angeles, la société Costa Real ne dispose que d'une boîte à lettres installée dans les bureaux d'une autre société, Atlantis Investments Inc., aux capitaux exclusivement européens, notamment français. Atlantis gère deux branches d'activités : les produits alimentaires et l'investissement immobilier.

M. Jean Filippi, homme d'affaires proche de M. Jacques Médecin ainsi que de M. Jean-Dominique

L'architecte commence par nier, mais après une perquisition à son domicile, où sont saisis trois pistolets automatiques et six chargeurs, puis après une autre à son bureau où, dans un coffre dissimulé derrière une bibliothèque pivotante, les enquêteurs mettent la main sur des documents et des plans, il change de discours, reconnaissant avoir collaboré à plusieurs projets de casino à Saint-Martin et à Saint-Domingue. Oui, explique-t-il en substance, je me suis rendu à Genève et à Saint-Domingue pour y rencontrer les Fraton père et fils, ainsi que plusieurs de leurs collaborateurs, dont M. Scarbonchi, épéme patron du casino Ruhl de 1980 à 1981. J'ai visité des terrains et dressé deux avant-projets pour un casino-hôtel, mais l'affaire n'a pas connu de suite.

M. comme Müller

Les douaniers montrent alors à M. Marguerita son répertoire téléphonique ouvert à la lettre « M ». Y figurent, entre l'adresse de M. Claude Müller, important promoteur cannois, et l'adresse et le numéro de téléphone à Beverly Hills de M. Jacques Médecin, la mention : Bank of Cal Wilshire Bd 9401 - California 90210 - 07531942 - Sté Costa Real.

Explications de l'architecte : « Sur mon répertoire téléphonique figure, en regard du nom de M. Müller, la référence d'un compte à la Bank of California (sic) et de la société Costa Real. Ce compte n'appartient pas à M. Claude Müller mais à M. Médecin, Jacques. Quant à la mention de la société Costa Real, je ne sais pas ce dont il s'agit [...]. J'ai porté ces mentions parce que M. Médecin, au cours de l'un de mes voyages aux USA, me les a données [...]. Je n'ai jamais effectué de versement sur ce compte. »

Interrogé par la douane, M. Claude Müller a vivement nié avoir un compte à la Bank of California. Il a répété ses dénégations au Monde, ajoutant que la signature portait au bas du contrat établi entre Nice Opéra et la société Oceania Systems n'était pas la sienne. M. Marguerita n'a pu être joint.

En présence de cette découverte des douanes, les services fiscaux, avertis, ont tout naturellement cherché à vérifier si d'autres versements avaient été faits sur le même compte par d'autres associations niçoises. Fin mai 1987, le directeur des services fiscaux de Marseille demandait à sa hiérarchie l'autorisation de procéder à une vérification générale des comptes personnels de M. Médecin comme des comptes des associations municipales. Transmise à M. Juppé, alors ministre du budget du gouvernement Chirac, la demande fut refusée. De même, la découverte des

armes au domicile de M. Marguerita ne connaît pas de suite judiciaire : le parquet classe l'affaire et les armes furent détruites sans que, apparemment, elles aient été examinées. Interrogé à « L'heure de vérité », M. Chirac, dont, à la même période, Paris-Match avait, par hasard, photographié le carnet ouvert sur son bureau et portant l'inscription « affaire fiscale Médecin », expliqua qu'il s'agissait des revenus de la faculté (2).

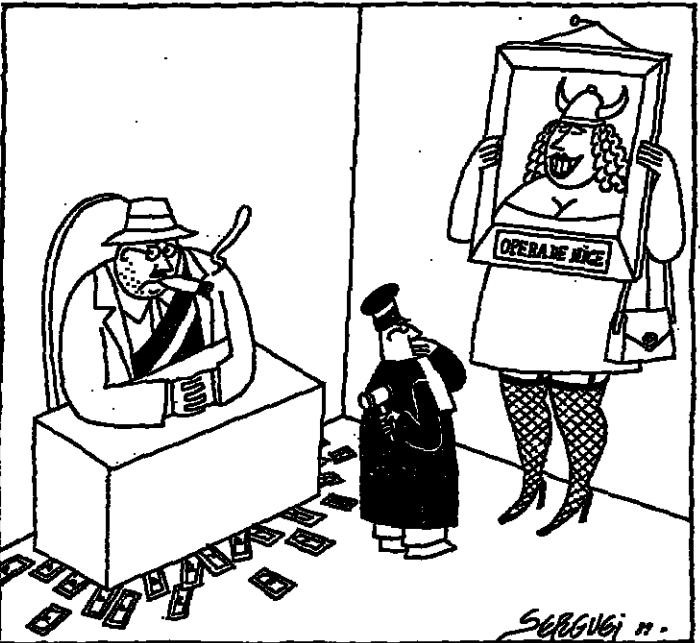
Deux ans plus tard, toute l'affaire est en train d'émarger à nouveau, grâce, notamment, à une modeste plainte pour ingérence déposée le 28 février par quatre conseillers municipaux socialistes. Chaque semaine, la police judiciaire procède à de nouvelles investigations. Le fisc, dont le responsable local a été remplacé, a entrepris des vérifications à grande échelle, passant au peigne fin la comptabilité des associations municipales et des sociétés d'économie mixte qui prolifèrent dans tous les secteurs de l'activité niçoise. Aux États-Unis, où le maire possède deux domiciles et de nombreux intérêts, plusieurs démarches sont en cours.

Cela suffit pour que des rangs de ses alliés montent les premières inquiétudes. « Nous pouvons préparer la liste pour la prochaine élection », confiaient certains de ceux-ci en quittant. Il y a quelques jours, les assises de la déformation où le maire de Nice, devant son ex-épouse, toute de blanc vêtue, et une foule de conseillers municipaux et généraux rassemblés pour l'occasion, avait violemment pris à partie ses adversaires. Plus prudent, M. Jean-Hugues Colonna, ancien député socialiste des Alpes-Maritimes, tempère ses rêves : « Les amis de Médecin ne l'abandonneront vraiment que lorsqu'il sera déjà tombé à terre. Avant... »

GEORGES MARION

(1) En sept ans, Nice Opéra, qui, de toutes les associations niçoises, bénéficie des subventions les plus importantes, a ainsi touché 242 957 316 F passant de 15 352 316 F en 1982 à 56 000 000 de francs en 1988.

(2) Le 7 avril 1988, à « L'heure de vérité », Albert de Roy avait interrogé M. Chirac : « Il y a un petit carnet sur lequel vous notez les choses. C'est très clair, on peut lire tout ce qu'il y a. Il y a une phrase : « Affaire fiscale Médecin ». Médecin avec un grand M. C'est quoi ? Juste c'est exposé sur la place publique ? ». Le premier ministre avait alors répondu : « C'est une demande très pressante que m'a formulée un des grands syndicates de médecins. Nous avons une négociation actuelle avec les médecins sur certains aménagements de la fiscalité des professions libérales, et des médecins en particulier qui ont des caractéristiques spéciales. Comme j'ai rencontré récemment ce responsable syndical je l'ai noté pour en parler à M. Balladur qui n'a peut-être pas en toute la rapidité nécessaire pour régler ces problèmes. »



motion de l'art lyrique et de la musique classique. Aux termes du contrat, l'Opéra de Nice s'est engagé à verser à la radio 1 000 F (hors taxes...) par heure de musique classique diffusée. En douze mois, du 1^{er} juillet 1983 au 30 juin 1984, Radio Baie des Anges touchera ainsi près de 800 000 F de « subventions municipales » qui n'ont jamais été votées par des édiles municipaux par ailleurs majoritairement acquis à leur maire. Dans cette somme figure un paiement de 122 158 F pour la diffusion, entre le 9 avril et le 13 juin 1984, des Vespres siciliennes, célèbre opéra de Giuseppe Verdi. Soit, à 1 000 F de l'heure hors taxes, quelque cent trois heures de diffusion d'une œuvre qui ne dépasse pas trois heures !

Ce n'est que le versant occasion d'une gestion qui va révéler bien d'autres aspects. Car au cours de leurs vérifications, les inspecteurs du fisc ont saisi un avis d'opération émanant de la Société lyonnaise de banque, établissement où Nice Opéra possède le compte numéro 40593178 J. Daté du 7 septembre 1983, le document informe Nice Opéra que, « conformément à votre ordre de transfert », la banque a fait vider au bénéfice de la « Costa RE Corporation, 1888 Century Park East, suite 209, Los Angeles, Cal 90067 » la somme de 12 000 dollars américains, soit l'équivalent de 97 464 francs français. La Morgan Guaranty Trust de New-York a été chargée du règlement, qui a été versé au compte numéro 075 31942 du bénéficiaire, à la Bank of California, 9401 Wilshire Boulevard, Beverly Hills, Californie.

Invité à justifier ce virement, Nice Opéra fait état d'un contrat qui le lie à Costa Real E. Corp depuis le 5 mai précédent. En échange d'une rémunération forfaitaire annuelle de 48 000 dollars, Costa Real est chargée de démarcher le territoire américain et d'y trouver de « nouveaux talents » pour l'Opéra de Nice. La société doit également « promouvoir, vendre, louer et distribuer tout le matériel vidéo produit par l'Opéra de Nice et choisi par la direction artistique de Costa ». Le versement de 12 000 dollars, assurent les dirigeants de Nice Opéra, repré-

Fraton, ancien patron en fuite du Casino Ruhl, constitue le lien entre Costa Real et Atlantis : il a présenté la première société, dont il a été le trésorier, aux dirigeants de la seconde, permettant de la sorte l'ouverture de la boîte aux lettres.

Les enquêteurs ne sont pas au bout de leurs découvertes et constatent que, très vite, Costa Real a laissé la place à Oceania Systems Ltd, société installée à Londres. C'est avec cette dernière que, le 3 janvier 1984, M. Lucien Salles, au nom de Nice Opéra, a signé la même convention qu'avec Costa Real, garantissant le versement d'une somme annuelle de 48 000 dollars. Au bas du contrat, un certain « Müller P. » a approuvé la convention. M. Müller P. a approuvé la convention de signature pour le compte d'Oceania. Costa Real, mise en sommeil, sera quant à elle dissoute en mai 1987, soit quelques semaines après le début de l'enquête fiscale.

Oceania Systems qui lui a succédé est en réalité une société de façade créée par un cabinet d'affaires de l'île de Man, paradis fiscal situé entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. Ses directeurs successifs seront tous domiciliés dans des paradis fiscaux analogues : à Anguilla (Antilles), à Douglas (Île de Man), à Guernesey. En 1985 et 1986, le chiffre d'affaires de la société est nul. Mais où sont donc passés les 48 000 dollars annuels que doit lui verser Nice Opéra ?

La question n'est toujours pas résolue mais, entre-temps, les services fiscaux ont mis la main sur un document dont l'antenne 2 a fait récemment état et qui éclaire une bonne partie des enquêtes d'aujourd'hui. Car, plus d'un an avant que ne commence l'examen des comptes de Nice Opéra, la douane avait fait, elle aussi, d'importantes découvertes. Le 16 janvier 1986, en effet, trois inspecteurs de la Direction nationale des enquêtes douanières (DNED), de Marseille, flanqués d'un officier de police judiciaire, viennent interroger M. Georges Marguerita, architecte niçois proche de M. Médecin. Apparemment bien renseignés, les douaniers veulent connaître la nature de la participation de M. Marguerita dans un projet de casino en cours de construction à Saint-Domingue.

Un redressement de 15,5 millions de francs

NICE

de notre envoyé spécial

Au grand dam de M. Médecin, qui ne manque jamais l'occasion de dénoncer la « gomme fiscale », la mairie de Nice est depuis plus de dix ans l'objet de l'attention toute particulière de l'administration des impôts. A la fin des années 70, déjà, M. Raymond Barre, qui ne l'aimait pas, avait tenté de réformer des affaires. Mais la réalité locale et la menace socialiste avaient rapidement imposé leur loi politique : M. Médecin était resté en place, soutenu par toutes les familles de la droite.

En 1981, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, une nouvelle vérification fiscale était lancée sur les comptes de M. Médecin. Elle devait aboutir, vers 1984, à un redressement de l'ordre de 2,5 millions de francs, montant toujours contesté par le maire de Nice et dont le tribunal administratif aurait dû, le 23 novembre dernier, débattre, si l'audience n'avait été reportée en extrême. Pour garantir sa créance, le Trésor avait néanmoins pris une hypothèque sur la villa de M. Médecin, Lou Sobran, à Gairaut. A cette hypothèque s'ajoute, à hauteur de 700 000 F, celle prise par M^{me} Claude Mailley, première épouse de M. Médecin, pour garantir l'exécution d'une clause du jugement de divorce.

Après des révélations du Canard enchaîné, en 1988, indiquant que le maire de Nice possédait un domicile à Beverly Hills, banlieue chic de Los Angeles, et de nombreux intérêts aux États-Unis, une nouvelle vérification était lancée. Invité à justifier l'origine de ses avoirs à l'étranger, le maire de Nice assura que sa nouvelle épouse, M^{me} Ilene Graham, était l'héritière d'une riche famille de parfumeurs, les Max Factor. Une affirmation contestée par le fisc, qui, après trois ans de silence, entre 1986 et 1989, a, en début d'année, imposé à M. Médecin un redressement de quelque 15,5 millions de francs, capital et pénalités confondus. Une nouvelle hypothèque sur la villa, de 9 millions à 10 millions de francs, est venue s'ajouter aux précédentes.

M. Médecin a, comme auparavant, contesté la mesure le visant, mais la commission départementale des impôts, organisme paritaire de médiation présidé par un magistrat de l'ordre administratif, a le 7 octobre dernier, confirmé la décision.

Le maire de Nice a annoncé qu'il emploierait tous les recours pour remettre en cause ce redressement. D'après une interview récente, ses revenus sont de l'ordre de 70 000 F par mois, et proviennent de ses indemnités de maire et de président du conseil général des Alpes-Maritimes. M. Médecin touche aussi un salaire versé par M^{me} Martine Daugreilh, jeune députée RPR de Nice, qui l'a déclaré comme son... assistant parlementaire auprès de la questure de l'Assemblée nationale.

G. M.

LES TRETEAUX DE FRANCE - JEAN DANET

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

présentent

sous leur chapiteau chauffé

LE MARIAGE DE FIGARO

ou

LA FOLLE JOURNÉE

BEAUMARCHAIS

mise en scène JEAN DANET

MICHEL LE ROYER, PATRICK RAYNAL,
VIRGINIE LEDIEU, EMMANUEL MONTES, GENEVIEVE BRUNET, PHILIPPE
BRIGAUD, GEORGES TERAN, JEAN-PAUL LAHORE, THIERRY MURZEAU,
CHRISTIAN DALIMIER, MAMA PRASSINOS, RENE BRETON, CATHERINE RIAUX,
CATHERINE VICHNIAKOFF, GEORGES SAINT-JALMES, COLETTE DEMAY

TRETEAUX DE FRANCE

MEAUX

JEUDI 30 NOVEMBRE 20 h 30

PLACE DU CHAMP DE FOIRE

SUCY-EN-BRIE

VENREDI 1^{er} DECEMBRE 20 h 30

ESPLANADE DU CHATEAU

COPIRODUCTION TRETEAUX DE FRANCE / CONSEIL GENERAL DE L'EUVE

5512 من الاموال

حکومتی اہل

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

La programmation militaire en seconde lecture à l'Assemblée

Un effort de défense face à une situation mouvante

Les événements en Europe de l'Est surprennent l'institution française de défense au moment où elle commence à changer sous le double effet d'un plan Armées 2000 de réorganisation des forces, qui devra être achevé en 1991, et d'une programmation militaire, qui lui fixe son équipement jusqu'en 1993. A peine conçues, ces deux planifications, censées maintenir l'effort national de défense juste au-dessus d'un seuil dit de « suffisance » qui reste difficile à interpréter, sont-elles rendues caduques par l'évolution de la situation en Europe ? Les députés devraient en débattre, lundi 27 novembre, lors de l'examen, en seconde lecture, de la loi de programmation militaire 1990-1993.

Parce qu'une construction de défense s'étale sur des décennies en raison même de la longueur du cycle de la production militaire, la réflexion qui cherche à la justifier a du mal à s'adapter à un état de la menace qui donne l'apparence de la versatilité. « Il est difficile, observe un officier général, d'imaginer une réponse sur le long terme à une situation aussi mouvante. » Aujourd'hui, même le vocabulaire des états-majors à l'Ouest a évolué. On ne parle plus de la « menace » mais du « défi » soviétique, en constatant, comme le remarque M. François Mitterrand dans son entretien récent au *Wall Street Journal*, que « la réalité est que le pouvoir militaire soviétique reste considérable ».

De cette réalité-là, les états-majors occidentaux ont une appréciation contrastée, à partir d'informations fragmentaires ou difficiles à organiser en un tout cohérent. On en aura une idée avec ce qui se passe en Allemagne de l'Est (GFSA). Certes, les 25^e et 32^e divisions blindées soviétiques, ainsi qu'une brigade d'assaut par air, ont commencé de se replier de ce territoire, conformément à un plan de retrait annoncé l'an dernier, applicable en deux ans et concernant également les unités

soviétiques en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais ces mouvements ont lieu de nuit, par voie ferrée, sous couvert de bâches, comme si l'on avait voulu laisser planer un doute sur la nature exacte et les quantités de matériels retirés. Et, dans le même temps, les services occidentaux enregistrent un renfort des moyens d'artillerie soviétiques en Allemagne de l'Est, un regroupement des hélicoptères de combat en régiments, une augmentation de nombre des Mig-29 en regard d'une diminution des avions d'assaut soviétiques stationnés dans cette région.

Un pacte moins « verrouillé »

Plus à l'Est encore, on constate que la construction des nouveaux porte-avions, du modèle du *Tbilisi*, semble avoir été ralentie. Mais le déploiement des missiles SS-18 et SS-24, des sous-marins stratégiques de la classe *Typhoon* et des nouveaux bombardiers *Blackjack* ou *Bear-H* (armés de missiles nucléaires de croisière) continue selon le même mode.

Bref, s'il change, « le bloc de l'Est ne disparaît pas en une nuit », observe un officier d'état-major. Le pacte de Varsovie est amoindri, en effet, et plus personne en Occident ne soutient qu'il est organisé en armées alliées prêtes à lancer sans préavis une offensive rapide de grande envergure. Avec des partenaires qui réapprennent, en raison des circonstances, à être de nouveau autonomes les uns par rapport aux autres, le pacte n'est plus aussi « verrouillé » qu'il l'a été. « La politique soviétique semble tourner le dos à la surenchère militaire », explique M. Jean-Pierre Chevènement.

Pour autant, considère le ministre français de la défense, « les incertitudes demeurent à plus long terme ». Après des décennies d'immobilisme, l'Est est ébranlé par des mouvements imprévisibles et des retournements de situation qui peuvent créer en Europe centrale des « métastases », pour reprendre l'expression d'un expert de la Commission de la défense à l'Assemblée — auxquelles nul ne s'attendait et dont la prolifération serait probablement incontrôlable. « Une course est ainsi engagée entre la construction de l'Europe de l'Ouest et la désintégration du

bloc de l'Est », estime un diplomate du ministère de la défense qui rentre de Berlin.

Curieusement, de ce point de vue, la conjonction sert un système de défense français qui est en cours de remaniement, d'abord, pour des motifs de saine gestion budgétaire.

Le plan Armées 2000 aboutit, indirectement, à une rétraction du dispositif militaire national. Il vise à permettre aux armées de rassembler leur implantation et leur commandement en regroupant les unités, les services et les états-majors à leur dispersion géographique allait à l'encontre de leur efficacité opérationnelle. Mais les conséquences sur le terrain n'en intéressent pas moins la communauté internationale. Autant que les promesses de Mikhail Gorbachev de réduire le potentiel soviétique en Europe en le concentrant chez lui, le plan Armées 2000 passe par la première étape sur la voie d'une diminution délibérée de la tension Est-Ouest sans sécurité moindre pour chacun.

Prendre son temps

De même pour la programmation militaire 1990-1993. Par prudence ou par prémonition, M. Mitterrand avait formellement indiqué qu'il ne se sentirait engagé que par le financement des deux premières années d'application de ce projet d'armement quadriennal. Sous-entendu : la France doit se donner le temps de tirer les enseignements de l'« effet Gorbachev » sur la sécurité en Europe. Deux années, 1990 et 1991, pour voir venir, en maintenant le cap à un rythme ralenti.

Certes, pour prendre quelques cas significatifs, l'armée de terre française devra attendre 1995 pour disposer de sa première division blindée à être équipée du nouveau char *Leclerc* ; le porte-avions *Charles-de-Gaulle* accusera deux ans de retard, et l'armée de l'air ne parviendra probablement pas à conserver en ligne les quatre cent cinquante avions de combat qu'elle juge nécessaire d'avoir.

Sans désarmer unilatéralement, la France suit l'exemple des pays qui, à l'Est comme à l'Ouest, réduisent leur « train de vie » militaire en ne remplaçant pas nombre pour

nombre, faute d'argent, les matériels qu'ils renouvellent.

Mais il a été décidé, pour l'instant, de sauvegarder l'essentiel de la programmation militaire, c'est-à-dire la dissuasion, y compris, à ce jour, les quelques cent vingt véhicules du missile *Aspide* préstratégique *Hadès* ou les quelques soixante-quinze charges nucléaires du missile *ASMP* qui forment, sans doute, la principale pierre d'achoppement ou, au contraire, la pierre angulaire d'une sécurité collective de l'Europe selon la tournure des événements.

Tous les « Meccano » possibles

Cette panoplie nucléaire est, comme la langue d'Esope, la pire et la meilleure des choses. La pire, si la possession d'un tel arsenal contribue à isoler encore plus la France vis-à-vis de ses propres alliés, avant que ses dirigeants ne soient contraints de la mettre sur la table des négociations internationales dans une Europe apaisée par la détente Est-Ouest. La meilleure, si cet arsenal nucléaire, destiné à empêcher la guerre, sert de point de départ à une construction communautaire de défense dans la perspective d'un retrait, de moins en moins incertain, des troupes américaines basées en Europe.

Telle qu'elle se présente d'ici à 1991, la programmation militaire française, loin d'être un catalogue du « surarmement » comme l'en accuse la PCF, laisse la porte ouverte à tous les « Meccano » possibles de sécurité en Europe, qu'ils soient inspirés par l'euphorie ou par le pessimisme ambiant.

En particulier, la planification française est fondée sur l'idée que moins il y a de crédits pour financer les programmes d'armement et plus il faut que les Européens coopèrent. Les Allemands, qui veulent privilégier leurs investissements à l'Est, devraient partager une telle ambition. Les Britanniques, qui voient le Pentagone restreindre sa collaboration transatlantique, pourraient renouer avec les Français pour réaliser un missile nucléaire aéroporté à longue distance qui — à la différence du *Hadès* plus court — n'effaroucherait ni les Allemands ni les « nouveaux » Européens à l'Est.

JACQUES ISNARD

ÉDUCATION

Pour développer la recherche

M. Jospin annonce la création d'un Institut des hautes études scientifiques universitaires

A l'issue de la première séance de travail du comité scientifique de la recherche universitaire présidé par M. Jean-Marie Lehn, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a présenté, dimanche 26 novembre, les grands axes de la politique de relance et de développement de la recherche universitaire qu'il entend mettre en œuvre. Il a notamment annoncé son intention de créer un institut national des hautes études scientifiques universitaires (IHESU), institut « hors les murs » permettant aux chercheurs de haut niveau de bénéficier de toute l'aide nécessaire à leurs travaux.

Selon les recommandations du Comité Lehn, il ne s'agit pas de constituer un nouvel organisme avec un siège, un statut, des structures, mais plutôt d'utiliser une simple démarche juridique pour créer des conditions optimales de recherche sur le terrain. L'idée est de mettre en place, d'ici à quatre ans, quelque deux cents chaires de recherche originales.

A titre indicatif, une soixantaine de « chaires seniors » (quatre par an), seraient réservées à des universitaires de renom. Pendant dix ans non renouvelables, ils bénéficieraient d'une dotation partielle de cours et de moyens mis à leur disposition pour se consacrer plus particulièrement à la recherche.

« Cela permettra, a déclaré le ministre, de reconnaître leur qualité tout en les autorisant à rester dans leur université et à continuer de leur « rayonnement », alors qu'actuellement un chercheur, s'il est reconnu, monte inéluctablement à Paris et accède au Collège de France, privant ainsi son université d'origine et ses étudiants de son prestige et de ses compétences. L'université concurrencée bénéficiera donc encore de lui, mais, loin d'être brimée financièrement, aura également un plus, puisqu'on lui accordera

systématiquement un poste supplémentaire pendant la durée de la nomination à cette chaire ».

Parallèlement seront créées, toujours dans le cadre de cet institut, des « chaires juniors » (une trentaine par an), destinées à des chercheurs débutants, et une vingtaine de postes de « visiteurs » pour accueillir des enseignants étrangers de haut niveau.

Ce dispositif original nécessitera la mise en place de modalités spécifiques de désignation des lauréats. Le Comité Lehn souhaite y être étroitement associé, mais ne peut prendre complètement en charge l'évaluation des dossiers. Des groupes d'experts devraient donc être constitués, à moins qu'une réforme du CNU, toujours envisagée au ministère de l'éducation, permette de traiter les dossiers de ces nouvelles chaires.

Reste le problème du financement de ces aides spécifiques à la recherche universitaire. L'augmentation modeste des crédits de la recherche dans le budget 1990 (+ 5 %), même assortie d'un petit coup de pouce (+ 1,5 %) qui sera inscrit au prochain collectif budgétaire examiné dans quelques jours au Parlement, ne donne guère d'aisance au ministre. Le financement des actions du futur Institut national des hautes études scientifiques universitaires (IHESU) passe donc par une meilleure répartition des crédits existants.

La direction de la recherche et des études doctorales du ministère réfléchit à une remise à plat de la recherche universitaire et de son financement. Elle souhaite, en complémentarité avec le CNRS, mettre en priorité l'accent sur les formations doctorales et les équipes de jeunes chercheurs. Par ailleurs, elle a proposé la mise en place de programmes de recherche thématiques et interdisciplinaires qui bénéficieraient de soutiens spécifiques (postes d'enseignants chercheurs et d'administratifs ou techniques). Parmi les thèmes envisagés par le ministère, le Comité Lehn, en a retenu quatre : sciences cognitives, informatique en recherche biomédicale, chimie de l'atmosphère et de l'hydrosphère, structure des molécules.

Le ministre envisage de renouer avec les grands organismes de recherche son financement aux équipes « associées » installées dans les universités. La répartition des charges de fonctionnement, en particulier, ne lui paraît pas équitable. Enfin, un sérieux tri parmi les équipes de recherche « recommandées » est actuellement à l'étude.

GÉRARD COURTOIS

La police évacue les étudiants étrangers qui occupent Paris-VII. — La police a fait évacuer, dans la nuit du 24 au 25 novembre, une vingtaine d'étudiants tunisiens et marocains qui occupaient depuis plus d'un mois, les locaux de l'université Paris-VII sur le campus de Jussieu à Paris. Ces étudiants, dont une dizaine observaient une grève de la faim depuis vingt-six jours, réclamaient leur inscription immédiate dans les universités parisiennes bien que leurs dossiers d'inscription soient parvenus hors délais (*Le Monde* du 18 novembre).

Occupation des locaux d'une organisation pour les handicapés. — Protestation contre leur licenciement qu'ils estiment abusif, les trois délégués du personnel et neuf autres employés d'une organisation charitable (la Ligue pour l'adaptation des handicapés physiques au travail, l'ADAPT) ont entamé, lundi 27 novembre, leur troisième semaine de grève avec occupation des locaux, dans le dix-huitième arrondissement de Paris. Estimant que le motif économique avancé par la direction est « fallacieux », le comité d'entreprise de la Ligue l'ADAPT s'est prononcé unanimement contre ces licenciements et le tribunal de grande instance a été saisi.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

REPÈRES

GRIPPE

Vaccination encore possible

Les premiers cas de grippe et de syndromes grippaux commencent à être signalés en France. Selon le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (daté 20 novembre), les deux virus les plus fréquemment isolés sont l'adénovirus et le parainfluenza. En outre, en particulier en Basse-Normandie, de nombreux cas de syndromes grippaux dus au virus respiratoire syncytial ont été notés. Dans ces conditions, plus que jamais la vaccination antigrippale est recommandée chez les personnes âgées de plus de soixante ans et chez certains malades (cardiaques, asthmatiques, bronchitiques chroniques, insuffisants rénaux et respiratoires, diabétiques). Le vaccin est gratuit pour les plus de soixante-dix ans et dans les cas suivants : diabète sucré, accident vasculaire cérébral invalidant, myo-neuropathie grave, insuffisance rénale, mucoviscidose, insuffisance cardiaque, insuffisance respiratoire chronique, valvulopathie, cardiopathie congénitale).

ENVIRONNEMENT

Manifestation contre la centrale de Golfech

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 25 novembre, sur la place du Capitale à Toulouse, pour protester contre le chargement du premier réacteur de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), qui doit effectivement démarrer en juin 1990 mais dont l'approvisionnement en combustible est actuellement en cours. D'autre part, six personnes ont commencé, lundi 27 novembre, un jeûne de protestation devant les grilles mêmes du site, à Golfech. L'opposition à cette usine, qui n'a jamais cessé depuis des années, s'est renforcée ces derniers mois, notamment après que plusieurs élus eurent exprimé leur inquiétude concernant l'impact de la centrale sur le régime des eaux de la Garonne.

Proposée

par des jeunes

L'idée d'une fête annuelle des enfants séduits le secrétaire d'Etat à la famille

« Je prends devant vous l'engagement de tout mettre en œuvre pour que la France soit au premier rang des pays pour l'application concrète de la Convention internationale pour les droits de l'enfant », a déclaré M. Michel Rocard dans un message aux participants d'un colloque organisé les 24 et 25 novembre au Sénat, à Paris, par l'Association française de défense des droits de l'enfant (AFDDE). Cette rencontre originale, placée sous le patronage du président de la République, a réuni des juristes, des éducateurs et plusieurs dizaines d'enfants et d'adolescents qui se sont longuement exprimés sur le texte adopté le 20 novembre à l'ONU après l'avoir étudié en détail. L'ensemble de leurs interventions figureront dans les actes du colloque (1).

Un dessin animé de quinze minutes a été présenté aux participants. Intitulé « Alice au pays des droits de l'enfant », conçu par Agnès Fichot, avocate et vice-présidente de l'AFDDE, il sera diffusé dans toutes les communes de France qui le souhaitent.

En concluant ce colloque, M^{me} Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat à la famille, a promis de mettre à l'étude l'une des nombreuses propositions exprimées au cours de la rencontre : l'organisation en France d'une fête annuelle des enfants.

(1) 8, rue de l'Amiral-Coligny, 75001 Paris. Tél. : 49-27-91-49.

Les lexiques Dalloz.

Justement



Dalloz - Les indispensables

lexique de termes juridiques

MÉDECINE

Selon le ministre de la santé

Huit mille personnes seront atteintes du sida l'an prochain

« Le nombre de nouveaux cas de sida déclarés devrait être de quatre mille en 1989 contre trois mille l'an dernier. Compte tenu des décès et de l'allongement de la durée de vie des malades, du fait des progrès thérapeutiques, le nombre des personnes malades est estimé à environ cinq mille aujourd'hui et devrait se situer autour de huit mille à la fin 1990 », a déclaré, samedi 25 novembre, M. Claude Evin, ministre de la santé, de la jeunesse et de la protection sociale, lors du colloque « Sida et société : quelles politiques ? », organisé par le Parti socialiste.

M. Evin a saisi cette occasion pour, chose rare, critiquer de manière très directe l'action de son prédécesseur. « En mai 1988, l'organisation de la lutte contre le sida se résumait à un conseiller spécial auprès du ministre et à deux ou trois postes de fonctionnaires au sein du ministère de la santé, a-t-il rappelé. Un budget de vingt millions de francs seulement était prévu pour 1988. Le ministre de la santé de l'époque a pourtant beaucoup parlé sur ce sujet. Je dois souligner que si M^{me} Michèle Barzach a été vigilante pour faire respecter les principes éthiques essentiels, sa volonté ne s'est affirmée que dans les discours et absolument pas dans les actes. Son budget et ses moyens étaient dérisoires, face à l'ampleur du phénomène ».

Selon le ministre de la santé, mille sept cents lits hospitaliers sont actuellement occupés par des malades atteints par le virus du sida, auxquels il faut ajouter près de mille cent consultations médicales quotidiennes. Cette année, près de cinq cent mille journées

d'hospitalisation et deux cent cinquante mille consultations auront été consacrées au sida. Dans les centres les plus concernés par cette maladie, le sida représente entre 2 et 5 % de l'activité clinique aiguë. Aux 430 millions de francs, qui ont été dégagés hors taux directeurs en 1989, viendront s'ajouter pour les hôpitaux publics 350 millions de francs l'an prochain.

Selon le ministre, ces sommes permettront d'investir en moyens techniques ; elles permettront aussi de financer les traitements coûteux et le recrutement des praticiens hospitaliers, des infirmiers et des assistants sociaux, soit au total près de quatre cents personnes au titre du sida l'an prochain.

« Je suis très vigilant pour éviter la création de toute structure exclusive vis-à-vis du sida, qui deviendrait vite ségrégative », a déclaré M. Evin. « Je tiens à rappeler très fermement qu'un enfant séropositif doit être accueilli à la crèche ou à l'école, comme tous les autres enfants. La formation, l'information des personnels et des parents doivent permettre d'éviter des attitudes de rejet ».

D'autre part, le ministre de la santé a rappelé que le budget de l'Agence nationale de recherche sur le sida, qui était de 150 millions de francs cette année, passerait à 180 millions de francs l'an prochain. « Le sida est révélateur des faiblesses de notre système de prévention », a déclaré M. Evin. « Comment parler de sexualité ? Comment éviter tout discours fondé sur la morale, sur la peur ? Comment mieux axer notre approche sur la responsabilité et l'information ? ».

JEAN-YVES NAU.

DANSE

Jérôme Robbins, le faune en liberté

L'auteur des ballets de « West Side Story » et Georges Balanchine le créateur du New York City Ballet, réunis au palais Garnier

La photo de l'affiche est bonne. On la voit partout. Dans le métro, dans la rue. Deux hommes, plus jeunes, perchés comme des rochers sur leur tabouret, assis côte à côte. Ils rient. En particulier le plus jeune, tout en dents et barbe blanches. Maintenant, six-vingt ans, présence physique, ils ont tout ! L'un s'appelle George Balanchine. L'autre est Jérôme Robbins. Le Père et le Fils. Ensemble, ils ont travaillé près de quarante ans au New York City Ballet, créé par Balanchine et son mécène, Lincoln Kirstein.

Créateurs et amis. L'un a inventé le classique contemporain. L'autre s'est offert le luxe de n'avoir jamais à choisir entre le ballet et Broadway. West Side Story aurait suffi à sa gloire, mais il faut ajouter Porgy and Bess, Un violon sur le toit, le Diable. Chose aussi quelques chorégraphes : Fancy Free, l'Après-midi d'un faune, la Cage, Noces... Toute une époque. Mister B. est mort en avril 1983. Jérôme Robbins vient de quitter ses fonctions au New York City Ballet.

Il ne veut pas parler de ce départ. Il n'a d'ailleurs qu'une demi-heure à vous accorder dans sa loge du palais Garnier avant d'aller inspecter les costumes (signés Anton Dolin) pour *In the Night*, le seul ballet du programme dont il ait la paternité (il date de 1970) et qu'il est venu enseigner aux danseurs de l'Opéra de Paris. Les trois autres ballets dansés dans la même soirée, *Le Fils prodigue* (1929, période des Ballets russes), *Sérénade* (1934, premier ballet créé aux États-Unis), et *Violin Concerto* (1972) sont signés Balanchine et enseignés aux étoiles de Garnier par Karin von Aroldingen, qui fut longtemps soliste chez Balanchine. Ainsi, qu'il soit bien clair après la rupture avec le NYCB, le répertoire de Balanchine n'est plus l'affaire de Robbins.

Depuis le jour où, membre du corps de ballet, il écrit à Balanchine une lettre désormais historique, qui disait en substance *use me anyway you want* (disposez de moi comme vous le voudrez), l'admiration de Robbins pour le maître n'avait point cessé de croître. À l'époque du temps. Demandée-lui, si Balanchine est en train de basculer dans l'histoire de la danse ou s'il est toujours autant d'actualité, il vous répond qu'il n'insistera pas sur le sujet. Quant à savoir si lui-même n'a pas incarné, en tant qu'artiste, le désir américain — brillant, écolo, technique — si cher à Balanchine, il se fait modeste : « Je ne m'en suis pas aperçu. Nous ne faisons que travailler. J'admire tout ce qu'il faisait. Comme pourrais-je dire qu'il fut ce qu'il était à cause de moi ? J'ai rencontré Balanchine sur le plateau de deux comédies musicales qu'il chorégraphiait. *Great Lady* et *Keep off the Grass*. Deux flops ! Je me rappelle aussi d'une traversée en bateau — je revenais d'Europe — où nous nous sommes retrouvés : nous n'avons cessé de parler. Ses idées sur la danse me provoquaient.

« J'ai étudié toutes les formes de danse : danse moderne, mais aussi danse orientale, danse espagnole. C'est mon gourou qui, dans les années 35, m'a conseillé d'acquiescer le vocabulaire du ballet. Dans ces années-là, le ballet et la toute jeune danse moderne ne se fréquentaient pas.

« Fallait-il de l'audace ou de l'inconscience pour s'attaquer aux



Jérôme Robbins

ballets du patrimoine Daghilev comme vous l'avez fait ?

« Quand j'ai chorégraphié l'Après-midi d'un faune, en 1953, et Noces, en 1965, plus personne ne les dansait. Ni n'en parlait ! Je me félicite de n'avoir jamais vu le ballet de Bronislava Nijinska (1) avant de faire mes propres Noces : j'ai pu ainsi garder la tête froide ! Ce qu'elle avait fait en se référant à l'œuvre de son frère était une réussite totale. Quant au Faune que je viens aussi de revoir, quel choc ! Non pas à cause de la scène finale, mais tout simplement parce que la danse en est absente ! En 1912, il fallait oser ! J'ai été ému de voir Petrouchka, car c'est Fokine lui-même qui m'a appris le rôle en 1940 à Mexico...

Roméo et Juliette

« Le virus de la danse vous vient-il de votre famille ?

« Pas du tout. Comme tous les enfants d'émigrés russes, juifs, mes parents ont voulu nous donner, à ma sœur et à moi, une solide éducation : concerts, opéras, musées, galeries. J'ai étudié le violon et le piano, et ma sœur la danse selon les préceptes d'Isadora Duncan... N'essayez pas de faire

de ma vie un feuilleton ! Balanchine et moi, deux Russes, deux chorégraphes, etc. Je suis américain, né à New-York et élevé dans le New-Jersey, juste de l'autre côté de l'Hudson, avec le paysage de la ville sous les yeux. Ce qui nous a réunis, c'est l'histoire de la danse en Amérique, celle en train de s'élaborer, qu'elle soit classique ou populaire, qu'elle vienne de la rue ou du folklore. Tout nous intéresse ! Nos origines russes sont bien différentes. Lui dansait à la cour impériale de Saint-Petersbourg. Mes parents étaient des pauvres paysans qui vivaient dans un village, qui fut tour à tour russe, polonais, puis à nouveau russe après la deuxième guerre mondiale.

« L'histoire de votre famille, émigrée aux États-Unis et en Israël, vous a-t-elle sensibilisée aux thèmes de l'intégration et du métissage qui sont ceux de *West Side Story* ?

« *West Side Story* ? Mais c'est Roméo et Juliette ! La violence, l'intolérance existent partout. En France, vous avez des problèmes avec les Arabes : c'est l'histoire des puritains américains face à l'arrivée des Italiens, des Irlandais, puis des Coréens, des Japonais, et aujourd'hui, peut-être, des Alle-

mands qui quittent l'Europe de l'Est.

« Voyez-vous une différence entre votre approche de la danse et celle d'une Twyla Tharp ou d'un William Forsythe ?

« Oui : ils sont plus jeunes que moi ! Ils ont l'énergie des années 80-90. Notre époque, je la vois, je l'observe, mais je n'y participe plus avec l'intensité qui est la leur.

Tout de même, le monde est petit : Rudolf Nouriev a joué en partie sa place à l'Opéra parce qu'il ne pouvait s'arracher à une tournée du *Roi et Moi*, dont l'auteur n'est autre que Jérôme Robbins (*le Monde* du 23 novembre).

Périodes de doute

Le chorégraphe reconnaît que son apprentissage du théâtre lui a donné des armes pour construire une comédie musicale, ou savoir introduire de l'humour dans le ballet. Il était au « Group Theater » où était enseignée la méthode Stanislavski. Il avait pour compagnons Elia Kazan et Lee Strasberg. Il a également fait partie du Yiddish Theater de New-York. Interrogé sur sa relation avec Leonard Bernstein qui a signé la musique de son premier ballet, en 1944, et de tant d'autres après, il recuse, plutôt sèchement, toute similitude possible entre eux.

Il est vrai que Jérôme Robbins est une personnalité étonnamment modeste. Célèbre dès ses débuts, il a pourtant, d'après ses proches, traversé des périodes de doute destructeur. Au sein du NYCB, il dit avoir apprécié sa liberté d'initiative — liberté qu'il essayait immédiatement sur des danseurs de haute volée. Il reconnaît volontiers qu'il n'avait pas le goût de diriger une compagnie.

Balanchine, probablement conscient des secrets angoissés de Robbins, lui avait livré sa recette : seule la création importait ; le succès n'était rien ; surtout ne pas traquer le chef-d'œuvre : il surgit toujours à l'improviste chez l'artiste qui travaille.

Et puis soudain, l'interview pèse à l'interviewé. Il esquive dans le couloir du palais Garnier quelques pas glissés pour se délasser d'avoir tant parlé. Le New York City Ballet lui rendra hommage au printemps 1990 : trente ballets de représentations au State Theater. « Quand je pense qu'il, à l'Opéra, il y a seulement douze productions en quatre mois... »

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Sœur de Nijinska, créatrice de l'Après-midi d'un faune pour les Ballets russes en 1912.

► In the Night, chorégraphie Robbins, musique de Chopin ; Violin Concerto, chorégraphie Balanchine, musique de Stravinski ; Sérénade, chorégraphie Balanchine, musique de Tchaïkovski ; le Fils prodigue, chorégraphie Balanchine, musique de Prokofiev, par les danseurs du palais Garnier : les 29 et 30 novembre, les 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8 et 9 décembre, 14-30, à l'Opéra de Paris. Tél. : 40-17-34-96 et 33-40.

THÉÂTRE

L'Est et l'Ouest à Saint-Etienne

La Convention européenne du théâtre vient de se terminer.

Il est trop tôt pour en évaluer l'impact.

Une chose est certaine : l'intérêt des spectateurs

SAINT-ETIENNE

de notre envoyée spéciale

De la dernière pièce de Copi, *Une visite inopportune*, vaudeville noir dont le héros est un acteur atteint du sida, Jorge Lavelli avait fait un spectacle violemment loufoque, et tendre. A l'opposé, Cherif, jeune metteur en scène italien (mais d'origine tunisienne) en a tiré — dans une adaptation de Franco Quadri — une comédie infiniment mélancolique, à laquelle il apporte la distance du rêve. Une sorte de brume onirique, par moments, se déchoie sur la froide réalité de la clinique où se meurt Cyrille, cabot impénitent qui a tant voulu jouer Hamlet, et garde jusque dans son agonie l'ironie brillante, l'autodérision cynique, le goût des bons mots qui définit généralement les folles parisiennes.

Tout se passe comme si l'esprit du malade, brouillé par des doses massives de calmants, fonctionnait en roue libre, comme si la perception faussée des visages, des bruits, des paroles, construisait un univers parallèle, partiellement autonome. Comme si à chaque fois que la lucidité reprenait le dessus, elle se révélait trop insupportable pour ne pas être refoulée par l'imagination. C'est peut-être la suprême défense contre la mort, c'est sans doute ainsi que Copi s'est défendu, on voudrait tant le croire.

Ce beau spectacle, joué avec une vitalité mordante qui rejette toute possibilité de mélo, produit par la ville de Bologne représentait l'Italie à la Convention européenne du théâtre, qui s'est terminée le 26 novembre. Organisée par la Comédie de Saint-Etienne, à Saint-Etienne même, elle s'étendait dans toute la région (qui d'ailleurs participait au financement de l'opération) jusqu'à Roanne ou Feyzin (*le Monde* du 22 novembre). Cette décentralisation extrême était due également au manque de salles dans la ville pour le nombre de spectacles, dix-huit en dix jours, donnés chacun trois fois.

En tant que telle, la Convention a reçu des aides de différents organismes, dont le ministère de la culture, des affaires étrangères par l'intermédiaire de l'AFAA (Association française d'action artistique) de la Commission européenne. Elle a invité des troupes de l'Est et chaque théâtre adhérent, parmi ceux appartenant à la CEE, a payé la venue de son spectacle.

Daniel Benoin, directeur de la Comédie de Saint-Etienne et promoteur de cette Convention, évaluait à douze mille le nombre global d'entrées, ce qui est beaucoup, puisque la plupart des troupes ne jouaient pas en français. La campagne d'abonnements de la Comédie comportait d'ailleurs une obligation de spectacle étranger. On a vu ainsi la grande salle pleine pour un *Opéra de quat'sous* polonais — décor romantique dégingé, avec nuit étoilée et murs suintants, avec aussi des gags et un jeu terriblement outrancier.

Pour le metteur en scène, il s'agissait, a-t-il dit, non pas d'une dénonciation satirique, mais d'un simple divertissement. La question est de savoir si l'*Opéra de quat'sous* est vraiment fait pour ça. Surtout, les chansons de Brecht et Kurt Weill, dans une autre langue que l'allemand, semblent toujours fausses, comme doublées. Et quand on voit la pièce à Berlin, l'idée s'impose de ce que devait être le

choc à la création en 1928, dix ans après la fin de la guerre, en plein désastre économique avec cette histoire de chômeurs clochards, de corruption, de deux copains de guerre, l'un devenu chef de la police et l'autre, truand. C'est cette force-là qui est dans la musique de Kurt Weill et dont il faut retrouver l'impact.

Ubu à Feyzin

Les habitants de Saint-Etienne n'ont pas hésité à faire cinquante kilomètres en car pour aller jusqu'au centre culturel de Feyzin voir *Ubu* en hongrois par le Katona Jozsef de Budapest (qui avait présenté les *Trois Sœurs* pour le Théâtre de l'Europe en 1987). Un *Ubu* truculent dans un décor de cave aux murs sales, des poutres de menuiserie rouillées, des passerelles, un air de fin du monde, un petit orchestre qui fait les musiques d'ambiance et les bruitages, des pancartes qui indiquent les changements de lieux, des acteurs aux allures de poupées de chiffons qui auraient été abandonnées pendant des lustres dans la poussière d'un grenier. Mais, tous, ils font rouler le spectacle avec une frénésie, une énergie joyeuse, triviale. Ils y vont dru, ils y vont fort, et c'est bien ainsi. *Ubu* n'est pas de la dentelle, c'est une simple farce que l'on ne peut ni développer ni faire dévier, car alors elle devient sinistre.

La Convention européenne du théâtre s'en tient à la formule classique des festivals d'accueil : accumulation de spectacles dispersés, pour un nombre limité de représentations. Une reprise décentralisée du Théâtre des Nations. L'intérêt immédiat vient des éventuelles perles rares à saisir. L'intérêt véritable dépend des retombées du festival, de ses prolongations. Il est trop tôt pour savoir. Mais il reste au prochain Théâtre de l'Europe à trouver une formule complémentaire, qui permettrait d'amener au théâtre un public européen.

COLETTE GODARD

Les instants les plus turquoises ne sont pas les plus chers

NOUMEA

VOL ALLER RETOUR A PARTIR DE

8 900 F

5, AV DE L'OPERA 4273 1064 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

A SAINT LAZARE FACE A LA GARE

COSTUMES VESTES BLOUSONS PANTALONS CHEMISES ET TOUTS VETEMENTS POUR LES HOMMES FORTS

15, place du Havre 43.87.34.64 Ouvert le lundi

rafal

ET A NICE, CAP 3000, NIMES (M. C&S)

THEATRE DE SARTROUVILLE

«Un éblouissement pour tous»

OPERA DE PEKIN

Ville de Dalian

Une tournée qui commence à Sartrouville

Du 30 nov. au 5 déc. - Location: 39 14 23 77 - BILLETTEL

CINÉMA

Le palmarès du Festival d'Amiens

Corps perdus, du réalisateur argentin Eduardo di Gregorio, a obtenu samedi 25 novembre le Grand Prix du neuvième Festival international du film d'Amiens. Le prix d'interprétation féminine a couronné son héroïne, Laura Morante.

Le jury a accordé une citation spéciale à *Boni*, du Soviétique Nicolas Stankine, tandis que son

interprète principal, Vladimir Stekolov, a obtenu le prix d'interprétation masculine, ex aequo avec Tito Haas, pour *Marriage secret*, d'Aléandro Agresti (Argentine).

Le prix du court métrage a été décerné à *Perto de Rio*, de Frédéric Cassidy (États-Unis). *Flying Fox in a Freedom Tree*, du Néozélandais Martyn Sanderson, a reçu le prix de la ville d'Amiens.

Cinéma et tolérance dans le Val-de-Marne

Douze villes du Val-de-Marne présentent jusqu'au 5 décembre, les Journées cinématographiques contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Organisées par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), ces journées se proposent d'explorer un pays pour mieux le comprendre. Elles proposent cette

année un panorama du cinéma brésilien, du cinéma Novo, avec *Rio Zone Nord*, de Pereira Dos Santos, aux productions des années 80 : *Opera di Malandro*, les *Fustils*, de Ruy Guerra ; *Terre en transe*, de Glauber Rocha, ou *Quilombo*, de Carlos Diegues.

► Tél. : 43-77-58-60 et 43-77-50-56.

مسكن من الاحول

MUSIQUES

Le périple du gringo

David Byrne à la découverte
de la musique latino-américaine

C'est l'histoire d'un intellectuel new-yorkais qui s'est retrouvé chef et chanteur d'un ensemble de salsa-samba parce qu'il aimait danser mais ne supportait pas le disco. A l'occasion de l'étape parisienne de sa tournée européenne, David Byrne, conscience du rock moderne et surtout compositeur-parolier-chanteur-guitariste des « Talking Heads », a retracé les déambulations musicales qui, du Spanish Harlem de Manhattan à Bahia, l'ont plongé dans l'océan musical latino-américain dont il a ramené un album et un orchestre. En pleine vague disco, il y a donc une dizaine d'années, David Byrne a trouvé à assouvir sa soif de guincher dans les clubs de Manhattan. Comme il est d'un naturel curieux et méthodique, il s'est mis à collectionner les disques, à faire connaissance avec les musiciens.

Deux ans après son entrée en fanfare à la tête des Talking Heads, David Byrne n'a pas changé : lisse et juvénile, propre, avec son ombre de nervosité, il raconte la genèse de son aventure : « Il y a quatre ans, Jonathan Demme m'a demandé une chanson pour la bande originale de *Dances with Wolves*. J'ai accepté à condition de la faire avec Celia Cruz, qui est ma chanteuse préférée. » La reine de la salsa a accepté et Byrne a composé *Loco de Amor*, avec l'aide de Johnny Pacheco, l'homme-orchestre de la scène caribéenne new-yorkaise. Après ce baptême, Byrne est descendu plus au sud, a passé l'équateur et s'est lancé à la découverte du Brésil. Avec la foi des convertis, il s'est mis à compiler des cassettes pour ses amis puis a convaincu deux maisons de disques de sortir deux albums réunissant les classiques du pays (*Beleza Tropical*, sur Pathé ; *O Samba*, sur Luaka Bop-Warner), deux introductions à la musique brésilienne à l'usage des Occidentaux curieux (notes de pochettes copieuses, choix éclairé).

Costume
tropical

Rei Momo était la continuation logique du voyage du gringo : le premier album solo de David Byrne (si l'on exclut ses musiques de film et sa partition pour *The Catherine Wheel*, le ballet de Teyla Thaw), quinze chansons aux formats brésiliens et caribéens : pagode, cumbia, merengue, charranga, mapey... « Cette musique m'a libéré, j'ai pu laisser libre cours à mon côté crooner », répond Byrne quand on lui fait remarquer que *Rei Momo* (le roi Momo, souverain du carnaval de Rio, couronné chaque année) est un disque chaleureux et accessible, ce qui n'est pas en général la caractéristique première de sa musique. Une précision utile quand même : « Les textes sont restés plutôt simples, heureusement la musique est plus enthousiaste. »

Entouré de quelques-uns des piliers de la musique latino-



David Byrne.

américaine (Pacheco, Yomo Toro, Willie Colon), David Byrne s'est glissé dans son costume tropical sans difficulté : « Je connaissais déjà certains rythmes. Sinon j'ai composé avec une boîte à rythmes chez moi. Quand je faisais écouter la musique aux musiciens, ils me disaient : ça c'est une pagode, ça de la samba, ça de la bossa nova. »

Tout ceci ne pouvait que se terminer sur scène. A la Cigale, la semaine dernière, on a vu des choses étonnantes : David Byrne entraînant Margareth Menezes, l'excellente chanteuse bahianaise invitée pour la tournée, et danser le merengue comme un collégien qui a répété des heures devant sa glace. Surtout, versatile, souple et puissant, un orchestre. Un mot plus approprié que le traditionnel « groupe » : comme le fait remarquer David Byrne : « Tous les musiciens sont capables de lire une partition, alors que quand on joue du rock sur scène, le mieux que l'on puisse faire est d'essayer de se rappeler ce qu'il faut faire à un moment donné. »

Barrios
new-yorkais

La science instrumentale nécessaire à l'exécution de la musique latino-américaine est sans commune mesure avec celle que

requiert le rock. Surtout quand il faut passer d'un moment à l'autre de la musique des barrios new-yorkais, idiome d'origine de la plupart des musiciens, à celle des favelas brésiliennes. David Byrne a voulu ce métissage et le résultat fait plaisir à entendre : la solution de continuité entre les deux domaines passe par leurs racines africaines communes, mises en évidence sur disque comme sur scène par une profusion de percussions, congas et timbales hispaniques ou brésiliennes. La dimension pédagogique de l'expérience est évidente : le gros du public (dans la salle, mais on peut supposer que c'est également vrai pour le disque) est constitué de fans de Talking Heads. Et comme lors des concerts de la tournée Graceland de Paul Simon, il suffit d'un médiateur, d'une figure connue pour que des gens qui n'auraient sans doute jamais mis les pieds à un concert de Ray Barreto (ou de Ray Phiri pour Simon) se laissent aller d'abord à la joie de la découverte avant de se rendre à l'évidence : le plaisir que procure cette musique est aussi simple et immédiat que celui du rock.

Au printemps prochain, si tout va bien (les ventes de disques, la fin de la tournée européenne ; il faut beaucoup d'argent pour faire tourner quinze musiciens), David Byrne bouclera son périple : il ira jouer en Amérique latine, à la source même de la musique.

THOMAS SOTINEL
► Rei Momo : disque, cassette, CD. Luak Bob/WEA.

Piano sous la Pyramide

Sergei Edelmann fait ses débuts parisiens à l'Auditorium du Louvre

Quelles mains ! Grandes, souples, elles attaquent le clavier de mille et une façons différentes : de haut pour faire sonner le piano comme un orchestre ; les doigts bien plats pour le faire chanter ; elles pivotent aussi autour d'un point étonnamment souple, suspendues à des bras dont la trompeuse finesse des attaches cache une puissance apparemment sans limite. Pour ouvrir son récital, Sergei Edelmann avait choisi les *Bagatelles* op. 126 de Beethoven, pour ses débuts en récital à Paris, le 23 novembre. Avec leurs transitions abruptes, leurs phrases coupées à peine énoncées, écartelées entre l'aigu du clavier et ses notes les plus graves, elles sont d'une tristesse difficile.

Force
et abandon

Comme enfiévré dans une bulle, le jeune pianiste travaille les sonorités dans la profondeur du clavier, il dessine, avec une netteté d'autant plus remarquable qu'elle ne s'accompagne d'aucun excès, ces lambeaux de musique qui trouveront leur plein accomplissement dans les dernières sonates pour piano qu'il accompagne dans la vie du compositeur. On aimerait parfois plus de clairs-obscurs, moins d'évidences dans un jeu cruellement exposé par les limites d'un Steinway, certes flamboyant neuf, mais criard au-delà de

l'admissible et par une acoustique trop précise, si sèche qu'elle ne permet pas au son de s'épanouir dans l'espace. Un peu inquiet, on attend la *Fantaisie* de Schumann, l'œuvre pour piano la plus ambitieuse du compositeur sur le plan de la forme, celle qui a le plus besoin de grands espaces pour se déployer. Malgré ce grand piano sonnant comme un quart de queue, Sergei Edelmann réussit à bâtir un premier mouvement qui alterne avec bonheur intimité et bouffées de passion. Edelmann attaque le second mouvement presque avec douceur pour ensuite le conduire avec fermeté, enchaînant les épisodes avec science, gommant ce que ce mouvement peut avoir de claironnant. Ses doigts dérapent dans les terribles dernières pages, non parce qu'il manque de technique mais tout simplement parce qu'il se libère de la tension accumulée depuis le début du mouvement, fidèle à la musique de Schumann. Il prend des risques, les assume et s'en tire avec les félicitations des musiciens (aucun pianiste, même le plus solide, ne sait s'il franchira ce cap intact). Le finale respire large, regarde loin. Edelmann varie ses attaques, illumine son piano de couleurs tantôt foudroyantes, tantôt éclatantes ; soutient ses phrases par une pédalisation irréprochable et réussit à nous faire oublier l'acoustique trop mate

d'une salle qui n'est pas à la hauteur d'une des programmations les plus intelligentes et ambitieuses de la capitale. La seconde partie de son récital était consacrée à deux mazurkas et à la *Sonate en si mineur* de Chopin. Edelmann joue cette musique avec un étonnant mélange de force et d'abandon. Le premier mouvement de la sonate est solide, virtuose, fortement contrasté, trop peut-être pour les possibilités de ce piano acoustique, les seconds et troisième, en revanche, sont d'une perfection technique et d'une évidence musicale rares de nos jours. Ses doigts effleurant le clavier, parfois à la limite du silence, Edelmann libère les harmonies à la fois sombres et chatoyantes du mouvement lent, fait chanter le secret de l'une des plus grandes œuvres de Chopin. Le finale souffre en revanche d'une conception trop virtuose pour une salle si petite, si sèche, un piano si pauvre en couleurs en basses. Mais quelle présence, quelle grandeur conquérante, quelle imagination !

ALAIN LOMPECH

► A écouter : le dernier disque de Sergei Edelmann vient de sortir chez RCA. Il y interprète les deux concertos pour piano de Felix Mendelssohn, avec l'Orchestre symphonique de Bamberg et Claus Peter Flor. Un enregistrement digne d'être comparé à la légendaire interprétation de Rudolf Serkin.

Trois jeunes de l'IRCAM

Créations de Jarrell, Stroppa et Manoury
par l'Ensemble Inter Contemporain

En coproduction avec le Festival d'automne, l'IRCAM avait commandé une œuvre nouvelle à Mikael Jarrell et offert à Marco Stroppa et à Philippe Manoury les moyens de réaliser les commandes passées par le Festival et la Fondation Total. L'Ensemble Inter Contemporain, dirigé par Peter Eötvös, était de la partie et, dans la grande salle du Centre Pompidou, le Tout-Paris de la musique contemporaine a fait, comme aux grands jours, de la figuration intelligente.

Trait commun aux trois œuvres, des installations de microphones pour capter, amplifier ou transformer les sons des instruments, si raffinés qu'il faut une petite demi-heure pour chacune. La musique sort donc principalement des haut-parleurs et l'auditeur, qui a parfois du mal à identifier l'origine des sons, observe avec curiosité certains détails du jeu instrumental (celui du contrebassiste, par exemple, qui produit d'étranges grincements en passant l'archet sous les cordes dans l'œuvre de Stroppa) au point qu'il se demande s'il n'y a pas un peu trop de manipulations dans l'air.

Les critères d'appréciation, s'il en faut, doivent-ils être différents pour autant ? Il est difficile de prendre en compte les processus technologiques : évidents mais accessoires, au fond, car si tout cela sonne de façon encore inhabituelle, le propos d'artistes de cette envergure ne s'arrête pas là : ce n'est qu'un point de départ. Ainsi *Congruences* de Mikael Jarrell (Suisse, né en 1958) se présente d'abord comme une alternance de

plages réverses où la flûte et le hautbois chantent des mélodies presque pastorales, et de passages bachelés, nerveux, plus violents. L'ensemble de cette pièce de quinze minutes est animé par un authentique souffle dramatique ; l'effectif instrumental assez restreint sonne avec une grande plénitude et une vraie poésie des timbres et de la couleur.

Sonorités aigres
rythmes violents

Les sous-titres des trois mouvements de *Elet...* de Foyiglan, de Marco Stroppa (italien, né en 1959) : *vascillant*, *acharné*, *lancinant*, inflexible, escarpé, virulent, indiquent assez que le propos de l'auteur se situe aux antipodes de celui de Jarrell. Il a voulu exprimer ses réactions à la lecture d'un livre de Geymonat, intitulé *la Liberté* et ses trois pièces, assez brèves, sont marquées par un jeu instrumental toujours tendu, des sonorités aigres, des rythmes violents, instables. On ne s'installe jamais ; à la longue, on perd pied et l'oreille se rattache à des détails subtils mais un peu éparpillés.

Dans la *Partition du ciel et de la terre*, pour deux pianos, flûte et ensemble, Philippe Manoury (né en 1952) joue, en revanche, sur la durée : le premier des six épisodes de cette partition de quarante minutes fascine tout d'abord par la présence communicative qui s'en dégage. On est ému comme par la poignée de main d'un grand homme. C'est à la longue, quand le

maître continue de secouer vigoureusement la main qu'il ne veut pas lâcher, en fixant son interlocuteur dans les yeux, que l'on se prend à regarder ailleurs. L'attention fléchit au lieu de s'aiguiser ; on croit comprendre trop bien et l'on écoute mal. Puis on retrouve avec plaisir des citations de *Sepher* (pour flûte seule) et de *Piston* (pour piano), deux œuvres antérieures du même auteur, qui alimentent celle-ci. Mais c'est seulement quand l'orchestre arrête un développement qui finissait par devenir redondant (pour laisser place à une musique des sphères entièrement synthétique) que l'intérêt s'accroche pour ne plus faiblir. Un beau solo de flûte mène à la dernière partie, la plus longue et la plus variée : loin de tout didactisme, elle joue avec tout ce qui précède et justifie *a posteriori* ce qu'on avait jugé sévèrement.

Plus encore qu'un début, on est frappé par la maîtrise des rapports entre les sons instrumentaux directs et les transformations au sein d'une orchestration contrainte dans tous ses effets. Il faudra un peu de recul pour se rendre compte si ce que nous dit Philippe Manoury à travers cette nouvelle œuvre possible l'intensité qui se dégage de *Zeislauf* (1). *Alpha* ou *Piston*. En attendant, on ne manquera pas la reprise d'une partition plus ancienne : *Numero 8*, dont la version définitive sera créée le 9 juin à Radio-France.

GERARD CONDÉ

(1) Récentement enregistré par Erato ECD 75552.

Sarah Vaughan
à Parischante-t-elle
encore bien ?

Chante-t-elle encore bien ? A chaque concert de Sarah Vaughan désormais, on se heurte à cette question. C'est une question particulièrement délicate. C'est une façon particulièrement basse de demander sans oser le faire : est-ce qu'elle est encore désirable ? Est-ce qu'elle n'est pas trop vioque pour compromettre mon propre désir (version masculine) ? Est-ce qu'elle est assez moche pour ne plus me faire de l'ombre (version féminine) ?

Un secret
intransmissible

Sarah Vaughan, même si elle chantait mal, chanterait encore infiniment mieux, avec une sensibilité infiniment plus bouleversante que, disons, Madonna, Sade, Cindy Lauper ou Vanessa Paradis. Rien ne peut faire qu'elle n'ait commencé à dix-neuf ans, en avril 1943, dans le Big Band Gillespie. Ils avaient moins de vingt-cinq ans et s'habillaient comme des princes.

Il est possible que Sarah Vaughan n'ait plus l'éclat et l'étendue de ses qualités qui, de toute façon, étaient proches de l'intransmissible : la tessiture, le registre, la maîtrise du son et la perfection de l'invention. D'un autre côté, elle n'a pu désapprendre ce qui fait des chanteuses de jazz les porteuses d'un intransmissible secret : la mise en place, la diction, et cet air d'insolite de l'impossible qui se confond avec l'histoire du désir. C'est l'histoire des hommes et des femmes que ne peuvent plus répéter les hommes et les femmes d'aujourd'hui. Les temps ont changé et la forme du désir aussi. Mais il n'y eut tant de chanteuses de jazz qu'aujourd'hui et jamais si peu.

FRANCIS MARMADE

► Sarah Vaughan à l'Auditorium du Châtelet, les 28 et 29 novembre, à 20 h 30.

► Didier Lockwood au Sunset. — Le violoniste Didier Lockwood donnera une série de concerts du lundi 27 novembre au lundi 4 décembre au Sunset. Il jouera accompagné de sa nouvelle formation, Francis Lockwood aux claviers, Laurent Vernerey à la basse, le guitariste Jean-Marie Eloy et le batteur Lolo Pontieux. Le Sunset : 60, rue des Lombards, 75001 Paris. Tél. : 40-26-46-60.

EXPOSITIONS

Plexi trouble

Shiro Kuramata présente à la galerie Gaston
ses nouveaux meubles.
La transparence joue avec le faux

« Je n'ai jamais fait de réelle différence entre la nature et l'artifice », dit Shiro Kuramata, architecte designer né à Tokyo en 1934. Coupant court à toute la postérité contemporaine (le retour du bois, du fer forgé, de l'art décoratif), Shiro Kuramata a choisi de présenter à Paris son jardin extraordinaire : des chaises, des fauteuils, des vases, tous en plexiglas. Pas de sentimentalisme, ni de palettes végétales, à l'intérieur de ses meubles transparents ; la couleur se répand en brumes légèrement floues, digne d'une rose hélianthine, d'un bien de brométyl, qu'un docteur Jekyll aurait renversé en rêvant...

La réaction chimique est plus qu'un trompe-l'œil : les deux soliflores placés dans une épaisse dalle de plexi sont des tubes à essai. La pièce principale, un fauteuil, s'appelle *Miss Blanche*, prénom de l'héroïne d'un *Tramway nommé désir*. On a planté à l'intérieur des roses artificielles. Ses reflets bleus, à la fois denses, impalpables, accentuent l'illusion. Pour autant, le mot d'esprit n'altère ici ni la ligne ni la fonction : debout, on a vraiment envie de s'y asseoir, de plonger ; assis, on est presque aussi bien que dans l'eau.

La lampe
fantôme

Shiro Kuramata multiplie les citations empruntées au Pop Art, au groupe italien Memphis (auquel il a d'ailleurs collaboré). Sous la houlette d'Entore Sottsass, ce mouvement allait, à la fin des années 70, faire du design un jeu d'enfant : couleurs d'ice-cream, formes primaires, cubes, cônes, sphères, meubles dessinés comme des jeux vidéo sur des écrans d'ordinateur. Reste Federico Fellini, le maître à penser de Kuramata : « J'ai une envie, pour montrer la mer, il choisit de faire bouffer des vagues en tissu. »

Les meubles de Shiro Kuramata (édités par Vitra, Cappellini, Ixo), connaissent un succès d'indes (le best-seller, la *Lampe fantôme* correspond à dix mille exemplaires vendus en dix ans). Plus célèbre au Japon, en Italie, qu'en France — où Ego, une nouvelle galerie parisienne, diffuse ses créations, il réside des cafés, des showrooms, des boutiques, dont celles d'Issey

Miyake à Paris, Tokyo, Kyoto, New-York (chez Bergdorf Goodman). Deux pulls sur une étagère en grille, une robe posée sur une table en marbre. D'emblée le décor impose le silence, on passe tout de suite à l'essentiel : « Avez-vous ma taille ? »

Pourtant, lisse comme ses façades d'aluminium, son style se frotte, échappe aux classifications, aux échelles de la fameuse « esthétique japonaise », noire, unisexe, déprimante. Le Cappellini recentré de préférence à tous les jeux, trois secrets, éclairages en diagonale, ruptures insolites, maintenant, comme l'écrit Entore Sottsass, un « suspense permanent ».

Un semainier à dix-huit tiroirs dessine une courbe dans l'espace, des panneaux miroirs d'un salon de coiffure semblent flotter, mobiles. Les lieux, les meubles, de Shiro Kuramata sèment le trouble, parce que les vides deviennent des pleins, se pavent avec insolence. Un fauteuil club, « gonflé », et, malgré son dossier et ses accoudoirs jolis, il est ultra-léger, en fine résille de métal.

Il y a eu les draps en plastique, les meubles-japonais aux cases blanches remplies d'air. Cette fois encore, Shiro Kuramata brouille les pistes : « Le plexi est plus coquet que le verre. » Il montre, là, que la transparence, en dépit de la cote de « pureté » dont elle bénéficie aujourd'hui, se raje, se travestit, s'armure, se protège, avec des structures de métal coloré. Shiro Kuramata avait déjà employé le plexi dans les années 60. La rencontre-choc, ce fut « le débris d'un avion américain ». Il chercha avec cette matière-emblème du désastre, de la révolution technologique, à inventer des engins du troisième type (d'où les chaises en forme de capsules géantes chez Sella en 1967). Ici, loin des théâtres, des styles, des fantasmes fin de siècle, Shiro Kuramata ne revendique que le jeu, l'infinité des possibles, le plaisir du menti vrai.

LAURENCE BENVENISTE

► Shiro Kuramata chez Yves Gaston, 12, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 46-34-72-17, jusqu'au 1^{er} décembre. Exposition permanente : Ego, 40, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-78-35-30.

QUIÈME VOLUME
LA COLLECTION
MANIÈRE DE VOIR



COMMUNICATION

Le Festival du cinéma européen

Le mur en vedette

Après Berlin en 1988, avant Glasgow en 1990, Paris, capitale culturelle européenne de l'année, fête, samedi 25 novembre, le cinéma européen. De nombreux professionnels du Vieux Continent, et notamment ses réalisateurs les plus illustres, s'étaient mobilisés pour cette entreprise visant à décerner un grand prix récompensant un des films originaux des vingt-sept pays représentés dans la compétition et à exprimer l'espérance d'un renouveau du septième art européen. Confronté à la concurrence américaine et traversant mal les frontières, celui-ci est, en effet, en crise. Une grave responsabilité des médias, dénoncent Liv Ullmann, présidente du jury, et Istvan Szabo.

La voix encore belle, très grave, autoritaire, résonne dans le Théâtre des Champs-Élysées. « Il serait temps de réaliser enfin un cinéma européen ». Samedi 25 novembre, Marlene Dietrich a rompu un silence de dix ans pour saluer les prix du cinéma européen. Sans aller jusqu'à apparaître en personne, le message était enregistré, la comédienne a estimé « qu'il était temps d'y penser », a lancé la comédienne, tandis que, sur l'écran, défilaient les images de sa splendeur.

Elle était belle, cette soirée. Malgré un brin d'intellectualisme guindé, quelques aînés du direct cocasses, parfois fâcheux, ont fait oublier la langue de la Nuit des Césars. Seules les récompenses les plus lourdes et plus laides que le trophée compressé. Bercés par les discours nostalgiques de Frédéric Mitterrand, les cinéastes européens sont passés à côté du problème. Ils ont oublié que leur cinéma s'asphyxie de jour en jour. Ils ont préféré s'amuser. Sur la scène, on écorche les noms des réalisateurs comme s'ils étaient des illustres inconnus. Les films nommés subissent le même traitement et semblent venus de nulle part, les verront-ils d'ailleurs un jour ?

Au lieu des remerciements habituels (père, mère, fiancée, producteurs, acteurs, réalisateurs...), les intervenants saluent ceux de l'Est, et la fête commence avec des extraits de films muets — le langage universel. La révolte, dans le Cuirassé Potemkine ; la dénonciation de la guerre, dans J'accuse. Hanna Schygulla sort une pierre de sa poche et l'offre au cinéaste espagnol Pedro Almodovar. « C'est un morceau du mur de Berlin, qui va bientôt ressembler à un gruyère », lance-t-elle en remerciant chaleureusement Mikhaïl Gorbatchev.

Certains hommages ont la saveur de l'actualité. Le jury a notamment décerné un prix spécial à Joris Ivens, le cinéaste des révolutions, mort en juin dernier. « J'aurais aimé qu'il soit là pour vivre le grand souffle qui secoue actuellement l'Europe », regrette sa compagne. A l'exemple de Marlene Dietrich, Philippe Noiret, sacré meilleur acteur européen, a réveillé les troupes avec le coup de griffe au grand frère américain. « Hollywood n'a jamais réussi à réaliser une soirée comme celle-ci. » On se console comme on peut.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Quand Liv Ullmann et Istvan Szabo font le procès des médias

Liv Ullmann, Istvan Szabo... Ils étaient tous les deux ce matin-là dans le petit salon sombre d'un palace parisien. Elle, l'actrice norvégienne, longue, blonde, sans fards, avec des yeux bleu profond, et lui, le cinéaste hongrois, épaule, attentif, intense. Le Prix du cinéma européen les avait réunis au sein d'un jury qu'elle présidait. Et ils étaient très fiers du palmarès que, jusqu'au soir, ils se devaient de garder secret.

Droite, sur la banquettes de velours, elle jeta un œil vers son voisin et s'assura timidement : « Vous souhaitez bien nous voir tous les deux, ce n'est pas un malentendu ? » Non, ce n'était pas un malentendu et c'était à dessein que nous souhaitions confronter leurs idées sur les causes du déclin du cinéma européen, sur son incapacité à traverser les frontières, y compris celles des pays voisins et sur la capitulation des exploitants de salles et des patrons de télévision devant la boursasque venue d'outre-Atlantique. Alors, gravement, mais très déterminés, ils ont pris tour à tour la parole et ont pointé du doigt accusateur dans la même direction : les médias.

Liv Ullmann : « Vous, médias, êtes très coupables et ferez bien, avant d'enquêter sur les difficultés des films européens, de commencer par vous interroger sur votre propre responsabilité. Osez donc quelques parallèles ! Comparez simplement la façon dont vous évoquez les films et les artistes européens et celle dont vous promouvez les films et artistes venus d'Amérique en embrayant sur les campagnes de publicité conçues par Hollywood. Comparez la place accordée à cette merveilleuse manifestation du cinéma européen qui fait partie de votre culture à celle réservée habituellement aux Oscars américains ou au défilé de la mode sur les Champs-Élysées de Rambo ou de Batman. »

Istvan Szabo : « Vous, journalistes, êtes finalement piégés. Vous n'avez pas l'obsession de l'audience ou de la lecture. Vous aussi souhaitez l'adhésion du plus grand nombre et courez après l'opinion des gens en essayant de la devancer. Vous avez tellement peur d'être pris à contre-courant... Alors, vous ne prenez aucun risque et choisissez la facilité en apportant votre filet de voix dans le concert gigantesque orchestré par les « majors » pour lancer le même film dans le monde entier. Un film simple, carré, sans problèmes, sans interrogations : un film fast-food comme la nourriture du même nom. Mais vous n'avez ni le temps ni la disponibilité d'esprit pour vous intéresser à ce qui est profond, sophistiqué, exigeant, sur le plan de l'attention moins facile. »

Sans confitures

L. U. : « Quelle différence sur le plan de la qualité pourrait, entre ces films européens qui s'interrogent sur l'identité, la destinée des êtres, agissent comme des signaux sur des problèmes graves de société, offrent des perspectives, et ces films américains qui incarnent l'époque, mais ne posent pas de questions, ne suscitent aucune réflexion et paraissent gratuits. Ce sont des films violents et caricaturaux dénués d'émotion, de rêve, de sensibilité qui finissent par abuser aujourd'hui le public jeune en lui faisant croire que le cinéma se résume à cela. C'est faux, archi-faux ! Mais comment voulez-vous qu'imprégnée de ces films, la nouvelle génération supporte aujourd'hui les films européens, moins standards, plus profonds ? Je ne comprends pas la démission des critiques. Leur pouvoir pourtant est intact et ils sont libres de leurs choix. Alors, pourquoi ce silence ? »

I. S. : « Mais par peur d'être désavoués par le public ! Le critique a aussi renoncé à son pouvoir, ce privilège incalculable de distinguer un film atypique sans gros budget de promotion au nom de la qualité. Il lui préfère un film fédérateur, conçu pour ne contrarier ni les catholiques, ni les juifs, ni les musulmans, ni les riches, ni les pauvres, ni les incultes, ni les citadins, ni les ruraux. Un film qui se contente d'asseoir des platitudes — la vie est dure sans confitures — à toutes ses chances auprès des médias comme auprès du public. »

L. U. : « Mais le moins responsable est encore le public : il mange ce qu'on lui sert. »

I. S. : « On lui sert ce qu'il demande. »

L. U. : « Il ne demande que ce qu'on lui a appris à demander. C'est une question d'éducation. On n'enseigne pas assez à l'école le plaisir de la qualité. On ne raconte pas assez dans les journaux la saveur, la rareté de cette qualité. Et on ne donne aucune chance aux films européens qui ont pris ce parti. Simon, croyez-moi, le public comprendrait que Rambo et la Vie devant soi ne souffrent pas la comparaison. »

I. S. : « Ce dont on a besoin, c'est de militants de la culture européenne, de gens qui apprécient et défendent la civilisation, le mode de vie, les valeurs de l'Europe et qui se battent jour après jour contre la capitulation devant l'impérialisme américain. Car l'Europe, c'est justement le contraire de l'impérialisme, c'est le mélange pacifique des cultures et des traditions variées : c'est la tolérance. »

L. U. : « L'Atlantique crée un fossé énorme. C'est fascinant cette sensation d'être un artiste européen. Je ne sais comment la définir. Mais je me sens d'ici, je m'y sens des racines, une histoire, une légende. En Amérique, l'absence d'histoire est un sens à la vie et explique en partie ce matérialisme exacerbé que l'on retrouve dans son cinéma. C'est difficile de dire ce qui nous rend plus proches nous Norvégiens, Hongrois, Français, qui ne parlons pas la même lan-

gue, mais je sais que mon âme est très proche de la vôtre, bien plus proche qu'elle ne le sera jamais d'Américains. Il y aura toujours chez eux quelque chose de moi qu'on ne comprendra pas. »

I. S. : « Prenez trois grands cinéastes européens de nationalités diverses : Bergmann, Fellini, Bresson. Leurs films sont extraordinairement différents, ainsi que leur philosophie, leur cheminement. La base, pourtant, paraît la même. Prenez le thème de la difficulté des relations entre un homme et une femme et comparez Scènes de la vie conjugale, la Nuite, Divorce à l'italienne, voilà trois approches différentes d'un même problème. Et pourtant, on sent un fond commun, une forme de recherche qui fait qu'aucun de ces films ne pourrait être américain. Truffaut, Fellini, Wajda, la force de notre cinéma est justement dans notre histoire commune et dans nos différences. »

L. U. : « A condition que les cinéastes européens se défassent, eux aussi, de leur auto-indulgence — surtout dans les pays où le gouvernement a une politique d'aide particulièrement généreuse — à condition qu'ils renoncent à faire des films confidentiels, nombrilistes, complètement déconnectés parfois du public, qu'ils finissent par oublier — ce qu'il y a d'impardonnable dans ce métier, c'est justement d'être ému par soi-même. Enfin que chacun — médias, artistes, producteurs — ait conscience de sa responsabilité morale. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

Le palmarès

- | | |
|---|--|
| Film européen de l'année : Paysage dans le brouillard, de Theo Angelopoulos (Grèce). | Gaza Boszormenyi et Livia Gyarmathi (Hongrie). |
| — Meilleur réalisateur : Gaia Baramenyi pour Eldorado (Hongrie). | — Meilleur scénario : Maria Khmelikh pour la Petite Vera (URSS). |
| — Meilleur acteur : Philippe Noiret dans la Vie et rien d'autre (France) et Cinéma Paradiso (Italie). | — Meilleur compositeur : Andrew Dickson pour High Hopes. |
| — Meilleure actrice : Ruth Schoen dans High Hopes (Grande-Bretagne). | — Meilleurs chefs opérateurs : Ulf Brantås et Jorgen Persson pour les Femmes sur le toit (Suède). |
| — Meilleur second rôle : Edna Dore dans High Hopes. | — Prix spécial du jury : Cinéma Paradiso, de Giuseppe Tornatore ; la Vie et rien d'autre, de Bertrand Tavernier. |
| — Jeune film européen de l'année : 300 mil do Niaba, de Maciej Dejczer (Pologne). | — Le jury a également attribué trois prix spéciaux à Federico Fellini, Anatole Dautman et Joris Ivens. |
| — Meilleur documentaire : Rocks 1950-1953, de | |

Le mal-aimé

Suite de la première page

Ainsi les films français qui s'exportent encore un peu en Allemagne, en Italie, en Suisse et en Belgique ont pratiquement disparu des écrans en Espagne, en Grande-Bretagne ou dans les pays de l'Est.

Il faut se rendre à l'évidence : l'Europe, qui produisait encore il y a trois ans plus de films que les États-Unis, ne sait pas les faire circuler sur son propre marché. Dans chaque pays, les spectateurs, qui rêvent sur les stars d'Hollywood, ignorent vedettes et réalisateurs en vogue chez leurs voisins immédiats.

Les raisons de cette curieuse maladie sont d'abord économiques. Entre 1980 et 1986, les cinémas de la seule Communauté européenne ont perdu 345 millions de spectateurs. Des milliers de salles ont fermé leurs portes. Les écrans restants sont pris d'assaut par les films nationaux et la grosse artillerie hollywoodienne. Le cinéma européen, handicapé par la hausse des coûts de distribution et de promotion, est la première victime de cette pénurie de salles.

Le deuxième grand responsable est, à l'évidence, la télévision. Les chaînes préfèrent programmer la dernière sous-série américaine plutôt qu'un long métrage européen. Sur 1 330 films diffusés l'an dernier par les chaînes françaises, 9 % seulement étaient d'origine européenne. Et la situation n'est guère

meilleure dans les autres pays, à l'exception de l'Allemagne. Sous la perfusion permanente de produits américains, le spectateur perd peu à peu le goût des autres cinémas. « Il y a chez le programmeur de télévision une sorte de paresse intellectuelle, notait un des experts d'Eurêka audiovisuel lors des assises de Paris en octobre dernier. Il prend par habitude le chemin de Los Angeles pour faire son marché. Il ne prend plus la peine de visionner les films des pays voisins. Il affirme péremptoirement que le cinéma européen ne fait pas d'audience, alors que Channel 4 en Grande-Bretagne démontre tous les jours le contraire. »

Sortir de cette double impasse économique et culturelle ne sera pas aisé. On peut noter pourtant quelques signes encourageants. Les coproductions européennes se développent rapidement et trouvent le chemin des salles. La SEPT, chaîne culturelle franco-allemande, diffuse plus de cent-cinquante films européens. « Pour aller plus loin, explique M. Bernard Miyet, responsable d'Eurêka audiovisuel, les gouvernements pourraient aménager les cahiers des charges des chaînes et prendre des mesures incitatives pour favoriser la diffusion des œuvres de la CEE ou des pays de l'Est. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Renforçant sa présence aux États-Unis

Reed International rachète un éditeur de répertoire juridique

Le principal éditeur britannique, Reed International, a annoncé le 22 novembre le rachat de la maison d'édition américaine Martindale-Hubbell installée dans le New-Jersey. Le prix d'achat est de 303,7 millions de dollars (soit 2 milliards de francs).

Fondée en 1868, Martindale-Hubbell était contrôlée par la famille Carolan. La maison d'édition publie notamment un répertoire juridique comportant les coordonnées de 700 000 avocats et 44 000 cabinets juridiques américains et canadiens. Reed International contrôle déjà une maison d'édition américaine, R. R. Booker, spécialiste d'annuaires bibliographiques

pour les bibliothèques et une société d'édition britannique, Butterworths, qui publie des ouvrages juridiques. Le rachat de Martindale-Hubbell représente donc un complément intéressant pour Reed International.

Ce dernier a déjà racheté aux États-Unis, en juin, Travel Information Group, une société de journaux spécialisés dans l'hôtellerie et le tourisme appartenant auparavant à M. Rupert Murdoch (le Monde du 2 juin). Le chiffre d'affaires de Reed International pour 1989 sera de l'ordre de 17 milliards de francs et son bénéfice de 2,8 milliards de francs. Il est présent en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Extrême-Orient.

CINQUIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR



CES DISPARITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE

Partout dans le monde s'accroissent les inégalités entre une minorité gaspilleuse de ressources et le plus grand nombre dépourvu de tout. D'année en année, inexorablement, les riches deviennent un peu plus riches et les pauvres un peu plus pauvres. Jusqu'au cœur des pays prospères où lois du marché et impératifs économiques brisent les solidarités, liquident les acquis sociaux et multiplient les exclus.

Le Monde diplomatique analyse les mécanismes qui façonnent et structurent les disparités entre les hommes et les peuples, bloquant la longue marche vers l'égalité qui fonde le projet démocratique.

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS
100 pages — 38 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) — Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) — Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente du numéro 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

552 من الامم

صحة الإنسان

FAIT DIVERS

Tentative d'évasion à Fleury-Mérogis ?

Une Alouette au-dessus du filet

Alors qu'une centaine de détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) se trouvaient, dimanche 26 novembre, vers 8 h 35, dans la cour de promenade du bâtiment D 1, un hélicoptère Alouette s'est placé en vol stationnaire au-dessus d'eux. Deux personnes étaient à bord de l'appareil, sous lequel pendait un filin.

Toutes les conditions semblaient réunies pour une nouvelle évasion par la voie des airs. Mais le câble s'est accroché dans le filet tendu au-dessus de la cour et aucun détenu n'a tenté de le saisir. L'hélicoptère s'est alors déporté et a disparu en direction du nord-est.

Les recherches entreprises n'ont donné aucun résultat, la gendarmerie ne disposant que de renseignements contradictoires obtenus auprès de témoins pour identifier l'appareil.

Depuis l'évasion spectaculaire par hélicoptère, le 27 février 1981, de deux détenus, Gérard Dupré et Daniel Beaumont, la direction de Fleury-Mérogis avait fait poser un filet pour éviter une nouvelle évasion aérienne. Cinq ans plus tard, le 26 mai 1986, Michel Vaujour réussissait sa quatrième évasion, cette fois-ci à bord d'un hélicoptère piloté par sa propre épouse au-dessus des murs de la prison de la Santé, en plein Paris. La recette avait de nouveau servi, une troisième fois, avec la « belle » de Philippe Truc depuis la prison de Nice.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 novembre 1989 :

UN DÉCRET

N° 89-859 du 22 novembre 1989 fixant la liste des forêts et terrains à boisier ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts.

DES LISTES

Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs électriciens de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986 et en 1987.

Des candidats ayant obtenu à la session de 1986 et à la session de 1987 le diplôme de l'Institut national de formation des cadres supérieurs de la vente du Conservatoire national des arts et métiers.

D'admission en 1989 dans les écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles de Bordeaux, de Clermont-Ferrand, de Dijon, à l'Ecole nationale d'ingénieurs des travaux de l'horticulture et du paysage d'Angers et à l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes.

RELIGIONS

A Saint-Louis-des-Français

Le pape critique une « éducation développée en dehors de toute référence à Dieu »

Le pape a visité pour la première fois, samedi 25 novembre, la paroisse des Français de Rome, Saint-Louis-des-Français. Il a été accueilli par le recteur, Mgr René Séjourné, et les deux ambassadeurs de France auprès du Saint-Siège et en Italie, MM. Jean-Bernard Raymond et Gilbert Pérol. A propos du Bicentenaire, le pape a déclaré que, si c'est « en opposition au christianisme qu'a été proclamé l'idéal humaniste qui devait fonder une société renouvelée », avec le recul du temps, a-t-il ajouté, « ne

peut-on pas reconnaître, dans les valeurs de liberté, égalité, fraternité, le fruit d'une culture aux racines chrétiennes » ?

Liberté ne veut pas dire « Indifférence à Dieu ». Jean-Paul II a critiqué « l'organisation de la société et le type d'éducation développée en dehors de toute référence à Dieu ». Cette conception est l'héritage des « philosophes des Lumières et de celles qui ont jeté le soupçon sur Dieu, sur son Christ, sur son Eglise ».

In vino satanas

Le Frioul dans le nord de l'Italie est l'une des régions les plus réputées pour sa consommation d'alcool. Mgr Battistini, évêque d'Udine, avait organisé avec un expert de l'Organisation mondiale de la santé, des conférences sur l'alcoolisme, qui n'épargna pas son clergé. De là était née une association de prêtres anciens alcooliques

qui, pour aller jusqu'au bout du repentir, a demandé au Vatican l'autorisation de célébrer la messe en remplaçant le vin par du jus de raisin non fermenté... Une dispense que la congrégation pour la doctrine de la foi, au nom de l'abstinence, vient d'accorder. — (AFP.)

CAMPUS

Le succès de la « matière pénale »

Une centaine d'universitaires et de professionnels venus de France, de Belgique ou d'Espagne ont participé, les 24 et 25 novembre, à un colloque sur l'enseignement et la recherche dans le champ de la matière pénale, organisé par l'Institut de sciences criminelles de l'université de Montpellier I.

Le droit pénal est une discipline qui gagne du terrain à l'université, recoupant à la fois les préoccupations sécuritaires des Français et le vent de réforme qui souffle aujourd'hui sur le code pénal. Les chiffres sont là : 130 demandes d'inscription en DEA de droit pénal et sciences criminelles créés il y a cinq ans à l'université de Montpellier pour 25 places... Pourtant, sous-représentée en premier et second cycle, cette formation fait figure de parent pauvre de l'enseignement supérieur. Non seulement il n'existe que dix DEA en France, mais les instituts de sciences criminelles créés dans l'enthousiasme il y a une trentaine d'années réclament aujourd'hui des crédits d'heures d'enseignement supplémentaires.

Au-delà de ces souhaits tristement classiques se profile une nécessaire redéfinition de l'identité même de ce type de formation. Une première réponse a été apportée, il y a trois ans, par la Cour européenne des droits de l'homme, lorsqu'elle a mis en avant la notion de « matière pénale » incluant l'ensemble des sciences criminelles, comme la criminologie et la politique criminelle, par opposition avec le droit pénal, qui se limite à un système d'incriminations et de sanctions à l'encontre de criminels ou de déviants. De l'acceptation de cette nouvelle notion englobant l'ensemble des acteurs de la prévention et de la répression, dans une optique de réduction du phénomène criminel, découle des contenus d'enseignements plus diversifiés (psychiatrie, neurologie...) et des enseignants plus adaptés. « Les professeurs de criminologie de l'université de Montpellier sont des médecins, explique Christine Lazerges, directrice de l'équipe de recherche sur la politique criminelle de Montpellier, organisatrice de ce colloque. C'est par ce type d'approche que la matière pénale se développera et non pas grâce à des professeurs de droit pénal rattachés au droit privé. »

La logique voudrait alors que l'université s'ouvre vers un nouveau public, destiné à la magistrature, au barreau, aux carrières policières, mais aussi aux travailleurs sociaux soucieux de parfaire leur formation par ce type d'enseignement, ainsi qu'aux étudiants de sciences politiques qui ont besoin d'un complément d'études avant de s'orienter vers la fonction publique ou la haute administration. — (Correspondant.)

J. M.

CARNET

Naissances

Le docteur Pierre GUIGUI et M^{me} Costanza, sont heureux d'annoncer la naissance de

Alice,

le 4 novembre 1989

125, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly.

Mariages

Delphine BARBIER et Eric MEYER

sont heureux de faire part de leur mariage célébré à Londres le 18 novembre 1989, dans l'intimité.

Décès

M. et M^{me} Salomon Azoulay (Zouzon), M. et M^{me} Joseph Azoulay, M. et M^{me} Sam Azoulay, M^{me} Alice Azoulay, Les familles Azoulay, Nahmias, Abecassis, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès survenu en Israël de

M^{me} Rachel AZOULAY, née Nahmias, veuve du rabbin Eliahou Azoulay, Mochav Ramot Mitr (Israël).

On nous prie d'annoncer le décès dans la paix du Christ de

M. Henri BERAULT, croix de guerre 1939-1945, survenu le 23 novembre 1989, dans sa soixante-seizième année.

De la part de M^{me} Henri Berault, son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Berault, M. et M^{me} Jean-Claude Berault, M^{me} José Andouin-Berault, ses enfants, Isabelle, Anne-Laure, Pierre, Cécile, Simon, Marie, ses petits-enfants, Et toute la famille.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale le vendredi 24 novembre, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Vincennes dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ibis, villa Santos-Dumont, 75015 Paris.

Les familles Dongar et Batoni, profondément touchées par les innombrables témoignages d'amitié et de sympathie reçus à l'occasion du décès de

Léon DONGAR, adressent à tous leurs bien sincères remerciements.

M^{me} Jeanine Le Boucher, son épouse, Sylvie, Agnès, Philippe, Eric, Hervé et Francis, ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LE BOUCHER, le 22 novembre 1989, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu samedi 25 novembre dans l'intimité familiale à Jullouville (Manche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le président, Le conseil d'administration de la Société d'équipement général Et le personnel du groupe Société d'équipement pour l'Afrique, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Christian BULLIER, administrateur,

et lui garderont un souvenir reconnaissant et fidèle.

Anniversaires

Il y a deux ans disparaissait le compositeur

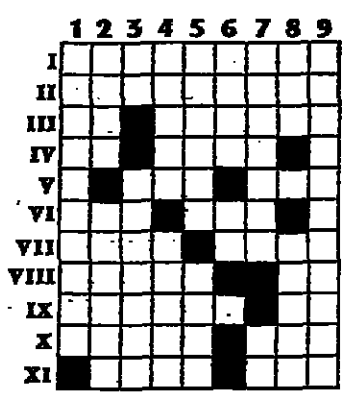
Paul ARMA,

« Tous a été grave dans sa vie puisque chaque acte a été vécu dans son sens le plus absolu et que chaque note a résonné comme une profession de foi. »

Ceux qui l'ont aimé se souviennent ! Messes anniversaires

L'Association UNA VOCE fête son XXV^e anniversaire le samedi 2 décembre 1989, en l'église Sainte Odile (métro Champerret). À 11 heures, grand-messe pontificale selon le rite traditionnel, à 16 heures, vêpres et salut.

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 5140

HORIZONTALEMENT
1. Peut être un homme qui n'aime pas les lentilles. — II. Grande affection pour les animaux. — III. Va avec tout. N'a aucune utilité pour celui qui cherche de l'argent. — IV. Interjection. Qui ne peut plus servir quand on parle mal. — V. Une étendue désertique. Devient très coulant. — VI. Portait des armoiries. Promesse de grains. — VII. En Angleterre, nom qu'on donne à une souris. Quantité d'îles dans la Manche. — VIII. Peut se faire dans un tube. Une bande d'étoffe. — IX. Un roi éphémère. Bercail pour des princes. — X. Un châteaumeuble. Va toujours avec mesure. — XI. Coule en Afrique. Endroit où l'on peut saigner.

VERTICALEMENT

1. Ralentit un débit. — 2. Capitale étrangère. Mousse, pour le serrurier. — 3. Partie de la Réunion. Quand elle est charbonnière, on peut en faire un plat. — 4. Forme un écran. Une région désertique. — 5. Utilisé quand on a besoin d'obscurité. Fournit une teinture. — 6. Dans le Nord. Lettres pour réparer l'oubli. — 7. Évoque évidemment une gène. Degré. — 8. Sur une côte bretonne. Peut être versé quand on est touché. — 9. Des gens de qui il ne faut pas attendre des fleurs.

Solution du problème n° 5139

Horizontalement

I. Aumônier. Choses. — II. Inévitables. — III. Lis. Oie. Acoustes. — IV. los. Ont. — V. Enigmatique. Agr. — VI. Eloï. Nursery. — VII. Art. Diable. — VIII. Agence. Era. Rasta. — IX. Solin. Sermon. Al. — X. Béa. Sou. Pré. — XI. Isar. Son. Effroi. — XII. Eon. Sciable. — XIII. Grouper. Alucite. — XIV. Et. Bon. Pierra. — XV. Rebute. Sises.

Verticalement

1. Allier. Assiéger. — 2. Union. Ego. Sorte. — 3. Messie. Albano. — 4. On. Glacier. Ubu. — 5. Neo. Morins. Spot. — 6. Irissit. Soins. — 7. Era. Espoir. — 8. R. R. Omdra. Na. — 9. Banquiers. Bain. — 10. Citeurs. Moelle. — 11. Hou. Esbrouffes. — 12. Ost. Elen. Cri. — 13. Avares. Proles. — 14. Est. Ay. Tard. — 15. Sur. Haloine.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Tél. MICROFID 206 136 F

Imprimé en France
12, r. M. Goussier
94822 IVRY
11000

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2637
Renseignements sur les microfilms et index du Monde en (1) 42-47-95-81

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____

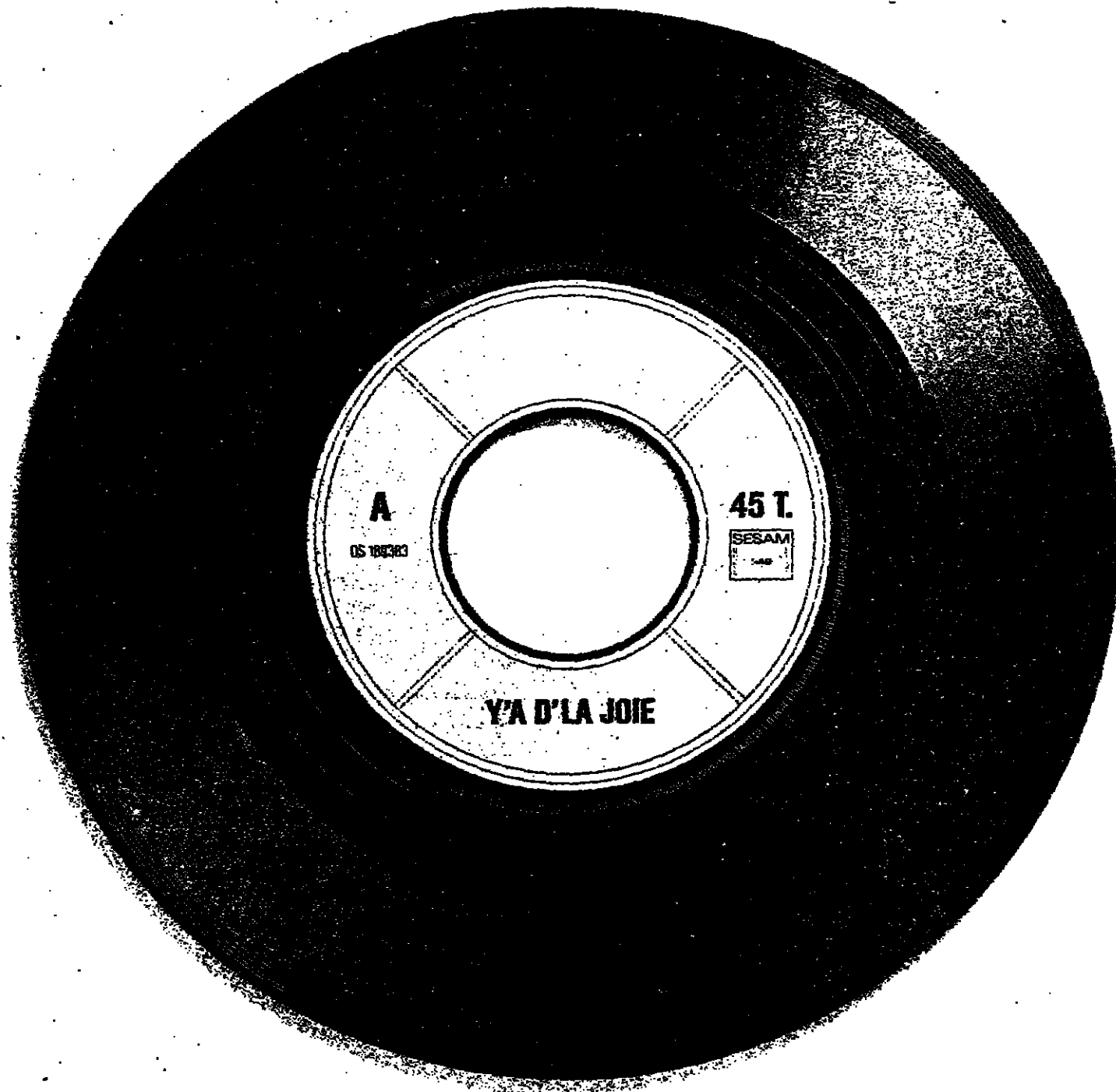
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



C'est pratique, c'est efficace... c'est l'Aspirine du Rhône.
Ceci est un médicament contre les maux de tête, lire attentivement la notice
RPLABO

DOB NEEDHAM



Egalement disponible
en bouteilles de 1,25L, 1L, 1/2L, 33 cl et 25 cl.

Est-ce pour sa pétillance fine et légère? Est-ce pour sa minéralité parfaite? Est-ce pour sa saveur subtile, ou tout simplement pour cette sensation de joie qu'elle procure? Toujours est-il que l'on rencontre chaque jour à l'heure des repas un nombre grandissant

BADOIT

d'amateurs de Badoit. S'ils ont le regard pétillant, c'est qu'ils ont compris que Badoit aide à rendre agréable un repas sérieux ou à rendre très agréable un repas agréable. La la la, la li la li la li la lè-re, la la la, la li la li la li la la, la la la, la li la li la li la lè-re, la li la laaaa.

Y'A D'LA JOIE DANS LA BADOIT.

هكذا من الاجل

صكنا من الامم

20 Le Monde • Mardi 28 novembre 1989

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°11

Le Monde
N°11
MENSUEL
NOVEMBRE
SPECIAL
CLF 89

**de la
Révolution
française**

Religion et Révolution
DIEU PERD LA RAISON

JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
► A CHACUN SON
DIEU/LIBERTÉ
DE CONSCIENCE
P. 17 & 27

De l'André Bégout
à la Révolution
ON ROYALME
TRES CATHOLIQUE
par Yves Fassin
1789-1794
RELIGION
ET RÉVOLUTION
par Yves Fassin
Portrait
RABAUT
SAINT-ETIENNE
par Marcel Gauchet
Religion révolutionnaire
UN VAGUE SENTIMENT
DU SACRÉ
par Michel Foucault
Dichotomisation
de l'an II
DIEU PERD
LA RAISON
par Michel Foucault
Portrait
LA RÉACTION
CATHOLIQUE
par Claude Langlois
Liberté au présent
L'ÉGLISE,
LA RÉVOLUTION ET LES
DROITS DE L'HOMME
par Philippe Fassin
M 2196 - 11 - 30.00 F

**STRAN-
GERES
TOURISTES ET VOYAGEURS
DE LA RÉVOLUTION**
par Claude Langlois, André Groussier
De 1789 les tourmenteurs de France
arrivent à Paris sur des voies
nouvelles. On les reçoit avec des
sentiments de curiosité, mais on
les accueille aussi avec des
sentiments de laïcité (voir page
17 & 27)

► PORTRAIT
CAMILLE
DESMOULINS
par Claude Langlois
► POLITIQUE
LA FIN DU
PROVISOIRE
par Claude Langlois
L'INVENTION DES
DÉPARTEMENTS
par Claude Langlois
► SOCIÉTÉ
L'ÉGLISE
RÉPUBLICAINE
ROMANESQUE
par Philippe Fassin

**LA RÉVOLUTION
DE VALMY**
par Nicolas Wailly : photos
Philippe Delbecq

« En ce jour-là, quand on dit que la Révolution a été
déclarée la guerre à la religion ? Certains penseurs catholiques
l'ont longtemps cru et écrit. Pourtant, dans un premier temps, Révolution
et catholicisme font bon ménage. Mille sermons, discours et publications témoignent
en 1789 — et malgré la nationalisation des biens du clergé décidée en novembre —
de cette volonté de concilier le message du christianisme et le patriotisme. L'an II sonne
le temps de la déchristianisation. Les symboles de la « superstition » sont brûlés, et les
prêtres doivent parfois abjurer, tandis que, voulant tempérer cette violence, Robespierre
remplace le Dieu chrétien par l'Être suprême. Après une décennie de conflits et de
déplacements, la religion sortira exsangue de la Révolution. Pourquoi et comment
s'est opéré ce bouleversement ? Les historiens tentent de comprendre l'affrontement
qui a le plus durablement imprimé sa marque sur l'histoire de la France
(voir pages 17 & 27)

L'ALMANACH DE 1789 :

● Politique : la sortie du provisoire, la question des municipalités et celle des biens du clergé. ● Société : le redécoupage de la France en 83 départements. ● Etranger : les voyageurs de la Révolution ; qui sont ces Allemands, Américains, Italiens qui se précipitent pour voir s'édifier la France nouvelle ? ● Culture : de l'auteur d'œuvres légères au journaliste, Jean-Baptiste Louvet. ● Portraits : Camille Desmoulins, l'intellectuel en politique, Panckoucke, Talma, Malouet.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● La liberté religieuse. Comment, de pilier de l'Etat absolutiste, le catholicisme est-il devenu une religion comme les autres ? La Constitution civile du clergé, par François Furet. La déchristianisation de l'an II, par Michel Vovelle. Image et réalité de ce que l'on a appelé « religion révolutionnaire », par Mona Ozouf. L'homme du thème : Rabaut Saint-Etienne, un des rares pasteurs protestants à l'Assemblée, par Marcel Gauchet. Quelle est la position actuelle de l'Eglise sur les droits de l'homme ? Un entretien entre François Furet et Jean-Marie Lustiger tente d'y répondre en centrant le débat sur la question des mœurs.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration de Valmy en images et en questions. La découverte d'une peinture politique à l'ombre du grand maître David, à Montauban. La deuxième chronique-bilan de la commémoration, et les rendez-vous d'automne du Bicentenaire à Paris et en province.

NOVEMBRE 1989

30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SPORTS

RUGBY : Barbarians-Nouvelle-Zélande (10-21)

Magie noire

Les All Blacks néo-zélandais doivent faire, fin 1990, une tournée en France au cours de laquelle pourraient être disputés trois test-matches. Depuis leur dernière visite dans l'Hexagone, en 1986, les champions du monde sont invincibles. Ils ont conclu leur séjour dans les îles Britanniques, samedi 25 novembre, par une victoire à Twickenham sur les Barbarians (21-10), après avoir défait les Gallois (9-34) et les Irlandais (6-23) lors des test-matches précédents.

Tournoi des cinq Nations de janvier à mars, tournée en Australie en juin et juillet puis visite des All Blacks en novembre : les douze prochains mois vont être durs à négocier pour l'équipe de France de rugby. S'il avait encore des doutes à ce sujet après la tournée wallaby dans l'Hexagone (le Monde des 7 et 14 novembre), le sélectionneur-entraîneur Jacques Fouroux ne doit plus en avoir aucun après avoir suivi la rencontre Barbarians-All Blacks qui débutait samedi 25 novembre à Twickenham une tournée néo-zélandaise de sept semaines en Grande-Bretagne.

Etait-ce parce que la partie n'avait pas d'enjeu réel ? Etait-ce parce que les fatigues accumulées au terme de sept semaines de tournée commencent à se faire sentir ? Sans être bouleversants, les joueurs en noir poitrine frappée d'une foudre d'argent ont encore réussi quelques-uns de leurs tours de magie.

Le plus beau, véritable synthèse de leur art de jouer, a été réalisé à la vingt-troisième minute de la rencontre. La mêlée est depuis un moment dans les vingt-deux mètres britanniques. Bachop introduit le ballon pour la quatrième fois en moins de cinq minutes sous le mufle fumant des pilers. Et il s'en ressaisit prestement entre les jambes de sa troisième ligne. Les trois-quarts noirs, sont déployés, côté droit, comme pour une attaque classique. Les défenseurs britanniques l'ont compris ainsi : ils s'élancent pour marquer leurs vis-à-vis. Mauvais réflexe ! Ils sont pris à contre-pied par l'ailier Innes, au lieu de poursuivre droit devant, il oblique brutalement, passe dans le dos de l'arrière Gallagher, et attrape le ballon que lui tend Bachop. Il y a un trou de souris entre la masse de la mêlée encore formée et le mur défensif britannique qui tombe sur Gallagher. Innes s'y glisse comme un petit rongeur avec un morceau de gruyère dans la gueule. Sept enjambées plus loin, c'est l'essai.

Autre tour de passe-passe à la manière néo-zélandaise : derrière une autre mêlée à la cinquante-cinquième minute, Bachop croise cette fois la passe avec le centre Schuster. Celui-ci attire sur lui la

FOOTBALL :
championnat de France

Bordeaux et Marseille,
la course en tête

Le titre de champion de France de football devrait se jouer entre les Girondins de Bordeaux et l'Olympique de Marseille. Après la première journée des matches retour, samedi 25 novembre, les deux équipes devançaient largement leurs principaux rivaux. Bordeaux, victorieux au Parc des Princes du Racing Paris (3-1) compte trois points d'avance sur Marseille, qui a obtenu un nul match nul à Nantes (0-0). Le troisième, Sochaux, vainqueur de Monaco (1-0), compte huit points de retard sur le leader bordelais et cinq points sur l'OM.

L'avance des deux équipes de tête semble d'autant plus irrémédiable que leurs présidents respectifs ont récemment investi pour renforcer leurs rangs. Le Girondin Claude Beza a enrôlé l'attaquant international de Montpellier Stéphane Paillet (le Monde du 16 novembre). Le Marseillais Bernard Tapie a, quant à lui, engagé le milieu de terrain de FC Nantes Didier Deschamps (montant de la transaction : 17 millions de francs) (le Monde du 21 novembre).

En fin de classement, aucune équipe n'est véritablement distancée. Mulhouse et Nice occupent ensemble la place de dernier. Les deux formations s'affronteront, dimanche 3 décembre, en Alsace. A cette occasion, le championnat de première division inaugurera le cycle des matches disputés le dimanche après-midi.

troisième ligne britannique comme l'aimant attire la foudre. Mais il n'a déjà plus le ballon. Détaché du paquet d'avants dont le bloc oscille toujours dangereusement, Zinzan Brooke - rentré à la mi-temps pour remplacer le capitaine Wayne Shelford blessé à une épaule - passe entre le flanker et l'ouvreur britanniques comme un cow-boy assoiffé à travers une porte de saloon. Deuxième essai.

Le troisième sera celui de la fraîcheur et de la condition athlétique supérieure. En début de partie, lors d'une mêlée à 5 mètres de l'en-but barbarian, les All Blacks n'avaient pas réussi à faire reculer leurs adversaires. Cinq minutes avant le coup de sifflet final, alors que leurs avant n'ont jamais réussi à prendre le dessus, les Néo-Zélandais sont dans la même situation. Ils n'arrivent toujours pas à faire reculer le pack adverse. Mais cet ultime effort tétanise les Britanniques alors que les joueurs noirs sont encore dispersés. Ils gagnent le ballon, et chargent. Le deuxième ligne aile Earl provoque un « mail » (plusieurs joueurs au contact, corps à corps autour du porteur du ballon) sur la ligne d'essai. Le pilier Lee Raffe la balle et, tel Tarzan-Weismüller dans un combat avec les gorilles, plonge par-dessus le paquet humain pour inscrire quatre points supplémentaires.

Renouveau
britannique

Vitesse, puissance, précision d'exécution : une équipe qui possède ces qualités au degré atteint par celle qui s'est formée Alex « Grizz » Wyllies, n'a pas besoin de joueurs de génie pour gagner puisqu'elle sait tout faire à la perfection. Quelle réception pourra bien lui préparer Jacques Fouroux ? Il a douze mois pour concevoir une nouvelle version du « coup de Nantes », la dernière défaite des All Blacks. Il en a beaucoup moins pour préparer le tournoi des Cinq Nations. Or ce match Barbarians-All Blacks a confirmé l'impression laissée par le match France-Lions (1) le 4 octobre dernier au Parc des Princes (27-29) : le rugby britannique refuse parfois.

Pour la première fois depuis longtemps, les Néo-Zélandais ont, en effet, joué sous la pression adverse samedi à Twickenham. Ils ont même été menés 10-6 à la mi-temps. En tenant compte des conditions particulières d'une ren-

contre de fin de tournée qui était d'abord un match de gala, force est de constater malgré tout que les champions du monde ont été tenus en échec dans deux compartiments essentiels du jeu : la conquête du ballon en touche et les mêlées fermées. C'est sur une déviation du deuxième ligne Ackford que l'Irlandais Matthews a inscrit l'essai barbarian à la quatrième minute de jeu.

Bien « équipés » devant avec le talonneur Moore et les deuxièmes lignes Doolley et Ackford, les Anglais ont des joueurs de champ qui n'ont pas pour seule vocation le placage : les frères Underwood aux ailes et surtout Gussott au centre sont de beaux « tripoteurs de ballon », qui auraient fait plus d'échelles samedi sans la vigilance des pompiers volants que sont les troisième lignes néo-zélandais. Or le Quinze de France, qui rencontrera l'Angleterre le 3 février à Paris après avoir été battu 11-0 cette année à Londres, est bien mal outillé dans ce domaine.

Les Ecosais, qui seront les adversaires de la France le 17 février à Edimbourg, disposent, avec le pilier Solé, d'un bloc de grand pratiquement infranchissable. Mais leur meilleur atout est sans doute l'arrière Garry Hastings, qui n'est pas loin de supplanter Serge Blanco comme meilleur joueur du monde à ce poste. Le Français improvise sur la partition des autres. L'Ecosais écrit la partition sur laquelle les autres improvisent. Et, en plus, il a un coup de pied qui vaut une moyenne de quinze points par match.

Les Gallois et les Irlandais, avec lesquels les Français ouvriront (le 20 janvier à Cardiff) et fermeront (le 3 mars à Paris) le Tournoi des cinq nations, avaient moins d'arguments à faire valoir dans cette équipe des Barbarians. Toutefois, l'ouvreur du poteau, Clement, bien piloté par l'Australien Nick Farr-Jones, a été assez convaincant. Bref, contre de tels adversaires qui ont remporté leur jeu, il n'est pas évident que le Quinze de France arrive à réaliser avec long-temps un nouveau grand chelem.

ALAIN GRAUDDO

VOILE : Vendée Globe Challenge

Solitaires et solidaires

Le départ du Vendée Globe Challenge, la première véritable course autour du monde à la voile, en solitaire, sans escale et sans assistance (le Monde du 25 novembre), a été donné, dimanche 26 novembre aux Sables-d'Olonne, à treize monocoques de 60 pieds (18,28 mètres).

LES SABLES-D'OLONNE
de notre envoyé spécial

Invité à donner le départ du Vendée Globe Challenge, Eric Tabarly a dû rester perplexe. Oubliant dès le coup de canon les quatre mois et les vingt-cinq mille milles de solitude qui les attendent, c'est à un rythme de régate que Loïc Peyron (Lada-Peck) et Alain Gauthier (General-Concorde) se sont élançés vers les deux bords mouillés en rade des Sables-d'Olonne avant de mettre le cap sur les îles Canaries.

Au milieu de centaines d'embarcations sorties en mer malgré le vent d'est de 25-30 nœuds qui soufflait un froid glacial, les deux bœuf-jans de la course, suivis, curieusement, par Pierre Follant (Charente-Maritime), le troisième de ces treize solitaires à ne pas avoir encore franchi l'Equateur, tenaient sans doute à sauter la première occasion de se montrer dans cette course plutôt faite pour des navigateurs très expérimentés.

Avant de regagner ses terres en laissant l'océan à une autre génération d'aventuriers, Eric Tabarly a aussi eu un regard amusé pour le troisième et dernier bateau s'éloignant à la tombée de la nuit. Même s'il ne participe pas à ce Vendée Globe Challenge créé sans doute un peu tard pour qu'il ait pu en faire l'abandonnement de sa carrière de bourlingueur des océans, il sera encore un peu présent dans la

course avec le ketch qu'il a prêté à Jean-François Coste.

Etudiant en médecine en rupture de fac après avoir découvert Pen Duick-VI pendant son service militaire, le skipper de Cacharel pouvait-il rendre un plus bel hommage à son maître qu'en alignant à côté des dernières merveilles de l'industrie nautique, conçues par ordinateur, l'ex-Pen-Duick-III dessiné vingt-deux ans plus tôt par Eric Tabarly lui-même.

A défaut d'avoir trouvé les 5 millions de francs nécessaires pour faire construire son propre voilier, Jean-François Coste a aussitôt songé à Pen-Duick-III. Il y a quelques mois, on pensait qu'il y aurait très peu de bateaux à l'arrivée du Vendée Globe Challenge, explique-t-il. Pen-Duick-III est un bateau bien né qui réagit bien. Il a survécu à deux cyclones avec des vents de plus de 100 nœuds. C'est rassurant.

La remise en état de Pen-Duick-III, grâce au budget de 1,5 million de francs alloué par Cacharel, ne pourra effacer les handicaps d'ancienneté de conception et de longueur inférieure à la flotaison (17,45 mètres). Jean-François Coste serait condamné à une course a priori encore plus solitaire, loin derrière les douze autres concurrents, s'il ne pouvait compter sur la sollicitude et le confort des « anciens de Pen-Duick ». Titouan Lamazou et Philippe Poupon, qui avait mené ce bateau en solitaire dans la Route du rhum.

Les derniers jours passés à terre ont d'ailleurs montré que les treize solitaires ont commencé à resserrer leurs liens en fonction des expériences déjà vécues ensemble. Outre les « anciens de Pen-Duick » et les jeunes régatiers qui vont découvrir les mers du Sud, le groupe le plus important se compose de ceux qui se sont connus dans le BOC Challenge, la course

Le Suédois Jan-Ove Waldner, a remporté face à son compatriote Erik Lindh le deuxième Masters Stiga de tennis de table, qui s'est rassemblé ce week-end à Paris les treize pongistes ayant obtenu les meilleurs résultats dans les différents tournois de l'année 1989. Cette finale a confirmé l'hégémonie suédoise et le recul de la Chine. Jean-Philippe Gatien, numéro un français, s'est incliné en quart de finale face à son partenaire de double dans les grandes compétitions internationales : le Polonais Andrzej Grubba.

« Ce gamin n'a pas de cerveau ! Il joue comme un fou ! » Andrzej Grubba n'en revenait pas. Lui, un des tout premiers pongistes au monde, était mené 20-15 à la belle dans le deuxième tour des championnats du monde. C'était en 1987, à New-Delhi. L'affront venait d'un jeune homme de dix-neuf ans, Jean-Philippe Gatien, un des espoirs dont on se demandait, parce qu'il était également gaucher, s'il pourrait faire oublier Jacques Secrétin, celui qu'on sur-nomme « Maître Jacques » gloire du tennis de table français pendant vingt ans.

Une fois de plus, Andrzej Grubba s'en est sorti par son talent, mais aussi par son « métier » comme on dit. « C'était limite au niveau de la correction, tout il avait été exécuté », se souvient en souriant Jean-Philippe Gatien. Deux ans après cette rencontre, qui a révélé le Français dans les rencontres internationales, les choses ont bien changé. Grubba a remporté la Coupe du monde en 1989 et a obtenu la médaille de bronze aux championnats du monde 1989 : Gatien domine largement le classement français depuis deux saisons et occupe le trentième rang mondial.

Surtout, les deux pongistes sont partenaires. — à la demande de Grubba — dans les doubles des grandes compétitions internationales, une épreuve qui, contrairement au tennis, est toujours prestigieuse. Cette association franco-polonaise prouve que la friction de New-Delhi a été oubliée et que le courant passe bien entre les deux joueurs. Ils ont raté d'un cheveu la médaille de bronze aux

TENNIS DE TABLE : le Masters Stiga 89

Le maître et son double

championnats du monde de Dortmund en avril dernier, ont remporté cette année les Internationaux de Pologne, et sont parmi les favoris des prochains championnats d'Europe qui auront lieu à Göteborg en avril 1990.

Grubba-Gatien, c'est aussi un « couple » exemplaire, tant ils sont différents par leur physionomie, leur style de jeu et leur personnalité. Petit, léger et très explosif, le Polonais, star dans son pays à trente et un ans, consacré par la télévision — qui retransmet en direct toutes les grandes compétitions — est l'une des trente personnalités les plus connues de Pologne. Ancien lanceur de javelot, handballeur de niveau national, réputé pour tenir la raquette presque aussi bien de la main gauche que de la main droite, il est considéré comme le pongiste le plus régulier du circuit mondial depuis cinq ans. Une référence dans un sport où les contre-performances sont monnaie courante.

Cette régularité, Grubba, la doit à son style « classique », où chaque point est construit à l'aide de coups variés et purs, exécutés notamment avec le revers le plus efficace du monde. Un jeu à l'ancienne qui lui a procuré toutes les places d'honneur, mais aucun titre majeur. « Je suis fait, mais qui manque de puissance », expliquent les spécialistes. « Il a tout, sauf la pointe de génie : celle qui fait qu'un Waldner est au-dessus du lot », affirme Patrick Birocheau, l'ancien numéro un français.

Des balles
à 200 à l'heure

Timide dans la vie, Jean-Philippe Gatien joue, lui, un peu comme un « fou ». A vingt et un ans, il fait partie de cette nouvelle génération de pongistes que l'on pourrait surnommer les « kamikazes du tennis de table », dont le jeu est fondé sur la rapidité d'exécution et sur une prise de risque maximum. Avec un coup droit qui envoie des balles à 200 kilomètres à l'heure, un revers et une condition physique qu'il a bien améliorés cette année, le numéro un français a battu pratiquement toutes les meilleures raquettes du globe, dont le champion du monde Waldner, Grubba et une ribambelle de Chinois. « Ce qui me manque, c'est de les battre au cours d'une même compétition », avoue le joueur français, Jacques Secrétin, son

idole quand il avait douze ans, l'en croit capable, tant sa marge de progression est « énorme ».

Ce qui manque également au Français — et que maîtrise parfaitement Grubba Andrzej — c'est ce fameux métier, la lucidité dans le jeu, la façon de regarder et de contrôler l'adversaire entre les échanges, la bonne gestion de ses « spéciaux » (coups forts) et des phases de stress (début et fin de manche), sans oublier un léger côté truqueur ; autant d'éléments qui permettraient de faire la différence dans des rencontres qui se jouent de plus en plus sur peu de points, ou de renverser le cours d'une partie (un joueur en confiance marque fréquemment 8 à 10 points d'affilée).

« Longtemps, nous avons privilégié les aspects techniques et physiques du tennis de table ; on oubliait totalement qu'une rencontre est avant tout un duel. Aujourd'hui, les joueurs étant très près les uns des autres, nous devons donc l'aspect psychologique du jeu », explique l'entraîneur de l'équipe de France, Michel Gadat.

Chacun ses trucs. Tout est bon pour déstabiliser l'adversaire. Dans les années 70, le Yougoslave Stipanovic ricanaient chaque fois qu'il marquait un point ou sifflait pendant les échanges. Sans aller jusque-là, Jean-Philippe Gatien reconnaît qu'il n'est pas assez « roublard ». Le Polonais Grubba déteste jouer au casino, à la différence des meilleurs Suédois, mais n'hésite pas à jouer jusqu'à 500 marks sur chacune de ses rencontres. « J'ai besoin de cette pression pour me livrer totalement », a-t-il avoué à son partenaire français.

Charmant et drôle en dehors de l'aire de jeu, Grubba se transforme en « lutteur exceptionnel devant la table », affirme Michel Gadat. Il ne cesse de sautiller entre les échanges pour évacuer le stress. Quand il est en mauvaise posture, il est réputé pour se plaindre de coups de vent imaginaires, d'une lumière défectueuse, de spectateurs qui bougent. Parfois, il apostrophe son adversaire, se tape le front sur la table et termine ses points en grand écart et en roulboulé dans les baches. Jean-Philippe Gatien est déjà un formidable joueur. Il n'est pas encore un duelliste. Avec Grubba pour partenaire, il est bien placé pour le devenir.

MICHEL GUERRIN

TENNIS : changement à la tête de l'équipe de France

Patrice Dominguez capitaine pour la Coupe Davis

Retardée par un drame familial, l'annonce d'un changement à la tête de l'équipe de France de Coupe Davis a été confirmée samedi 25 novembre par le président de la fédération, Philippe Chatrier, à l'issue d'une réunion du comité directeur de la FFT. Patrice Dominguez devient capitaine à la place d'Eric Deblicker, qui occupait ce poste depuis deux ans et dont la femme est morte dans l'accident du DC 10 entre N'Djaména et Paris.

Patrice Dominguez est né en 1950 en Algérie. Gaucher, attaquant, il a été classé numéro un français en 1976 et 1978. Dans les tournois du grand chelem il a atteint à cinq reprises les huitièmes de finale. Il a été sélectionné en équipe de Coupe Davis de 1971 à 1979, remportant quinze victoires en vingt-trois matches. Il s'illustra parti-

culièrement en 1975 en battant le Yougoslave Zeljko Franulovic et l'Italien Adriano Panatta qui furent l'un finaliste et l'autre champion de Roland-Garros.

Depuis 1979, Patrice Dominguez a réorienté ses activités vers le journalisme, l'organisation de tournoi, l'entraînement et le management de joueurs. Il s'est notamment occupé avec succès, d'Henri Leconte en 1985. Il est à l'origine de la « découverte » de Boris Becker par Ion Tiriac et il est, actuellement, l'homme d'affaires de l'aspirant Fabrice Santoro. Patrice Dominguez fera ses armes de capitaine à Paris, où la France affrontera l'Australie en février 1990 lors du premier tour de la Coupe.

A. G.

Les résultats

l'annonce officielle de Jean-Christophe Courrière, son homme d'affaires.

FOOTBALL

Championnat d'Europe

L'équipe de France a remporté sa première victoire en coupe « D » des éliminatoires du championnat d'Europe de football, en battant la Tchecoslovaquie, samedi 25 novembre à Saint-Quentin (93-72). Mercredi 28, les joueurs français doivent rencontrer à Paris les Soviétiques, qui ont réussi à triompher, samedi à Moscou, d'Irlande (93 à 61), lors du deuxième tour aller.

BOXE

Réunion de Lyon

Le Français Christophe Tiozzo a remporté son vingt-cinquième succès en battant le Brésilien Carlos Antunes par abandon à l'appel de la capitaine après d'un combat de super-moyens prévu en dix, samedi 25 novembre à Lyon. Tiozzo va maintenant disputer le titre mondial des super-moyens WBA contre la Sud-Coréen In-Chul Beak, tenant du titre, le 18 ou le 25 mars 1990 à France, selon

Division II
(Dir-neuvième journée)

Groupe A

* Nancy b. Metz 3-1
* Chaumont et Strasbourg 1-1
* Bastia b. Montceau 2-1
* Nîmes et Albi 0-0
* Red Star 93 b. Reims 2-1
* Louhans-Cuiseaux b. Amnévy 3-2
* Guagnan b. Avignon 2-1
* Orléans et Le Havre 2-0
* Dijon b. * Grenoble 2-0
Classement. — 1. Nancy, 28 pts ; 2. Bastia, 25 ; 3. Strasbourg et Metz, 24.

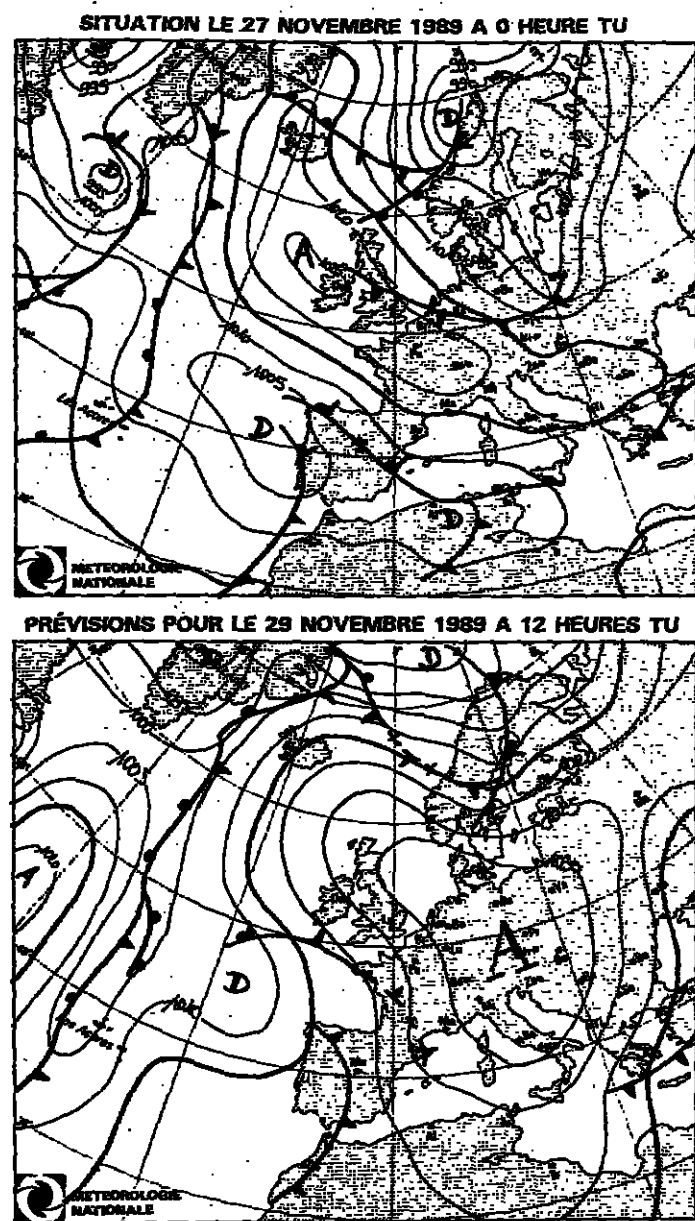
Groupe B

* Guingamp b. Le Havre 1-0
* Rennes b. * Tours 1-0
* Rouen et Valenciennes 0-0
* Laval b. Angers 2-0
* Lens b. Dunkerque 2-0
* Beauvais b. Niort 4-0
* Abbeville b. Créteil 1-0
* Saint-Seurin b. Quimper 3-0
* Lorient et La Roche-sur-Yon 2-2
Classement. — 1. Le Havre, 28 pts ; 2. Rennes, 25 ; 3. Valenciennes, 24.

50 من الاموال

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 27 novembre à 0 heure et le vendredi 28 novembre à 24 heures.

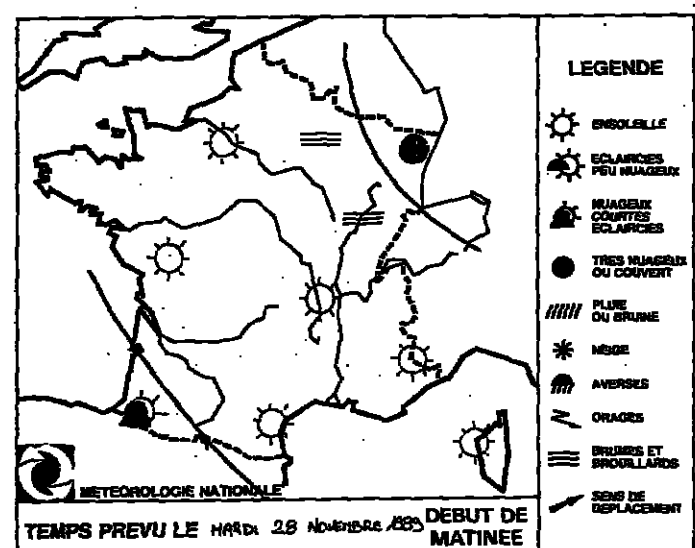
Le temps restera calme et ensoleillé sur la France. Le centre de l'anticyclone, qui protège le pays, se déplacera des îles Britanniques vers le nord du Nord, puis vers l'Europe centrale. Les vents d'ouest seront progressivement au sud-est sur les régions de l'Ouest, ce qui permettra une remontée des températures. Ailleurs, la fraîcheur restera assez intense.

Mardi : soleil et fraîcheur.

Le ciel sera clair dès le lever du jour et le restera jusqu'au soir sur toute la France. On dénotera seulement deux petites exceptions à cette règle. D'une part les régions proches des Ardennes et des frontières du Nord-Est verront passer dans leur ciel quelques bancs de nuages bas et connaîtront un temps légèrement brumeux à l'aube. D'autre part, des nuages élevés remonteront d'Espagne vers l'est par le sud de la Garonne.

Au petit jour, les gelées seront généralisées dans l'intérieur du pays. Elles atteindront de -5 à -10 degrés sur un quart nord-est et dans le Massif central, de 0 à -5 degrés ailleurs. Près des côtes, il fera plus doux, de 0 à 3 degrés en général et localement jusqu'à 8 degrés.

Grâce au bon ensoleillement, les températures remonteront rapidement. Dans l'après-midi, elles avoisineront 11 à 15 degrés dans le Midi, 8 à 9 degrés dans le Nord-Ouest où souffleront des vents d'est modérés, mais n'arriveront pas à dépasser 3 à 6 degrés dans le Nord et le Nord-Est.



★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; **F** Film à éviter ; **O** On peut voir ; **M** Ne pas manquer ; **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 novembre

TF 1

Un grand roman, une grande saga télévisée

LUANSHYA GREER
BONNE ESPÉRANCE
ROBERT LAFFONT

20.35 Feuilleton : Bonne Espérance (4^e épisode).
22.25 Magazine : Spécial méditations. Dopé, c'est pas jouer !
0.35 Journal et Météo.

A 2

EMPRUNT PTT 89

Souscriptions
Bureaux de poste
Chèques postaux
Comptables du Trésor

20.35 Le grand échiquier.
Avec Alain Decaux raconte la langue française. Avec Gilles Vigneault, Yves Dussel, Barbara Hendricks, Katie et Marielle Labèque, Kashev.

FR 3

20.35 Cinéma : Les lunettes d'or. ■ Film italo-franco-yougoslave de Giuliano Monaldi (1987). Avec Philippe Noiret, Rupert Everett, Valeria Golino. Chronique sociale empreinte aux nouvelles de Giorgio Bassani. Ce film, asthétiquement séduisant, peut plaire.

22.20 Journal et Météo.

22.45 Magazine : Océaniques. Henri Thomas, de François Barot. A Quiberon, en juillet dernier. Musiques, musique. Marché public op. 113, de Schumann.

23.55 Magazine : Greens de nuit.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Cap sur les étoiles. ■ Film américain de Harry Winer (1988).

22.15 Flash d'informations.

22.20 Magazine : Lundi sport. Football : à 22.35, Boxe : à 23.35, Football américain.

0.30 Cinéma : Malone. ■ Film américain de Harvey Keitel (1987) (v.o.).

1.55 Série : Bergerac.

LA 5

20.40 Téléfilm : Le shérif et les hors-la-loi.

22.20 Série : Vendredi 13.

23.30 Magazine : Arrêt sur image.

0.00 Journal de minuit.

0.05 Feuilleton : Rendez-vous en noir.

M 6

20.30 Cinéma : Hors-la-loi. ■ Film français de Robin Davis (1984). Scénario et réalisation d'un simplisme extrême.

22.15 Magazine : Ciné 6.

23.30 Cinéma : Sérénade au Texas. ■ Film français de Richard Poirier (1959). Mariano braille comme si on l'égorgeait et Bourvil fait le père. Navrante parodie de western.

0.10 Six minutes d'informations.

0.15 Magazine : Jazz 6.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Cinéma : Le rayon vert. Film français d'Eric Rohmer (1986).

22.10 Documentaire : Jean-Luc Godard.

22.40 Documentaire : Histoire(s) du cinéma. De Jean-Luc Godard.

23.35 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (8^e épisode).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'été, le cinéma, la télévision.

21.30 Les musanthropes. — humour et poésie. Spectacle de l'Union générale des auteurs et musiciens professionnels aveugles (UGAMPA).

22.40 Cote d'amour.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Code. Ous Redding.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert donné le 15 octobre au Théâtre des Champs-Élysées : Symphonie n° 7 en mi mineur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Pittsburgh, dir. Loris Maestri. A 22.30, Virtuoses, virtuoses. A 22.55, Faites voir la musique. A 23.07, Te Deum, de Charpentier : Apollon, cantate pour solistes, de Haydn.

0.30 Myosotis. Le magazine des oubliettes ; Plan incliné ; Valse d'Amour.

Mardi 28 novembre

TF 1

14.25 Feuilleton : Le grand amour du duc de Windsor (2^e épisode).

15.30 Série : Tribunal.

16.00 Variétés : La chance aux chansons.

16.45 Club Dorothée.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.15 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.25 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Le bébé show.

20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.35 Cinéma : De guerre lasse. ■ Film français de Robert Enrico (1987). Catastrophique adaptation d'un beau roman de Françoise Sagan.

22.45 Magazine : Ciel, mon mardi !

0.40 Journal et Météo.

1.00 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

14.15 Feuilleton : Et la vie continue (2^e épisode).

15.20 Magazine : Du côté de chez Fred. L'armée Anders.

16.25 Série : Les mystères de l'Ouest.

17.15 Magazine : Graffiti 5-15.

18.15 Série : Les voisins.

18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.00 Série : Top modèle.

19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !

20.00 Journal et Météo.

20.35 Cinéma : Les bronzés font du ski. ■ Film français de Patrice Leconte (1978). Série très drôle des comportements des Français moyens. Mais pourquoi n'a-t-on pas revu, d'abord le premier film ?

22.05 Flash d'informations.

22.10 Magazine : Stars à la barre. Présenté par Daniel Billel.

23.25 Quand je serai grand. Ariette Laguerre.

23.40 Informations : 24 heures sur la 2.

0.00 Météo.

0.02 Soixante secondes. Jorge Amado, écrivain.

FR 3

14.30 Magazine : La vie à cœur.

15.00 Feuilleton : A cour ouvert.

15.25 Magazine : Télé-Caroline.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Amuse 3.

18.00 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

19.50 Dessin animé : Kimbo.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Téléfilm : Liberté, liberté. De Jean-Dominique de La Rochefoucauld, avec Sophie de La Rochefoucauld, Pierre Clément, Aurélien Recoing (2^e partie).

22.10 Journal et Météo.

22.35 Télévision régionale.

CANAL PLUS

15.30 Cinéma : Vent de sable. ■ Film franco-algérien de Mohammed Lakhdar-Hamina (1982).

17.25 Cabou cadin.

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.

18.30 Top 50.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Cinéma : Over the top (Le bras de fer). ■ Film américain de Menahem Golan (1987). Avec Sylvester Stallone, Robert Loggia, Susan Blakey.

22.00 Flash d'informations.

22.10 Cinéma : Salaam Bombay ! ■ Film indien de Mira Nair (1988). Avec Shafik Syed, Sarfudin Qureshi, Raju Barnard (v.o.).

0.00 Cinéma : Les envoûtés. ■ Film américain de John Schlesinger (1987). Magazine : Le journal de l'art. De Stewart Binn.

LA 5

14.30 Série : L'inspecteur Derrick.

15.30 Série : Le regard.

16.45 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Série : Happy days.

19.30 Le bar des ministères.

20.00 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Téléfilm : La cavale infernale.

22.20 Série : L'enfer du devoir.

23.30 Magazine : Nomades.

0.00 Journal de minuit.

0.05 Feuilleton : Rendez-vous en noir.

M 6

17.05 Série : L'homme de fer.

18.05 Variétés : Multitop.

18.35 Série : Le frelon vert.

19.00 Série : Magnum.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Coupable d'innocence.

22.10 Téléfilm : Empire de cendre.

0.05 Six minutes d'informations.

0.10 Musique : Soulrock'n hard.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Allemand.

16.30 Magazine : Dynamo.

De Benoît Delépine et Matthias Sandersen.

17.00 Documentaire : Ici bat la vie.

17.30 Cinéma : Tasio. ■ Film espagnol de Amador Montoro (1984).

19.00 Documentaire : Histoire parallèle.

19.45 Jazz soundies collection.

19.50 Documentaire : Travail à domicile.

20.02 Je me souviens... des années 80.

20.05 Documentaire : Route One/USA (2).

22.10 Cartes postales vidéo.

22.15 Documentaire : Histoire (s) du cinéma. De Jean-Luc Godard.

23.00 Documentaire : Lettre à Freddy Busche.

23.10 Danse : Fat land. Ballet.

0.00 Documentaire : Patrick Dupond au travail.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences. Des molécules organiques dans l'espace.

21.30 Débat. Quand la drogue en Amérique latine pourrit la société colombienne.

22.40 Nuits magnétiques. Les pouvoirs de la voix.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Code. Ous Redding.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique ensembles. Trois contes de l'honorable fleur d'Oran, par les solistes de l'Ensemble Altermance, dir. Jean-Louis Forester ; sol. Yumi Nara, soprano.

22.30 Récital. Yoko Naganuma, violon et Ichiro Nodera, piano : Sonate pour violon et piano, de Shostakovich ; Du côté de la maison d'Ingres de Seta ; Arabesque II pour piano, de Nodara ; Miror pour violon sul. de Miyoshi ; Kodama I pour violon seul, de Yoshida ; From far beyond chrysanthemum and november fog, de Takemitsu.

23.07 Club d'archives. Les grands maîtres de l'archet : Jasha Heletz. (2).

Audience TV du 25 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 téléspectateurs

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	46,8	Miro et Rospide 20,8	Le loi est la loi 4,1	Actual. région 14,3	Décode pm... 0,9	Réplide 5,1	Multitop 3,1
19 h 45	54,4	Roux fortune 22,1	Dessins 10,5	19-20 Infos 8,8	Top 50 4,3	Réplide 5,3	Turbo 1,9
20 h 16	62,3	Journal 24,6	Journal 14,9	La classe 8,4	Top 50 5,9	Journal M... est servie 4,6	3,8
20 h 55	64,4	Séduction... 23,0	Champs-Élysées 16,2	Sensorym... 6,8	Mais tout court 2,5	V 7,2	Bien aimé... 3,1
22 h 8	59,8	Séduction... 26,3	Champs-Élysées 15,7	Sor 3 4,1	Les loups blancs 1,7	V 9,3	Tout est en ordre 2,4
22 h 44	36,2	Unhail 17,4	Pis cinéma nuit 5,9	Le dîner 3,2	Flash 1,7	Scènes publicitaires 4,5	Tout est en ordre 3,3

سكندرية

صكنا من الاحل

3 conseils pour bien finir 1989:

1

Profiter des avantages fiscaux avant le 31 décembre 1989.

2

Profiter de la sécurité d'un grand assureur en ces temps de turbulences boursières.

3

Profiter d'une offre spéciale : prenez vite contact avec votre conseiller UAP qui vous proposera le placement le plus adapté à votre situation patrimoniale, avec une offre spéciale jusqu'au 31 décembre 1989. (Un exemple : 200% minimum garantis sur 10 ans dans le cadre du plan LibreInvestissement.)

UAP

L'ASSURANCE D'UNE BONNE ÉPARGNE

Minitel : 3614 UAP
NUMÉRO VERT 05.12.22.22
APPEL GRATUIT

Le Monde

28 novembre 1989

BILLET

Économie

LES

FINANCIERS

Les investisseurs ont été très actifs ces derniers jours, cherchant à profiter des avantages fiscaux avant le 31 décembre 1989. Les placements en actions ont été particulièrement populaires, mais les investisseurs ont également cherché à diversifier leurs portefeuilles en achetant des obligations et des fonds de placement. Les marchés financiers ont connu une certaine volatilité, mais les investisseurs ont généralement été optimistes à l'approche de la fin de l'année.

Les investisseurs ont été très actifs ces derniers jours, cherchant à profiter des avantages fiscaux avant le 31 décembre 1989. Les placements en actions ont été particulièrement populaires, mais les investisseurs ont également cherché à diversifier leurs portefeuilles en achetant des obligations et des fonds de placement. Les marchés financiers ont connu une certaine volatilité, mais les investisseurs ont généralement été optimistes à l'approche de la fin de l'année.

Les investisseurs ont été très actifs ces derniers jours, cherchant à profiter des avantages fiscaux avant le 31 décembre 1989. Les placements en actions ont été particulièrement populaires, mais les investisseurs ont également cherché à diversifier leurs portefeuilles en achetant des obligations et des fonds de placement. Les marchés financiers ont connu une certaine volatilité, mais les investisseurs ont généralement été optimistes à l'approche de la fin de l'année.

INSOLITE

Tomates

sous les drapeaux

Pour la première fois, les tomates cultivées en France ont été vendues sous le drapeau français. Cette initiative a été lancée par le gouvernement pour promouvoir les produits français et soutenir l'agriculture locale. Les tomates sont disponibles dans les supermarchés et les épiceries fines. Les consommateurs sont encouragés à acheter des tomates françaises pour soutenir l'économie nationale.

27 L'Accord de l'Accord de Lomé
28 L'Accord de l'Accord de Lomé
29 L'Accord de l'Accord de Lomé

27 L'Accord de l'Accord de Lomé
28 L'Accord de l'Accord de Lomé
29 L'Accord de l'Accord de Lomé

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Générosité
tous
azimuts

Comment rester fidèle à ses engagements antérieurs et, en même temps, répondre aux nouveaux appels à la solidarité financière, économique et sociale qui affluent tous les jours ? Tel est le dilemme auquel doit faire face la Commission européenne et les États membres de la CEE, notamment les traditionnels « payeurs » que sont les pays du Nord, RFA en tête.

Le tiers-monde « classique », si l'on peut dire, n'a pas moins besoin aujourd'hui qu'hier de la sollicitude européenne, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, qu'elle serve à alléger la dette, construire des usines, acheter des matières premières ou former des cadres. La croissance a repris sur le Vieux Continent. Les pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes qui négocient avec la CEE le renouvellement des accords de Lomé le savent et le font savoir.

Mais voilà que, depuis quelques semaines, le « front de l'aide » s'élargit et gagne à l'Est. Impossible de rester impassible devant l'espoir d'une coopération « euro-asiatique » à grande échelle.

Sollicités sur ses pourtours, de Tunis à Varsovie, ou par les peuples qui étaient, il n'y a pas si longtemps, ses « colonies », l'Europe, au risque de se déchirer, ne doit pas non plus oublier ses « déshérités » de l'intérieur. L'est-madure espagnole, les îles « ultrapériphériques » de l'Atlantique, les DOM, la Calabre, et plus près de nous les zones rurales où meurent un à un les derniers feux, les écoles, le bureau de la perception, au cœur du Massif central ou des Pyrénées, méritent un traitement spécial et une péréquation volontariste des ressources européennes.

L'Europe des régions doit être aussi l'Europe des solidarités entre régions opulentes et régions en retard.

L'Europe a-t-elle les moyens d'une générosité tous azimuts ? Les prélèvements communautaires sur les budgets nationaux sont déjà lourds (63 milliards pour la France). Mais, égoïsme et confort à courte vue mis à part, on sait bien que les investissements d'aujourd'hui sont les revenus de demain.

Dons, crédits, allègement de dettes... à la Hongrie et à la Pologne

Les Occidentaux ont déjà annoncé
6,2 milliards de dollars d'aide à l'Est

Le coup d'envoi des réformes a été donné en Tchécoslovaquie où la grève générale de deux heures annoncée pour le lundi 27 novembre a été évitée. Ce pays, qui multiplie depuis un an les réformes économiques, n'a pour l'instant rien changé à la fixation administrative des prix ou à la propriété d'État. Quand il s'attaquera à des réformes structurelles, il pourra, comme la Pologne et la Hongrie, avoir besoin de l'aide occidentale. Une aide qui gagne chaque semaine en ampleur.

Plus de 6,2 milliards de dollars, soit 38,7 milliards de francs, c'est le montant total des aides annoncées à ce jour par les pays occidentaux en faveur des deux pionniers de la libéralisation en Europe de l'Est, la Pologne et la Hongrie. Cette somme globale — qu'il faudrait réactualiser presque au jour le jour, tant sont nombreuses les initiatives lancées au fil des visites de délégations ministérielles à Budapest et Varsovie — recouvre des types d'aide bien différents : aide alimentaire d'urgence, dons, crédits commerciaux, allègement de dettes, prêts multilatéraux, etc.

L'addition de ces éléments hétéroclites permet toutefois de mesurer l'ampleur des engagements occidentaux décidés depuis six mois. Ce n'est peut-être pas le « plan Marshall » appelé de ses vœux par l'ancien président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing (13 milliards de dollars attribués à l'Europe de l'Ouest entre 1948 et 1951) et les crédits commerciaux y dominent largement, mais c'est loin d'être négligeable.

L'opération Phare — nom de code de l'aide internationale à la Pologne et à la Hongrie — a été lancée à l'été 1989, après le sommet de l'Arche, au cours duquel la Commission européenne avait reçu mandat pour coordonner les initiatives d'aide. A la première réunion à Bruxelles, le 1^{er} août, vingt-quatre pays étaient présents : les États-Unis, la Suisse, le Japon, le Canada, la Norvège, l'Autriche, la Suède, la Turquie, la Finlande, l'Islande, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Depuis, deux autres réunions d'experts ont eu lieu, toujours à Bruxelles. Mais tandis que, dans ce cadre, les 24 ont annoncé, d'une part, une aide alimentaire d'urgence, surtout destinée à la Pologne, de 271 millions de dollars, d'autre part, une aide financière de 782 millions de dollars, le détail des contributions annoncées en outre dispensé par les différents acteurs dépasse largement ces chiffres.

L'aide alimentaire, par exemple, dont une première tranche a déjà été acheminée, et dont la deuxième tranche, approuvée début novembre, sera livrée dès janvier prochain, se monte déjà à 298,3 millions de dollars. Par ailleurs, la tournée triomphale aux États-Unis de M. Lech Walesa, président du syndicat Solidarité, a eu pour effet de forcer la générosité américaine. C'est finalement un « paquet » de 938 millions de dollars, dont 852 pour la Pologne, qui a été voté par le Congrès le 18 novembre, soit deux fois plus que ce qu'avait prévu le président George Bush.

Des engagements en pointillés

Les autres grands participants de l'opération Phare (la Communauté européenne en tant que telle, la France et la RFA) ont eux aussi défilé les cordons de la bourse. La CEE, qui avait déjà prévu 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) dans son budget 1990 pour l'aide à l'investissement, des programmes de formation, la protection de l'environnement et l'aide sociale, plus 1 milliard d'écus de prêts garantis de la BEI (Banque européenne d'investissement), a annoncé vendredi 24 novembre un prêt supplémentaire à taux réduit de 200 millions d'écus par l'intermédiaire de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier).

La France avait été le premier pays occidental à annoncer un chiffre pour sa contribution au redressement économique de la Pologne. Il s'agit de 4 milliards de francs d'aide multiforme, approuvés au conseil des ministres du 25 octobre se répartissant de la façon suivante : 2,9 milliards de crédits commerciaux garantis par la COFACE (dont 900 millions pour 1989 et 2 milliards pour les trois prochaines années) ; 90 millions de francs de dons destinés à financer des actions de formation et d'assistance technique ; trois fois 300 millions de francs pour un fonds d'investissement de modernisation de l'économie polonaise, crédits à taux très bas et remboursables sur trente ans (une partie pourrait servir au fonds de stabilisation du zloty, une autre à des prêts de participation dans des sociétés polonaises, une autre enfin pour aider à rééquilibrer la balance des paiements polonaise).

La France, qui est à l'origine du projet de banque pour le développement des économies des pays de l'Est que les Douze ont évoqué lors de leur dîner de travail du samedi 18 novembre, envisage de participer à hauteur de 8 % à 10 % à son capital, soit de 5,5 milliards à 7 milliards de francs (de 800 millions à 1 milliard d'écus).

Tous ces engagements, il faut le préciser, sont encore en pointillés. Car l'octroi des crédits français — comme d'ailleurs de la plupart des aides des 24 — est conditionné à la conclusion d'un accord entre le Fonds monétaire international et la Pologne d'une part, la Hongrie d'autre part.

L'Allemagne cavalier seul

Sur ce point, l'Allemagne fédérale fait cavalier seul. Son aide prend uniquement la forme de crédits garantis (pour la simple raison que les pays de l'Est n'ont pas dans la catégorie des pays à faible revenu par capita susceptibles de recevoir des dons). Ces crédits, d'un montant de 1 milliard de deutschmarks (3,4 milliards de francs) pour la Hongrie et de 3 milliards de deutschmarks pour la Pologne, ont été débouqués sans attendre la signature des accords avec le FMI. La participation allemande au fonds de stabilisation du zloty de 1 milliard de dollars pourrait atteindre 500 millions de deutschmarks, soit plus du quart du total.

SOPHIE GHERARDI
ET CAROLINE MONNOT
Lire la suite page 26

Soutenu par la hausse des taux longs

Le deutschmark s'envole

Soutenu par la hausse des taux d'intérêt à long terme outre-Rhin, le deutschmark est en forte hausse, lundi 27 novembre, sur les marchés des changes. L'envolée de la devise allemande place les parieurs de la RFA dans une situation difficile. En France, l'institut d'émission pourrait être amené à relever ses taux directeurs, les banques commerciales envisageant de relever leur taux de base bancaire (actuellement de 10,5 %).

Très ferme la semaine dernière, le deutschmark a encore progressé, lundi 27 novembre, sur tous les marchés des changes, notamment vis-à-vis des monnaies considérées comme faibles. Ainsi, la livre sterling, qui s'était timidement redressée pendant quelques heures, jeudi, sur une très relative amélioration des balances extérieures, a littéralement plongé, pendant près de 2 % par rapport à la devise allemande, à 2,7850 deutschmarks contre 2,8250 deutschmarks, en dépit des interventions de la Banque d'Angleterre.

Le mark s'est également raffermi vis-à-vis du dollar, dont le cours est tombé en dessous de la barre des 1,80 deutschmark, revenant à 1,8050 deutschmark. Comme le yen n'a pas varié par rapport au dollar, la devise japonaise continue à se déprécier vis-à-vis des monnaies européennes, ce qui commence à indisposer les Allemands.

puisque une telle dépréciation favorise les exportations japonaises vers la CEE.

A Paris, le cours du mark a battu à nouveau son record, établi vendredi à 3,4140 francs. Lundi, il s'établissait à 3,4180 francs, se rapprochant de plus en plus de son cours plafond de 3,43 francs, au sein du système monétaire européen. La Banque de France a continué d'intervenir discrètement, sans siffler, puisque le franc n'est pas attaqué : simplement, c'est le mark qui monte irrésistiblement.

Il semble, toutefois, que l'institut d'émission pourrait être contraint de relever ses taux directeurs, pour éviter que le mark ne soit considéré comme de nature à nuire à l'image du franc. Si cela était, les banques françaises relèveraient également leur taux de base (TBB), fixé à 10,50 % depuis le 7 octobre dernier. Ce taux avait, alors, été augmenté d'un demi-point après la majoration des taux directeurs de la Banque de France, portés, à l'époque, de 8,75 % à 9,50 % pour les adjudications et de 9,50 % à 10,25 % pour les pensions à court terme. Cette fois-ci, l'augmentation du TBB pourrait être de 0,30 %.

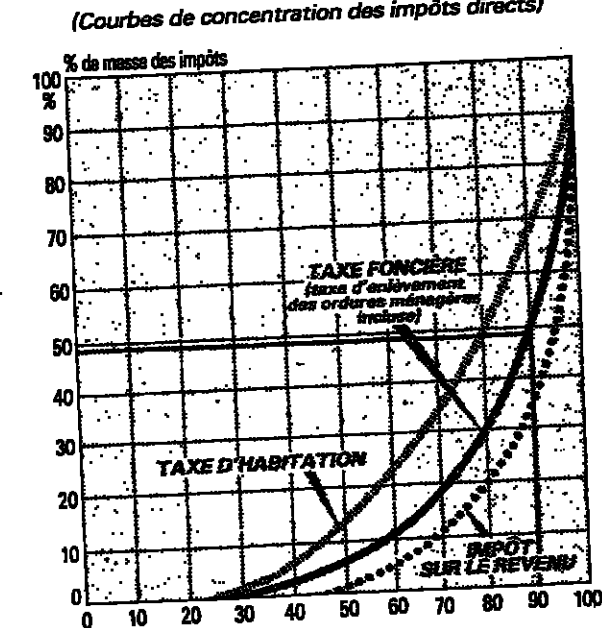
Comme on le sait, c'est l'ascension des taux à long terme en RFA, déclenchée la semaine dernière, qui a accéléré la remontée de la devise allemande, surtout au moment où la Réserve fédérale des États-Unis fait, discrètement, baisser le loyer de l'argent outre-Atlantique, réduisant ainsi l'écart entre les deux pays.

F. R.

10 % des ménages paient
plus de la moitié de l'impôt foncier

La taxe foncière sur les propriétés bâties (payée par les propriétaires, bailleurs ou occupants), qui représente le dixième de l'impôt sur le revenu, est très concentrée, selon la formule de l'INSEE : 10 % des ménages, les plus gros redevables, paient la moitié de cette taxe, tandis que 58 % des ménages n'en paient à eux tous que le dixième. Dans le graphique ci-contre la taxe sur les ordures ménagères (TOM) que le propriétaire récupère auprès de son locataire. La taxe foncière pèse de façon à peu près constante sur les différentes tranches de revenus et modère ainsi la tendance redistributive de la fiscalité directe.

La moitié des Français sont propriétaires de leur résidence principale et un sur cinq de ces ménages est excedentaire : au total, 42 % des ménages sont redevables de la taxe foncière au titre de leur résidence principale. Moins de 8 % des ménages paient la taxe en tant que propriétaires bailleurs, mais ils contribuent pour près du tiers à son produit global. Assise sur la valeur locative, calculée et actualisée par



l'administration, cette taxe regroupe les contributions aux collectivités territoriales, qui sont libres de fixer les taux d'imposition. Ceux-ci sont en moyenne plus faibles en zone rurale que dans les villes. Mais à Paris intra muros, le taux d'imposition est très bas : 3,4 % de la valeur locative contre 11,2 % dans l'ensemble du pays. « Du coup, écrivent les experts de l'INSEE, malgré les valeurs locatives plus élevées de la capitale, la taxe foncière payée en moyenne par chaque assujéti est près de deux fois plus faible à Paris que dans sa banlieue. »

1,750 milliard de francs pour les zones « ultrapériphériques »

Bruxelles arrête un programme spécial
pour les îles lointaines et les DOM

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

La Commission européenne vient d'annoncer l'adoption d'un programme de cinq ans (1989-1993) au profit des zones « ultrapériphériques » de la Communauté. Il s'agit des DOM français et des archipels des Açores, de Madère et des Canaries. L'idée est de financer des projets qui contribueront à mieux intégrer ces régions éloignées au marché unique de 1993. Le montant du concours se situera pour les cinq années aux alentours de 250 millions d'écus soit 1,750 milliard de francs.

La nouvelle sera sans doute bien accueillie par les autorités des DOM plutôt amères ces derniers mois de voir la Communauté s'intéresser si peu à leur développement. En dépit des efforts de la présidence française les autres pays membres, manifestent en effet peu d'empressement pour adopter le programme dit Posidon, présenté par la Commission en 1988. Par rapport à celui-ci le programme additionnel que vient d'arrêter Bruxelles au profit des régions « ultrapériphériques » présente

l'avantage de dépendre de la seule Commission et donc de ne pas être subordonné à l'approbation du Parlement et du conseil des ministres.

La nouvelle réglementation sur les fonds structurels (c'est-à-dire le Fonds de développement régional, le Fonds social et le Fonds agricole) prévoit que la Commission peut librement décider pour la période quinquennale 1989-1993 des actions impliquant une contribution communautaire d'un maximum de 3 milliards d'écus. Les cinq programmes présentés par M. Bruce Millan, commissaire chargé de la politique régionale, représentent un total supérieur à 14 milliards de francs. Il restera à la Commission d'environ 900 millions d'écus à attribuer l'année prochaine.

Outre le programme sur les îles, la Commission a adopté une série de mesures pour favoriser les projets de coopération transfrontalière (entre l'Espagne et le Portugal, par exemple), en Méditerranée, pour encourager les centres de recherche dans les zones en déclin et enfin un programme pour les zones minières et charbonnières en reconversion.

Ph. L.

INSOLITE

Tomates
sous les derricks

Pour la première fois, des tomates cultivées en Arabie saoudite vont être exportées vers l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ainsi que vers l'Asie et Hongkong. L'indiqué le directeur de la société franco-saoudienne Azmi Corporation, spécialisée dans la culture sous verre de tomates et autres légumes, à deux pas des derricks.

Selon M. René Sitarz, qui dirige Azmi Corporation — un holding genevois auquel participe le groupe pharmaceutique Sanofi, filiale du pétrolier Elf Aquitaine — le « marché mondial du légume augmente de 4 % par an et les producteurs traditionnels sont à leur capacité maximale ». Qu'en pense-t-on à Marmande, capitale française de la tomate ?

Pour comprendre le monde contemporain

Une synthèse originale, de quatorze années du Bilan économique et social. Avec des textes du service économique du Monde.

Coédition Le Monde et Sirey

L'économie française 1975-1990

سكزا من الوحل

ÉCONOMIE

SOCIAL

A la Banque de France

Les syndicats se mobilisent contre la fermeture de trente-quatre comptoirs

Le syndicat national autonome (SNA), la CFTC, la CFTD, la CGT et FO de la Banque de France vont organiser, le jeudi 30 novembre, une journée d'action dans trente-quatre comptoirs locaux pour s'opposer à la fermeture qui devrait entraîner la disparition de six cent soixante-quatre postes de travail. Les syndicats souhaitent éviter une nouvelle épreuve de force : les trois semaines de conflit de 1987 avaient laissé des marques. Ils s'adresseront à la population en organisant des journées portes ouvertes et la distribution de tracts, mais ils comptent aussi sur le soutien des élus et des décideurs économiques locaux pour faire pression sur la direction de la Banque, qui se prononcera sur les propositions émanant d'une équipe de travail lors du comité central d'entreprise des 4 et 5 janvier prochain.

D'ores et déjà, les représentants du personnel ont décidé de « faire l'impasse » sur le projet de plan social (reclassements et indemnités de départ pour les agents permanents, congés de conversion et préretraite pour les non-permanents) élaboré par les dirigeants de la Banque de France (dix-sept mille salariés).

La suppression de trente-quatre des deux cent trente-trois établissements locaux correspond, selon la direction, à un impératif de rationalisation et doit permettre de « mieux valoriser les services rendus ». Ces comptoirs assurent la gestion de la circulation de la monnaie, le contrôle des opérations

bancaires mais aussi des analyses de bilans et des enquêtes de conjoncture. « Les comptoirs qui vont disparaître se situent dans des zones qui traversent des difficultés où ils assurent l'animation du tissu économique », souligne M. Patrick Macaire, secrétaire national du syndicat national autonome, principale organisation de la Banque de France.

« Le plan de la direction poursuit-il, est contradictoire avec la volonté affichée par le gouvernement d'aider les PME-PMI et de promouvoir l'aménagement du territoire ». Quant à la CFTD, elle affirme que « si la banque avait réellement la volonté de se moderniser, il aurait fallu revoir en priorité les structures de l'entreprise dont l'archaïsme freine toute évolution ».

Les syndicats redoutent qu'à terme ne subsiste qu'un seul comptoir par département et que certaines activités, telles que le tri et la vérification des billets de banque, soient de plus en plus prises en charge par le secteur privé, notamment les sociétés de transport de fonds. Enfin, s'inquiète le SNA, le « plan d'entreprise » élaboré après le conflit de 1987, « prévoit que la modernisation des méthodes de travail et la centralisation de certains services engendreront la suppression de 770 emplois d'ici à 1993 auxquels viendront s'ajouter ceux qu'entraînera la disparition des trente quatre comptoirs ».

J.-M. N.

La fermeture de l'usine de Billancourt

M. Krasucki : l'avenir de Renault est dans son « redéploiement »

L'avenir de Renault n'est pas dans son « rabougrissement » mais dans son « redéploiement », assure M. Krasucki dans un entretien publié par la Tribune de l'Expansion du lundi 27 novembre, en évoquant la fermeture en 1992 de l'usine de Billancourt. Pour le secrétaire général de la CGT, « la lutte pour Billancourt doit être l'occasion de donner un coup d'arrêt à une politique d'abandon national et d'être le point de départ d'une renaissance. C'est une bataille d'une envergure et d'une puissance considérables qui aborde désormais une phase nouvelle ».

M. Michel Rocard avait assuré, jeudi, qu'« une partie des salariés de l'usine de Renault-Billancourt seraient reclassés à l'usine Renault de Flins (Yvelines) ». Le premier ministre aurait donné cette assurance en recevant deux députés socialistes des Hauts-de-Seine, MM. Philippe Bassinet et Michel Sapin. De son côté,

M. Pierre Mauroy, interrogé le 26 novembre au « Forum FR3-RMC », a souligné qu'« on ne peut pas faire n'importe quoi » sur le site de Billancourt. Pour le premier secrétaire du PS, il faudra y créer une zone d'aménagement concertée et des logements sociaux en vertu d'« un programme digne de l'avenir et non d'un pied de nez au passé ».

RECTIFICATIF. — Une erreur dans une phrase de notre article intitulé « Le gouvernement donne son accord à la fermeture de Billancourt » (le Monde du 22 novembre) la rendait fautive. On lit : « Renault n'a pas réduit ses capacités suffisamment le semestre passé, a jugé Bruxelles... ». Il fallait lire : « Renault n'a pas réduit ses capacités suffisamment, a jugé Bruxelles la semaine passée ». D'autre part, Louis Renault a construit sa première voiture en 1898 et non en 1848 ni en 1948, comme indiqué par erreur dans la chronologie.

ÉTRANGER

Le président du CNPF en visite à Tunis

M. Périgot voit dans la Tunisie une « plate-forme ouverte sur le Maghreb »

TUNIS

(de notre correspondant)

« Allez travailler en Tunisie. S'il y a bien un pays où vous devez être présent sans prendre de grands risques, c'est celui-ci » : tel est le message que se propose de transmettre aux investisseurs français le président du CNPF, M. François Périgot, qui a effectué, du jeudi 23 au samedi 25 novembre, une visite en Tunisie à la tête d'une délégation de quelque quarante chefs d'entreprises et représentants d'organisations professionnelles.

Au cours d'une conférence de presse, M. Périgot a justifié cette invitation aux hommes d'affaires par la « confiance » que lui inspire l'économie tunisienne, les diverses mesures prises par le gouvernement, notamment en faveur des investissements, et la « détermination » qu'il a trouvée auprès du président Ben Ali — qui l'a reçu pendant une heure — et de ses ministres à poursuivre la politique de libéralisation de l'économie et d'ouverture sur le monde.

Une mission « exploratoire »

Selon M. Périgot, les investisseurs français ne doivent pas seulement considérer la Tunisie en tant que marché, mais aussi et surtout comme une « plate-forme ouverte sur le Maghreb, sur l'Afrique et les pays islamiques ».

La mission « exploratoire » du CNPF se situait dans le prolongement des dispositions arrêtées par les deux pays, prévoyant des facilités sur le plan financier pour le développement d'investissements français nouveaux. La France étant disposée à accorder de 30 % en trois ans la valeur des investissements, une ligne de crédits de 100 millions de francs a été réservée à des actions de partenariat dans ce but.

M. D.

La CEE et l'URSS proches d'un accord de coopération

Un accord de coopération économique et de commerce entre la Communauté européenne et l'Union soviétique était donné pour imminent lundi 27 novembre à Bruxelles. Cet accord porterait sur une coopération dans l'industrie, l'environnement, l'énergie (en particulier sur la recherche et la sécurité dans le domaine du nucléaire civil). Le volet commercial permettrait une plus grande ouverture réciproque des marchés.

L'accord CEE-URSS s'ajouterait à ceux qui ont été conclus depuis 1988 avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie (limité pour cette dernière aux échanges de produits industriels). La RDA, pour sa part, a proposé dans un memorandum d'étendre l'accord prévu avec la CEE, au-delà du commerce, à la coopération économique.

TRANSPORT

Le futur Airbus A-321 est déjà commandé à 107 exemplaires

Airbus Industrie a annoncé, le dimanche 26 novembre, le lancement de l'Airbus A-321. Cet appareil est la version à fuselage allongé de l'A-320. « Ce lancement, qui permet d'élargir la gamme des produits et de consolider la position du consortium sur le marché, intervient alors que dix compagnies clientes ont décidé d'acquiescer au total 181 appareils de ce type (107 fermes et 74 options), nombre jamais atteint par un nouvel appareil au moment de son lancement », précise Airbus Industrie dans un communiqué.

Les partenaires industriels qui composent le consortium ont décidé d'investir 2,9 milliards de francs en recherche-développement pour cet appareil. Pour la première fois, le financement du programme fait appel à des capitaux privés.

PRÉCISION. — Dans l'article consacré au TGV Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-Cologne (le Monde du 23 novembre), il était écrit : « La facture du TGV nord-européen approche, dans le matériel roulant, les 90 milliards de francs ». C'était « sans le matériel roulant » qu'il convenait de lire.

Les relations entre la CEE et les ACP

Négociations difficiles pour le renouvellement de l'accord de Lomé

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de la CEE chargés de la coopération poursuivent, dans la matinée du lundi 27 novembre, leurs discussions pour déterminer le montant de l'aide financière aux soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), dans le cadre des négociations sur le renouvellement de la convention de Lomé. Arrivé dimanche à Bruxelles, M. Roland Dumas a négocié « une partie de la nuit » avec les représentants européens de la France pour arrêter une enveloppe convenable à présenter aux ACP.

Le ministre français des affaires étrangères avait fixé la barre à 12 milliards d'euros (un peu plus de 7 francs) — dont 10,8 milliards de subventions et de prêts spéciaux et 1,2 milliard sous forme de crédits de la Banque européenne d'investissements (BEI) —

pour la période 1990-1994 (8,5 milliards au cours des cinq années précédentes). La délégation britannique et la délégation allemande jugeaient l'effort demandé trop élevé. Londres et Bonn estimaient suffisant un montant de 11,2 milliards d'euros.

La différence n'était pas énorme, mais visiblement M^{rs} Chalker et Adam-Schwartz, respectivement ministres adjoints aux affaires étrangères du Royaume-Uni et de l'Allemagne fédérale, n'avaient pas l'autonomie nécessaire pour aller au-delà de leurs instructions. En outre, l'Espagne, représentée par son ambassadeur à Bruxelles, contestait sa contribution à l'effort communautaire.

M. Dumas comptait sur l'arbitrage de ses collègues des affaires étrangères, qui entamaient lundi matin également leurs travaux sur la préparation du Conseil européen de Strasbourg. Ensuite, il s'agissait de pré-

ter l'offre de la CEE aux ACP. Ceux-ci ont réservé un accueil plutôt favorable à la dernière proposition des Douze sur les autres dispositions prévues dans la future convention. Cette dernière devrait créer un fonds spécial doté d'une somme approchant les 2 milliards d'euros et destinés à contribuer « aux ajustements structurels » des pays en développement.

Il est prévu en outre, dans Lomé IV, un aménagement du système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base (STADEX). L'accès des produits agricoles au marché communautaire devrait être facilité pour plusieurs d'entre eux (bœuf, fraises, artichauts). Les règles d'origine pour les produits manufacturés seraient assouplies. Trois nouveaux pays du tiers-monde enfin adhèreraient au nouveau traité : Haïti, Saint-Domingue et la Namibie.

MARCEL SCOTTO

L'aide occidentale à la Hongrie et à la Pologne

Suite de la page 25

S'ajoutent à ces sommes des initiatives des Länder, comme ce fonds d'investissement pour la Pologne de 100 millions de deutschemarks annoncé le 19 octobre par la Rhénanie du Nord-Westphalie. Au total, et même sans tenir compte des subventions à l'Allemagne de l'Est — 3,3 milliards de deutschemarks par an, et davantage à partir de 1990 — la RFA s'efforce comme le principal bailleur de fonds de l'Est, mais pas comme le plus désintéressé. Premier partenaire commercial de chacun des pays de l'Est, elle n'entend pas laisser échapper l'occasion de consolider ces liens économiques, en allégeant les risques des entreprises allemandes.

La chronique des aides annoncées fait apparaître d'autres phénomènes, parfois surprenants. Par exemple, l'un des plus gros fournisseurs d'aide, avec 550 millions de dollars, est la Corée du Sud. Par comparaison, le Japon, dont la

contribution — en prêts — ne devrait pas dépasser 200 millions de dollars, paraît timoré. La Suisse donne plus de 40 milliards, tandis que la Grande-Bretagne se limite pour l'instant à un peu moins de 8 millions de dollars.

De tout cet argent promis, les heureux bénéficiaires ont-ils déjà vu la couleur ? La réponse est non, pour l'essentiel. L'année 1990 devrait voir se débloquer effectivement les fonds, surtout si, comme les vingt-quatre ont exprimé le souhait, le FMI réussit à boucler rapidement des accords intérieurs avec les deux pays. Avec la Pologne, les négociations sont en cours sur un plan de stabilisation de trois ans visant à restaurer l'équilibre macroéconomique et à accélérer les changements structurels, avec à la clé un crédit de 700 millions de dollars. Avec la Hongrie, les pourparlers sur le nouveau programme économique à

moyen terme risquent de durer plus longtemps que prévu. Toutefois, Pologne et Hongrie bénéficieront, dès le début de l'an prochain, d'un meilleur accès aux marchés de la Communauté européenne (suppression des restrictions quantitatives spécifiques et système de préférence généralisée), et des États-Unis. Les exportations hongroises pourront, à l'exception de certains produits comme les chaussures ou les textiles — entrer sans droits de douane sur le marché américain, ce qui devrait augmenter de 5 à 6 millions de dollars les recettes commerciales de la Hongrie. Les mêmes avantages devraient bientôt être accordés à la Pologne.

Ce schéma, encore mouvant, montre cependant clairement la volonté des Occidentaux d'apporter une aide « qualitative » plutôt que quantitative aux pays de l'Est. La RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie (rapproché demain à la porte). Tout ce qu'on aura appris avec l'opération Phare pourra servir. Seul se désole un Roumain anonyme : « Quand nous arriverons, il ne restera plus un dollar ! »

SOPHIE GHERARDI et CAROLINE MONNOT

Dons prévus pour 1990

Contributeur	Montant (en millions)	Monnaie	Dollars (en millions)	Objectif
Budget CEE	300	Euros	335	Investissements, formation, protection de l'environnement, aide sociale.
Aides annoncées par pays				
• États-Unis	738	Dollars	738	90 % pour la Pologne. Participation au fonds de stabilisation du stroy polonais.
• Suisse	200	Dollars	200	Aide technique, économique et humanitaire.
• Japon	67	Francs suisses	41,7	Aide technique, formation à la gestion.
• Finlande	90	Marka	21,2	Formation et protection de l'environnement.
• Suède	100	Couronnes	15,6	Formation et protection de l'environnement.
• France	90	Francs	14,2	Formation, assistance technique.
• Danemark	100	Couronnes	14	Fonds d'industrialisation d'Europe de l'Est.
• Norvège	70	Couronnes	10,2	Formation et aide à l'investissement.
• Belgique	390	Francs belges	10	N.C.
• Canada	10	Dollars canadiens	8,5	Fonds pour les entrepreneurs individuels.
• Grande-Bretagne	5	Livres sterling	7,9	Hongrie : formation, soutien scientifique.
• Autriche	20	Schillings	1,5	Formation.
• Pays-Bas	3	Florins	1,4	Hongrie : aide à l'investissement agroalimentaire.
• Corée du Sud			100	Hongrie : programme de développement.
Total			1 224,2	

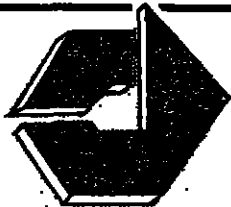
Nouveaux crédits multilatéraux 1990-1992

	Montant (en millions)	Monnaie	Dollars (en millions)	Objectif
Prêts de la BEI garantis par la CEE	1 000	Euros	1 116,7	Prêts projets.
Prêt CECA	200	Euros	223,3	Prêts pour l'investissement dans le charbon et l'acier.

Nouveaux crédits bilatéraux

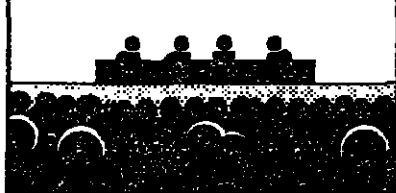
	Montant (en millions)	Monnaie	Dollars (en millions)	Montant (en millions)	Monnaie	Dollars (en millions)
Pologne						
RFA	3 000	Deutschemarks	1 633,2	1 000	Deutschemarks	544,3
France	3 800	Francs	609,4			
Autriche	1 000	Schillings	77,3			
Japon				5 000	Yens	35,2
Finlande	50 000	Lires	37,1			100
Italie	20	Dollars canadiens	450			
Canada						
Corée du Sud						
Totaux			2 824			679,5

Source : d'après le rapport de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU.

SUP DE CO
NANTES

un débat à propos du DROIT

Philosophie du Droit et évolution des Sociétés

Avec la participation de
THIERRY MIGNON
Avocat à la Cour d'Appel de ParisFrançois OST
Doyen de la Faculté de Droit des Facultés Universitaires St-Louis à BruxellesAlain SUPLOT
Professeur des Facultés de Droit - Université de Nantes/
Institut Universitaire Européen - FlorenceDébat animé par
Alain ETCHEGUYEN
Normalien - Agrégé de Philosophie
Créateur des Sociétés SHS - Sciences de l'Homme et de la SociétéMardi 28 Novembre 1989 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren
18, avenue de Suffren - 15^eCIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES
8, route de la Jonelière - RP 72 - 44003 Nantes Cedex 01 - Tél. 40 33 34 - Télécopie 40 33 34 07

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Sud oublié ou presque

L'ouverture de l'Europe orientale et le jeu du marché
détournement du tiers-monde, notamment de l'Afrique, les entreprises et les gouvernements

«AUJOURD'HUI, l'intérêt objectif des forces du marché ne porte pas les entreprises européennes vers le tiers-monde.», estimait récemment Claude Cheysson. Et il ajoutait : « Je crains (...) que la polarisation sur la construction européenne, ou le libre jeu des forces du marché, n'amènent à ignorer grandement le tiers-monde pendant un temps. La vision politique réapparaîtra plus tard, cette fois contrainte et forcée » (1).

Ces propos, l'ancien ministre des relations extérieures et commissaire européen aux relations Nord-Sud les tenait avant que les bouleversements en Europe de l'Est et les appels à l'aide de plusieurs pays de la région ne viennent, à leur tour, polariser l'attention des Occidentaux. Hier, la seule perspective du « grand marché » faisait redouter une marginalisation accrue de certains pays du Sud, de plus en plus éloignés des préoccupations de la Communauté européenne et mal équipés pour tirer avantage de la nouvelle entité. Comment imaginer aujourd'hui que l'ouverture à l'Est et le potentiel de développement qu'elle suppose à plus ou moins long terme puissent ne pas aggraver cette tendance.

En d'autres termes, ce réchauffement Est-Ouest (on, si l'on préfère, ce rapprochement Nord-Sud), face à un Sud fragmenté, ne risque-t-il pas de jeter, tôt ou tard, au débris des pays du tiers-monde ? Sous une appellation ou sous une autre, la

Pologne, la Hongrie, la RDA, etc., seront-elles demain les « nouveaux pays en voie de développement », bénéficiaires privilégiés des aides de l'Occident ? Avec — on l'a assez vu dans le tiers-monde depuis vingt ans — ce que cela peut comporter d'avantages et d'inconvénients ; mais aussi, en l'occurrence, de concurrence et de manque à gagner pour certains pays sous-développés.

Mobilisation vers l'Est

On n'en est pas encore là. Pour le moment, on ne saurait prendre les déclarations d'intention de l'Occident pour argent comptant, et les pays concernés ont encore du chemin à faire sur la voie de l'économie de marché avant de bénéficier de la manne occidentale. Par ailleurs, les bouleversements continus, mais aussi l'exemple des difficultés soviétiques et polonaises, sans parler des récentes péripéties chinoises, incitent les milieux d'affaires à la prudence, surtout en France. Enfin, personne n'a encore suggéré de rogner sur les crédits de l'aide au pays du Sud pour mieux assister ceux de l'Est. A priori, pas de quoi désespérer Ouagadougou.

Toutefois de la Banque de développement proposée par les Douze à l'idée d'un nouveau plan Marshall, soutenue par Valéry Giscard d'Estaing, en passant par le vaste programme d'aide et de redéploiement économique à l'Est suggéré par l'ancien chan-

cellier Willy Brandt, les Occidentaux multiplient ces temps-ci les propositions d'assistance. Certaines ne sont pas d'ailleurs sans rappeler celles jadis envisagées pour le tiers-monde : plan Marshall pour l'Afrique, rapport Brandt sur les relations Nord-Sud, etc.

Cette mobilisation en faveur de pays hier encore ennemis peut paraître bien modeste au regard des besoins réels et de l'histoire. Mais elle n'en est qu'à ses débuts ; son potentiel paraît considérable (certains, et non des moindres, imaginent déjà une Communauté élargie de facto à toute l'Europe). Enfin, même modeste, elle tranche sur la démobilité dont pâtissent certains « pays amis » fort éloignés et désespérément pauvres.

A tort ou à raison, on a chez nous l'impression que l'intérêt des Occidentaux est plus que jamais limité à une logique économique et à des marchés bien précis. Et que doit exister entre Européens de l'Ouest et de l'Est

une volonté de coopération intégrant toutes sortes de données (géographiques, historiques, culturelles) allant bien au-delà de ce que peuvent espérer les pays du tiers-monde dans leurs rapports avec l'Occident. On imagine, dans un avenir pas trop lointain, les pays de l'Est, ou du moins certains d'entre eux, venant renforcer le dynamisme et la synergie d'un grand pôle économique européen, au détriment de ceux qui ont déjà les plus grandes difficultés à prendre pied sur les grands marchés du Nord.

Enfin, l'ouverture à l'Est, synonyme d'investissements occidentaux, survient alors que certains pays du Sud, endettés et insolubles, connaissent un grave problème de désinvestissement. Les capitaux étrangers — et pas seulement français — partent vers des marchés plus porteurs. En quelques années, la part des investissements ouest-allemands dans les pays du tiers-monde est

tombée au-dessous de 5 %, après avoir atteint jusqu'à 30 % du total. Or c'est la RFA qui a le plus investi à l'Est ces dernières années ; et c'est sur elle, sur ses banques et entreprises privées, que l'Occident compte d'abord pour aider les économies d'Europe orientale.

Marginalisation des pauvres

Dans ces conditions, la Banque mondiale a beau mettre en garde contre la « marginalisation » dramatique de l'Afrique, et souligner, dans son dernier rapport (voir page 44) le rôle-clé que l'investissement privé devrait jouer dans une relance de la croissance, on voit mal comment inverser la tendance. De façon générale, le discours de l'interdépendance, qui prônait la coopération avec le Sud sinon par devoir moral, du moins par intérêt (leur progrès, c'est le nôtre ; aider le Sud, c'est aussi aider le Nord, etc.), perd de sa force.

D'un strict point de vue économique, l'efficacité de l'argument a tendance à s'estomper, car il existe des fournisseurs de matières premières et des réserves de croissance ailleurs que dans les nations les plus pauvres. Par exemple, dans certains pays d'Asie, d'Amérique latine et... d'Europe de l'Est.

Les dirigeants occidentaux peuvent difficilement tirer argument de cette froide réalité pour se soustraire à leurs engagements en matière d'aide publique au développement. Pas

ouvertement du moins. Mais, côté privé — on l'a vu, — c'est une autre affaire. Or ce secteur pèse de plus en plus lourd dans les affaires du monde.

Et puis, avant même le dégel à l'Est, la tendance à la mondialisation de l'économie, et au développement de grands marchés régionaux s'y rattachant s'accompagnait du décrochage et de la marginalisation des plus pauvres, ainsi que le notait l'OCDE (voir page 28). Un phénomène que ni les gouvernements ni les organismes multilatéraux chargés du développement n'ont été, à ce jour, capables d'enrayer en dépit de décennies d'assistance technique et financière.

Pour toutes ces raisons, on admet dans l'entourage présidentiel français l'existence d'un « risque réel » de voir le Sud pénalisé par une aide massive à l'Est. Tout en soulignant que « ce n'est évidemment pas la France qui aggraverait cette tendance », et en rappelant que le chef de l'Etat, lors de son dernier discours à Strasbourg, a parlé, dans deux passages distincts, de la nécessité d'aider les pays de l'Est et ceux du Sud — ces derniers demeurant « une priorité ».

Ainsi, des deux côtés, on appelle au secours, et dans les deux cas, il est impossible à la France et à ses partenaires industrialisés de refuser. Reste que les ressources ne sont pas illimitées.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Croissance des jeunes nations, juin 1989.

Toujours le plan Marshall

Contrairement aux bénéficiaires de l'aide américaine en 1947, les pays de l'Est ont à réinventer un système économique.

«NOTRE devoir est d'aider les peuples libres à travailler à leur propre destinée selon leur propre voie. Je crois que notre aide doit être d'abord économique et financière, essentielle à la stabilité économique et à l'ordre politique. » George Bush, novembre 1989 ? Non, Harry Truman, mars 1947.

Trois mois plus tard était lancé un programme d'aide massive à l'Europe connue sous le nom de plan Marshall. Il avait été préparé par une toute petite équipe à Washington et fut annoncé par le général George Marshall, secrétaire d'Etat et principal conseiller du président Truman, dans une conférence tenue à Harvard le 5 juin 1947.

Londres et Paris, comprenant l'importance de l'enjeu, convoquèrent, dès la mi-juillet, une conférence européenne pour discuter de l'offre américaine. Seize pays, ceux qui devaient donner naissance à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), répondirent à l'invitation.

Plus de quarante ans ont passé. Et l'autre moitié de l'Europe, celle qui refusa, sur injonction de Staline, les milliards de l'Amérique, se présente à son tour aux guichets des riches pour qu'ils l'aident à reconstruire son économie.

Aussi est-il plus nécessaire que jamais de se souvenir du plan Marshall, d'abord pour savoir ce que recouvre cette référence incantatoire. Il y a deux ans, François Guillaume, alors ministre de l'Agriculture, proposait à son tour un plan Marshall pour le tiers-monde. A la mi-novembre 1989, Lech

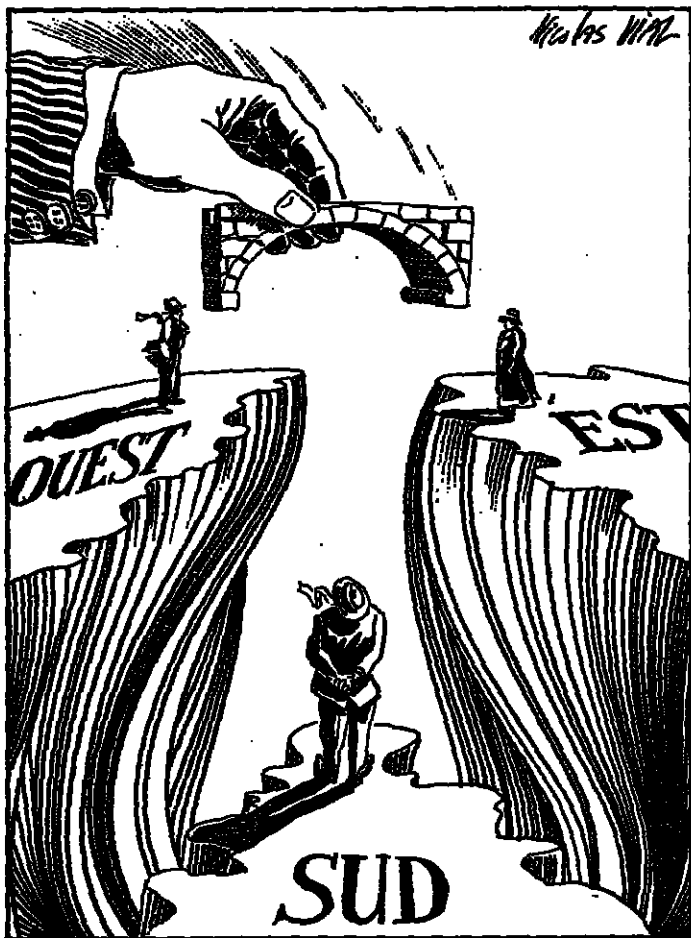
Walesa, parlant devant le Congrès américain, demandait un plan Marshall pour la Pologne.

Au même moment, à un colloque d'économistes soviétiques, à Moscou, plusieurs intervenants regrettaient ouvertement que Staline ait privé le pays des capitaux du plan Marshall. Et l'ancien président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, a suggéré à plusieurs reprises — notamment devant le « Grand Jury RTL-le Monde », le 12 novembre dernier — que l'aide aux pays de l'Est s'inspire du plan Marshall.

Endiguer le communisme

Que cache ce slogan ? Selon Philippe Mioche, maître de conférences à l'université de Provence, après la guerre les Américains avaient la hantise d'une crise de reconversion industrielle qui les aurait fait retomber dans la récession. Ils pensaient aussi que le cloisonnement des marchés dans le monde des années 30 avait été la cause profonde du conflit mondial et comptaient sur le développement des échanges pour assurer à l'avenir la paix et la prospérité. Enfin, ils étaient persuadés que le communisme était l'enfant de la misère et qu'on l'endiguerait en aidant au plus vite les pays dévastés à reconstruire leur économie.

L'aide américaine n'a d'ailleurs pas commencé avec le plan et ne



s'achève pas avec lui (dans le cas français, l'aide Marshall représente le tiers des 7,8 milliards de dollars reçus des Etats-Unis sous diverses formes entre 1945 et 1955). Pendant la guerre, de 1941 à 1945, les Etats-Unis ont financé par le système du prêt-bail, les achats des Alliés (pour la France 3,3 milliards de dollars). En 1946, l'Amérique raye d'un trait de plume la dette du prêt-bail, comme pour ne pas recommencer l'erreur du premier après-guerre, où la crise de la dette empoisonna le climat politique et économique.

Pour les Américains le geste vaut « soldes de tout compte » et, dans la période 1945-1947, ils se remettent à accorder des crédits, mais à des conditions dures, très « business like business ». Ainsi, fin 1946, les Etats-Unis imposent un quota de films américains à projeter sur les écrans français, en échange d'un prêt de 600 millions de dollars (il s'ensuivit une mobilisation sans précédent des métiers du spectacle, encouragée par le Parti communiste).

Toutefois, ayant consommé les aides antérieures, les pays, vainqueurs et vaincus, manquaient dramatiquement de capitaux et la crise sociale menaçait. L'« European Recovery Program » — telle est l'appellation officielle du plan

Marshall — est né de la stricte nécessité. Entre juin 1947 et le déblocage des premiers crédits, en avril 1948, le Congrès américain vota une aide d'urgence pour que la France, l'Italie et l'Autriche (un ancien allié et deux anciens ennemis de l'Amérique) puissent passer l'hiver le plus froid du siècle.

Répartir l'argent

A combien se monte l'aide Marshall ? L'historien américain Charles Kindleberger estime que le projet initial était de 30 milliards de dollars. Cette somme très importante fut ramenée à 13 milliards (plus ou moins 3 milliards, selon les sources !), en partie parce que l'abstention — forcée — des pays de l'Est réduisait les besoins (seules la Pologne et la Tchécoslovaquie avaient, dans un premier temps, accepté).

La répartition de l'argent — constitué en majeure partie de dons — fut la suivante (1) : 24,4 % pour la Grande-Bretagne, 20,2 % pour la France, 11 % pour l'Italie, 10,1 % pour l'Allemagne de l'Ouest, 8,3 % pour les Pays-Bas, 5 % pour l'Autriche, 4,8 % pour la Grèce, 4,2 % pour la Belgique et le

Luxembourg, 2,1 % pour le Danemark, 1,9 % pour la Norvège, le reste allant aux autres pays (statistiques américaines de 1952 citées par Alfred Grosser dans les Occidentaux, Paris, Fayard, 1978).

Valéry Giscard d'Estaing a fait appel à l'économiste Jean-Claude Casanova pour transposer en dollars actuels le montant de l'aide Marshall. Cela donne le chiffre étonnant de 171 milliards de dollars, dont la France aurait, selon lui, touché 45 milliards, la Grande-Bretagne 38 et l'Allemagne 20. L'ancien président n'a pas manqué de souligner à quel point l'aide actuellement envisagée en faveur des pays de l'Est faisait pauvre figure, comparativement.

Si l'on envisage sérieusement — et non plus comme une simple figure rhétorique — un nouveau plan Marshall, il faut répondre à plusieurs questions. D'abord, qui paiera ? En 1947, l'Amérique était la seule puissance intacte économiquement. Ayant des produits à vendre, elle fournait des capitaux à ses

clients potentiels — selon l'explication la plus mercantile du plan Marshall. En 1989, la RFA et le Japon sont devenus des puissances comparables à l'Amérique et les excédents courants sont de leur côté.

Deuxième question, la plus épineuse sans doute : peut-on comparer les pays de l'Est actuels à l'Europe occidentale d'alors ? La France, l'Angleterre, l'Allemagne étaient encore en ruine en 1947, mais elles n'avaient pas à réinventer un système économique. Personne n'y avait oublié ce qu'étaient la propriété, le travail, la monnaie. L'état des lieux économique et statistique, demandé par les Américains avant de débiter les fonds put être fait, malgré les difficultés matérielles.

SOPHIE GHERARDI
Lire la suite page 28.

(1) Techniquement, les dollars ne traversaient pas l'Atlantique : l'aide prenait la forme d'une ligne de crédits à utiliser aux Etats-Unis, le contre-valeur en monnaies nationales étant géré par chaque pays.



GUIDE DES VALEURS MOBILIERES des institutions au régime fiscal

JOURNAL OFFICIEL
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
Tél. : (16-1) 45-78-61-44

هكذا في الاول

CHAMPS ECONOMIQUES

LIVRE

« Un monde ou plusieurs ? »

Les tendances de l'économie mondiale qui caractérisent cette fin de siècle — accentuation de la globalisation et de l'interdépendance, mais aussi de la multipolarité et de la dualité (accroissement des écarts entre pays à développement rapide et pays en stagnation) — paraissent aujourd'hui assez claires. Mais sont-elles irréversibles ?

On veut espérer que non. Mais alors, comment influencer leur évolution pour éviter le creusement du fossé ? Avec le risque inhérent « de voir les trois quarts de la population du globe appartenant à des pays engagés dans une économie internationale dynamique et un quart appartenant à des pays accusant un retard de plus en plus important et dérivant dans des eaux inconnues — avec dans l'un ou l'autre cas la seule perspective d'une marginalisation prolongée ». Et quelles seraient les caractéristiques d'une stratégie

mondiale tenant mieux compte d'un développement ?

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Centre de développement de l'OCDE, divers spécialistes ont tenté de déterminer l'évolution probable de l'économie mondiale et d'en esquisser les grands axes. Un livre (1), qui rassemble leurs réflexions, tente, au fil d'une trentaine d'interventions, de répondre aux graves questions que poserait, et que pose déjà dans bien des cas, une économie mondiale à deux vitesses, tout particulièrement pour l'Afrique. Il propose, pour les années 90, des options politiques et des actions fondées, comme il se doit, sur les principes de croissance, de stabilité et de solidarité.

R.-P. P.

(1) *Un monde ou plusieurs ?* Ouvrage du Centre de développement de l'OCDE sous la direction de Louis Emmerij. 350 pages, 160 F.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LE JAPON DES AFFAIRES

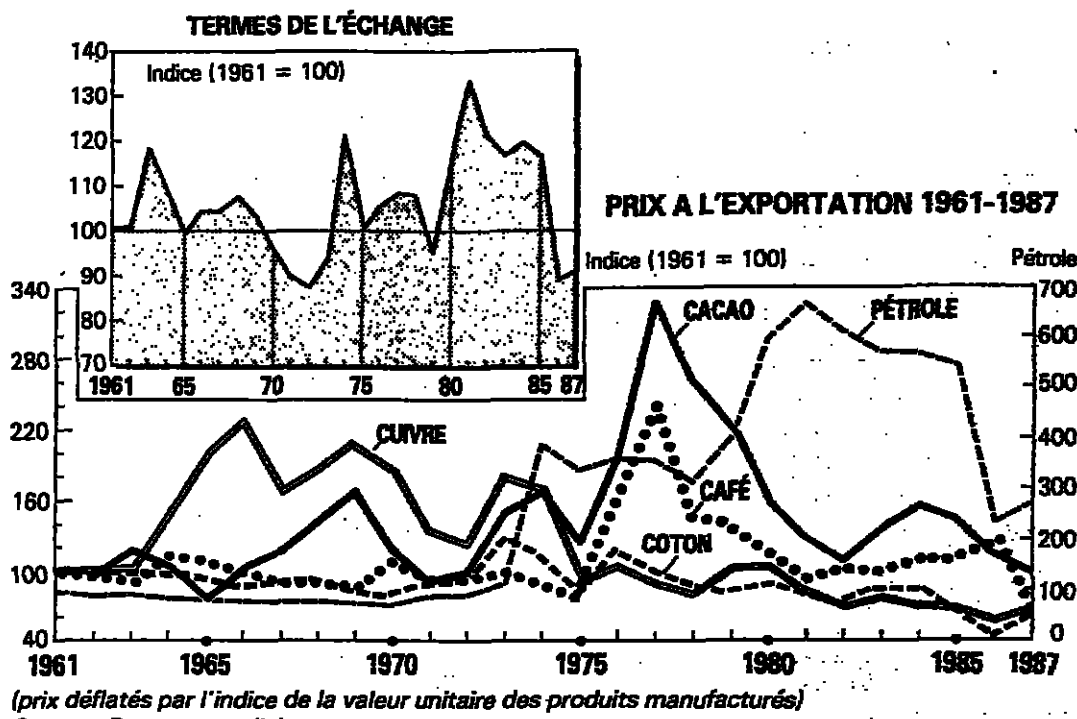
Séminaire intensif
pour cadres européens
5 au 10 mars 1990
organisé par l'UNIVERSITÉ PARIS 7
avec le concours de la CEE

Le Japon contemporain. Conception du travail et structure de l'entreprise/ Principaux traits de l'économie japonaise/ Marché du travail et institutions sociales/ Commerce, marketing, distribution/ Le commerce extérieur japonais : mécanismes et fonctionnement/ Bourse, marché financier, banques/ Politiques industrielles : grands programmes et rôle du Miti.

INSCRIPTIONS 43. 29. 71. 76.

BALISE

Les fruits amers de l'Afrique



« Le continent africain souffre d'une crise très dure liée à son endettement dramatique et aux cours déprimés de ses matières premières », déclarait à la mi-novembre le ministre français de la coopération, Jacques Pelletier. A l'orée des années 90, la relation est flagrante entre la dette de l'Afrique, qui atteint 134 milliards de dollars, et la dégradation de ses recettes d'exportation tirées des cultures de rente (cacao, café, coton) ou de minerais, comme le cuivre.

Fin 1987, les cours de ces matières premières tropicales étaient revenus à leur niveau de 1961. Une sorte de retour à la case départ pour l'Afrique, trente ans après le processus de décolonisation. Les pays d'Afrique, qui sont liés aux produits de base pour la moitié, voire les trois quarts de leurs rentrées en devises, ont subi de plein fouet la dégradation des termes de l'échange.

La baisse des prix mondiaux s'est poursuivie en 1989, puisque, fin novembre, le café vaut 40 % moins cher qu'en début d'année. La chute atteint 39 % pour le cacao, et encore 30 % pour l'étain.

Des matières premières du tiers-monde, seul le coton a

piégé des matières premières, le continent noir a plus que jamais besoin de soutien.

La Banque mondiale préconise pour les prochaines années un doublement de l'aide publique au développement, qui devrait, selon elle, atteindre 22 milliards de dollars par an en faveur de l'Afrique subsaha-

rienne. Quant au redressement avorté des prix des produits de base, il pose, pour les pays producteurs, la question cruciale de la diversification économique et de l'essor d'activités de substitution, hors des champs interdits et dangereux de pavot et de cannabis.

ERIC FOTTORINO

Toujours le plan Marshall

Suite de la page 27.

Les pays de l'Est peuvent-ils et veulent-ils passer, tous ensemble, leurs économies aux rayons X pour établir leurs besoins techniques et financiers ? Rien ne le laisse supposer pour l'instant.

Autre question : accepteraient-ils les contreparties d'une telle aide ? La France de l'après-guerre, malgré toute sa volonté d'indépendance, était bien obligée d'admettre un certain contrôle américain. Ainsi le chef de la mission Marshall en France, David Bruce,

pouvait-il remercier dans une lettre du 5 décembre 1948 le président Henri Queuille de lui avoir transmis son projet de budget...

En revanche, il faut signaler que chaque pays utilisait l'aide Marshall à sa manière. La Grande-Bretagne l'employa à 95 % pour payer des dettes à court terme et donc stabiliser sa monnaie et ses comptes publics. La France, au contraire, opta pour la modernisation de son appareil productif : 24 % des fonds servirent à acheter des biens d'équipement et 64 % des matières premières.

Il y a toutefois de parfaitement réutilisable, dans l'esprit du plan Marshall, son côté « aide-toi, le ciel t'aidera ». Voici les mots que prononça le général Marshall ce fameux 5 juin 1947 : « Il ne serait ni opportun ni efficace que nous nous chargions d'élaborer de façon unilatérale un programme destiné à remettre l'Europe sur pied dans le domaine économique. C'est là une tâche qui revient aux Européens. »

A mon avis, c'est l'Europe qui doit prendre l'initiative, le rôle des Etats-Unis consistant à offrir leur aide amicale dans la rédaction du programme et, par la suite, un soutien pratique aux plans élaborés, dans la mesure de leurs possibilités.

A quarante-deux ans de distance, cet appel à la responsabilité et à la coopération des Européens sonne encore juste. Quant il fut lancé, les Etats-Unis représentaient à eux seuls la moitié du revenu mondial. Ils n'ont depuis cessé de s'enrichir, même si leur position relative s'est amoindrie.

L'historienne Denise Artaud se demande dans *La Fin de l'innocence* (Armand Colin, 1985) : « Le plan Marshall, bonne action ou bonne affaire ? » La réponse est toute trouvée : les deux, mon général !

SOPHIE GHERARDI.

Les lexiques Dalloz

vous
enrichissent
sans vous ruiner

lexique
d'économie

Dalloz - Les indispensables

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE
RENAULT VOUS REÇOIT CINQ SUR CINQ



REPRISE ARGUS
+5000 F
ou 5000 F minimum

Reprise Argus* +5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinq, hors séries limitées. (Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard).

FINANCEMENT SPÉCIAL

LOA sur 25 mois*

Par exemple pour une Renault Supercinq Five 3 portes. Prix TTC clés en main 47 000 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 18 800 F (1^{er} loyer majoré 11 750 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 7 050 F) et 24 loyers de 1 295 F. Coût total en cas d'acquisition 49 880 F.

Coût total du financement : 2 880 F TTC.

Ces deux offres, valables jusqu'au 30/11/89, sont réservées aux particuliers et concernent les VP neufs.

* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700

27-33, quai Le Gall - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B702002221.

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE



Une dette

et de gr

CHAMPS ECONOMIQUES

Les « nouveaux banquiers » soviétiques

La Banque centrale ayant perdu ses fonctions commerciales, plus de 150 établissements financiers indépendants sont directement intéressés à la réussite de la perestroïka.

par Emmanuel Kurtz

Les principaux économistes soviétiques, réunis dans le cadre de la conférence nationale sur les réformes, ont, le 15 novembre, affirmé la nécessité de promouvoir un marché financier. Sa mise en œuvre pourrait s'appuyer sur la nouvelle structure bancaire existant depuis 1988.

Après la promulgation du décret sur la restructuration du système bancaire et son entrée en application le 1^{er} janvier 1989, la Banque d'Etat de l'URSS (Gosbank) a perdu ses fonctions commerciales, désormais transférées à des banques spécialisées. A côté de ce secteur d'Etat, plus de 150 établissements financiers indépendants ont fait leur apparition sur le territoire du pays.

Le conseil des ministres dicte encore la politique de la Gosbank. Mais il est vraisemblable que ce sera le Soviet suprême, devenu un véritable Parlement, qui, l'an prochain, se substituera à cette instance. Une loi bancaire visant à établir les règles du jeu devra être votée.

Un rôle prépondérant

Le large réseau des banques spécialisées leur permet de jouer un rôle prépondérant dans l'exécution du budget par l'allocation de crédits aux entreprises. Simultanément, elles développent leurs propres activités de financement de projets industriels. D'une manière générale, les « nouveaux banquiers » sont favorables à la modernisation de l'économie soviétique et souhaitent la mise en œuvre d'instruments appropriés, comme l'utilisation de taux d'intérêt réalistes.

Les cinq banques spécialisées convergent en tout cas les principaux secteurs de l'économie. Dans le domaine des relations extérieures et conformément à l'assouplissement des règles commerciales avec

l'étranger, l'ancienne Banque du commerce extérieur de l'URSS (Vneshtorgbank) a été réorganisée en banque d'Etat spécialisée, dénommée Banque des affaires économiques extérieures (Vnechozbank). Outre son rôle d'établissement bancaire chargé des opérations de crédit et de transactions avec l'étranger, elle contrôle la réglementation des opérations liées aux crédits en devises obtenus par les organismes soviétiques et les sociétés mixtes.

L'accent a également été mis sur le financement des principales industries grâce à la création de la Banque de l'industrie et de la construction (Promstrobank). Son poids dans l'économie soviétique est imposant par l'ensemble des concours qu'elle accorde, représentant la moitié de la production nationale.

L'an dernier, elle a octroyé directement des concours financiers à hauteur de 100 milliards de roubles (1). Des crédits budgétaires d'une valeur de 200 milliards de roubles ont aussi été injectés par son canal. La clientèle se compose de plus de 8 000 entreprises d'Etat (près de 25 % du total), avec lesquelles les relations sont assurées par 2 000 filiales et agences réparties sur le territoire.

Une autre priorité a été donnée à la modernisation de l'agriculture. Le secteur est confronté à des difficultés, liées à la mauvaise organisation de sa production. Les autorités ont mis en place la Banque de l'agro-industrie de l'URSS (Agro-prombank). Son rôle est également prépondérant : l'an dernier, elle a octroyé pour plus de 130 milliards de roubles de concours.

La production de biens et de services étant insuffisante pour répondre à la demande, l'épargne surabondante s'élève à 350 milliards de roubles, soit près de 50 % du revenu national. Il a été décidé de regrouper sa gestion dans la Banque d'épargne coiffant l'ancien réseau des caisses d'épargne dans chacune des quinze Républiques de l'URSS, avec des succursales et des agences dans chaque région.

L'édifice représente près de 80 000 unités, employant 250 000 salariés. Profitant d'une position financière de choix, cette banque souhaite assurer la fonction d'intermédiaire financier entre les épargnants et l'industrie et de gestionnaire de valeurs mobilières. Enfin, pour encourager l'industrie légère, le logement et les services, la Banque du logement et des équipements sociaux de l'URSS (Jil-sotsbank) a également vu le jour.

Des dirigeants efficaces

A côté des cinq établissements d'Etat, le secteur bancaire, commercial et coopératif ne cesse de se renforcer. Pour l'instant, il est composé d'une centaine d'établissements fondés sur le principe des sociétés par actions, au capital minimum de 5 millions de roubles, et d'une cinquantaine, de type coopératif, avec un capital de 0,5 million de roubles.

Leur champ d'activité est aussi large que celui des banques d'Etat et la réglementation bancaire actuelle leur permet de participer à hauteur de 50 milliards de roubles aux financements industriels. Même si ce chiffre peut paraître faible en regard des centaines de milliards de roubles de crédits accordés par le secteur d'Etat, la nature même de ces établissements les incite à intervenir que dans des opérations dégageant des profits.

Leurs perspectives de développement sont grandes. Leur souplesse et la qualité de leurs personnels dirigeants les rendent efficaces et ils sont directement intéressés à la réussite de la perestroïka. En tout état de cause, ils n'auront pas la puissance financière du système bancaire d'Etat, même si déjà quatre de ces établissements ont un capital supérieur à 250 millions de roubles, notamment à cause de la rigidité de la réglementation en matière de ratios financiers. Les dépôts collectés restent marginaux par rapport au total de leurs ressources dont l'essentiel émane des

fonds propres d'entreprises qui sont à l'initiative de leur création.

Même si la loi bancaire n'est pas encore promulguée, il est possible de dégager des tendances dans l'évolution du système bancaire et d'envisager la mise en œuvre d'un marché financier. L'application d'une telle politique a été réaffirmée par Valentin Pavlov, ministre des finances, dans son discours de présentation du budget de l'URSS pour 1990.

Des responsables politiques souhaitent que le capital des banques spécialisées, qui, jusqu'à présent, est toujours détenu par l'Etat, soit en partie, distribué sous forme d'actions aux entreprises. Il est vraisemblable qu'à l'instar de l'exemple hongrois celles-ci puissent être souscrites, en partie, par le public. Toutefois, la question du régime de propriété se posera car la Constitution de l'URSS ne prévoit pas la modification de sa nature socialiste. Le débat reste pour l'instant ouvert.

Les autres banques sont en expansion significative. Le total de leur capital représente près de 3 milliards de roubles. On peut imaginer qu'elles soient en mesure d'accéder directement aux marchés financiers internationaux au même titre que les banques spécialisées, mais dans une limite prescrite par les autorités monétaires pour ne pas risquer de compromettre l'équilibre économique extérieur du pays.

En outre, la loi ne prévoit pas encore l'ouverture en URSS d'établissements bancaires étrangers (à l'exception de bureaux de représentation). Un premier pas significatif dans ce sens a tout de même été franchi avec la création de la Banque internationale de Moscou, dans laquelle les Occidentaux détiennent 60 % du capital. Il est possible qu'à l'avenir l'autorisation leur soit donnée de s'installer en Union soviétique, et pourquoi ne pas imaginer qu'ils puissent également participer à un marché financier national.

A ce sujet, deux éléments importants laissent supposer une évolution prochaine : d'abord la possibilité donnée aux entreprises soviétiques d'acheter des actions dont le volume actuel, de l'aveu même des dirigeants, est encore faible (100 millions de roubles) ; ensuite, l'émission d'un emprunt de 60 milliards de roubles, d'une durée de quinze ans, assorti d'un taux d'intérêt de 5 %. Il sera souscrit par les entreprises, les coopératives et les banques.

Les tenants des réformes doivent, dès à présent, réfléchir à la mise en place d'une structure juridique destinée à encourager les transactions financières s'appuyant sur un système bancaire qui représente déjà une base assez large pour les promouvoir.

(1) Un rouble vaut officiellement dix francs. Sur le marché parallèle il ne vaut plus qu'un franc.

► Economiste.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT PTT 89

TAUX NOMINAL 9,20%
TAUX ACTUARIEL 9,38%

VALEUR NOMINALE: 2000 F

PRIX D'EMISSION: 1980 F

DUREE: 8 ANS

REMBOURSEMENT AU PAIR

SOIT 2000 F EN TOTALITE

LE 11 DECEMBRE 1997

DATE DE JOUISSANCE: 11 DECEMBRE 1989

COTATION BOURSE DE PARIS

SOUSCRIPTIONS

Bureaux de poste / Chèques postaux / Comptables du Trésor

(Publicité)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
SUBDIVISION ÉTUDES GÉNÉRALES ET OPÉRATIONS FONCIÈRES
32, quai Gallieni, 92151 SURESNES CEDEX

AVIS
D'OUVERTURE D'ENQUÊTE
ROUTES NATIONALES 185 ET 187
Aménagement de la tête rive gauche du pont de Suresnes
Bretelle de raccordement
Élargissement de la rue de Saint-Cloud
Élargissement du boulevard Henri-Sellier

ENQUÊTE PARCELLAIRE SUR LE TERRITOIRE DE SURESNES
Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 02-11-1989, il a été prescrit pour le compte de l'Etat, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, une enquête parcellaire concernant les routes nationales 185 et 187 - Aménagement de la tête rive gauche du Pont de Suresnes - Bretelle de raccordement - Élargissement de la rue de Saint-Cloud, élargissement du boulevard Henri-Sellier.

Un exemplaire du dossier concernant cette enquête sera déposé pendant dix-neuf jours, du 11 décembre au 29 décembre 1989 inclus, à la Mairie de Suresnes (Services Techniques, 61, bd Carnot), où le public pourra le consulter aux heures suivantes :

du lundi au vendredi, le matin de 9 h à 12 h

l'après-midi de 14 h à 17 h 30

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations, aux jours et heures cités ci-dessus, sur les registres ouverts à cet effet en Mairie. Elles pourront de même les adresser par écrit soit à M. le Maire de Suresnes, soit à M. Pierre GAGNEUX, Expert Agricole et Foncier, 13, bd Charles-de-Gaulle, 92500 RUEIL-MALMAISON, nommé Commissaire-Enquêteur, lequel émettra son avis dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11.20 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

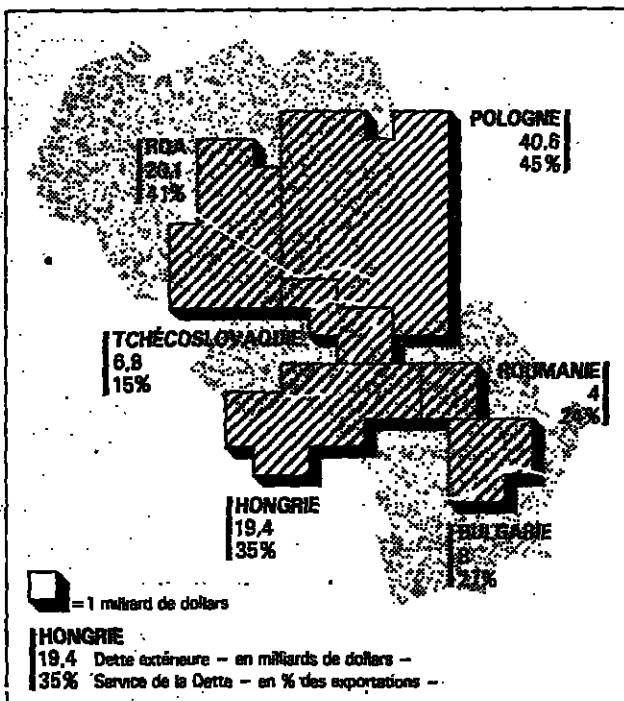
Une dette extérieure inégale...

En raison de la diversité des statistiques nationales, de la difficulté d'évaluation des devises locales et du manque de données communiquées aux pays occidentaux, il est très difficile de comparer les six économies d'Europe de l'Est. Toutefois, d'après les chiffres disponibles, il apparaît que les écarts de niveau de vie restent très élevés au sein des pays socialistes.

En bas de l'échelle se trouvent la Roumanie et la Pologne, dont le PNB annuel par habitant est estimé à moins de 2 000 dollars, ce qui est inférieur au revenu moyen de la tranche supérieure des pays « intermédiaires » définie par la Banque mondiale (2 710 dollars en 1987). Au sommet se trouve la RDA, au-dessus de la Grèce, proche de l'Espagne ou de l'Irlande.

La structure des économies des pays d'Europe socialiste est également très diversifiée. Alors que le PNB de chacun est formé à hauteur d'au moins 40 % par l'industrie, 29 % de la production active est encore employée dans l'agriculture en Roumanie, et 30 % en Pologne (où elle ne contribue au PNB qu'à hauteur de 15 %).

Enfin, le niveau de l'endettement extérieur varie très forte-



Source : Crédits lyonnais pour 1989, sauf Roumanie 1988.

ment. Ainsi la Roumanie affirme avoir remboursé l'ensemble de ses prêts à la fin de 1988. La dette de la Tchécoslovaquie est encore très modérée, alors que

la Hongrie et la Pologne tentent de mettre en œuvre de stricts programmes d'ajustement afin d'assainir leur situation financière préoccupante.

... et de grands écarts de revenus

	PNB (en milliards de dollars)	Population (en millions d'habitants)	PNB/h (en dollars)	Agriculture	Industrie	Services
BULGARIE	36	9 (4,8)	4 000	17 %	47 %	36 %
HONGRIE	30	10,6 (4,9)	2 800	21 %	19 %	60 %
POLOGNE	64	37,9 (17,1)	1 700	30 %	15 %	55 %
RDA	93	16,6 (8,0)	5 600	11 %	12 %	77 %
ROUMANIE	35	23,2 (10,6)	1 500	29 %	15 %	56 %
TCHÉCOSLOVAQUIE	70	15,5 (7,8)	4 500	14 %	16 %	70 %

(entre parenthèses, la population active.)
Sources : Crédits lyonnais et la Documentation française.

PLAN D'ÉPARGNE INTERESSEMENT - PARTICIPATION - ACTIONNARIAT

1969 • 1989

20 ANS AU SERVICE DE L'ÉPARGNE SALARIALE GÉRÉE EN FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

PLAN GESTION, filiale de la Banque de l'Union Européenne et de l'Européenne de Banque, met son expérience et son professionnalisme à votre service.

Près de 7 milliards de francs gérés placent PLAN GESTION parmi les leaders de la profession.

Pour être mieux informés, pour devenir notre partenaire contactez-nous au 42 96 29 57.



PLAN GESTION

10, rue Saint-Augustin - 75002 PARIS

502 من الاجل

حکذا من الاجل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

SOUS le titre prometteur, si l'on peut dire, « Les années 90 : menace pour notre démocratie économique », Henry Kaufman vient de prononcer à New-York une conférence, où, sur un fond d'optimisme (du notamment au « triomphe de l'entreprise capitaliste sur le dirigisme d'Etat du communisme », il explique pourquoi, à ses yeux, un débat public sur les évolutions en cours de l'économie américaine serait hautement souhaitable. La voie dans laquelle celle-ci s'engage, qu'il qualifie d'« européanisation » du système américain, lui paraît dangereuse.

Il y a deux ans que la célèbre économiste de Salomon Brother a quitté cette dernière firme pour aller rejoindre plus la politique, trop risquée selon lui et à la limite incompatible avec l'idée qu'il se fait du rôle d'un intermédiaire financier. Lui, dont les analyses attirent l'attention des marchés du monde entier — ce qui lui a valu, dans le vocabulaire impayable, mais, hélas ! partout imité des médias d'outre-Atlantique, la réputation de « gourou de Wall Street », — garde désormais pour lui et ses clients (il a ouvert un bureau de conseil) ses réflexions et les conclusions de placements qu'il en tire. Mais il continue à porter un œil critique, à la fois de théoricien et de praticien, sur le fonctionnement des marchés.

Ne serait-ce que pour une seule raison, la thèse qu'il a esquissée devant ses anciens disciples de l'université de New-York dans son discours du 16 novembre dernier mériterait d'être connue et discutée en France. Toutes, ou peu s'en faut, les tendances contre lesquelles il met en garde ses compatriotes seraient considérées par un nombre sans doute majoritaire de Français comme autant d'éléments favorables à encourager. Dans une large mesure ce qu'il voudrait éviter à l'Amérique, « pendant qu'il en est encore temps » (ce dont il doute en réalité), c'est de ressembler de plus en plus au modèle qu'on propose aujourd'hui à Paris et à Bruxelles pour la future Communauté économique européenne renforcée après 1992. De ce point de vue, des

Le danger d'européanisation des Etats-Unis selon Henry Kaufman

deux côtés de l'Atlantique la convergence apparaît très grande.

Pour comprendre et donc discuter en pleine connaissance de cause la vision des choses d'Henry Kaufman, un premier effort d'adaptation, on s'en doute, est indispensable dans l'emploi des mots. Faute de quoi on déboucherait vite, non pas sur le toujours très souhaitable examen de nos propres présupposés et tacites implications, mais sur une confusion rendue encore plus épaisse par l'incompréhension génératrice de procès d'intention.

Ce que redoute l'analyste new-yorkais c'est de voir les Etats-Unis dériver de ce qu'il appelle « une démocratie économique » vers une « démocratie sociale ». Or qu'entend-il par « démocratie sociale » ? Pas exactement ce que généralement on croit entendre chez nous par ce terme. Pour lui, il s'agit d'un cadre corporatiste dans sa nature profonde. Ici, je traduis littéralement en demandant au lecteur d'avoir bien à l'esprit le sens du mot corporatisme en anglo-américain. Il désigne l'entreprise, et plus précisément la grande entreprise, quelle que soit son activité (la production d'automobiles ou le commerce de l'argent). C'est ce qu'il précise lui-même en définissant une « société corporatiste » comme étant celle où « les grands établissements financiers et les grandes affaires dominent et, à cause de leur taille, deviennent des organisations quasi publiques sur lesquelles l'Etat exercera progressivement une influence directe ».

Kaufman est évidemment conscient du caractère paradoxal de ses propos, appliqués à l'Amérique après huit ans de réaganisme au cours desquels le poids du « big government » a été amplement

désigné à la vindicte publique, mais pas le « big business » (sauf peut-être au début de son premier mandat, l'ancien président n'a pas poussé le populisme jusqu'à s'en prendre aux abus des grandes entreprises et des « trusts », un thème qui rencontra toujours pourtant un écho favorable auprès de l'opinion publique américaine). C'est pourquoi il dit : « Il peut paraître à première vue étrange, étant donné la vogue présente pour la privatisation et la déréglementation, de présenter sous ce jour l'évolution à laquelle nous assistons. » Cependant, il cite trois signes précurseurs de « corporatisme » (c'est-à-dire, répétons-le, d'économie placée sous l'influence dominante des grandes affaires), « ouvrant la voie à une future économie sociale ».

Le premier n'est autre que la loi votée en 1986 sur le commerce international. Elle prévoit une substantielle aggravation des « représailles » éventuellement infligées aux nations censées user de pratiques commerciales déloyales à l'égard des Etats-Unis. Les enquêtes correspondantes, nous dit Kaufman, ne seront pas menées « dans le vide ». On peut faire confiance aux grandes entreprises, qui seront du reste à l'origine des plaintes reçues, pour essayer d'enrôler l'administration dans la défense de leurs intérêts contre la concurrence étrangère. « Cela, ajoute-t-il, pourrait progressivement conduire à des relations beaucoup plus étroites que celles que nous connaissons entre d'une part l'Etat et de l'autre le monde des affaires. » C'est bien à une telle collusion que conduit indirectement, en Europe, la scabreuse phobie du Japon.

Un deuxième facteur allant dans le même sens est l'« Amendement Exon-Florio » en vertu duquel le gouverne-

ment dispose désormais d'un certain pouvoir discrétionnaire pour interdire certaines OPA et acquisitions étrangères « pour des motifs de sécurité nationale ». Voilà un autre terrain bien connu et en général approuvé de nos compatriotes. Mais Kaufman a-t-il tort de voir dans ce genre de législation le prétexte de nouvelles intrusions de la puissance publique ? Il fait allusion au cas où c'est une entreprise privée qui convainc l'administration d'intervenir pour barrer la route à l'installation d'un concurrent. Comment ne pas penser que l'Etat cherchera à se faire payer cet avantage consenti par une influence accrue ?

C'est au troisième facteur d'évolution que Kaufman attache la plus grande importance : « Le changement des relations », écrit-il, entre les actionnaires et les dirigeants de l'entreprise est en train de créer les conditions propices à l'avènement d'un plus grand corporatisme à l'américaine. Pour lui le déclin des épargnants individuels — l'équivalent du triste sort désormais ouvertement annoncé en France à la veuve de Carpentras et à ses cinq millions de pareils — et son corollaire, le rôle prépondérant joué par les investisseurs institutionnels, « dont le comportement n'est pas celui de propriétaires de l'entreprise mais de détenteurs en quête de placements à court terme », sont deux phénomènes qui concourent au même résultat : « l'apparition d'un déficit (vacuum) de propriété ».

« Jusqu'à maintenant, écrit-il, ce vide a été comblé par le management ou par les raiders. Dans l'avenir, le système évoluera dans d'autres directions en vue d'introduire la représentation d'intérêts de caractère général dans l'appareil de direction des entreprises. Cela pourrait se

faire par le biais de variantes du modèle européen de « conseil de surveillance » chargé de superviser un directeur. Dans une première phase, les nouveaux membres d'un tel conseil de surveillance représenteraient tels ou tels intérêts du public. On peut imaginer qu'au terme de l'évolution on verrait siéger des représentants de l'Etat. »

TRADUITS dans notre propre jargon, les propos de l'économiste américain dénotent de sa part l'appréhension de voir progressivement s'instaurer aux Etats-Unis un système d'économie mixte (François Mitterrand n'était pas, dans sa « Lettre à tous les Français » allé jusqu'à rêver d'une telle aubaine pour venir appuyer son plaidoyer). Et, ironie supplémentaire, l'appréhension d'une économie mixte assortie d'un statut de l'entreprise et issue d'une greffe monstrueuse transplantée dans une Amérique devenue hautement réceptive à deux projets chers à Jacques Delors : le statut de société européenne et la charte de l'espace social européen.

Sans doute pourrions-nous faire remarquer que Kaufman est devenu « gubérnatif » pour l'avenir et que, comme John Galbraith, il est trop prompt à croire que les grandes entreprises peuvent se soustraire à l'emprise du marché. Quoi qu'il en soit, c'est une telle emprise qui lui paraît seule capable d'assurer ce qu'il appelle la « démocratie économique ». L'argument sous-jacent, très classique, est le suivant : tant que les dirigeants des grandes affaires se voient contraints de déterminer leurs décisions selon les indications du marché (ou fin d'être en mesure de lui imposer leur loi de monopole ou d'oligopole), le pouvoir dont ils disposent n'a rien d'exorbitant.

Ce qui fait la force des avertissements de Kaufman, c'est le contraste qu'il fait avec le discours des nouveaux libéraux. Pour lui, on prend trop souvent pour des conquêtes de l'économie de marché ce qui, en réalité, en constitue la négation. Si, par exemple, les Etats ont tellement favorisé la déréglementation financière, c'est parce qu'ils ont vu dans ce mouvement de nouvelles facilités pour placer les titres de la dette publique, et donc préparer leurs dépenses.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Sur la vague néo-libérale

LE regain actuel du libéralisme incite à reprendre la réflexion. Nouveaux regards : sur Hume, Smith, Say, Walras, Keynes, Hayek... Nouvelles questions : David Hume peut-il vraiment être considéré comme un fondateur, ou même comme un précurseur, du libéralisme économique ? N'y a-t-il pas une différence sensible de perspectives entre la théorie d'Adam Smith de la main invisible et la théorie hayekienne de l'ordre spontané ? Le fondement épistémologique du libéralisme de Friedrich von Hayek n'est-il pas contestable ? La nouvelle macro-économie classique peut-elle constituer un nouveau fondement du libéralisme ? (1)

Arnaud Berthoud, de l'université Paris-X-Nanterre, englobe dans une même réflexion trois grandes figures du libéralisme (entendu dans un sens très large).

Walras, Keynes et Hayek. S'il les rapproche, c'est pour cerner les

conceptions que chacun d'eux a de la liberté et du libéralisme : Walras, pour qui la liberté est « l'attribut d'une volonté quitte de toutes les autres dans son face-à-face productif avec la nature » ; Hayek, porteur d'une « grande théorie économique dont le libéralisme est miné par une certaine idée de liberté » ; Keynes, chez qui « l'enrichissement réel est enveloppé en quelque sorte par la passion d'argent ».

C'est aussi pour mieux les opposer — chacun aux deux autres : la conception, commune à Hayek et Keynes, d'une interdépendance des individus qui constitue la substance sociale étant incompatible avec la vision walrasienne du marché général ; la « volonté de maîtrise », commune à Walras (avec la figure du Réformateur) et Keynes (avec l'action politique), étant rejetée par Hayek ; et enfin le moralisme et le naturalisme « qui négligent la forme historique des économies ».

communs à Walras et Hayek, étant rejetés par Keynes : pour lui en effet, « au regard de la réalité capitaliste et de son axe entre passion d'argent et action d'Etat, leur libéralisme antithétique se rejoint dans l'utopie d'une société civile sans Etat » (2).

Maurice Lagauze, de l'université de Montréal, cherche à expliquer la force actuelle de la pensée néo-libérale, dont les maîtres sont F. von Hayek et Milton Friedman. Il souligne d'emblée « l'importance du fossé » qui sépare de la pensée néo-classique (dans laquelle il inclut la synthèse keynéso-néo-classique) « une pensée néo-libérale dont il [lui] paraît vain de masquer l'originalité ».

En témoignage la très vigoureuse critique, que F. von Hayek formula dès 1946, de la conception néo-classique de la concurrence (marchandise homogène, multitude d'échangeurs incapables d'influencer individuellement le marché, information complète...). En outre, selon Hayek, les néo-classiques ont souvent été victimes du « constructivisme », de cette « tentation folle de façonner la société dans le but avoué de la reconstruire conformément à un plan rationnel ».

Là réside d'ailleurs largement les racines de ce que Maurice Lagauze résume comme ayant été le « programme de recherche néo-classique » : dénonciation de l'exploitation fondée sur le monopole et référence à la norme de marchés hautement sophistiqués ; élaboration de l'« économie de bien-être » et attachement à l'idée qu'on peut enrichir les uns sans appauvrir les autres ; travaux sur les externalités, dont les manifestations néfastes doivent être corrigées, « fût-ce par une répartition audacieusement nouvelle des droits de propriété ou même par une intervention directe de l'Etat là où aucune modification de ces droits ne pouvait garantir l'optimalité économique » ; la promotion enfin de politiques keynésiennes fondées sur les nouvelles analyses macro-économiques.

Or, dans chacun de ces domaines, les travaux débouchèrent sur des impasses : avec, couronnant le tout, ce que Maurice Lagauze appelle « le drame épistémologique des économistes néo-classiques ». « A force de préciser les conditions qui permettent à la main invisible de fonctionner pleinement, ils ont subordonné cette main invisible à la main très visi-

ble d'un Etat qui prendrait sur lui d'en régler le bon fonctionnement ».

D'où le néo-libéralisme : face à l'accumulation des problèmes et des difficultés, la conviction s'est généralisée « que les interventions présumées rationnelles des gouvernements et des bureaucraties, socialistes ou welfaristes, ne faisaient que gêner la marche des choses et créer des goulots d'étranglement dans une société qui pourrait fonctionner beaucoup mieux si on laissait agir librement chacun de ceux qui ont intérêt à la voir bien fonctionner » (3).

La voie royale du libéralisme

Il suffit donc de revenir à la voie royale du libéralisme, dont s'étaient écartés les néo-classiques. Schématiquement, dans presque tous les domaines, la réponse néo-libérale a été : pas d'Etat, laissons jouer le marché.

Mais, en même temps, la démarche néo-libérale a conduit à une extension du champ auquel sont susceptibles de s'appliquer ses analyses : en effet, le marché est désormais considéré « comme la systématisation de négociations quelconques entre individus », voire, à la limite, « d'implicites négociations avec soi-même ». Dès lors, tous les rapports sociaux pourrissent désormais être considérés comme « des marchés » implicites, puisqu'un marché n'a plus besoin de ressembler à une structure artificielle et abstraite que décrivait Walras ou Samuelson » (3).

D'où un nouveau « programme de recherche » qui a la fois permis de se dégoûter des impasses où s'était enfoncé le programme néo-classique et offrait la possibilité de traiter d'une très grande variété de questions. Ce programme a eu d'autant plus de succès qu'il a fortement mis « l'accent sur trois des principaux traits qui passent pour être typiques de la scientificité : recours aux tests statistiques à l'aide de méthodes sophistiquées, analyse de mécanismes impersonnels fonctionnant de façon automatique et explication d'une quantité de plus en plus grande de phénomènes différents ».

Au total, Maurice Lagauze porte une appréciation plutôt positive sur l'ensemble des travaux néo-

de ce programme de recherche. Mais il juge négative l'utilisation idéologique qui est faite du néo-libéralisme : « Le néo-libéralisme est l'idéologie des forts, l'idéologie de ceux que la chance a favorisés, l'idéologie des entrepreneurs gagnants » (3).

En outre, le néo-libéralisme n'est-il pas en train de se laisser prendre dans la même contradiction où s'était laissé enfermer le néo-classicisme ? Car, « manifestement, les néo-libéraux jugent dangereux de pousser trop loin la logique du libéralisme, mais cette décision de ne pas laisser totalement libre cours à cette logique vient brouiller quelque peu la cohérence du programme de recherche et la pureté de l'utopie dont ils se sont faits les promoteurs. L'injonction à ne rien faire, qui était lancée à l'Etat au nom des limites de la raison, devient subitement une invitation à ne faire que ce que la raison exige » (3).

La thèse de Maurice Lagauze est séduisante par son élégance limpide ; mais l'explication est sans doute incomplète. Le regain actuel

du libéralisme ne peut s'expliquer si l'on ne prend en compte, en plus des limites de la démarche néo-classique, et à l'Ouest, les limites des analyses et des politiques keynésiennes (largement dues à l'interdépendance croissante des économies nationales) et, à l'Est, la décomposition des totalitarismes (4) (avec l'échec de l'économie étatique et, là aussi, l'effet de la mondialisation croissante de l'économie).

(1) « Le libéralisme économique : interprétations et analyses », études présentées par Arnaud Berthoud et Roger Frydman, *Cahiers d'économie politique*, n° 16-17, 1989 (L'Harmattan, 57, rue de l'Ecole polytechnique, 75005 Paris).

(2) Arnaud Berthoud, « Liberté et libéralisme économique chez Walras, Hayek, Keynes », *Cahiers d'économie politique*, *ibid.*

(3) Maurice Lagauze, « Le libéralisme économique comme programme de recherche et comme idéologie », *Cahiers d'économie politique*, *ibid.*

(4) Paul Thibaut, « Comment se décomposent les communistes ? », *Egypte*, octobre 1989 (212, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

Modèles nouveaux

Soudéux de rendre compte de faits massifs des années 80, notamment la désynchronisation des conjonctures américaines et européennes et le maintien d'un niveau élevé de chômage en Europe, Jean-Paul Fitoussi et Jacques Le Cacheux, du département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), nous proposent un nouveau modèle macro-économique. Celui-ci s'inscrit dans la continuité des modèles élaborés dans le cadre de la synthèse keynéso-néo-classique : ainsi, dans les relations entre deux (ou plusieurs) économies nationales, l'analyse des mécanismes de transmission par la demande est complétée par celle des comportements d'offre des entreprises, lesquelles réagissent à l'évolution des « taux d'intérêt réels » et des « taux de change réels ».

Cette nouvelle description des économies ouvertes, qui prend en compte non seulement les liens commerciaux mais aussi les interactions sur les marchés financiers (devenues prédominantes dans

les années 80), ouvre d'intéressantes perspectives, tant pour l'analyse de l'économie internationale et mondiale contemporaine que pour celle des économies nationales (l'hypothèse d'un troisième type de chômage dit « wicksellien », qui serait lié au niveau du taux d'intérêt).

Jean-Paul Fitoussi et Jacques Le Cacheux, « Une théorie des années 80 », *Observations et diagnostics économiques*, octobre 1989 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

Dans un domaine connexe, « Modèles macroéconomiques : l'intérieur de la boîte », par une équipe du département des programmes du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), *Revue de l'énergie*, octobre 1989 (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

Et, strictement pour inités, Pierre-Yves Hérin, « Sur la non-stationnarité des séries macro-économiques : tendances, cycles et persistance », *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1989 (Ed. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris).

Kaléidoscope

● L'argent de Dieu : églises chrétiennes, pauvreté, richesses et aides extérieures en Afrique. *Politique africaine*, n° 35, octobre 1989.

● L'argent des armes : mettre le désarmement au service du développement et de l'emploi. *Informations et Commentaires*, juillet-septembre 1989.

● L'argent de l'intelligence : la gestion des restrictions budgétaires dans deux universités canadiennes. *Sociologie du travail*, n° 4/1989.

● L'argent des entreprises : le désinvestissement en France : les OPA, *Revue française de gestion*, septembre-octobre 1989. Investissements, marges, distribution de dividendes : le comportement des entreprises françaises, *Economie et Prévision*, 1989, 2/3.

● L'argent de nulle part : l'impact économique et financier

d'un tremblement de terre au Japon, *Futuribles*, octobre 1989.

● Europe : grand marché de 1993 et interdépendances économiques, *Economie prospective internationale*, 4^e trimestre 1989. Les aspects extérieurs du grand marché européen, *Revue économique*, septembre-octobre 1989. Pour une Europe économique et sociale, *Cadres CFDT*, octobre 1989.

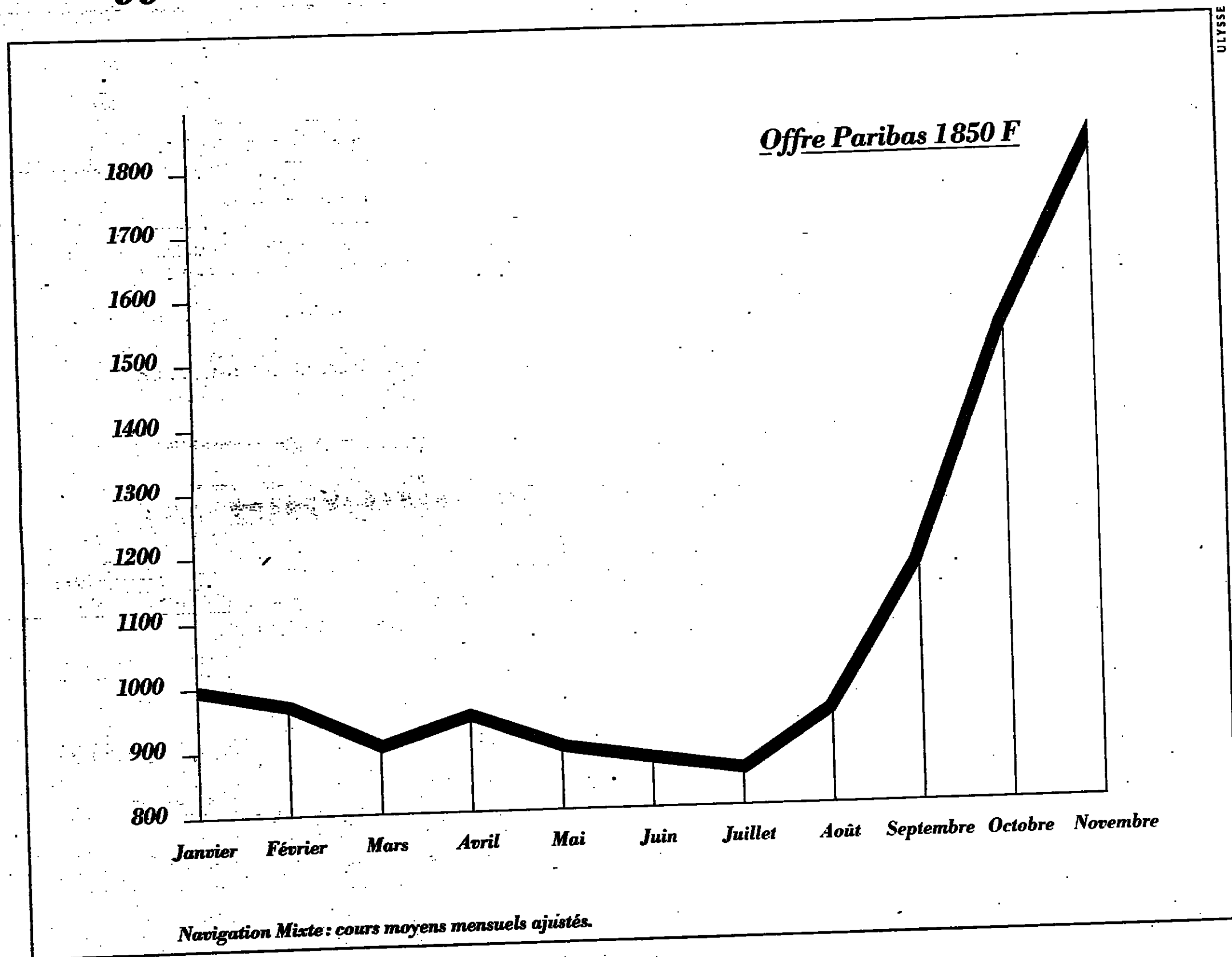
● France : la relation formation-emploi ; logements et construction ; le parc automobile, *Economie et Statistique*, octobre 1989.

● Mutations technologiques et transformations des entreprises en France et en Hongrie, *Techniques idéologiques pratiques*, université de Provence, vol. VII, n° 4.

● Algérie 1989, *Economie et Humanisme*, septembre-octobre 1989.

Me
Actio
roici
à l'of
1800
1700
1600
1500
1400
1300
1200
1100
1000
900
800
En vou
la totalité d
de 85 % au co
En répo
Paribas et d'é
Notes d'
Notre off

Madame, Monsieur, **Actionnaires de la Navigation Mixte,** **voici quelques bonnes raisons de répondre** **à l'offre Paribas.**



En vous proposant 1850 F par action, Paribas est seul à offrir, par une procédure simple et claire, à la totalité des actionnaires de la Navigation Mixte, l'opportunité de réaliser leurs titres à un prix supérieur de 85% au cours moyen ajusté de 1989.

En répondant à cette offre, vous donnez à la Compagnie de Navigation Mixte la possibilité de rejoindre Paribas et d'élargir la dimension internationale garante de son futur développement.

Notes d'information visées par la COB N° 89-478 et 89-492 disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers et de Paribas.

Notre offre est la seule. Vous avez jusqu'au 29 novembre pour y répondre.

PARIBAS



Paribas, 3 rue d'Antin 75002 Paris. Tél : (1) 42.98.17.88. Minitel 36.15 ECO A2.

هكذا من الاجل

حکومت الراج

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Manager notre filiale française

Nous sommes un groupe italien spécialisé dans l'aménagement d'espaces de bureaux, nous renforçons notre présence internationale. Pour piloter notre développement en France, nous recherchons un

Directeur de filiale

En liaison directe avec le PDG du Groupe, il se charge :

- du développement commercial (vente indirecte),
- de la gestion de la filiale,
- de l'animation de l'équipe.

A 35 ans minimum, de formation commerciale, vous disposez d'une expérience similaire, dans le secteur mobilier de bureau. Organisateur, gestionnaire, rompu aux méthodes d'encadrement, vos talents de manager contribueront à la montée en puissance de notre filiale.

Ecrivez sous référence S910022/M avec CV, photo et prétentions.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 186-01 - 75326 Paris Cedex 02
PARIS LYON STRASBOURG LIEZ

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

KEPNER TREGOE

Leader mondial du développement
des organisations, KEPNER-TREGOE
recherche

CONSULTANT

dans le cadre de l'extension de ses activités en Europe francophone

- Agé de 30 à 45 ans environ, de formation supérieure, le candidat aura :
- une bonne connaissance de l'entreprise
 - une expérience de management
 - l'habitude des contacts avec les équipes dirigeantes
 - une pratique courante de l'anglais

Il aura la responsabilité d'une clientèle et interviendra dans les domaines de :

- l'efficacité opérationnelle : productivité, qualité
- l'efficacité stratégique : projet d'entreprise

Veuillez adresser votre candidature à :
KEPNER-TREGOE, 6, rue Paul-Cernia, 75013 PARIS

LANDEAU MACHINES OUTILS

Votre partenaire industriel

Nous commercialisons des équipements et outillages élaborés, performants et fiables. Notre professionnalisme, notre dynamisme, la recherche de l'excellence de grandes marques de matériel nous ont valu une réussite exemplaire :

3 personnes et 3 MF de CA en 77, 85 personnes et 300 MF de CA aujourd'hui.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Auteur-clé de notre DÉVELOPPEMENT EUROPEEN, vous définirez et mettez en œuvre notre stratégie financière et en maîtrisez les aspects administratifs, juridiques et fiscaux. Vous mettez en place le contrôle de gestion de l'entreprise.

A 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC, SUP DE CO, MAITRISE... ou INGENIEUR + 3^e cycle FINANCE vous avez fait vos premières armes dans un grand cabinet d'audit ou en entreprise. Une expérience dans le secteur des machines-outils serait bienvenue.

Vous avez les qualités de votre fonction : organisé, précis, rigoureux. Comme nous vous êtes un « MONEY MAKER », un gagnant, fin stratège et pragmatique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et les techniques financières du commerce international.

Poste basé au MANS (55 mn de PARIS par TGV).

Ce poste constitue une véritable opportunité pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel) à
M. LANDEAU - GROUPE LANDEAU MACHINES OUTILS - BP 41 - 72232 ARNAGE.

Le Monde CADRES



Paris
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Nîmes
Nantes
Toulouse

La Documentation économique sous un autre angle

Nous sommes un groupe important d'audit et de conseil, très implanté dans l'industrie et les services, notamment par l'assurance aux Comités d'entreprise.

Nous recherchons un(e) économiste-documentaliste

- ☐ Niveau : Maîtrise ou DEA économie/gestion et INTD ou équivalent
- ☐ Localisation : Paris

Des connaissances en économie industrielle et une première expérience seront appréciées.

☐ Travail enrichissant et en évolution.

☐ Poste sur mesure pour candidat expérimenté.

Directeur de zone INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ALLEMAGNE

Vous êtes de préférence Médecin ou Pharmacien, de nationalité française ou allemande et parfaitement bilingue.

Agé d'environ 35 ans, vous avez derrière vous une bonne expérience de la promotion du médicament en France et / ou à l'étranger.

Vous souhaitez valoriser cet acquis en prenant la responsabilité d'un pays en plein développement.

Rattaché au Directeur Général de l'Europe, excellent animateur, vous aurez à motiver les équipes locales de haut niveau professionnel.

Basé à Paris, mais extrêmement mobile, vous passerez environ 50 % de votre temps en Allemagne.

Si cette offre vous intéresse, merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous référence 558 à RSCG CARRIERES

48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

UN CHALLENGE PASSIONNANT POUR
UN PROFESSIONNEL DE LA PROMOTION
DU MÉDICAMENT

Municipalité de la Petite Couronne de 50.000 habitants,
en pleine expansion et réalisant de grands projets en
matière économique et sociale recherche son

SECRETAIRE GENERAL

de formation financière, juridique et personnel ayant exercé avec succès des responsabilités identiques. L'importance des tâches à mener nécessite un dynamisme et une très forte personnalité capable de :

- moderniser les méthodes de gestion,
- animer et renforcer une administration communale de 800 agents,
- développer les relations de partenariat avec l'état et les institutions publiques,
- mettre en œuvre un programme pluri-annuel en liaison avec l'équipe municipale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf 1511 à notre conseil Emmanuel DEJEAN LIGHT - "Le Volt" Parc Tertiaire de Meudon

17-19 rue Jeanne Bracomier
92366 MEUDON LA FORET Cedex
qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

LIGHT

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Industrie
Paris

Une société française, leader incontesté dans son domaine, met à la disposition des entreprises un service "clé en main" d'ingénierie d'emballage.

Siège social et unité de production en région parisienne, agences commerciales et techniques en province, permettent le suivi permanent et efficace d'une clientèle diversifiée.

Le directeur du personnel recherché, en liaison avec la Direction Générale, assure en premier lieu la gestion complète de l'ensemble de l'effectif (350 personnes). De plus, il est responsable des moyens généraux : entretien bâtiments, T.N, parc de véhicules, assurances, achats (hors industriels), services extérieurs.

Ce poste sera confié à un candidat d'au moins 40 ans, de formation supérieure (IEP Droit), véritable professionnel de la fonction personnel ayant acquis son expérience en milieu industriel. Anglais souhaitable.

Ecrire sous référence 1188 à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris Discretion assurée

Florian Mantione Institut

ILE DE LA REUNION

Société importante de
CONSTRUCTION ET GESTION
IMMOBILIERE

PATRIMOINE 10 000 logements
PRODUCTION 1 000 logements/an

recherche son

DIRECTEUR DES REALISATIONS IMMOBILIERES

La mission : rattaché au Directeur, le candidat devra :

• poursuivre la mise en place d'une Direction encore jeune et gérer une équipe en pleine évolution (20 pers.), • participer au développement de la production en veillant à la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs, • améliorer la maintenance du patrimoine.

Le candidat : Agé de 30/45 ans, il est de niveau Bac + 5 (Sciences Po, Sup de Co, INSA...).

• Il a une expérience d'au moins 3 ans en tant que Responsable d'Opérations en Bâtiment Social, tant au niveau opérationnel qu'en organisation globale des hommes et des tâches. • Souple et ferme à la fois, il a les qualités d'un responsable sachant écouter et diriger. • Il a une forte capacité d'adaptation et souhaite s'intégrer à une équipe. • Capable d'initiatives, il fait preuve d'esprit de synthèse et de bon sens.

Merci d'envoyer CV + photo sous réf. P1189H au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en Recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, à l'attention de Nathalie Valera-Oli ou consulter la définition de fonction sur MINTEL 3615 code SOFTEL.

FIAP Jean MONNET FOYER INTERNATIONAL D'ACCUEIL DE PARIS

CA-22 MF (45 000 personnes reçues dont 67 % d'étrangers)
85 personnes - 10 000 m² - 1^{er} centre d'accueil de nouveaux des jeunes.
Lieu de séjour (500 lits), de restauration (215 places), d'échanges, de
congrès (10 salles de 15 à 175 p.), d'activités culturelles et sportives,
d'animation, de découvertes des cultures et des langues.
Situé près de Boulogne-Bichard,
C'est le poste

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DE 5 ANS
ANIMANT DANS UN POSTE ANALOGUE HOTELIERE, LOISIRS, TOURISME,
SPORTS, ETC.) ET DE BONNES BASES D'ANGLAIS-PALE.

Relevant du Directeur Général, vous animerez, organiserez et coordonnerez la TOTALITE des activités de : accueil, animation, restauration, hébergement, services techniques, promotion, gestion et administration. Vous participerez au suivi de la rénovation complète du FIAP (50 MF).

Vos capacités d'adaptation, d'animation et de gestion seront aussi importantes que votre souci de l'accueil et de la qualité des prestations.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION A MOYEN TERME.

Merci d'écouter, sous réf. FIAP/DE/83 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉNAÏOL - GROUPE BÉNAÏOL - 1 bis, place de Valès, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

Société dynamique et innovante, réalisant des équipements industriels de process thermique de haute technologie recherche un :

JEUNE INGENIEUR RÉALISATION D'AFFAIRES FRANCE-EXPORT

Proche collaborateur de la Direction Générale, il lui sera confié la réalisation d'ensembles clé en main (conception, achats, mise en service). Il assumera la responsabilité du bon déroulement des affaires sur le plan technique et dans le cadre des engagements contractuels (délais, qualité, coûts).

Une formation d'ingénieur diplômé (génie des procédés, thermo-dynamique...), le goût de la technique, la disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont indispensables. Les qualités personnelles d'organisation, d'ouverture d'esprit et l'envie de s'investir dans une structure légère seront des critères essentiels de choix du candidat. Poste basé à Saint-Germain-en-Laye (78).

Ecrire sous réf. 48 A 1647-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

etap

EN RELATION ETROITE AVEC NOS CLIENTS...

L'INGENIEUR ASSURANCE-QUALITE

Equipementier automobile d'envergure internationale recherche pour l'une de ses activités (leader en Europe) un Ingénieur Assurance-Qualité.

Véritable "pilote" des plans assurance-qualité pour les produits destinés aux constructeurs français, il définira et animera la démarche et les moyens à mettre en œuvre pour satisfaire aux exigences des cahiers des charges en relation étroite avec les clients. Son action s'exercera auprès des services Conception, Industrialisation et Présérie.

Ingénieur diplômé UTC, AM, INSA... il possèdera une première expérience qualité (2 à 3 ans), une bonne connaissance des outils : AMDEC, plan d'expériences, SPC... et disposera de bonnes capacités relationnelles.

Poste : Ville de bord de Loire.

Rémunération selon expérience.

Ecrire sous réf. 48 A 1550-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

etap

Valeo

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation.

Elle recherche pour son usine d'Evreux

Eclairage
signalisation

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN Etudes/Qualité

Dans un premier temps, il sera intégré à un petit groupe de travail chargé d'analyser l'ensemble des produits existants à l'aide de la méthode de l'analyse de la valeur afin d'en améliorer la qualité et le coût.

Ultérieurement, il sera affecté en fonction de ses motivations et de ses capacités soit vers une fonction méthode, soit vers un poste conception produits nouveaux.

Jeune ingénieur diplômé (INSA, ENSCM, UTC...), il sera si possible sensibilisé à la méthode de l'analyse de la valeur et son potentiel le rendra apte à évoluer dans son groupe qui pratique la gestion des carrières.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence 48A 1851-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil 75015 Paris. Discretion absolue

etap

Valeo

L'Equipelement Automobile

PRESTATIONS DE SERVICES

JEUNES RESPONSABLES MARKETING ET COMMERCIAL

Nous sommes un groupe de 1er plan du secteur tertiaire leader dans une activité de prestations de services destinées au grand public.

Notre management est décentralisé et nous avons des centres de profit sur tout le territoire. Pour être rattaché aux managers de ces unités, nous recherchons de jeunes responsables capables de diriger le service marketing-vente.

Ces postes conviendront à des candidats ESC ou équivalent ayant 3 à 5 ans d'expérience marketing, capables de faire évoluer les produits, d'en assurer la promotion et d'animer une petite équipe.

La réussite à ces postes très formatifs et permettant de participer pleinement à la direction d'une entreprise ouvre de larges perspectives d'évolution.

Lieu de travail Ville Sud Ouest Ref. 48 B 1569-9M

Ville Est France Ref. 48 B 1570-9M

Ville Normandie Ref. 48 B 1571-9M

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

etap

SOCIÉTÉ DE CONSEILS
SPÉCIALISÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

recherche

UN DIRECTEUR

Sous l'autorité du Président, il devra assurer :

- le développement d'un Institut Supérieur de Formation au Management,
- le suivi des études des stagiaires de haut niveau et l'encadrement de l'équipe pédagogique.

Le candidat, homme ou femme, âgé(e) de 30 à 40 ans, de formation supérieure (de préférence ESC ou Gestion), devra justifier :

- d'un exercice de responsabilités managériales,
- d'une maîtrise des aspects techniques et administratifs, liés à la formation,
- d'une forte capacité personnelle de communication et d'un intérêt pour le Développement Local.

Adresser lettre + CV avec photo, prétentions et n° de téléphone à :
Joël SATRE BUISSON
TEN - 10, rue Mayet, 75006 PARIS

CONDUITE DU
CHANGEMENT

ARTHUR ANDERSEN

CONSEIL EN MANAGEMENT

Consultants Expérimentés

(X-ECP-MINES...HEC-ESSEC-ESCP)

La modernisation des entreprises pour une plus grande compétitivité passe par l'innovation, la transformation des comportements et des structures, la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux outils de gestion.

Elle demande une forte intégration de l'organisation et de la gestion des hommes qui animent l'entreprise.

ARTHUR ANDERSEN répond à cette demande et fait de la conduite du changement un élément clé de son offre intégrée de services.

Vous avez moins de 30 ans et vous associez à votre diplôme (X, ECP, MINES... HEC, ESSEC, ESCP) une expérience de 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise.

Vous avez été confronté et sensibilisé à des problèmes tels que :
- l'assimilation de nouvelles technologies,
- la transformation de culture,
- le changement d'organisation,

- la fusion d'entreprises.

Si réussit le changement par les hommes est un défi que vous souhaitez relever avec nous, vous pratiquerez un métier passionnant dans une équipe en plein développement. Vous bénéficierez, en outre, d'une formation approfondie en France, en Europe et aux Etats-Unis.

Vous trouverez enfin chez ARTHUR ANDERSEN les meilleures conditions pour votre épanouissement personnel et des perspectives d'évolution motivantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence A.AN/RH, à : Paule BOURY

Arthur Andersen
Tour Can-Cedex 13
92082 Paris la Défense 2



Un avenir, un métier.

MMS INTERNATIONAL
Société internationale de prévisions et d'analyses financières reconnue auprès des opérateurs de marché pour son expérience sur les taux et devises

recherche

ECONOMISTES DE MARCHÉ

Vous serez chargé, à partir de notre bureau de Paris, de suivre et d'analyser l'évolution de l'économie française et des marchés financiers.

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins un an dans un environnement de salle de marchés.

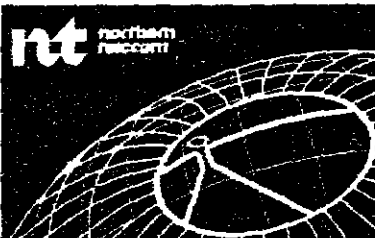
Vous avez une formation supérieure en économie (maîtrise ou équivalent); vous êtes parfaitement bilingue ANGLAIS.

Nous vous offrons autonomie et haut niveau de responsabilité.

Votre salaire sera fonction de votre expérience.

Merci d'envoyer C.V. et lettre de présentation en ANGLAIS à :

MMS INTERNATIONAL
134 Piccadilly LONDON W1V 9 FJ
ou appeler directement notre bureau de Paris
au 42-89-21-85



Ce symbole représente

l'univers numérique

intelligent, la structure

imaginée par Northern

Telecom pour une

société de l'information

où les télécommunications

deviendront le

cadre universel de

toutes les interactions

humaines.

NTM crée un centre de R & D :
voilà qui devrait susciter des vocations.
A vous de les concrétiser.

En septembre 1990, NT MERIDIAN ouvre à Marne-la-Vallée son Centre de Recherche et Développement. Fort du savoir-faire du numéro un mondial dans le domaine des systèmes de communication d'entreprise entièrement numériques, ce

Centre a vocation à devenir pôle d'excellence européen en autocommunication privée. Si les moyens déployés sont considérables, NT MERIDIAN sait que pour continuer à grandir et à développer son expertise, c'est avant tout sur les hommes qu'il faut miser.

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Dès aujourd'hui, vous évaluez, recrutez, intégrez ces hommes et organisez leur formation en France et à l'étranger (Royaume-Uni, Canada...). Rattaché au Chef du Personnel du Centre, vous êtes l'interlocuteur des "managers" de l'entreprise et évoluez dans un contexte dont la richesse tient aux dimensions technique, humaine et internationale.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence RR/2711/LM à NT MERIDIAN - 41148, rue de la Garenne - 92310 Sèvres.

De formation supérieure, vous avez une expérience significative du recrutement d'ingénieurs et de cadres dans un environnement de haute technologie. Vos qualités de contact et d'organisation et votre maîtrise de la langue anglaise sont les atouts indispensables pour réussir dans cette fonction évolutive.

ntm

مركز من الاحول

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

secrétaire général

CABINET D'ARCHITECTURE J.J. ORY

PARIS

Fort de 25 architectes diplômés, notre Cabinet est aujourd'hui un des majors de l'immobilier d'Entreprise en France.

Pour faire face à notre forte expansion, Jean-Jacques ORY désire s'adjoindre un collaborateur de haut niveau, destiné à devenir son véritable « bras droit ».

Sa mission sera double :

- en interne :
 - établir les contacts avec nos différents interlocuteurs (Entreprises, Bureaux d'Études...)
 - assurer le montage complet de nos opérations,
 - dresser les budgets par affaire,
 - restructurer certains services du Cabinet et les organiser,
 - diriger le service du personnel (65 collaborateurs).
- en externe :
 - assister Jean-Jacques ORY dans ses négociations avec ses clients,
 - représenter le Cabinet auprès des différentes instances (Maîtres d'Ouvrage, BET, Bureaux de Contrôle...).

Ce poste évoluera rapidement vers une prise en charge et un suivi autonome de certaines affaires.

De formation supérieure (Écoles Supérieures de Commerce ou de Gestion), vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années dans le domaine du Bâtiment et de l'immobilier : les promoteurs, les entreprises et les bureaux d'études sont vos interlocuteurs quotidiens.

Organisateur, vous êtes à même d'assurer la gestion de nos affaires au jour le jour.

Doté d'un sens relationnel aigu, vous savez négocier et vous saurez vous intégrer dans une équipe jeune, créative et passionnée.

L'important développement de notre Cabinet vous assure une évolution de carrière particulièrement attrayante.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence JY 01 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 18
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Ingénieur commercial chargé des relations avec Euro Disneyland

Ce grand groupe du BTP, 11.000 salariés, (génie civil - génie climatique - électricité, informatique industrielle, automatismes, audio-visuel), participe aux grands chantiers d'aujourd'hui : Arche de la Défense, Musée d'Orsay, Grand Louvre, Parc omni-sports de Paris Bercy, Musée du XXe siècle de la Ville.

Euro Disneyland est aussi son terrain d'action : plusieurs directions régionales de l'entreprise sont concernées.

Il recherche un ingénieur commercial qui aura la responsabilité des contacts entre les clients et les directions régionales. Rattaché au directeur commercial de l'entreprise, il joue un rôle moteur avant, pendant et après les soumissions. Ce poste s'adresse à un ingénieur, de préférence du secteur BTP, 40 ans environ, disposant d'une expérience significative en entreprise générale et en grands travaux.

L'anglais est impératif. Le poste est basé au siège à Paris et à Lognes (77).

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence MG38B/LM à Marc GALOPIN - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH-TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

AUGUSTE-THOUARD

DEMOBILIER D'ENTREPRISE

Participer à la bonne marche du système d'information en produisant tous les services nécessaires à l'insertion et au bon fonctionnement des outils informatiques dans leur milieu final.

Animer et coordonner le service Assistance et Conseil.

Gérer une configuration multi-réseaux.

Former et organiser les utilisateurs en liaison avec l'informatique.

Telle est la mission confiée au

Responsable Assistance et Conseil

par DATA, filiale du groupe AUGUSTE-THOUARD, chargée des applications et services informatiques.

Vous avez 30 ans, une formation BAC + 3 minimum, des connaissances en logiciels Microsoft, micro-informatique MS-DOS et Wang VS.

Vous avez une expérience en systèmes d'information et de management d'une équipe.

Vous appréciez l'esprit d'équipe et le travail bien fait. Vous êtes capable d'un bon relationnel. Vous communiquez facilement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence JPB/LM/050, à C.E.E. - 24, rue Louis Armand - 75015 PARIS. Pour en savoir plus, consulter le Minitel 3615 Code ASTER/MEDIAPA réf. C540.

C.E.E.

CHIFFRE EXPERT EXECUTIVE

ASSISTANT MARKETING PRODUITS H/F

ETP - INSA - HEI

Ciments LAFARGE (4700 personnes, 7 Milliards de Francs de C.A.), filiale du

Groupe LAFARGE COPPEE, l'un des leaders

de l'industrie française, recherche pour sa

Division Bétons Granulats (90 sociétés, 2700 personnes et 3 Milliards de Francs

de C.A.) un Assistant Marketing Produits.

En collaboration étroite avec notre respon-

sable Marketing, vous participerez à la

définition et à l'animation du plan marketing

produits.

Vous intervenirez auprès des sociétés de

notre division dans le lancement et la

promotion des produits nouveaux destinés

aux prescripteurs et aux entreprises de BTP.

A 28 ans environ, de formation Ingénieur ETP,

INSA, HEI..., vous alliez à votre expérience

(2 à 4 ans) sur chantiers ou bureau d'études

BTP, une bonne maîtrise de l'anglais et d'une

autre langue européenne.

Homme de contact, disponible et créatif,

vous avez une réelle ouverture d'esprit et des

qualités de diplomate.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. AMP

à Francine FONTAINE - CEMENTS LAFARGE

5, bd. Louis Loucheur - 92210 SAINT-CLOUD.

Pour en savoir plus, 3616 Code LAFARGE

Lafarge
Coppee

DIRECTEUR MARKETING

Nice

Actuellement en plein essor, cette importance société, très dynamique sur un marché dont elle est le leader et filiale française d'un groupe pharmaceutique multinational, développe ses structures et recherche un directeur du marketing. Encadrant une équipe de jeunes chefs de produits très performants, sa mission sera d'élaborer les plans marketing stratégiques adaptés aux produits actuels ou futurs et permettant d'atteindre les objectifs très ambitieux que l'entreprise se fixe. Cette opportunité de premier plan ne peut convenir qu'à un can-

didat de formation supérieure type HEC, ESSEC, MBA ou similaire, âgé d'au moins 30 ans et capable, outre ses talents de créativité et son autorité naturelle, de faire état d'une expérience réussie dans le domaine marketing (sauf, parapharmacie, cosmétologie, grand public...) acquise si possible au sein d'une multinationale (anglais nécessaire). Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6597M - PA Consulting Group 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

La filiale française d'un important groupe européen, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de consommation de grande diffusion, connue pour son dynamisme commercial et son marketing élaboré, recherche un jeune chef du personnel. Rattaché au secrétaire général, il aura la responsabilité de la gestion du personnel du siège et du principal établissement industriel, soit environ 450 personnes, dont près de 200 en vente-marketing. Le candidat diplômé de l'enseignement supérieur, aura déjà une solide expérience en milieu

industriel de la gestion du personnel au sens large (paie, recrutement, gestion administrative, relations sociales...) ainsi qu'une très bonne ouverture à l'aspect ressources humaines de la fonction. La rémunération, liée à l'expérience du candidat, pourra atteindre 250.000 francs. Le poste est situé en grande banlieue sud. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/S8477M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

JEUNE INGENIEUR PRODUITS (H/F)

Rhône-Alpes - Filiale du groupe LEGRAND, nous sommes leader en France sur le marché de l'appareillage électrique haut de gamme et de qualité avec 630 personnes et 500 millions de francs de chiffre d'affaires. Voulez-vous renforcer l'équipe "produits" actuelle, nous recherchons un ingénieur produits. Vous serez chargé de gérer et améliorer les gammes de produits existants. Parallèlement, vous mènerez des études de marché qui vous conduiront à formaliser des besoins clients et à élaborer le cahier des charges des nouveaux produits dont vous piloterez le lancement, en coordination avec le bureau d'études et les ventes. Vous apporterez un appui technique et commercial à la force de vente et

proposerez des actions de promotion. De formation ingénieur généraliste à dominante électrotechnique... complétée si possible par un troisième cycle marketing, vous souhaitez débiter votre vie professionnelle dans une fonction vivante de conception, gestion et coordination exigeant rigueur et créativité, analyse et synthèse, au sein d'un groupe international offrant de réelles perspectives d'évolution. Vous maîtrisez bien la langue anglaise. Vous aimez communiquer et savez vous adapter. Ecrivez à Laurence STARON en précisant la référence A/3179M - PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code PA)

Arnould

Filiale du groupe LEGRAND

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

JEUNE INGENIEUR AGRI/AGRO

Développez nos produits d'assurance
productions animales

Groupama se positionne au premier plan des groupes français d'assurances. Il occupe une position de leader incontesté dans le monde agricole et sa division marketing "marchés agricoles" se renforce en intégrant un jeune collaborateur. Au sein d'une petite équipe, il prendra progressivement en charge les différents produits concernant les productions animales. Il en assurera le suivi et l'évolution à travers la conception de produits et services nouveaux. Il fournira une assistance technique et marketing sur les produits et sera en relation constante avec les implantations régionales Groupama. Enfin, il travaillera en

collaboration avec le vétérinaire-conseil Groupama. Cette fonction s'adresse à un ingénieur agronome ou agricole (options productions animales) débutant. La réalisation de stages dans une DSV, une EDE ou groupement de défense sanitaire constituerait un atout. Pour ce poste basé à Noisy-le-Grand (accès direct RER), la rémunération sera fonction du profil du candidat recruté. Ecrire à C. BUSO en précisant la référence A/R9639M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

GROUPAMA
ASSURANCESPA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

50 من الامم

حكايا من الاعمال

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NOTRE SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES RECHERCHE

JURISTE
DE DROIT BANCAIRE H/F

L'extrême rapidité de l'évolution du droit bancaire et le développement de techniques complexes (nouveaux produits, nouveaux marchés, nouveaux produits...) nécessitent la conception de solutions juridiques originales face aux problèmes posés.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous conseillerez nos différentes directions en droit bancaire et aurez des relations suivies

avec les organismes professionnels (français et européens).

Après une maîtrise en droit privé, vous avez acquis une expérience très confirmée du droit bancaire et des techniques nouvelles (produits de marchés).

Vous connaissez le droit européen et maîtrisez très bien l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence JDB, à Anne LAHAYE, Service du recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

GRUPE INTERNATIONAL
C.A. : 75 Milliards de F.
Effectif : 100.000

qui se situe, dans ses domaines d'activités, aux tout premiers rangs de la compétition mondiale, recherche pour l'une de ses Branches d'activité un

ADJOINT AU DIRECTEUR JURIDIQUE

Diplômé de Droit Privé, âgé d'environ 32 ans, vous êtes familier des contrats internationaux et plus particulièrement des montages complexes liés aux contrats de vente à l'étranger (consortium, joint-ventures, prises de participation dans le cadre de paris locaux, accords de licence et de développement...). Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre une équipe performante dans laquelle vous saurez vous intégrer par votre rigueur professionnelle, vos compétences mais aussi votre disponibilité. Investi de pouvoir de contrôle, vous saurez faire preuve de caractère dans la défense des intérêts du Groupe tout en manifestant une bonne capacité relationnelle.

La rémunération sera motivante et fonction de votre profil.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence ODD/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

JURISTE

Agé d'environ 30 ans, diplômé de Droit Privé, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en Droit des Affaires, soit en milieu Industriel, soit en Cabinet de Conseil Juridique. Vous pratiquez couramment la langue anglaise.

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière en rejoignant une Entreprise à vocation internationale.

Nous sommes un Groupe de renommée mondiale, doté de moyens considérables et développant des techniques de pointe en Electronique.

Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer à une équipe jeune, performante, qui a démontré son goût de l'excellence. La complexité des dossiers nécessite rigueur professionnelle, investissement personnel et disponibilité.

Nous savons reconnaître le talent. A vous de démontrer que vous savez allier compétence et créativité.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet sous la référence OSE/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Merlin Gerin (22 000 personnes, 11,4 milliards de CA dont 50% à l'international) est le spécialiste des matériels électriques et électroniques de commande et de protection. Nous intensifions auprès de nos clients français et internationaux une activité de services : après-vente, ingénierie, formation. Nous renforçons l'équipe chargée du développement des services et créons le poste

Ingénieur marketing des services
(CA 400 MF)

Après avoir identifié les besoins des clients, vous définissez et mettez en place les prestations de service, les politiques commerciales et promotionnelles associées. Vous assurez l'animation marketing du réseau d'après-vente international. Ingénieur vous disposez d'une formation complémentaire (ingénieur + 3ème cycle marketing ou gestion), vous parlez couramment anglais et êtes un "défricheur" : c'est le challenge que nous vous proposons. Poste basé à Grenoble.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence 1 C MOND 266 au service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres, Merlin Gerin 38050 Grenoble cedex.

GRUPE SCHNEIDER



Responsables
de zone export

Mazda, filiale du n° 1 mondial de l'éclairage, conçoit, fabrique, développe et commercialise, en France et à l'étranger, des lampes et des luminaires pour le grand public, et des systèmes d'éclairage professionnel.

Vous êtes de formation supérieure (Bac + 5), avec une solide expérience commerciale (4 à 5 ans), si possible dans le domaine de l'éclairage.

Vous serez responsable de la commercialisation de nos produits et de nos réalisations, ainsi que

de la négociation, sur les zones Afrique-Océan Indien (réf. 68) ou Moyen-Orient (réf. 69).

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, et pour la zone Moyen-Orient, la connaissance de l'arabe sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence de la zone choisie à Mazda Eclairage, Etienne Court, 204 Rond-Point du Pont-de-Sevres, 92516 Boulogne Cedex.



lampes et appareils d'éclairage

Recrutement et gestion des carrières,
un consultant interne.

Depuis 3 à 5 ans que vous exercez ce métier, en cabinet ou, mieux, déjà en entreprise, vous vous sentez dans votre élément. Ce goût pour la science humaine s'est révélé puis affirmé au cours de vos études supérieures : maîtrise de psychologie, psycho-prat, troisième cycle en gestion de personnel.

Nous sommes un puissant organisme financier, aux structures complexes, et nos besoins en matière grise sont en croissance. Un millier de personnes constitue notre population cadre. Notre objectif est de gérer au mieux cette ressource majeure en orchestrant la mobilité interne et en faisant appel aux talents extérieurs.

Au sein d'une équipe jeune, professionnelle, motivée, vous mènerez vos missions en toute autonomie, avec la diligence et le sens du service que l'on doit aux "clients" que sont les directions opérationnelles du groupe. Merci d'écrire sous référence A 051 521 LM à Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, 64, rue La Boétie - 75008 Paris en précisant votre rémunération actuelle. Poste basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La croissance que nous devons à la qualité de nos clients et de nos candidats nous amène naturellement à rechercher pour notre propre Cabinet :

capable de prendre à terme la DIRECTION GENERALE

- Vous avez l'aisance et l'ouverture intellectuelle, vous avez couvert les études supérieures, la pratique courante de l'anglais étant un plus.
 - Vous avez compris que le vécu personnel compte autant que le vécu professionnel et pouvez vous prévaloir des deux.
 - Vous êtes entreprenant, tenace, rigoureux, innovant, créatif, tolérant et donc exigeant.
 - Vous avez un réel talent commercial et une capacité de relations où votre personnalité reste présente.
 - Vous savez que le profit est factuel et que la performance est la référence de votre Cabinet, et votre éthique est incontournable.
 - Vous êtes dans la trentaine.
 - Enfin, l'humour, pour ce qu'il a de lucidité à l'égard de soi-même, de générosité aux autres et de distance aux choses est un langage que vous parlez couramment.
- Nous vous offrons la possibilité de servir dans un Cabinet qui n'est pas étroitement lié à un secteur d'activité, "en première ligne", à l'élargir le nôtre : dans une relation de partenariat ou, entre autres, une ouverture du capital peut vous être proposée.



Merci d'adresser à Jean-Marie VIOU, Président Directeur Général, votre cursus qui sera traité avec la plus stricte discrétion. 16, avenue Hoche - 75008 PARIS

Notre groupe de nouvelle distribution (près de 5 000 personnes) est sur un secteur en plein développement : le para-loisirs. Nous recherchons pour notre Direction Régionale Ouest, un :

RESPONSABLE
des
RESSOURCES HUMAINES

Pour assurer la gestion opérationnelle d'un site de 1000 personnes. Vous prendrez en charge de façon fonctionnelle le recrutement et la gestion des carrières : analyse des besoins, aide au recrutement ; évaluation des hommes, gestion de la mobilité interne.

A 30 ans environ, de formation supérieure vous êtes rodé aux missions de recrutement. Votre charisme et votre sens relationnel associés à votre professionnalisme déjà reconnu seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste. Une expérience de la distribution serait un plus.

Pour nous rencontrer merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MO27 à : ALLIANCE RH, 39, rue Louis Rouquier, 92300 Levallois Perret, qui transmettra.

Le dép

ADMINISTR

REGION

ESPO

DU SEI

FORMATI

EN MARK

DROIT

CONSEILLER E

HAY STRATEG

Consultant

AUDIT ET MANA

HAY

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 47

Le département du Val-de-Marne

EFFECTIF : 5 200 AGENTS
BUDGET 1989 : 4,432 milliards
1 200 000 habitants

RECRUTE

1 ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

Pour la mise en place du BUREAU D'ETUDES DÉPARTEMENTALES, chargé de la coordination des politiques d'aménagement du Département.

Envoyer candidature accompagnée d'un C.V. à :
L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 Créteil Cedex.
Tél. : 43-99-84-00, poste 64.12.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Premier groupe mondial de Conseil en Management des Ressources Humaines.

Nous poursuivons notre développement et recherchons pour notre bureau d'AIX-EN-PROVENCE :

Un consultant recrutement

Son expérience du métier lui permettra de conseiller efficacement nos clients dans la définition de leurs besoins et de mener des missions de recherche de cadres et dirigeants d'entreprise (réf. 101).

Un consultant gestion des ressources humaines

Grâce à son professionnalisme, il sera l'interlocuteur privilégié des entreprises en matière de gestion des carrières, systèmes de rémunération, management participatif... (réf. 102).

Tout en bénéficiant des méthodologies du groupe, les consultants auront une grande autonomie dans le développement d'un portefeuille clients et dans la conduite de leurs missions.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'études sup., justifiant d'une expérience de 5 ans minimum en entreprise et/ou en cabinet, d'une bonne connaissance du tissu socio-économique régional et ayant le goût du challenge.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle, sous réf. poste choisi, à Marc GOSSELIN, Directeur HAY PROVENCE qui vous garantira une confidentialité totale.

Hay Provence
14, rue Frédéric Joliot 13765 AIX-LES-BAILLES CEDEX

Juristes/Fiscalistes Consultant

Paris/Province

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans une fonction juridique en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion...

Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de juristes et de fiscalistes.

Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution en France ou à l'étranger pour des candidats à son potentiel.

Adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Charles-Henri Dumont, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CHD5980.

MP
Michael Page
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

RÉGION D'AIX-EN-PROVENCE

Important Groupe de Sociétés dont plusieurs filiales à l'étranger, nous proposons le poste de

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE **300 KF +**

Vous animez l'équipe chargée des actions relevant du Droit des Sociétés, du Droit Commercial et Fiscal, de la gestion de l'immobilier et des assurances.

Vous êtes de formation 3^e cycle DESS, DEA...

Vous justifiez d'une expérience significative en entreprise vous permettant de manager un service.

Vous metrez en pratique vos connaissances les plus performantes et participerez à l'élaboration des décisions de la Direction Générale. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo et prétentions), en précisant la réf. 97880 à : MEDIA SYSTEM, 6-8, impasse des Deux-Cousins, 75007 PARIS qui transmettra.

Importante société de formation et de conseil

recherche :

pour son département bancaire

FORMATEUR/CONSULTANT EN MARKETING BANCAIRE

Politiques et stratégies de développement. Planification et organisation marketing. Elaboration de plans d'action commerciale.

Activités variées, autonomes et responsables.

CONDITIONS STRICTES :

- 30 ans minimum.
- École supérieure de commerce ou équivalent + I.T.B. ou C.E.S.B.
- Expérience indispensable du marketing bancaire et de l'animation de groupe.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8612
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montcaury, 75007 PARIS.

Une formation supérieure en

DROIT IMMOBILIER

+ une motivation pour les ressources humaines.

Vous pouvez alors participer à notre développement. Notre cabinet Conseil en Ressources Humaines, spécialisé dans le domaine immobilier, recherche :

CONSEILLER EN FORMATION H/F

qui sera responsable de nos actions de formation juridique (inter-intra) ainsi que des relations avec nos animateurs et nos clients.

Une première expérience en entreprise sera exigée.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle au Directeur Général - CEFLU 5, rue de Vienne - 75008 PARIS.

CEFLU

HAY STRATEGIE & ORGANISATION

recherche :

Consultants haut niveau

POUR SON DÉPARTEMENT AUDIT ET MANAGEMENT STRATEGIQUE

De formation supérieure (X, Centrale, HEC...) et bénéficiant d'une expérience d'au moins 8 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet, vous développerez un portefeuille clients et réaliserez des missions dans un ou plusieurs des domaines suivants : management participatif, audit de systèmes de gestion, audit opérationnel, audit social...

Ces postes autonomes demandent une grande disponibilité, des capacités d'animation et de négociation. Salaire motivant et larges possibilités d'évolution au sein d'un cabinet international de tout premier plan en organisation, stratégie et ressources humaines (102 bureaux dans 30 pays).

Envoyer lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle sous réf. 508 (confidentialité assurée) à :

HayGroup
34, rue Kléber, 92300 Levallois

UNIVERS DE LA GESTION

Rencontre à l'international

Alcatel CIT est la plus importante filiale d'Alcatel, n° 2 mondial des systèmes de télécommunications publiques. En 1988 son chiffre d'affaires s'élève à 13,4 milliards de F, dont 30% hors de France avec un effectif de plus de 18.000 personnes.

Chargé d'affaires internationaux

Vous assurez le financement des affaires internationales pour le compte des départements et des filiales du Groupe. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions export auprès des organismes publics (DREE, COFACE) et des banques.

Vous possédez une formation supérieure (école de commerce, IEP...), maîtrisez parfaitement l'anglais et avez une bonne connaissance de l'espagnol.

Vous êtes disponible pour effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Senior :
Votre expérience d'environ 4 ans vous a permis d'acquérir un savoir-faire dans le financement des exportations et le financement des projets industriels. Elle vous permettra de participer aux négociations de contrats et de projets.
réf. CAISM/36

Junior :
Vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans une banque ou une entreprise d'exportation dans un poste équivalent. Vous évoluez avec aisance dans les domaines de l'analyse financière et du crédit et maîtrisez l'informatique de gestion.
réf. CAUM/36

Audit comptable et financier

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, vous intervenez pour le compte de son Service "Méthodes et Audit".

Vous effectuez des missions d'audit auprès de nos établissements implantés à l'étranger et en France, et rédigez les comptes-rendus de mission.

Vous participez à l'élaboration des procédures internes financières.

Titulaire d'un DECS ou équivalent, votre expérience de 5 à 8 ans acquise au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable ou de Commissariat aux Comptes, vous permet d'avoir d'excellentes connaissances comptables, juridiques et fiscales.

Le caractère international de cette fonction nécessite la maîtrise parfaite de l'anglais (espagnol apprécié) et une disponibilité permettant d'effectuer de fréquents déplacements à l'étranger de courte durée.
réf. ACFM/37

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :

ALCATEL
CIT
Service Recrutement 10, rue Lottocère - 78141 VELIZY CEDEX.

CIGIE

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DU BTP, recrute

Assistant(e) gestion

Vous assistez le Responsable Administratif et Financier de notre FILIALE INTERNATIONALE - contrôle de gestion, trésorerie, suivi administratif - dans ses relations avec le siège et les filiales export d'une part, les clients et les banques d'autre part.

Une formation Bac + 2 gestion, 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur du BTP si possible, la maîtrise de l'anglais et de la micro informatique, sont nécessaires.

Large possibilité d'évolution pour une personnalité de valeur dans un groupe en forte expansion.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. AG à Pascale Monnier - NORD FRANCE - Chemin de la Touraine - Longpont sur Orge - 91510 Montbré.

NORD FRANCE

Société spécialisée en Distribution Alimentaire, 4000 personnes, intégrée à un Groupe de 15 milliards de Francs, nous devons faire face à une croissance peu commune. Nous recherchons activement notre :

Directeur du personnel

300 KF +

dont l'objectif sera d'organiser les structures indispensables à une véritable politique sociale homogène. D'être le conseil interne de nos directions opérationnelles décentralisées et d'accompagner l'arrivée d'outils informatiques performants.

35 ans environ, juriste de formation, une expérience de la fonction personnel dans la Distribution, serait un plus.

Le poste est situé à 40 km à l'Est de Paris.

Notre Conseil FCC traitera votre candidature avec la confidentialité souhaitée. Adressez votre CV sous la référence 89123 M.

Rec
69, Bd MALESHERBES 75008 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Matières Premières pour l'Industrie RESPONSABLE CONSOLIDATION

Premier producteur de talc dans le monde, TALC DE LUZENAC possède des filiales en Autriche, Italie, Espagne, Belgique et Amérique du Nord. Dans le cadre des relations avec sa Maison Mère Anglaise, TALC DE LUZENAC recherche son RESPONSABLE CONSOLIDATION.

Sous l'autorité du Directeur Financier, le candidat retenu sera chargé de la collecte des informations financières et comptables (filiales et Maison Mère Française), de la consolidation de ces données et du reporting financier auprès de la Maison Mère Anglaise. Il sera l'interlocuteur privilégié auprès des auditeurs et des responsables comptables du Groupe Anglais. Il participera ponctuellement à l'étude financière de certains dossiers (rachats d'entreprises, etc.). Le poste est situé à Luzenac (Ariège); de courts déplacements sont à prévoir dans les filiales.

De formation Sup de Co ou équivalent, le candidat fera état d'une expérience de 2 ou 3 ans comme Contrôleur de Gestion, Collaborateur au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable ou Chef Comptable. Une bonne connaissance de l'Anglais écrit et parlé est demandée. Homme de rigueur, mais également de dialogue, il s'imposera par sa crédibilité et son sérieux.

Les conditions offertes, la position de TALC DE LUZENAC sur le marché international, les possibilités d'évolution du poste, l'ambiance de travail et l'esprit d'équipe au sein de la Société, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 20/1630 J à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Banque Régionale Privée en fort développement implantée à Paris et en Ile de France (50 agences), recrute pour son Inspection Générale un :

AUDITEUR CONFIRME

Nous vous confierons la responsabilité de missions dans des domaines variés (agences et directions centrales) où vous devrez :

- Contrôler les procédures administratives, les engagements, les opérations de marché.
- Apprécier l'organisation des services après en avoir analysé les fonctions et circuits.
- Être créatif dans le choix des actions préconisées.

Vous avez 35 ans minimum, le sens des contacts, une connaissance éprouvée de l'exploitation bancaire, des activités de marché, de l'informatique et vous souhaitez valoriser ces atouts dans un contexte motivant.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 4122 à SOURCES 108, rue Saint Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Groupe pharmaceutique français en forte croissance, nous représentons aujourd'hui 1000 personnes et 850 MF de CA. Notre expansion nous conduit à recruter pour notre division Pharmacie Ethique un

CONTROLEUR DE GESTION

Vous participez à l'élaboration du budget annuel de la division, procédez à l'analyse mensuelle des ventes et des dépenses. Audit des procédures existantes et création de procédures administratives sont l'autre aspect de votre mission.

De formation école de commerce ou de gestion, vous avez acquis une expérience minimum de 3 ans de la fonction, si possible en entreprise, et faites preuve à la fois de rigueur et d'esprit d'initiative. La vocation internationale du groupe implique une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol ou de l'italien.

Si cette fonction évolutive vous intéresse, veuillez adresser CV + lettre sous réf 48M à

JOUEVAL - DRH
BP 100
94265 FRESNES Cedex

jouveinal



Secrétaire Général

Immobilier - Banque

PARIS - Cette société de prestation de services, filiale d'un groupe bancaire, connaît un développement régulier qui l'amène à rechercher son Secrétaire Général.

Rendant compte au Président du Directoire et au Directeur Général, il supervisera la gestion comptable et financière de la société et de plusieurs S.C.I.

Il aura la responsabilité du suivi juridique et participera activement à la conception de montages juridiques et financiers et à leur mise en place.

Il assurera aussi la gestion du personnel.

Le candidat retenu, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure juridique, devra faire valoir une double expérience réussie dans le domaine immobilier et le domaine bancaire.

Cet homme de contact ayant le sens de l'organisation et de l'animation rejoindra une entreprise où règne une bonne ambiance et qui lui offrira un environnement très motivant.

Adresser CV à SPIELER DURIER PARTNERS, sous réf. M 141, 8 place de la Gare, 67000 STRASBOURG. Tél. : 88.32.39.39. Discretion assurée.

Deutsch - Französische Personalberatungsfirma
Conseil Franco-Allemand

POUR CEUX QUI SORTENT DU RANG

SPECIALISTES DE GESTION DE PATRIMOINE H/F

Notre société, **MATIGNON CONSEIL**, est spécialisée en gestion de patrimoine et de trésorerie.

Nos collaborateurs sont des généralistes reconnus pour leur indépendance et leur sérieux. Ils opèrent en liaison avec plusieurs institutions financières prestigieuses, françaises et étrangères.

Vous avez une expérience réussie de 5 à 10 ans en gestion de patrimoine ou dans la diffusion de produits financiers en réseau commercial bancaire.

A 35/40 ans, vous disposez ainsi d'une clientèle avec laquelle vous avez déjà établi une relation de confiance. Vous êtes reconnu auprès d'elle pour votre professionnalisme, fait de rigueur, de discrétion et d'écoute.

Aujourd'hui, vous souhaitez franchir une nouvelle étape en donnant une autre dimension à votre carrière : votre goût du risque vous pousse à aller plus loin et à vous remettre en question. Vous avez à créer une clientèle au sein de votre région et à élaborer avec elle les stratégies les plus adéquates pour faire prospérer son patrimoine.

Vous êtes prêt pour un nouveau challenge et partagez avec nous un état d'esprit d'entrepreneur. Si vous réussissez, nous vous proposerons de devenir, comme certains d'entre nous, associé au capital.

Les postes à pourvoir sont basés à Paris et en Province. Nous vous remercions d'adresser vos dossiers à : Elisabeth Hubert - réf. LM 11189, GROUPE MATIGNON 64, rue de la Boétie - 75008 PARIS.



Groupe Matignon

LE CONTROLE DE GESTION AU CŒUR DE TOUTES NOS ACTIVITÉS MONÉTIQUES

Spécialisés dans le domaine de la Monétique, le CEDICAM conçoit, développe et gère l'ensemble des moyens de paiement du CRÉDIT AGRICOLE (chèques, cartes de paiement, virements, télécompensations interbancaires...).

Par ses moyens d'étude et de production, par ses innovations techniques aussi bien que par le volume de ses transactions, c'est aujourd'hui un des leaders de la Monétique en France. Nous souhaitons renforcer notre Direction Financière par les Jeunes CONTRÔLEURS DE GESTION qui assisteront et conseilleront nos Responsables de Département dans leurs activités :

- calculs des coûts de production informatique (traitement des chèques, des cartes...), analyse de prix de revient, détermination des tarifs...
- élaboration de budgets, d'outils de contrôle et de suivi
- analyses financières liées aux choix d'investissements.

Vous avez une formation supérieure (ES, IEP, DECS...) et votre première expérience de 3 ans environ, vous ont déjà initiés aux différentes facettes de cette fonction.

Vous souhaitez aujourd'hui élargir votre rôle et vos responsabilités, participer de manière plus opérationnelle aux activités et aux projets de votre entreprise.

Si vous êtes créatif, prêt à vous impliquer et capable de bien communiquer, vous trouverez au CEDICAM et, à plus long terme, au sein du Groupe CRÉDIT AGRICOLE, les moyens de réaliser vos ambitions.

Poste basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser lettre, CV, et photo sous la référence JPV/905 à notre Conseil.

UNILOG

Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS

BANQUE SPECIALISEE
DANS LE
DEVELOPPEMENT LOCAL
recherche un

AUDITEUR INTERNE

Au sein du service de contrôle interne, récemment créé, il participe, aux côtés de deux autres auditeurs, au développement de la fonction (audits au siège et inspection auprès de notre réseau).

Dans un premier temps, il participe aux missions pour ensuite prendre en charge lui-même ces opérations.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de gestion (Sup. de Co. ou Universités) titulaire du DECF, justifiant d'une première expérience d'audit, en cabinet ou en banque si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.839 à Contesse-Publicité, 38, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET qui transmettra.



SOREFI Ile de France

organisateur bancaire, visez un établissement financier à taille humaine

Nous sommes un important établissement financier du réseau des Caisses d'Epargne (150 p.) et notre action s'exerce sur l'ensemble des Caisses de la région. Nous consolidons notre fort développement en nous appuyant sur notre Direction de l'Organisation.

Rejoignez-nous à Paris-Centre et, en relation permanente avec nos utilisateurs, intervenez tant sur des missions classiques (circuits, procédures...) qu'en appui de l'informatique (définition des besoins, rédaction des cahiers des charges, études de logiciels...).

A 30 ans et avec une formation Sup de Co ou gestion, vous avez acquis en 2 ou 3 années minimum une expérience sérieuse de l'organisation en milieu bancaire. Voilà l'occasion de vous confirmer dans un poste à responsabilités complètes.

Notre consultante, Mme S.BLAIR, vous remercie de lui écrire (réf. 5517 LM) à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON ORSAY LILLE NANTES TOULOUSE STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

4^e MONDIAL - LEADER EUROPÉEN SUR LES

MARCHÉS D'OPTIONS H/F

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE renforce sa position et recherche des diplômés(es) de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...

Vous possédez impérativement de réelles qualités d'entrepreneur et une grande rigueur. Vivacité et esprit de compétition sont des atouts majeurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO, à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 43, rue Talbot - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

RESPONSABLE ORGANISATION

Banque

Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche son responsable organisation. En liaison avec la direction générale, il a la responsabilité complète de l'organisation: il met en œuvre les moyens d'action en réponse aux orientations stratégiques et assure l'optimisation des circuits, procédures et méthodes dans un souci de qualité. A ce titre, il sera chargé d'animer une équipe de quatre personnes. Ce poste évolutif, basé en Franche Comté,

s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur de type ESC ou équivalent, ayant acquis une expérience d'environ 5 ans dans le département organisation d'une banque ou au sein d'un cabinet spécialisé auprès d'une clientèle bancaire. Ecrire à D. BONNEFOY en précisant la référence A/3182M - PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

PUISANTE MULTINATIONALE AMÉRICAINE DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE FILMS CREATIF EN FRANCE
UNE FILIALE DE VENTE DE DROITS DÉRIVÉS

recherche

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF et FINANCIER

Dans un esprit de collaboration étroite et dynamique avec la direction générale et les responsables de clientèle, il devra prendre en main l'ensemble de la fonction c'est-à-dire principalement :

- Prendre en charge toute l'administration de cette jeune société en création et appelée à une expansion rapide.
- Gérer les questions financières relatives au fonctionnement de la société ainsi qu'aux contrats passés avec les entreprises clientes.
- Régler les problèmes juridiques qui peuvent se poser.
- Être en relation constante avec la comptabilité.
- Assurer le reporting régulier à la direction de la multinationale.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation de base (ESC, Sciences Po... + DECS) et une substantielle première expérience concrète, de préférence comme contrôleur de gestion.

- Maîtrise de l'anglais nécessaire.

TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Envoyez CV détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET sous la réf. 2622

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

MOTOROLA
Communications

Le Groupe MOTOROLA CORPORATION

(100 000 personnes dans le monde) dispose

de plusieurs sociétés en France, sur

l'ensemble des créneaux high tech. Sa

Division "Communications" connaît une

importante expansion qui la conduit à

proposer aujourd'hui les postes suivants :

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer de jeunes cadres diplômés (ESC, Université ou DECS) disposant déjà d'une première expérience (2 à 5 ans) dans des fonctions similaires. La connaissance d'un contexte multinational est indispensable, ainsi que la maîtrise courante de la langue anglaise.

Les conditions offertes, les perspectives d'évolution au sein de la structure et du groupe sont de nature à motiver des candidats de valeur. Les postes sont basés à ANTONY (proche banlieue Sud).

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de motivation, un CV complet et la rémunération souhaitée, sous la référence chiffrée, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

Jeunes cadres gestion/finance

COSTING AND BILLING MANAGER

NLM 325 FI

Rattaché à la Direction Financière, votre mission consiste à optimiser les systèmes et assurer la production des informations sur les plans de : la comptabilité analytique, la gestion des stocks, la facturation et la comptabilité intercompagnies. Vous animez une équipe de 10 personnes.

CADRE COMPTABLE GENERAL ACCOUNTING

NLM 125 BI

Sous l'autorité du CHIEF ACCOUNTANT, vous participez à la planification de la clôture mensuelle, à la centralisation des analyses de soldes ; à la maintenance du plan comptable ; au paramétrage des états informatiques ; à la préparation des comptes sociaux.



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE GROUPE

UN OPERATEUR SUR LES MARCHES FRANCS (Paris La Défense)

- Vous avez :
- de 28 à 30 ans,
 - un diplôme d'enseignement supérieur, scientifique ou de gestion complété par un 3ème cycle spécialisé en Finance (DESS, MASTERE, etc),
 - une première expérience (18 mois au moins) dans le domaine des marchés financiers,
 - une très bonne connaissance de la langue anglaise.

- Vous êtes :
- sensibilisé, au travers de votre expérience des marchés et produits financiers, aux problèmes des risques de change

et de taux, bon technicien, capable d'être une "force de proposition" pour améliorer la politique des opérations de marché.

Vous aurez :

- à participer activement à la gestion de la trésorerie des sociétés gérées par la Direction Financière, et plus généralement à la gestion des risques de taux du Groupe,
- au contact des marchés, à proposer des stratégies de gestion et à assurer leur mise en place sur les marchés monétaire, obligataire ou à terme français.

veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite avec photo et prétentions, à notre Conseil, MICHEL MORACCHINI (Réf. 8998) 22 bis, rue des Belles-Feuilles 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Yves Rocher
RÉUSSIR EN BEAUTÉ

EN MORBIHAN

Première marque française de produits de beauté, 5 milliards de CA, recherche pour ses sites industriels bretons (2000 personnes) un

ASSISTANT DE GESTION H/F

Dépendant de la Direction Logistique et Gestion, il a pour mission de suivre en propre l'activité de l'un des sites, pour :

- analyser et commenter les résultats de celle-ci
 - contrôler l'application des procédures
 - participer à la préparation du budget industriel, et en effectuer le chiffrage
 - élaborer les standards industriels
 - réaliser sur demande toutes études spécifiques utiles.
- Ce poste conviendrait à un débutant, soit SUP DE CO intéressé par la production et les process, soit INGENIEUR attiré par la gestion. Nous vous proposons un environnement participatif, avec de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser, sous référence 1075 C, un CV complet et motivé, avec photo et indications de salaire, au CEIP

Conseil d'Entreprises, 56270 PLOEMEUR

Montpellier District

recherche

pour assurer la direction
de son Ecole régionale des beaux-arts

UN CADRE CONTRACTUEL

ayant une expérience de la gestion et du travail avec les plasticiens, il sera notamment chargé de développer autour du moyen existant les enseignements de la communication et du design de produits. Recrutement de niveau catégorie A de la fonction publique d'Etat ou territoriale souhaité !

Les candidatures seront reçues à l'attention
de Monsieur le président du district,
20, rue Marcel-de-Serres, 34000 Montpellier,
avant le 15 décembre 1989.

sep
Les nouveaux espaces

Motivés de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles populaires des trois étages du lanceur Ariane.

Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 27500 personnes dont 3700 cadres. Nous recherchons pour notre Siège Social situé en proche banlieue Ouest de Paris :

RESPONSABLE DU SERVICE
CONTROLE DE GESTION
de formation grande école (HEC, ESSEC, ESCP...) vous

RESPONSABLE
DU SERVICE
CONTROLE
DE GESTION

avez 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction de type contrôle de gestion en entreprise industrielle.

En liaison étroite et constante avec les centres de production, vous participerez aux travaux d'élaboration des budgets annuels, tableaux de bord et synthèses mensuelles, au suivi des affaires, budgets d'investissement et assurerez la coordination de diverses études économiques. Le Groupe SNECMA offre une réelle perspective de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. NB 002 à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 boulevard du Général Maréchal Valin, 75724 PARIS CEDEX 15.

SNECMA - SEP - MESSIER - HISPANO-BUGATTI - HISPANO-SUIZA - SOCHATA SNECMA - FAMER - SIX SOCIETES, GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

552 من الامم

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MERRELL DOW FRANCE et la société chimique **GREVIS** défendent les couleurs de l'activité pharmaceutique de **DOW**, 2^e groupe chimique aux U.S.A., 6^e dans le monde.

Notre philosophie est de miser sur des femmes ou des hommes à potentiel qui se veulent totalement responsables et exigeants avec eux-mêmes.

La priorité est donnée à l'initiative et à l'esprit d'équipe, dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatible avec une carrière internationale.



* Trade Mark of THE DOW CHEMICAL COMPANY

Pour chacun de nos sites de production : Bourgoin (entre Lyon et les Alpes) et Limay (près de Mantes la Jolie) nous recherchons un

COST ACCOUNTANT DEBUTANT

- **Votre projet** : être opérationnel dans les domaines de la comptabilité analytique et des méthodes de gestion américaines.
- **Votre développement** : prendre à terme la responsabilité d'une équipe comptable.
- **Votre avenir** : savoir saisir les opportunités que le groupe vous offrira.

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE DE COMMERCE avec une spécialisation Comptabilité

- Vous êtes passionné d'analyse et de gestion
- Vous cherchez à concrétiser vos connaissances et vos idées dans un environnement formateur.
- Vous parlez l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, à Paquita FRANCES - Ressources Humaines **MERRELL DOW FRANCE** - B.P. 448 - 38317 BOURGOIN-JAILIEU CEDEX.

BANQUE NATIONALE TAILLE MOYENNE RECHERCHE

RESPONSABLE DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHES

Vous avez environ 30 ans et de 3 à 5 ans d'expérience. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou Ecole de Commerce), vous avez une bonne connaissance des opérations de Marchés et la maîtrise des outils informatiques. Au sein d'une banque de taille moyenne vous aurez à contrôler l'ensemble des risques de marchés et à rendre compte de leur évolution.

Vous serez rattaché(e) à la Direction du Contrôle et de l'Inspection.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre de candidature manuscrite avec curriculum-vitae et photographie sous référence 4118 M à **JOURNAL** - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.



Le Centre d'Echanges de Données et d'Informations du CREDIT AGRICOLE MUTUEL (Branche MONETARIE et TELEMATIQUE)

de la première banque française par son résultat et son bilan recherche pour son Département Gestion des moyens de paiement, des

Spécialistes Gestion du Risque

- Pour
- analyser, au niveau fonctionnel, l'efficacité des systèmes de sécurité mis en place dans les moyens de paiement du Crédit Agricole, dans le but notamment de lutter contre la fraude.
 - proposer des actions correctives économiquement justifiées.
 - participer en tant que maître d'ouvrage à la mise en place des solutions proposées.
 - présenter périodiquement les bilans de fonctionnement.

Formation exigée : BAC + 5.

Expérience de la gestion des moyens de paiement appréciée.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.

Adresser lettre, CV, photo et prêt. ss/réf. GMP/GR au CEDICAM - M. ALLOUF J. Les Quadrants, 3 avenue du Centre, 78182 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

OPERATEUR-ACTIONS EN QUETE D'EVOLUTION

Groupe financier de premier plan nous recherchons pour salle des marchés l'adjoint au responsable de la table actions.

Sous l'autorité du chef de table, vous prenez la responsabilité des opérations sur les marchés conditionnels (MOEF, indices...).

En étroite collaboration avec celui-ci, dont vous assurez l'interim dès que besoin, vous encadrez l'équipe de Trading (10 personnes, Front & Middle).

De formation supérieure d'économie/gestion (Bac + 5) vous avez pu depuis 3 à 5 ans pratiquer le marché Actions et produits dérivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.836 à **CONTESSE PUBLICITE**, 38 rue de Villiers, 92500 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

elf aquitaine

L'un des tous premiers groupes industriels français à présence mondiale, 72000 collaborateurs travaillant sur les 5 continents

ECHECERHE DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL DE SON ACTIVITE EXPLORATION - PRODUCTION

JEUNES CADRES FINANCIERS pour une carrière internationale

Vous avez moins de 30 ans, vous êtes débutants ou avez quelques années d'expérience dans le domaine financier.

- titulaire d'un diplôme d'une grande école de commerce ou de gestion ou bien d'un diplôme d'ingénieur complété par une spécialisation financière,
- possédant une parfaite maîtrise de l'anglais (connaissance d'une deuxième langue appréciée) et une pratique des outils informatiques,
- apte à une grande mobilité professionnelle et géographique.

Votre première affectation sera en France (Paris ou Province) dans l'un des métiers suivants :

- auditeur interne
- correspondant financier de filiales étrangères
- responsable de comptabilité
- contrôleur de gestion ou maîtrise de coûts

Par la suite vous serez confiés des postes de responsables opérationnels à l'étranger.

Une gestion de carrière dynamique, une évolution professionnelle diversifiée, un plan de formation constamment ajusté seront les facteurs de votre motivation.

Envoyez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence B16/LM à SNEA (P) DPRS Carrières Recrutement - Tour ELF - CEDEX 45 92078 PARIS LA DEFENSE

ASSOCIATION NATIONALE DE TOURISME

recherche immédiatement

RESPONSABLE SERVICE GESTION & SERVICES GÉNÉRAUX

- Formation DECS ou équivalent ;
- Connaissances informatiques ;
- Expérience souhaitée ;
- Connaissance tournée et vie associative appréciée ;
- Libre immédiatement.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à : FUAJ (secrétariat général), 27, rue Pajol, 75018 Paris.

Responsable Administratif et Financier d'une PMI de Haute Normandie.

Cette société, située près de Rouen, rattachée à un groupe d'importance nationale, conçoit et fabrique des produits de haute technologie.

La promotion récente de son Responsable Administratif et Financier au siège du groupe l'amène à rechercher son successeur.

Il assure, en relation directe avec le PDG, la fonction dans son ensemble avec l'aide d'une équipe jeune et soudée de quatre personnes. Son action couvre la gestion comptable (généraliste comme analytique), l'élaboration et le suivi des budgets, le contrôle de gestion, la trésorerie et donc la relation avec les banques ainsi que l'administration générale de l'entreprise.

Ce poste peut convenir à un homme jeune de bonne formation comptable possédant une première expérience vécue soit en Cabinet, soit en PMI et lui ayant permis d'appréhender les problèmes essentiels de gestion d'une entreprise (fiscalité, comptabilité, déclarations légales...).

L'appartenance à un groupe peut permettre d'entrevoir un intéressant développement de carrière.

SEFOP, notre Conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. MRP 1190 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTHE

CONCORDE EUROPEENNE AUDIT

100 personnes - ouverture internationale.

Notre développement rapide nous conduit à intégrer immédiatement de nouveaux

CHEFS DE GROUPE

Vous êtes Expert-Comptable diplômé, peut-être memorialiste. Votre expérience, 5 ans environ, acquise en cabinet français a fait de vous un homme de terrain tourné vers l'opérationnel.

Très bon technicien, apte à encadrer une équipe et à prendre lui-même totalement en charge des opérations classiques importantes d'expertise comptable.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels aguerris désirant faire carrière en cabinet. De larges perspectives, association par exemple, peuvent être envisagées à terme. Un bon niveau d'anglais est nécessaire.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. B3 à notre Conseil.



Scribe
4 avenue Hoche
75008 Paris

Groupe Hoche Consultants

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ III

La Province vous ouvre la porte de notre groupe :

Jeune diplômé(e) d'une Ecole de Commerce,
la Gestion, la Comptabilité et l'Informatique sont vos priorités.Devenez l'ADJOINT DU DIRECTEUR chargé des services
ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le poste le plus urgent à pourvoir se situe au sein de notre Direction Régionale d'ORLÈANS (250 pers.). Vous superviserez le service clientèle, le service comptable, l'informatisation du Centre et animerez la fonction «Personnel» et la Communication Interne.

Vous avez environ 30 ans, votre sens des contacts et vos compétences, développées lors d'une première expérience similaire, sont des conditions indispensables de réussite dans ce poste et d'évolution dans notre groupe.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous la référence M/216/AR (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations avant de vous recevoir.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

A Lyon... ou ailleurs.

Valorisez vos connaissances en contrôle de gestion, comptabilité.

Nous sommes un des premiers groupes français. Notre Direction Régionale de 1500 personnes a son siège à Lyon et 7 établissements décentralisés. Nous conseillons aussi plusieurs filiales locales de notre groupe. Nous créons le poste de

CONTROLEUR DE GESTION
ADJOINT du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Vous superviserez pour les établissements le Service COMPTABILITE (17 personnes) pour lequel vous améliorerez les procédures et mettrez en place un nouveau logiciel. Vous assurerez également toute la fonction CONTRÔLE DE GESTION, ainsi que le reporting à la maison mère et toutes les liaisons nécessaires avec la Direction Financière. D'autres postes similaires seront bientôt ouverts dans d'autres métropoles régionales.

H ou F, vous avez entre 28 et 33 ans, une formation Grande Ecole de Gestion avec une spécialisation comptabilité gestion, et une expérience incluant les deux volets de votre future activité ainsi que de bonnes connaissances en informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/116/AQ à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION USINE

Nous sommes 500 en France, 5000 dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 4000 MF.

Nous nous associons aux grandes réalisations architecturales de notre temps comme au confort de chacun d'entre nous. Notre secret : la diversification des applications des produits d'isolation.

Notre site de production proche de Clermont Ferrand (63) souhaite recruter le responsable du contrôle de gestion, qui dans un environnement technologique de pointe, aura en charge outre la responsabilité des budgets, analyse des écarts, un rôle important à jouer dans l'évolution des systèmes d'informations en étant acteur dans la mise en œuvre de la GPO.

De formation SUP DE CO, entre 1 et 3 ans d'expérience, vous avez compris que nous vous imaginons proche de la production, analyse rigoureuse et fort de votre implication.

La dimension internationale du groupe implique que vous vous exprimez et rédigez en anglais.

Bien sûr, votre motivation, et vos résultats souligneront la progression de votre carrière au sein de notre entreprise.

Laurent HUET, vous remercie de bien vouloir lui adresser votre dossier à : ROCKWOOL SA
111, rue du Château des rentiers 75013 PARIS

ROCKWOOL LA LANE DE ROCHE

cegos

1^{er} groupe français indépendant de CONSEIL et de FORMATION. Notre activité de FORMATION AU MANAGEMENT et à la GESTION est destinée aux dirigeants et aux cadres d'entreprises.

Contrôleur de Gestion, Expert - comptable, Auditeur, devenez

FORMATEUR - CONSULTANT en GESTION

Votre profil :

- vous disposez d'une formation supérieure BAC + 5 (Ecole Sup de Co. DESS gestion-DECS).
- vous avez une expérience professionnelle diversifiée à dominante gestion et vous y avez occupé un poste à responsabilités.
- vous êtes très motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir faire.

Votre mission :

- vous animerez des stages inter-entreprises CEGOS en gestion (dirigeants et cadres opérationnels).
- vous conseillerez nos clients en intervenant au sein de leur Entreprise. Vous créerez pour eux des séminaires, que vous négocieriez avec eux. Vous assurerez le suivi de nos clients.
- vous participerez à l'amélioration permanente de ces stages, en perfectionnant leurs contenus, la pédagogie et l'instrumentation.

Etre Formateur à la CEGOS vous procurera :

- la notoriété du N°1 de la formation des adultes en Europe (stages courts)
- l'opportunité d'approfondir votre professionnalisme, de transmettre votre expérience par des méthodes éprouvées et sans cesse renouvelées et d'acquiescer une notoriété personnelle par vos publications.
- la possibilité d'accéder à la responsabilité d'un centre de profit.

Si cette fonction vous attire, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la réf. 928/32/M à Françoise GIRARD, CEGOS, DRH - Tour Chénoua, 92516 BOULOGNE CEDEX

J'avance

Organisateur

La Banque Populaire Savoisiennne de Crédit - 6 milliards de francs de bilan, 55 agences, 650 collaborateurs - est implantée au cœur des Alpes. Parfaitement intégrée au tissu économique régional, elle opère sur un marché dynamique et prospère.

Rattaché au Directeur de l'Organisation, vous aurez pour objectif d'optimiser nos procédures dans un souci constant d'amélioration de la rentabilité de nos services. Dans ce cadre, vous coördinerez tout d'abord des missions d'organisation : diagnostic, arbitrage, mise en place des procédures, formation des utilisateurs. Vous participerez également à la conception de nouveaux produits depuis la formalisation des besoins jusqu'à l'analyse fonctionnelle et à la finalisation.

De formation supérieure (MAGE, Maîtrise d'Economie ou de Gestion, Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs), votre expérience de 3 à 5 ans dans une banque ou un cabinet d'organisation vous a donné la connaissance des procédures et circuits bancaires. Esprit d'analyse et de synthèse, goût des contacts et aptitude à la négociation sont des qualités indispensables.

Si vous êtes disponible rapidement, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à la Banque Populaire Savoisiennne de Crédit, D.R.H., 30 avenue des Aïres, 74800 La Roche-sur-Foron.

BANQUE POPULAIRE
SAVOISIENNE DE CREDIT

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE GROUPE

UN SPECIALISTE DU FINANCEMENT DE PROJETS PETROLIERS INTERNATIONAUX
(Paris La Défense)

Vous avez :

- environ 30 ans,
- un diplôme axé sur la Finance et la Gestion (Grande Ecole Commerciale, Droit 3ème cycle...),
- une expérience d'au moins 3 ans, acquise dans une banque, un établissement financier, une entreprise ou une administration spécialisée,
- une excellente connaissance de l'anglais (indispensable).

Vous êtes :

- un bon technicien des concours export à moyen et à

long terme, capable de monter et de suivre les dossiers.

• mais aussi un homme de communication, rodé à la négociation, sachant défendre ses points de vue tout en usant de diplomatie.

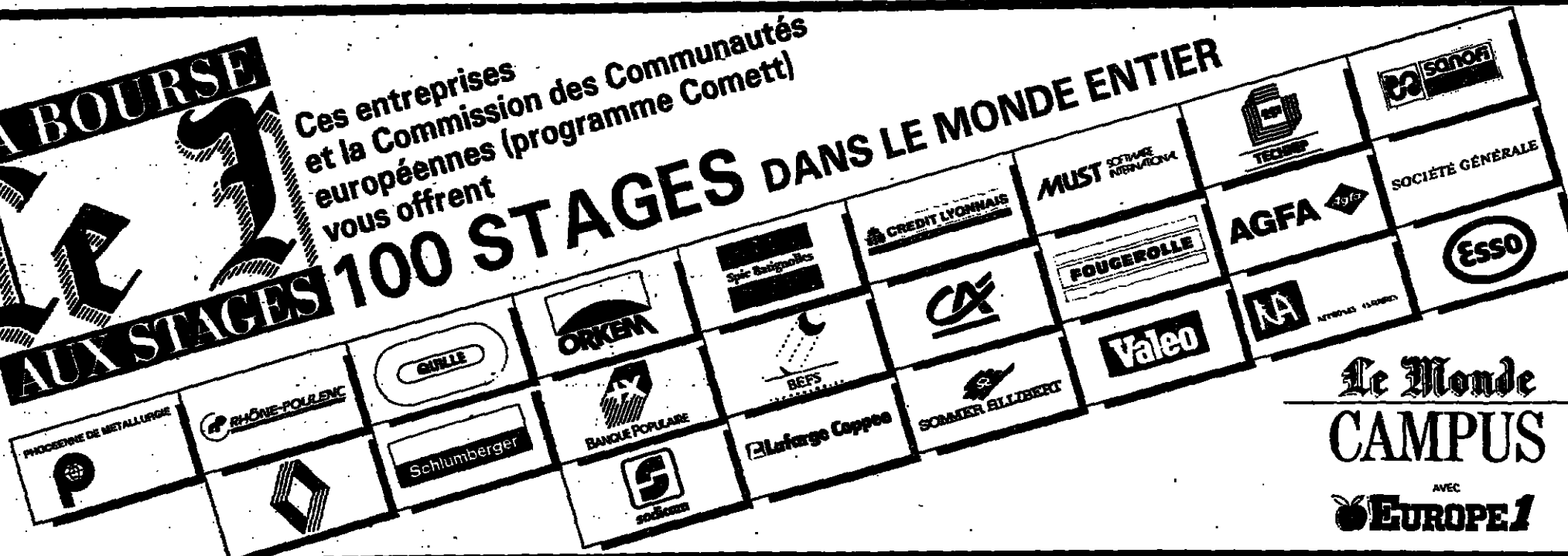
Vous aurez : • à présenter les dossiers aux instances compétentes (DREE, COFACE, banques commerciales) et à suivre tous les risques inhérents aux opérations, • à suivre la situation financière des filiales pétrolières productrices du Groupe et à procéder au montage des crédits appropriés.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, à notre Conseil, MICHEL MORACCHINI (Réf. 8997) 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LA BOURSE
Le 1
AUX STAGES

Ces entreprises
et la Commission des Communautés
européennes (programme Comett)
vous offrent
100 STAGES DANS LE MONDE ENTIER

Le Monde
CAMPUS
AVEC
EUROPE 1

552 من الامم

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur Administratif
et Financier

Devenue récemment filiale d'un groupe international, notre société, bien installée sur le marché des équipements automobiles, réalise un CA de 200 MF. Croissances interne et externe nous poussent à satisfaire des impératifs de modernité et de politique groupe s'inscrivant dans une stratégie de Qualité Totale.

A la tête d'une petite équipe, vous supervisez la fonction comptable et assurez le reporting à la maison-mère. Le suivi administratif, les budgets et la trésorerie sont aussi parmi vos responsabilités. Au-delà de cette fonction classique (et déjà bien maîtrisée), ce sont le contrôle de gestion industriel et plus généralement la comptabilité analytique qui constitueront vos véritables enjeux.

A la trentaine ou un peu plus, vous avez déjà acquis une solide expérience de la fonction en milieu industriel. Les clés de votre réussite chez nous seront votre sens des responsabilités, la démonstration de votre bon sens et de vos compétences, et votre aptitude à la communication. Idéalement vous parlez italien, sinon anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 20.22-M à H. CARON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris



Sipa Press

Nous sommes l'une des trois premières agences de presse photographique du monde et, avec Sipa Labo, l'un des premiers laboratoires photographiques professionnels de Paris.

Notre groupe emploie plus de 250 personnes et gère plus de 3 000 photographes. Nous avons pour objectif de doubler notre chiffre d'affaires dans les deux prochaines années et de devenir la première agence du monde et le premier laboratoire professionnel d'Europe.

Pour cela, nous venons de nous doter des moyens financiers nécessaires et nous nous sommes installés dans 8 000 m², boulevard Murat, Paris-16^e. Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

pour diriger le service comptable (14 personnes) et mettre en place le système de contrôle de gestion et de reporting. Vous avez commencé votre carrière en cabinet d'audit et avez acquis une solide expérience dans une entreprise de presse ou de service. Vous parlez anglais couramment. Si vous êtes un homme de challenge, prêt à accompagner notre expansion, vous devez nous rejoindre.

Envoyer votre C.V. et la rémunération souhaitée à M^{me} Manfredi, Sipa Press, 101, bd Murat, 75016 Paris.

Sipa Labo

FISCALISTES
JURISTES D'AFFAIRES

Diplômés de troisième cycle ou de Grandes Ecoles, vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise en cabinet : Fiscalité des entreprises, Droit des Affaires.

Appelés à exercer dans un environnement international, une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à : Frédéric KRYSIK - HSD Ernst & Young - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

HSD Ernst & Young
JURIDIQUE ET FISCAL

NT MERIDIAN,
filiale du groupe canadien NORTHERN TELECOM
- leader mondial des systèmes de télécommunication entièrement
numérique - recherche pour son centre de production européen à
Verdun

Contrôleur financier

responsable du service comptabilité
et informatique
ESC, ESCAE, et/ou DECS

Attaché à optimiser la gestion du site, vous menez une double mission :

Organiser, superviser les activités du service comptable (comptabilité générale, trésorerie, compte fournisseurs, évaluation des stocks...) ; en assurer le reporting auprès du siège.

Assumer la responsabilité du département informatique de gestion. Vous avez acquis une première expérience en cabinet d'audit ou dans un service de contrôle de gestion comme analyste financier.

Adresser lettre et CV à ADH CONSEIL,
BP 3458, 54014 NANCY Cedex,
Tél : 83 96 29 29.

ntm

Société Financière
recherche pour
son siège social à Paris

RESPONSABLE DU RECOUVREMENT
AMIABLE

35 ans environ, ayant une compétence affirmée pour créer et animer une équipe nationale d'une vingtaine d'agents commerciaux chargés du recouvrement amiable de créances.

Il aura la responsabilité du suivi de l'animation et des résultats de son équipe.

Un niveau d'études supérieures, une expérience de 5 années au moins dans un domaine d'activité identique seront exigés.

La rémunération, à débattre, sera motivante.

Ecrire avec CV détaillé,
photo et prétentions sous référence 5762
à Sylvie RIVIERE, 33 rue Chapal
75009 Paris, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SPECIALISÉ DANS LE
CAUTIONNEMENT MUTUEL

recherche

CONSULTANTS
EN GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE
DANS L'IMMOBILIER

Mission :

Après une période de formation à la vérification comptable et réglementaire professionnelle, au sein de notre équipe de contrôleurs.

Vous deviendrez un consultant responsable de missions d'assistance auprès de professionnels de l'immobilier. Celles-ci porteront sur la maîtrise de leur développement et l'amélioration de leur gestion.

Profil :

H/F 30/40 ans environ, formation comptable, juridique, financière.

- Expérience professionnelle dans la conduite de missions en matière de diagnostic et d'audit d'entreprises petites et moyennes.

- Sens de l'organisation et des relations humaines.

Poste basé région parisienne.
Déplacements hebdomadaires en province à prévoir.

Merci d'adresser CV et prétentions + photo à :
VERO FRANCE, 49, rue de Rivoli, 75001 Paris
sous référence 7000.

Société de gestion immobilière en Ile-de-France
(550 collaborateurs), liée à un groupe financier de
premier plan, nous cherchons pour notre Direction
des sociétés immobilières, implantée à notre siège
(Paris Porte d'Italie)

un juriste, H/F

200 000 F + par an.

5 à 6 ans d'expérience,
si possible dans l'immobilier locatif.

Venez jouer un rôle de conseil et d'assistance juridique et fiscale auprès de l'ensemble de nos partenaires, gérer le contentieux d'entreprises, assurer la mise à jour régulière de notre base de données juridiques.

Rigueur, esprit critique, sens de la communication sont des atouts pour réussir chez nous.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5515 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT
GROUPE BANCAIRE

recherche pour son back-office international

RESPONSABLE DES
OPERATIONS DIVERSES

Nous recherchons des spécialistes comptables ayant déjà acquis une expérience au sein d'une banque ou établissement financier. Prochainement transféré à Caen, vous intégrerez l'équipe par une formation complémentaire à Paris. Vous maîtrisez parfaitement les opérations sur titres, dividendes, options, changement de dénomination, OPA, OPE. Votre sens de contact, votre capacité de collecter facilement toutes les informations nécessaires au bon suivi des transactions. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si vous voulez participer et évoluer au sein de ce grand département, contactez Jacqueline BOYD, Fabienne BOURGLAN au 42.61.00.81.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre C.V. à notre conseil ANDERSON, SQUIRES - 28, rue Notre Dame des Victoires 75002 PARIS.

Spécialiste en Recrutement Financier Anderson, Squires

BANQUE NATIONALE

TAILLE MOYENNE

RECHERCHE

OPERATEUR
SERVICE TRESORERIE DEVISES

Vous serez chargé de vendre les produits de couverture de change et de taux d'intérêt à la clientèle industrielle et commerciale et d'offrir une prestation de conseil en matière de gestion de trésorerie internationale.

A 30 ans environ vous êtes diplômé d'une grande école et avez deux ou trois ans d'expérience.

Vous maîtrisez la langue anglaise et vous avez en outre un bon niveau en allemand ou en espagnol.

Des perspectives d'évolution vous seront offertes au sein de la salle des Marchés et à moyen terme vers une Direction mettant en œuvre les autres activités de la Banque.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre de candidature manuscrite avec curriculum-vitae et photographie sous la référence 4119 M à J. JOURNET - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur futur D.A.F

AM
CC

Au cœur du pays de George Sand, cette entreprise de menuiserie ultra-moderne compte depuis plus de 40 ans parmi les leaders de la profession. Vous aurez l'opportunité de piloter le regroupement des données comptables et financières au siège de l'entreprise.

Après avoir maîtrisé les comptabilités et le suivi budgétaire, vous prendrez en main les différentes responsabilités administratives afin d'évoluer vers la Direction Administrative et Financière de l'entreprise.

De formation Ecole supérieure de Commerce et/ou DECS, vous avez entre 2 et 5 ans d'expérience et vous aimez cette vie provinciale équilibrée.

Pour plus de renseignements : Minitel 3615 Code CAPFOR
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. JPV/37A à J.P. VERGNEAIGRE - CAPFOR
15, rue de la Paix, 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - STRASBOURG
ANGERS - ALGER - TOULOUSE - BRISTOL - NICE - NORD - QUIMPER - ROUEN

L'ADJOINT DU
DIRECTEUR COMPTABLE

Agé de 28 ans minimum, vous avez une formation supérieure et pouvez vous prévaloir d'une première expérience réussie.

Entre autre, vous participerez à la consolidation Européenne et à la mise en place d'une comptabilité analytique informatisée.

De réelles possibilités d'évolution au sein du Service Financier sont possibles pour un candidat de valeur.

Vous parlez Anglais couramment.

Adresser lettre manuscrite + CV sous référence 8607 à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de la République, 75008 PARIS.

هكذا من الاعمال

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FTH

LILLE DES AFFAIRES

Développement de la clientèle

Filière de l'UAP, ouverte sur l'EUROPE et le monde, notre banque est reconnue comme l'une des plus performantes et des plus exigeantes sur la place.

Afin de poursuivre notre développement, nous souhaitons accueillir, au sein de notre AGENCE DE LILLE un collaborateur.

Exploitant

A 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce DESS banque-finances, Maîtrise de Sciences Economiques...).

Une première expérience bancaire vous a permis d'acquérir une excellente capacité pour développer et gérer une clientèle de façon autonome.

Vous possédez de solides connaissances en analyse financière et maîtrisez au moins une langue étrangère.

Votre dynamisme, votre goût des contacts, votre mobilité géographique, vous permettront d'évoluer au sein de nos structures.

Prenez nos affaires en main !

Rejoignez notre équipe de Lille. Vous trouverez au sein d'une organisation souple, de réelles possibilités de carrière et une formation adaptée à vos activités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum-vitæ, photo), sous réf. A/R 9640 à notre Conseil : Marc de Souza - PA Consulting Group 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

UN FINANCIER DE L'HABITAT

Banque spécialisée dans le financement de l'habitat recherche dans le cadre de son développement.

CONTEXTE

Au sein de la direction commerciale il aura pour mission de former et d'animer le réseau des directions régionales.

Il devra pour cela :

- conseiller les directions régionales dans leurs montages financiers
- participer à la mise au point et à l'élaboration de plans de développement
- faciliter l'échange d'informations au sein du réseau sur les pratiques innovantes.

Pour ce poste nécessitant une formation motivation pour l'animation et le développement et une grande disponibilité (déplacements en province), nous souhaitons rencontrer un diplômé de formation supérieure ayant une expérience professionnelle d'environ 5 ans, et possible dans le secteur de l'habitat et du logement social.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.940 à CONTEXTE PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

AUDITEUR DE NOTRE COMPTABILITE INTERNE

- l'un des tous premiers opérateurs publics de communication au monde
- le réseau téléphonique le plus élargi du monde
- notre objectif : nous positionner à la pointe des technologies de télécommunication
- un plan de développement ambitieux pour élargir et consolider notre action internationale.
- 22 Directions Régionales, la première, la Direction de France.

Nos projets nous amènent à faire évoluer en profondeur notre système comptable. Dans le cadre de ce nouveau schéma directeur, vous serez chargé pour l'île de France de :

- contrôler et analyser la fiabilité des systèmes comptables actuels.
- optimiser le fonctionnement de notre comptabilité générale.
- apporter une aide méthodologique à l'ensemble des services comptables.
- assister et former l'ensemble des utilisateurs.

A 28-30 ans, vous avez une formation supérieure (Sup de Co, Sciences Po + DEC, etc.). Vous justifiez d'une première expérience en comptabilité générale, en entreprise ou en cabinet d'expertise comptable.

Vos capacités et vos qualités relationnelles vous permettront de réussir à ce poste très évolutif.

Motivé par ce challenge, merci d'adresser lettre, Curriculum Vitæ, photo et prétentions à M. NUGUES FRANCE TELECOM - Direction Régionale île de France 8-10, bd. de Vaugirard - P. 917E - 75746 PARIS CEDEX 15

FRANCE TELECOM

ARBITRAGISTE

Importante banque recherche pour son Département Activités de Marchés

Votre mission :

Vous serez progressivement chargé de concevoir et de réaliser des arbitrages sur les marchés de bourse.

Votre activité sera étroitement liée à celle du service responsable de la conduite des opérations financières de la banque et des montages financiers pour ses propres clients pour compte de tiers - gestion de portefeuilles de titres cotés et non cotés.

Votre profil :

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou scientifique, ou d'un 3e cycle universitaire spécialisé en finance.

Vous êtes passionné par les activités financières, et après des stages significatifs ou une première expérience de 2 à 3 ans, vous souhaitez intégrer une équipe performante sur les marchés financiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous référence 6454, à

MEDIA PA
50-54, rue de Billy
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

ESC + EXPERTISE COMPTABLE + 5 ANS D'EXPERIENCE REJOIGNEZ NOTRE ETAT-MAJOR COMPTABLE.

Filière d'un grand groupe bancaire spécialisé dans les produits et services financiers tournés vers les particuliers et les entreprises, nous vous offrons de rejoindre un environnement comptable très diversifié (holding cotée, banques, compagnies d'assurances, GIE, OPCVM, SCI, succursales étrangères...).

Dans un premier temps, en tant qu'adjoint de notre Direction Comptable, nous vous confierons les responsabilités fonctionnelles d'organisation et de contrôle et la responsabilité opérationnelle de la consolidation.

Si vous avez une expérience comptable de 5 ans minimum, une formation ESC + DECS complet (expertise, si possible), une trentaine d'années et la volonté d'accéder à des responsabilités importantes, adressez votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence 169, à UNANIME 110, Bd de Sébastopol - 75003 PARIS, qui transmettra.

FISCALISTE INTERNATIONAL

TOTAL Compagnie Française des Pétroles, 85 milliards de CA, plus de 500 filiales, présent sur les 5 continents et dans les domaines du Pétrole, du Gaz, de la Chimie, vous propose de rejoindre la Direction Fiscale Groupe pour y prendre la responsabilité du suivi fiscal d'un groupe de filiales et assurer des missions de conseil auprès des managers opérationnels.

30 ans environ, fiscaliste de formation (doctorat, DESS ou ENI), vos 5 années d'expérience soit en entreprise, en cabinet ou dans l'administration, vous ont permis d'acquérir une solide pratique en matière de bénéfices consolidés, détermination des provisions, fusions et restructurations, fiscalités étrangères - notamment anglo-saxonnes. Vous y avez pris l'habitude de vous exprimer couramment en anglais.

Votre professionnalisme, votre autonomie et votre sens de la réalisation seront garants de votre succès dans un contexte international et très évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à - TOTAL CFP - Service Gestion des Cadres - 5 rue Michel-Ange 75016 PARIS.

National Westminster Bank

Présent dans 36 pays, nous sommes en Grande-Bretagne la première banque de dépôts et dans les toutes premières banques mondiales.

En France, notre stratégie de croissance répond à une forte ambition (500 personnes, 10 succursales actuellement).

Nous recherchons

CHARGES DE CLIENTELE PARTICULIERE PARIS - LILLE - LYON

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'études supérieures, vous justifiez d'environ 5 ans d'expérience bancaire dans la gestion de patrimoine (clientèle moyenne/haut de gamme).

Familiarisé avec la fiscalité inhérente à la gestion de patrimoine, les marchés financiers et les produits divers (FCP, SCPI, produits d'assurance), vous faites preuve de dynamisme, d'un sens de l'organisation et d'un goût pour le conseil et le développement d'activités commerciales.

L'anglais est indispensable.

Si vous vous reconnaissez, merci de nous préciser vos motivations accompagnées de vos c.v., photo et prétentions en rappelant la ville qui vous intéresse à M. Hubert de Rigaud, Directeur des Ressources Humaines, National Westminster Bank s.a., 18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

5521 من الاجل

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Un rapport de la Banque mondiale

De bonnes intentions et des fonds pour l'Afrique subsaharienne

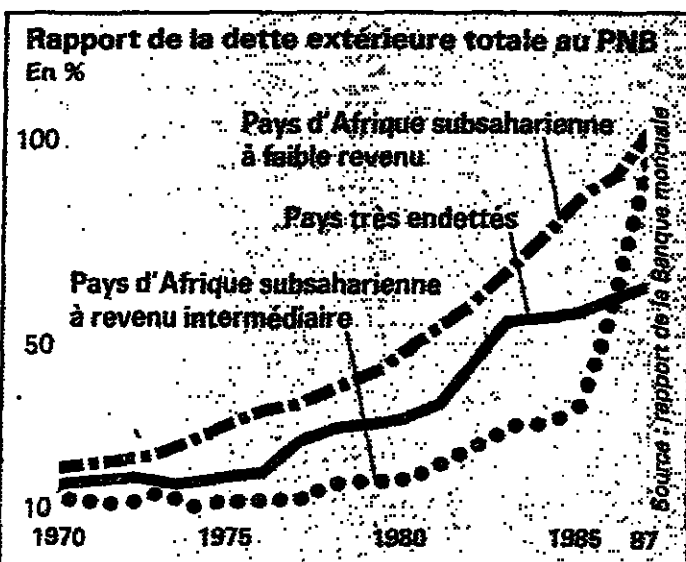
Pour enrayer le déclin de l'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale propose, dans un rapport, un doublement de l'aide publique au développement d'ici à l'an 2000 et avance une série de bonnes intentions en faveur de la formation des hommes et de la libéralisation des économies.

A la lecture du dernier rapport de la Banque mondiale consacré à l'Afrique subsaharienne, sous le titre *De la crise à une croissance durable*, on reste partagé entre le découragement et l'irritation. Dans ce qu'elle considère comme son évaluation « la plus complète qu'elle ait jamais publiée » sur cette région du monde, l'organisation fournit en effet rapidement de quoi désespérer de l'Afrique, sinon des Africains.

Depuis les années 60, la croissance économique du continent noir — 3,4 % en moyenne par an — a été à peine supérieure à l'évolution démographique. Celui-ci réalise, avec 450 millions d'habitants, un produit intérieur brut de 150 milliards de dollars, pas plus que la Belgique et ses 10 millions d'habitants.

Passons sur le déclin des revenus depuis le début de la décennie, sur l'essoufflement des productions agricoles, la baisse de l'activité industrielle, les médiocres performances à l'exportation — dues plus à une chute des volumes qu'au recul des prix — sur l'explosion de la dette extérieure : celle-ci atteignait 134 milliards de dollars (844 milliards de francs) à la fin de 1988, soit une multiplication par 19 depuis 1970!

Rapporté au PIB, l'Afrique subsaharienne est la région la plus endettée du monde, loin devant l'Amérique latine, dont l'endettement ne représente « que » 50 % de sa richesse brute. Comme le souligne le rapport, les arriérés s'accumulent, malgré la centaine et plus de réajustements effectués ces dernières années.



La Banque mondiale ne fait grâce d'aucun détail sur ce qu'on devrait appeler le déclin de l'Afrique. Les pénuries alimentaires se multiplient et frappent quelque 100 millions de personnes. Le chômage s'accroît à mesure que les villes grossissent — une trentaine dépasseront le million d'habitants au tournant du siècle — et l'explosion démographique est une bombe à bref retardement pour un environnement déjà très entamé.

Les dix commandements

Crise et austerité obligent, les dépenses pour les services sociaux diminuent, comme le niveau de scolarisation. On cite des cas désastreux — le Libéria, le Niger, le Nigeria — et des exceptions au marasme, comme le Botswana ou Maurice.

Mais on reste au bout du compte sur cet aveu de l'effondrement généralisé, des universités ou des infrastructures routières, du système judiciaire ou bancaire, avec les quelques lignes désormais

convenues sur la corruption, l'instabilité politique et les troubles ethniques.

La Banque mondiale insiste encore sur la trop faible efficacité des investissements, sur le niveau trop élevé des salaires en regard de la productivité. Après s'être fourvoyé dans une « modernisation à l'occidentale », le continent noir a négligé la petite exploitation agricole et le secteur privé, plaçant systématiquement l'outil industriel et sa gestion aux mains de l'Etat.

« L'Afrique n'est tout simplement pas compétitive dans un monde de plus en plus ouvert à la concurrence », semble découvrir l'organisation, en préambule à des déclarations déconcertantes par leur semblant de naïveté. Cela commence avec l'avant-propos du président de la Banque mondiale, Barber Conable, qui recommande la formation d'une « coalition mondiale » pour l'Afrique, regroupant bailleurs de fonds et Africains.

Sous couvert de « programme stratégique », l'institution n'a rien d'autre à proposer qu'un mot d'ordre, tant usé qu'il en devient creux : « Investir dans l'homme ».

Faciliter l'accès des pauvres aux avoirs productifs, et « libérer les énergies des simples citoyens en leur permettant de se prendre eux-mêmes en charge ».

Peut-on vraiment parler d'une stratégie? Le florilège des bonnes intentions continue : « Les investisseurs étrangers seront accueillis comme des partenaires et non pas découragés comme des intrus. L'Etat cessera d'être un entrepreneur pour devenir le promoteur de la production privée. Et le secteur non structuré sera considéré comme une pépinière de chefs d'entreprise et non comme un foyer de racket ».

A l'issue de ces « dix commandements » pour l'Afrique, la Banque mondiale fournit la facture : si la zone veut se développer, « enrayer le déclin de son économie et, à terme, réduire la nécessité d'une aide », il faut... une augmentation de l'aide extérieure.

Les bailleurs de fonds devront ainsi augmenter de 4 % par an, en valeur réelle, leur aide publique au développement pendant les années 90 : ils devront instaurer « des mécanismes d'allégement concessionnel de la dette », de manière à limiter à 9 milliards de dollars par an le remboursement des intérêts. Surtout, estime la Banque mondiale, les apports bruts d'aide publique au développement « devraient passer à 22 milliards de dollars par an d'ici à l'an 2000, soit environ le double des niveaux de 1986 ».

Devant l'effort demandé, on comprend que M. Barber Conable considère la persistance de la crise en Afrique comme « un défi hors du commun ». Empêcher ce continent de sombrer au moment où surgissent à l'Est des besoins plus proches, dont on ignore encore l'ampleur, sera peut-être une tâche rebutante pour maintes nations « riches ».

Le développement est une action de longue haleine. La Banque mondiale le présente par trop comme un éternel recommencement.

ERIC FOTTORINO

Une rencontre internationale à Lille

Les villes, atouts ou freins du développement du tiers-monde?

« Les villes, moteur du développement économique des pays du tiers-monde? » Plus de deux cents élus de villes des hémisphères Nord et Sud, techniciens et représentants d'organisations internationales pour le développement, ont planché il y a quelques jours à Lille sur ce thème, à l'initiative de la Fédération mondiale des cités unies, que préside M. Pierre Mauroy, du ministère français des affaires étrangères et de celui de la coopération et du développement, avec le parrainage de la Banque mondiale, du Centre des Nations unies pour l'habitat, de la CEE et de l'OCDE.

LILLE

de notre correspondant

En l'an 2000, les villes du tiers-monde regrouperont deux milliards d'habitants, les deux tiers de la population du globe : des mégapoles comme Sao-Paulo ou Mexico atteindront une population de vingt-cinq millions de personnes. « Il est temps d'abandonner l'idée que l'urbanisation dans les pays en voie de développement est une chose indésirable, évitable ou même réversible », a déclaré à Lille M. Aron Ramchandran, directeur du Centre des Nations unies pour l'habitat.

La croissance urbaine est d'abord le fait d'un accroissement démographique naturel des villes elles-mêmes avant d'être le résultat de l'émigration des zones rurales vers les centres urbains. Une émigration rendue de toutes façons obligatoire, car, comme le souligne M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, lors de l'ouverture des journées de Lille, « refuser l'urbanisation reviendrait à accepter une augmentation insupportable de la population rurale, avec son cortège de famines ».

Le phénomène urbain apparaît donc comme irréversible et obligatoire. Pourtant, il a longtemps et est encore perçu de façon négative. « La ville des pays du tiers-monde, reconnaît M. Pierre Mauroy, apparaît comme un lieu d'accumulation de toutes les frustrations, de toutes les misères, de tous les risques sociaux, de toutes les violences, de toutes les atteintes à la dignité humaine, à l'environnement. Pourtant, aux yeux du président de la Fédération mondiale des cités unies, la ville est un espoir : « Je suis persuadé, affirme-t-il, que la ville est moteur du développement économique, social, culturel des pays du tiers-monde ».

Déjà, souligne le docteur Ramchandran, la contribution des villes à la croissance économique demeure essentielle, avec quelque 60 % du produit national brut des pays

en voie de développement produits dans les régions urbaines ». Or ces mêmes villes ne reçoivent que 2 % de l'aide internationale au développement, qui a en effet longtemps privilégié le développement rural : « Les organisations internationales n'ont pas compris ce qui se passait dans les villes du tiers-monde », note pour sa part le Mexicain Enrique Ortiz.

Si la réflexion n'est pas entièrement nouvelle, elle doit s'appliquer et déboucher sur une réorientation des politiques d'aide au développement, en faveur des villes et non plus des seules zones rurales. Au terme de ces rencontres internationales de Lille, les bailleurs de fonds du développement (Banque mondiale, directions spécialisées de l'ONU, etc.) s'apprêtent à adopter une sorte de « manifeste de Lille » allant dans ce sens, tandis que la Fédération mondiale des cités unies a décidé la création d'une agence technique et financière pour le développement. Cités unies développement, qui s'inscrit dans le prolongement des programmes de coopération entre villes déjà lancés par l'OCDE pour l'habitat, en est l'association ou Codatu (pour les transports urbains).

Fin du dialogue de sourds

L'aide au développement ne passe pas seulement par les Etats mais doit reposer sur le rapprochement entre des villes. Mais cette idée d'une nécessaire réorientation vers le développement urbain n'est pas partagée par tous. Ainsi, les représentants de la CEE et de l'OCDE ont rappelé à Lille que, pour eux, l'aide aux pays en voie de développement vise toujours l'autosuffisance alimentaire, et donc les zones rurales.

« La coopération décentralisée entre collectivités locales, a ajouté pour sa part M. Diagne, le maire de Louga, au Sénégal, peut marquer la fin du dialogue de sourds entre le Nord et le Sud. Nous avons besoin de développer des marchés pour notre agriculture, une micro-économie pour relancer notre secteur privé. Où pourrions-nous le faire sinon dans les agglomérations urbaines et malgré les maux dont elles souffrent? Comment pourrions-nous le faire sinon avec les élus et les communes du Nord? ».

Venu participer à la conclusion de ces travaux, M. Jacques Peltier, ministre de la coopération et du développement, a indiqué qu'une somme de 10 millions de francs sera consacrée dès 1990 à des « études opérationnelles » pour aider à l'émergence d'une administration spécifique des villes du tiers-monde, études qui « déboucheront ultérieurement sur des financements nouveaux très significatifs, concernant cinq à sept sites ».

JEAN-RENE LORE

FÊTES DE FIN D'ANNÉE AVEC FRANTOUR TRAIN + HOTEL

Un séjour en liberté, transport et logement compris, telle est la formule TRAIN + HOTEL à la carte en toute liberté de FRANTOUR.

Passer vos fêtes de fin d'année :

- dans l'hôtel de votre choix : tourisme, standard ou supérieur.
- en famille : vos enfants bénéficient de réductions s'élevant de 35 % à la gratuité.
- en groupe : une gratuité est accordée par tranche de 30 payants.

En adoptant cette formule, découvrez les plus belles stations françaises (Chamonix, Biarritz, Lourdes, Cannes...) et européennes (Barcelone, Berlin, Bruges, Londres, Venise...).

DE BONNES FÊTES DE FIN D'ANNÉE EN PERSPECTIVE AVEC FRANTOUR TRAIN + HOTEL!

RENSEIGNEZ-VOUS :

auprès des agences de voyages Frantour Tourisme. Dans toutes les gares SNCF. Par minitel : 3615 TH.

RASSEMBLEMENT des ANCIENS JOCISTES

PARIS - 2 DÉCEMBRE 1989



Renseignements et inscriptions : Anciens JOCF - 49 Faubourg Poissonnière, 75009 Paris, ou téléphoner à Laurette (16.1) 42.46.37.50

LA BOURSE Le 1 AUX STAGES ETUDIANTS* GAGNEZ PLUS DE 100 STAGES DANS LE MONDE ENTIER

Participez à la Bourse aux Stages dans Le Monde du 20 au 29 nov. 1989 (numéros datés du 21 au 30-11-1989.) * Bac + 3 minimum obtenu courant 1990

RETROUVEZ LAQUELLE DES ENTREPRISES PARTICIPANTES SE CACHE DERRIÈRE LES ÉNIGMES SUIVANTES : (voir logos en page emploi)

20 Le groupe qui aligne 17 milliards de francs pour l'achat de biscuits.

21 L'organe central d'une association de 31 banques régionales, auxquelles s'ajoutent une caisse centrale et une banque spécialisée.

22 Américaine de culture, française par son capital et son management, spécialisée dans le langage informatique de quatrième génération, elle bénéficie de l'appartenance à un des leaders mondiaux de l'électronique grand public et de défense.

23 Ce grand groupe bancaire qui conjugue ses talents avec ceux de ses clients sera coté en 1990 à la Bourse de Tokyo.

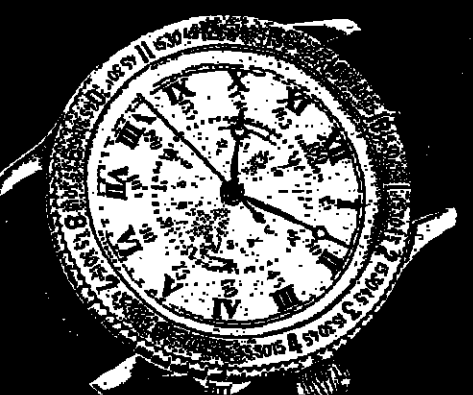
POUR VOUS AIDER

SUR EUROPE 1 UN INDICE SERA DIFFUSÉ CHAQUE JOUR AU JOURNAL DE 20 HEURES PENDANT TOUTE LA DURÉE DE LA BOURSE RETROUVEZ CES INDICES SUR MINITEL 3615 LM

Le Monde CAMPUS EUROPE 1

LONGINES

LE TEMPS POUR GAGNER



Collection Lindbergh

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Une enquête de Peat Marwick sur les préoccupations des financiers internationaux

Les banquiers face à la montée des risques

L'époque où les banquiers passaient leur temps à 15 heures semble définitivement révolue. Si l'on en croit l'enquête que la société d'audit et de conseil Peat Marwick a menée en 1989 auprès de deux cents établissements financiers internationaux ayant une activité sur les marchés de capitaux, les problèmes ne manquent pas.

En 1989, le souci numéro un des financiers — et c'est une grande première — s'est concentré sur les problèmes des marchés boursiers et surtout le blanchiment de l'argent de la drogue ne concernait qu'une minorité de financiers, leur sensibilité à ces problèmes s'étant accrue en 1989. L'introduction ou le renforcement de services de contrôle des opérations sur le marché des capitaux est devenu un thème d'action et de réflexion d'autant plus central qu'il en va de la survie même des établissements. Selon le président du FDIC (Federal Deposit Insurance Company, le système d'assurance des banques américaines), « la fraude et l'écroquerie interne ont joué un rôle dans la faillite de près d'un tiers des établissements financiers » au cours de ces dernières années.

Mais les risques humains ne sont pas les seuls. Selon leur région d'activité, les banquiers interrogés par Peat Marwick se sont montrés sensibles à plusieurs thèmes d'actualité : la vague des fusions et acquisitions, la crise financière permanente des pays en développement ou la frénésie des LBO et LBO. Ainsi, les banquiers américains, qui ont relativement peu fusionné au cours de ces dernières années, s'inquiètent des rapprochements qui ont lieu actuellement

dans le système bancaire japonais. Au point qu'ils se demandent s'ils ne seront pas obligés d'en faire autant pour résister à la puissance des supergigants nippons de la finance. En Europe, si la menace japonaise apparaît encore lointaine, c'est l'Europe de 1992 qui amène les banquiers à se poser la question de la taille critique.

Ce challenge européen pousse aujourd'hui les établissements financiers de France, d'Italie ou de RFA à nouer des alliances avec des industries complémentaires (banque-assurance, par exemple) ou à instaurer des relations de partenariat avec leurs homologues dans les pays de la Communauté. Alors que la crise de la dette des pays en développement ne menace plus le système financier international, les banquiers américains se montrent plus concernés que leurs homologues européens japonais par un éventuel rebondissement. Non qu'ils n'aient pas provisionné leurs créances insolubles, mais les besoins en capitaux de ces pays et notamment ceux d'Amérique latine demeurent si vifs qu'ils se trouvent placés au premier rang des pourvoyeurs d'argent frais.

Stratégie à moyen terme

Quant au risque engendré par les LBO et LBO, il se situe essentiellement au niveau de la séduction. Les profits dégagés par ce type d'opérations sont plus importants que ceux issus des crédits ordinaires. D'où une tentation de les multiplier qui provoque en retour une plus grande rigueur réglementaire de la part des autorités de tutelle.

L'enquête de Peat Marwick ne porte pas seulement sur les préoccupations des banquiers mais aussi sur la manière dont ils perçoivent les dangers nouveaux. En 1989, ils sont deux fois plus nombreux qu'en

1988 à estimer qu'une stratégie à moyen terme leur est désormais nécessaire. La même enquête menée en 1988 montrait en effet que 28 % seulement des pays de banque se préoccupaient d'avoir une stratégie à trois ans au moins alors qu'ils sont désormais 53 % à s'en préoccuper en 1989. Il est vrai que c'est souvent par le biais de l'informatique que les financiers sont amenés à une prise de conscience prospective. Les systèmes d'information qui constituent le cœur de l'activité bancaire sont devenus si complexes qu'ils ne peuvent être installés ni utilisés sans un plan couvrant au moins trois années.

L'enquête révèle également que, petit à petit, une nouvelle culture émerge au sein des établissements financiers : la culture du risque. Même si elle n'a pas encore donné tous ses effets en termes de gestion et d'organisation, cette prise de conscience se traduit aussi bien sur les questions internes (formation de « risk managers », sécurisation des opérations), qu'externes (hausse des taux d'intérêt, montée en puissance des banques japonaises, nécessité d'une fiscalité homogène au plan international...).

Peat Marwick estime néanmoins que bien des efforts restent à entreprendre. En clair : il est bon que les banquiers commencent enfin à se poser des questions sur leurs fonds propres ou l'optimisation des compétences humaines et informatiques. En revanche, il est totalement négatif qu'ils se sentent submergés par cette foule de questions au point d'être paralysés au moment d'agir. Il est vrai que le cadre au sein duquel devraient se situer tous ces problèmes, à savoir la spécialisation ou non de l'activité bancaire, la gestion du risque au plan global ou par opération etc., ce cadre n'est toujours pas clairement défini.

YVES MAMOU

Le prix des terres le plus bas de la CEE

Les investisseurs européens s'intéressent de près au foncier agricole français

A cause du prix des terres intéressantes, beaucoup d'étrangers investissent depuis quatre ou cinq ans dans les campagnes françaises. Leurs acquisitions dépasseraient cette année 5 % de l'ensemble des transactions foncières agricoles, avec une fluctuation importante selon les régions. Véritables gendarmes du marché, les sociétés d'aménagement foncier et établissement rural (SAFER) veulent proposer la création d'un fichier des terres libres au niveau européen.

ALBI

de notre correspondant

« Nous devons continuer à jouer le rôle de gendarmes sur le marché du foncier agricole en France, mais celui d'un gendarme éclairé... » A l'approche de la vingt-septième assemblée générale des SAFER, qui se tiendra les 28 et 30 novembre à l'UNESCO à Paris, le président, M. Etienne Lapèze, reste serein face à l'engouement pour les terres françaises manifesté depuis quatre ou cinq ans par les acheteurs étrangers, européens pour la plupart.

Sur ce marché très actif qui est passé de 330 000 à 450 000 hectares par an entre 1983 et 1989, les vingt-sept SAFER qui couvrent le territoire national s'interviennent en moyenne que sur 20 % de l'ensemble, soit près de 103 000 hectares en 1989. Pour l'année dernière, il a été recensé que 8 500 hectares de terrains agricoles vendus à des ressortissants étrangers, mais on estime à la Fédération nationale des SAFER que ce total est largement sous-estimé et qu'il dépasse déjà 5 % de l'ensemble des transactions.

Région par région, il existe de profondes disparités, dont l'analyse n'est pas facilitée par la superposition des marchés du foncier agri-

cole proprement dit et celui de la ferme à usage de résidence secondaire. Pour les six premiers mois de l'année, dans le Lot, par exemple, près d'un millier d'hectares ont été vendus à des non-résidents. Cela représente en valeur quelque 60 % de l'ensemble des transactions foncières et agricoles du département. Ce total englobe aussi l'achat de cent quatre-vingts fermes que l'outil statistique actuel ne dissocie pas de la masse des ventes.

Pour la même période, dans le département du Tarn, les acquisitions par des ressortissants étrangers ont touché 13 % des surfaces et atteint 26 % de la valeur totale. Ici, le marché des fermes est beaucoup plus restreint, et ces achats ont surtout été effectués par des Anglais dans le vignoble du Gaillac.

Avant 1993

En Côte-d'Or, on estime que près de 10 % des terres sont actuellement enlevées par des étrangers, des Suisses ou des Hollandais en majorité et, selon la Fédération nationale des SAFER, le Bordelais, la Normandie, le Limousin et l'est de la France seraient également touchés par ce phénomène dans des proportions non négligeables.

Dans certaines zones, la terre est de sept à huit fois moins chère qu'en Bavière ou en Hollande ; en moyenne, les prix français sont inférieurs d'un tiers à un demi par rapport aux autres pays européens explique Etienne Lapèze, cela justifie en partie l'engouement des acheteurs étrangers. Et le président national des SAFER de poursuivre : « Des gens anticipent par rapport à l'ouverture des frontières de 1993, sachant qu'à ce moment-là ils pourront emmener avec eux leur environnement bancaire, assurances, etc. »

Avec ses 30 millions d'hectares de surface agricole utile, la France possède la superficie la plus importante, c'est le pays de la Commu-

nauté qui a le prix de la terre le plus bas et, en beaucoup d'endroits, la charge démographique la plus faible.

A propos de la spéculation, Etienne Lapèze précise qu'il y a aussi « une mauvaise information » de la part de certains acheteurs qui ne font pas entrer en compte les charges sociales et foncières liées à la terre française lors de leur acquisition.

« Nous allons nous préoccuper de mettre en place des structures pour aider l'insertion des Européens en France, de telle façon qu'ils ne viennent pas désorganiser les équilibres », déclare le président des SAFER. Nous réfléchissons à la création d'un fichier des terres libres dont le prix serait le prix de vente de la région et qui pourrait être proposé sur l'Europe. Et de continuer : « Nous avons l'ambition d'essayer de remettre en mouvement des migrations au niveau européen comme on les a connues dans les années 60. »

Les SAFER entendent également travailler pour obtenir une homogénéisation des différentes estimations existant dans les pays de la CEE afin qu'il n'y ait pas de distorsion de concurrence au détriment des agriculteurs français. « Nous avons intérêt à ce que la terre française soit cultivée, ajoute Etienne Lapèze, la venue de sang neuf sera toujours positive si elle ne s'accompagne pas d'attitudes de « riches » ou de l'arrivée de sociétés de capitaux qui achèteraient des surfaces importantes pour y installer des salariés. »

Les SAFER ne cachent pas aussi leurs prétentions en ce qui concerne la gestion de tout le foncier rural. De grands travaux d'utilité publique à l'aménagement de l'espace rural en relation avec les collectivités locales. Les SAFER veulent être un outil de restructuration mais aussi de revitalisation au service des campagnes françaises.

ALAIN ALBERT

Si vous trouvez désespérant d'obtenir
une carte à la vitesse d'une tortue,
parlez-en en intelligence avec nous.



Vous n'avez pas de temps à perdre et nous
le comprenons dans les Banques CIC:

- Crédit Industriel et Commercial de Paris
- Lyonnaise de Banque
- Banque de l'Union Européenne
- Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
- Crédit Industriel de l'Ouest
- Société Nancéienne Varin-Bernier
- Banque Scallbert Dupont
- Banque Régionale de l'Ouest
- Crédit Industriel de Normandie
- Société Bordelaise de CIC
- Banque Régionale de l'Ain
- Banque Bonnasse

Banques CIC. En intelligence avec vous.



GROUPE CIC

هكذا من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

Un rapport de l'OCDE

La croissance américaine se poursuivra au rythme de 2,5 % en 1990

L'économie américaine navigue en évitant les plus gros écueils, dit en substance le nouveau rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) publié lundi 27 novembre. Les tensions qui ont marqué le milieu de la décennie 80 ont culminé au moment du krach boursier d'octobre 1987.

Depuis, note l'OCDE, « l'emploi a fortement augmenté et le taux de chômage a continué de baisser, tombant en dessous des niveaux jugés compatibles avec la stabilité de l'inflation » (devenue le sujet d'inquiétude numéro un).

D'importants progrès ont été faits dans le sens d'une amélioration de l'équilibre extérieur, ajoute l'OCDE, grâce en particulier aux bons résultats de l'exportation, et la reprise de la production et de l'emploi dans les industries manufacturières s'est poursuivie.

L'OCDE, peu encline à s'enthousiasmer, surtout quand subsistent, comme aux États-Unis, des déséquilibres considérables, n'en décerne pas moins un satisfecit aux responsables de la politique économique. « Depuis le printemps 1988, la politique monétaire vise à contenir l'inflation tout en entretenant la croissance. »

L'OCDE « prévoit que la croissance se poursuivra à son rythme actuel d'environ 2,5 % pendant le second semestre de 1989, ainsi que l'an prochain. L'inflation devrait se stabiliser autour de 5 % et le taux de chômage ne devrait que légèrement augmenter ».

La mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive est jugée essentielle par l'OCDE afin de « contenir les pressions inflationnistes et de réduire encore le déficit de la balance des opérations courantes », tout en signalant deux risques inhérents à une telle politique : la hausse des taux d'intérêt réels s'accompagne d'une baisse de l'investissement net en proportion du PNB, aggravée par la faiblesse du taux de l'épargne intérieure ; la hausse des taux d'intérêt, en faisant remonter le dollar, pourrait compromettre les efforts de compétitivité des entreprises américaines.

Du côté du déséquilibre extérieur, l'OCDE souligne que, début 1989, « les États-Unis avaient regagné, en volume, toutes les parts de marché à l'exportation qu'ils avaient abandonnées entre 1981 et 1985 en raison de leur perte de compétitivité sur les prix ». De 144 milliards en 1987, plus 127 en 1988, le déficit commercial devrait passer en 1989 à 112 milliards.

Selon M. Gomez, PDG de Thomson

« Les Japonais gagnent parce qu'ils trichent »

« Les Japonais gagnent parce qu'ils trichent », a déclaré, le vendredi 24 novembre sur TF1, le PDG de Thomson, M. Alain Gomez, dans une attaque véhémente contre le système économique de ce pays qui, selon lui, fausse les règles de la concurrence industrielle internationale.

« Le marché japonais est un marché totalement fermé », a souligné le PDG de Thomson. Il est organisé par les grands groupes japonais entre eux, avec pour conséquence que « les prix japonais actuels sont nettement supérieurs aux prix mondiaux ».

« Un Japonais n'achète pas un poste de télévision, un magnéscope, ou un disque compact au même prix qu'un Français en France ou un Américain aux États-Unis », a expliqué le PDG de Thomson, qui estime que dans son pays le consommateur japonais dépense pour un même objet de 15 % à 30 % plus cher qu'à l'étranger. « Cet argent supplémentaire qui est offert par le consommateur japonais aux industriels de son pays est tout entier consacré à la recherche et au développement », a-t-il précisé.

Aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement, qui a décidé de reporter l'examen de ce projet de loi à la semaine suivante. Ce texte volumineux, pas moins de six livres, se propose de renforcer les sanctions en cas de délit d'initié, selon les termes de la directive européenne adoptée le 13 novembre dernier, d'assainir la profession de gestionnaire de fortune et d'autoriser la création de sociétés belges d'investissement à capital variable ou fixe (SICAV ou SICAF).

Le texte présenté par M. Maystadt prévoit également la transformation des compagnies d'agents de change en sociétés de Bourse, dont le capital sera progressivement ouvert aux banques et aux compagnies d'assurances. (AFP.)

Le président de Guinness n'est pas inquiet sur sa participation dans LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton). M. Anthony Tennant a déclaré le 24 novembre à Londres : « Je suis persuadé que les titres ne seront pas annulés. » Il faisait ainsi allusion au jugement attendu de la cour d'appel de Paris qui doit statuer sur l'invalidation des obligations à bout de souscription d'actions (OBSA) émises par Moët-Hennessy en 1987. Ces titres permettent à la société Jacques Rober (45 % Guinness et 55 % Bernard Arnault) de détenir 44 % du numéro un mondial du luxe. « Même si la cour d'appel les invalide, cela ne changera rien au contrôle de LVMH », a ajouté le président de Guinness, généralement averse de déclarations sur ce sujet.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINACOR
FINACOR, Paris, a pris la décision de demander aux Tribunaux compétents de prendre d'urgence les mesures permettant d'éviter toute confusion entre les sociétés de son Groupe et FINACOR ANSTALT, société financière du Liechtenstein, accusée de délits d'initié par la Securities & Exchange Commission (Wall Street Journal des 20 et 21-11-89).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

Indice	17 nov.	24 nov.
Indice CAC 40	118,8	128,8
Indice CAC 100	118,8	128,8
Indice CAC 200	118,8	128,8
Indice CAC 300	118,8	128,8
Indice CAC 400	118,8	128,8
Indice CAC 500	118,8	128,8
Indice CAC 600	118,8	128,8
Indice CAC 700	118,8	128,8
Indice CAC 800	118,8	128,8
Indice CAC 900	118,8	128,8

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Principaux postes (en milliards de francs)	16 novembre 1989
Total actif	681 693
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	86 672
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 798
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Comptes au trésor public	28 670
Travaux d'Etat (bons et obligations)	30 486
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	300
Effets privés	123 930
Effets en cours de recouvrement	47 228
Total passif	681 693
dont :	
Billets en circulation	240 084
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	65 102
Compte courant du Trésor public	15 073
Reprises de liquidités	19 017
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

par l'union sur la société Lam-
 Prêtres et compagnie sont
 « favorables du point de
 de l'association », a indiqué le
 conseil d'administration de Lam-
 réuni, vendredi 24 novembre.
 fait de l'OPA, le conseil se
 ave dans l'obligation de suspendre
 toutes opérations d'appel public
 d'épargne pour un total de
 millions de francs, bien que
 procédures soient déjà enga-
 La cession des titres au prix
 535 F. correspondant à un

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 NOVEMBRE

Cours terminé
à 17 h 32

[illegible]

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

24/11

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% de cours	% de coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Obligations																				
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	151	150	Magneta Unif.	162	162	Vinc	171	171	A.A.A.	1105 98	1079 89	France-Gazette	268 81	268 27	Préfin Opportun.	124 10	119 04
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	C.I. (France) del	228 90	228 90	Magneta S.A.	232 78	232 78	Waternan S.A.	232 78	232 78	Acton	238 18	232 78	France-Indes Star	111 33	108 61	Préfin Pénance	555 39	515 04
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	2080	2080	Magneta Pén.	237 10	237 10	Banc. du Maroc	237 10	237 10	Acton France	578 28	558 34	France-Invest.	455 42	444 31	Préfin Pénance	89 84	89 85
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1182	1182	Magneta Pén.	106 80	106 80	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp. 0.20 7/2	122	4 480	Chenap (M)	1380 20	1380 20	Magneta Pén.	216	216	Acton France	578 28	558 34	Acton France	578 28	558 34	France-Obligat.	467 45	455 61	Préfin Pénance	178 04	174 65
Emp																				

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/11	COURS DES BILLETS Achat	Verse	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/11
Unité-Inde (\$ 1)	5 136	6 146	5 950	6 450	Or fin (200 en barres)	81800	82000
CU	6 948	6 961	530	530	Or fin (en lingots)	81400	81750
Monnaie (100 Ind)	240 700	241 800	15 770	16 700	Pièces françaises (20 fr)	480	480
Monnaie (100 Ind)	10 227	10 227	10 227	10 227	Pièces françaises (10 fr)	380	380
Monnaie (100 Ind)	302 040	302 550	282 550	311 500	Pièces indiennes (20 fr)	530	530
Monnaie (100 Ind)	87 680	87 810	84 600	81 600	Pièces latines (20 fr)	470	475
Monnaie (100 Ind)	88 880	88 895	87 850	84 850	Souverains	291	295
Monnaie (100 Ind)	10 227	10 227	10 227	10 227	Pièces de 20 dollars	2976	2980
Monnaie (100 Ind)	3 750	3 748	3 400	4 200	Pièces de 10 dollars	305	305
Monnaie (100 Ind)	4 628	4 625	4 400	4 800	Pièces de 50 pesos	3080	3085
Monnaie (100 Ind)	382 820	381 690	370	384	Pièces de 100 pesos	486	480
Monnaie (100 Ind)	38 260	38 260	38	38			
Monnaie (100 Ind)	46 370	46 467	46 300	50			
Monnaie (100 Ind)	5 319	5 322	5 100	5 750			
Monnaie (100 Ind)	3 822	3 831	3 850	4 350			
Monnaie (100 Ind)	5 282	5 271	5 000	5 500			
Monnaie (100 Ind)	4 275	4 140	4 350	4 850			

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الامل

48 • Mardi 28 novembre 1989

Le Monde

La cotation de la Mixte suspendue: Paribas relève le prix de son OPA

La cotation de la Compagnie de navigation mixte, objet d'une OPA par Paribas, a été suspendue lundi 27 novembre. Cette suspension résulte de faits nouveaux survenus sur le marché. Pour la première fois, lundi, la compagnie financière de Paribas a procédé à des achats de titres de la Mixte sur le marché à un prix supérieur à celui de son OPA. L'offre de Paribas, qui était jusqu'à présent de 1850 F, est donc, comme le veut le règlement établi par le conseil des Bourses de valeur, automatiquement relevée à 1887 F.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 novembre

Hésitante

Les intervenants étaient hésitants lundi matin, s'interrogeant sur l'évolution des changes et des taux de base bancaire. Dans ce contexte, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,09 %. Les plus fortes hausses étaient émmentées par Esso (+ 6,8 %), le titre participatif CCF (+ 6,28 %) et Electronique Serge Dassault (+ 4,51 %).

SALVADOR : accusant le Nicaragua de livrer des armes à la guérilla

Le gouvernement de M. Cristiani suspend ses relations avec Managua

Le président salvadorien, M. Alfredo Cristiani, a annoncé, dimanche 26 novembre, la « suspension des relations diplomatiques et commerciales » avec le Nicaragua, accusé de fournir en armes la guérilla salvadorienne. Cette décision intervient vingt-quatre heures après la découverte au Salvador de l'épave d'un avion, rempli d'armes, qui aurait décollé du Nicaragua.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

A la suite du déclenchement de l'offensive générale du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), le 11 novembre, les relations entre San-Salvador et Managua, déjà difficiles depuis plusieurs années, se sont subitement détériorées. Les autorités salvadoriennes n'ont eu de cesse, au cours des deux dernières semaines, d'accuser le Nicaragua et Cuba d'être à l'origine de l'offensive de la guérilla.

La radio officielle donne chaque jour des détails sur la « participa-

tion d'étrangers » aux combats et fournit d'imposantes listes d'armement d'origine cubaine saisi sur le terrain.

Il ne manquait donc plus que des preuves concrètes pour monter le dossier d'accusation. L'accident du Cessna 310 constitue un heureux hasard pour M. Cristiani, au point qu'on se demande si l'opération n'a pas été montée de toutes pièces. La présence autour de l'épave du bimoteur de vingt-quatre lance-missiles sol-air soviétiques Sam-7 est en effet une chance inouïe pour les autorités, qui peuvent ainsi accuser les sandinistes de fournir des « armes sophistiquées » au FMLN.

Selon le porte-parole de l'armée salvadorienne, l'avion transportait environ 500 kilos en armes et quatre membres d'équipage (trois sont morts au moment de l'accident et le quatrième se serait suicidé). Un deuxième avion aurait réussi à se poser dans la région de Zapotitlan (50 kilomètres de San-Salvador), et la guérilla aurait récupéré les armes avant de mettre le feu à l'appareil, qui n'avait plus assez de combustible pour retourner à sa base.

Le Nicaragua a démenti être le pays d'origine des deux avions, mais le président Ortega s'est dit

« fier de collaborer avec le peuple salvadorien » et a appelé la communauté internationale à isoler le « gouvernement d'assassins » de M. Cristiani.

Depuis la signature du plan de paix pour l'Amérique centrale en août 1987, Managua affirme avoir cessé son aide logistique au FMLN. En fait, la guérilla salvadorienne dispose toujours d'une infrastructure importante au Nicaragua, et la plupart de ses dirigeants sont basés à Managua. Les fournitures d'armes avaient baissé, en revanche, à la suite des mesures de contrôle exercées par les États-Unis à la frontière du Honduras, passage obligatoire pour aller du Nicaragua au Salvador.

L'usage de missiles sol-air « change le niveau du conflit en lui donnant une dimension internationale », a déclaré le ministre salvadorien de la défense, le général Humberto Cario.

BERTRAND DE LA GRANGE

La réunion des présidents d'Amérique centrale. — Le président salvadorien a affirmé qu'il ne participerait pas à la cérémonie des présidents d'Amérique centrale, les 8 et 9 décembre, si celle-ci avait lieu à Managua comme prévu.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Vive la Suisse !

VOUS avez vu un peu ce taux de participation dimanche à Dreux et à Marseille ? Autour de 47 %. C'est nul, non ? S'agissait pas d'une quelconque cantonale, attention, s'agissait d'envoyer un représentant du peuple à l'Assemblée nationale dans des coins à problèmes où il se déchire la tête, le peuple, où il s'élève avec force pour ou contre la construction de nouvelles mosquées. Alors, pourquoi il s'est pas donné la peine de se déplacer ?

Parce qu'il sait très bien que les députés sont payés pour ne rien foutre en France, aujourd'hui. Ils ont tout juste le droit de se planquer derrière leur pupitre chaque fois que le premier ministre brandit son 49.3. Demandez à nos voisins ce qu'ils pensent du Palais-Bourbon comparé à Westminster ou au Bundestag. Ils pensent que c'est une énorme plaisanterie, et ils nous rigolent au nez. Tout se décide à l'Elysée, et par ricochet à Matignon. Point final. Il en a pris son parti, le peuple, depuis le temps. Et quand il est pas content, il s'adresse ni à son député ni même à son syndicat, il enfle son blouson et il descend dans la rue en brandissant des ban-

deroles et en gueulant comme un âne.

Dire que c'est exactement ce qu'ils font ce moment dans les pays de l'Est ! Seulement, là, c'est pour avoir le droit de voter, justement, pour secouer l'intolérable dictature du PC. Dire qu'hier, en Hongrie, malgré les consignes d'abstention de l'opposition, ils se sont rués vers les urnes dans un immense, un impétueux élan de liberté retrouvée. Et dire que nous, ici, on traîne les pieds !

En être arrivés là, moi, je trouve ça terrifiant. Enfin quoi, dans une démocratie aussi vieille que la nôtre, on ne doit pas, on ne peut plus laisser le pouvoir à la rue. Parce qu'elle l'a, ne vous y trompez pas. Sur des questions aussi fondamentales que la grille des salaires, l'école libre ou la réforme universitaire, c'est elle qui tranche — et c'est pas normal. On peut pas naviguer à vue et au son. La vue des sondages et le son des médias.

Qu'est-ce que j'attends pour canaliser cette dangereuse dérive en nous proposant un bon petit référendum de temps en temps, hein, mon Mimi ? Ça te botte pas, le modèle suisse ? Il y a vraiment des jours où, moi, ouï !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « A l'Est, l'aube de l'Etat de droit », par Raphaël Hadas-Labell ; « En finir avec l'arrogance », par Gilles Martinet 2

Les changements en Europe de l'Est 3 à 5

Le référendum en Suisse

Plus d'un électeur sur trois favorable à la suppression de l'armée ... 6

Le rebondissement de la crise au Liban

Vers une épreuve de force entre dirigeants chrétiens après l'élection du président Hraoui ? 8

Un secrétaire général pour l'intégration ?

Le gouvernement envisage de créer un secrétaire général permanent pour l'intégration des immigrés auprès du premier ministre 10

Le débat au sein du PS

M. Mauroy de plus en plus pressant auprès de M. Fabius 11

SECTION B

La recherche dans les universités

M. Jospin annonce la création d'un Institut des hautes études scientifiques universitaires 14

La programmation militaire à l'Assemblée nationale

La programmation militaire 1990-1993 vient en seconde lecture à l'Assemblée nationale. En dépit des événements en Europe de l'Est, elle maintient intégralement les orientations décidées au printemps dernier par le gouvernement 14

Théâtres d'Europe en Rhône-Alpes

La Convention européenne du théâtre a reçu les troupes de l'Ouest et en a invité plusieurs de l'Est. On attend la suite 15

Aventure latine pour David Byrne

En solo, le chanteur des Talking Heads s'offre un voyage musical entre Brésil et Caraïbes 16

Mauvais piano pour vrai pianiste

Sergueï Edelmann sur un mauvais piano et dans une acoustique douteuse. Un virtuose a fait ses débuts à l'Auditorium du Louvre 16

Les frontières du cinéma

Paris fête, samedi 25 novembre, le cinéma européen. Un cinéma malade, confronté au déferlement des films venus d'outre-Atlantique et incapable, pour le moment, de franchir les frontières nationales 17

Sports

Les rugbymen néo-zélandais ont terminé brillamment la tournée en Grande-Bretagne en battant les Barbarians. Treize navigateurs ont pris le départ du Tour du monde en solitaire sans escale 21

SECTION C

La montée du deutschemark

Les banques françaises pourraient relever leurs taux de base 25

Les aides aux pays de l'Est

Ensemble et en ordre dispersé, les pays occidentaux ont déjà promis beaucoup à la Pologne et à la Hongrie 25 et 26

Un rapport de la Banque mondiale

De bonnes intentions et des fonds pour l'Afrique subsaharienne 44

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Sud oublié ou presque

L'ouverture de l'Europe, orientale et le jeu du marché détournent du tiers-monde, notamment de l'Afrique, les entreprises et les gouvernements 27 et 28

La chronique de Paul Fabra

Le danger d'europlanisation des Etats-Unis, selon Henry Kaufman 30

Services

Abonnements 18
Campus 18
Cartes 18
Loto, Loto sportif 18
Marchés financiers 46
Météorologie 23
Mots croisés 18
Radio-télévision 23
Spectacles 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 26-27 novembre 1989 a été tiré à 575 917 exemplaires

Fusion du PSU et de la Nouvelle Gauche

L'Alternative rouge et verte se lance sur les brisées des écologistes

L'Alternative rouge et verte dont le sigle est difficile à porter, l'ARV — est née au cours d'un congrès commun de feu le PSU et de la Nouvelle Gauche (les anciens comités Juquin), samedi 25 et dimanche 26 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ce nouveau mouvement se veut « socialiste, autogestionnaire, finissant des écologistes et internationaliste ». Il est fort, selon ses dirigeants, d'un millier d'adhérents environ venant, à parts égales, de ses deux composantes constitutives. A l'instar des Verts, l'Alternative s'est dotée de quatre porte-parole : M. Marie-Françoise Broe et M. Jean-Claude Le Scortet (ex-PSU), M. François Galland et M. Jean-Pierre Lemaire (ex-NG).

Ce « mariage » a été précédé, vendredi, par le sabotage du PSU après trente années d'existence, par les trois quarts des délégués du dix-huitième congrès de ce parti (le 16 novembre). Le 16 novembre, quelques centaines de membres des deux organisations ont adopté par 71,6 % des voix le texte (A) présenté par la majorité des dirigeants préconisant la fusion. Le texte (B) s'opposait à la constitution d'un nouveau parti et préférait la constitution d'un « Forum », carrefour de discussion ouvert à tous, n'a recueilli que 16,6 % des mandats présents. Une troisième motion (C) suggérant, sur le mode interrogatif, une « adhésion collective », chez les Verts, n'a obtenu que 2,4 %.

Les signataires « parisiens » du texte B, M. Bernard Ravenel (PSU) et Jean Brugé (NG) notamment, ayant fait part de leur volonté de quitter le nouveau mouvement, une partie des militants « provinciaux » qui avaient soutenu leur texte se sont désolidarisés de cette « scission douce » pour rejoindre la majorité. Les jeunes femmes à l'origine du texte C se sont données un mois pour décider, avec ceux qui les ont suivies, de la suite de leur démarche vers les écologistes.

N'ayant signé aucun texte, M. Guy Labrid, secrétaire national chargé des relations internationales de l'ex-PSU, a décidé, comme d'autres militants de son ancienne organisation, de déposer une demande individuelle d'adhésion aux Verts après une période de « veuvage ».

La cinquantaine de membres composant la coordination générale de l'ARV devraient se réunir les 15 et 16 décembre pour élire un exécutif de douze à treize membres. Il y a actuellement dix-huit candidats dont six présents par l'ex-PSU et douze par la NG-panmi lesquels est remarquable la présence d'anciens membres des Comités communistes pour l'autogestion (CCA), scission de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) au sein de la IVe Internationale trotskiste, dans les années 70.

JORDANIE : le roi Hussein proclame la prochaine légalisation des partis politiques. — Le souverain a mentionné, lundi 27 novembre, dans son discours du trône prononcé à l'ouverture de la session du nouveau Parlement, la prochaine légalisation des organisations politiques dans son pays, où elles sont interdites depuis 1957. Le souverain s'adressait aux 80 députés élus le 8 novembre lors du premier scrutin législatif en Jordanie depuis vingt-deux ans, et aux 40 sénateurs qu'il a désignés mercredi. « Une commission royale, a-t-il indiqué, sera chargée d'élaborer une Charte nationale basée sur la Constitution des principes fondamentaux du royaume. Elle définira les concepts de nationalisme et de patriotisme qui guideront la nation et sur la base desquels seront autorisées les organisations politiques. »

Cette Charte, a-t-il ajouté, sera soumise à un référendum — le premier du genre dans l'histoire de la Jordanie. — (AFP).

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES

ANGLAIS-ALLEMAND

UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

OISE LANGUAGE TRAINING
OISE HOUSE, Binsley Lane - Oxford (England) tél. (0865) 249 218, membre de ARELS-FELDO
21 rue Thibautpierre-Renaudot - 75016 Paris - Agréée par l'UNOISEL
Tél. (1) 45 33 13 02
LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

Une fillette de trois ans grièvement blessée dans la bande de Gaza. — Une petite fille de trois ans a été grièvement blessée, dimanche 26 novembre, par des tirs de soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Jabalia, dans la bande de Gaza, a-t-on appris de sources palestiniennes. (AFP.)

Pure...

Les meilleures tables de Paris ont choisi VOLVIC. L'eau qui respecte le goût des vins et des mets.

La liste complète se trouve à : 56 des Eaux de l'Orléanais 45330 ITALIC

VOLVIC

PASSAGES

20 ans après l'affaire Gabrielle Russier

L'AMOUR A L'ECOLE

EN VENTE EN KIOSQUE 15 F

Novembre 1989

MODE : ACHETEZ "DECONTRACTEE"

Zéro pour les prix élevés qui vous tiennent sur les nerfs ! On demande à la création d'être séduisante, à la qualité d'être "top niveau". Mais aux prix de se faire minuscules. Pour que la mode soit un plaisir, il faut que le "facteur-prix" soit presque négligeable. Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

3617

tarifmedia

Les performances de la télématique en plus

LETTERS FROM THE HIGHLANDS

Amigos,
La Highlandry fait traditionnellement partie de la culture anglaise. C'est pourquoi nous avons décidé de vous offrir un verre de whisky écossais. C'est un geste de bienvenue et de respect pour notre tradition et pour la qualité de nos produits.

Little John's Highlandry

Peut-être, mesure écossaise.

GLENGOYNE

12 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY